|  |
| --- |
| Yvan LAMONDE  historien, professeur émérite, Université McGill, Montréal.  (1991)  TERRITOIRES de la culture québécoise  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Yvan LAMONDE

**Territoires de la culture québécoise.**

Québec: Les Presses de l’Université Laval, 1991, 293 pp.

M Yvan Lamonde nous a accordé le 9 juin 2021 son autorisation de diffuser en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales, conjointement avec celle du directeur général des Presses de l’Université Laval, Monsieur Denis Dion.

Boite_aux_lettres_clair Courriels : Yvan Lamonde: [ylcbrl449@gmail.com](mailto:ylcbrl449@gmail.com) ou [yvan.lamonde@mcgill.ca](mailto:yvan.lamonde@mcgill.ca)

Denis Dion, directeur général des Presses de l’Université Laval:   
Denis Dion: [denis.dion@pul.ulaval.ca](mailto:denis.dion@pul.ulaval.ca)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

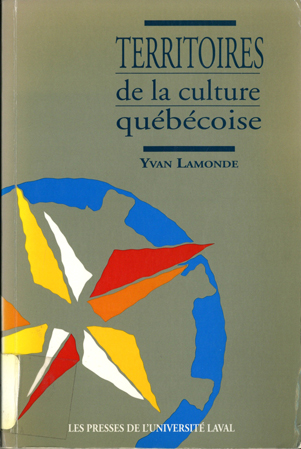
Édition numérique réalisée le 25 juillet 2021 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Yvan LAMONDE

historien, professeur émérite, Université McGill, Montréal.

TERRITOIRES  
de la culture québécoise



Québec: Les Presses de l’Université Laval, 1991, 293 pp.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Lamonde, Yvan, 1944- Territoires de la culture québécoise

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 2-7637-7254-4 1. Québec (Province) - Vie intellectuelle. 2. Québec (Province) - Civilisation. I. Titre.

FC2919.L35 1991 971.4 C91-096116-6

F1052.L35 1991

Couverture : Norman Dupuis

© Les Presses de l’Université Laval 1991  
Tous droits réservés. Imprimé au Canada.

Dépôt légal (Québec et Ottawa),  
1er trimestre 1991  
ISBN 2-7637-7254-4

TERRITOIRES

de la culture  
québécoise

Yvan Lamonde

LES PRESSES DE L’UNIVERSITÉ UVAL

Sainte-Foy, 1991

**Territoires de la culture québécoise**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#tdm)

Délimiter le vaste domaine de la culture, repérer les terrains d’enquête, explorer les nouveaux territoires, baliser des pistes..., c’est en ces termes qu’Yvan Lamonde décrit dans son introduction le chemin qu’il a parcouru depuis plus de quinze ans à la découverte de l’histoire socioculturelle du Québec. Il nous propose ici, dans une version remaniée, douze textes publiés au cours de ces années et qui sont autant d’étapes de son voyage à travers la culture québécoise.

Professeur agrégé à l’Université McGill,

Yvan Lamonde poursuit ses recherches sur l’histoire des idées au Québec et sur l’histoire socio-culturelle de Montréal du XVIIIe siècle à nos jours.

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[293]

**Territoires de la culture québécoise**

Table des matières

[Quatrième de couverture](#Territoires_couverture)

[Introduction](#Territoires_intro) [1]

1. [L’histoire culturelle et intellectuelle du Québec](#Territoires_texte_01): tendances et aspects méthodologiques [7]

2. [La recherche sur l’histoire socio-culturelle du Québec depuis 1970](#Territoires_texte_02) [25]

3. [Une problématique de culture urbaine](#Territoires_texte_03) : Montréal (1820-1920) [49]

4. [La sociabilité et l’histoire socio-culturelle](#Territoires_texte_04): le cas de Montréal, 1760-1880 [71]

5. [Les associations au Bas-Canada : de nouveaux marchés aux idées (1840-1867)](#Territoires_texte_05) [105]

6 [La bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal (1852-1876)](#Territoires_texte_06): pour une analyse multidimensionnelle [117]

7. [L’association culturelle au Québec au XIXe siècle](#Territoires_texte_07): méthode d’enquête et premiers résultats [149]

8. [La librairie Hector Bossange de Montréal (1815-1819)](#Territoires_texte_08) et le commerce international du livre [181]

9. [Un almanach idéologique des années 1900-1929](#Territoires_texte_09): l’œuvre de Mgr L.-A. Pâquet, théologien nationaliste [219]

10. [L’influence culturelle américaine au Québec](#Territoires_texte_10): un aller simple [235]

11. [La modernité au Québec](#Territoires_texte_11): pour une histoire des brèches (1895-1950) [259]

12. [Le père Georges-Henri Lévesque, un homme de la Crise](#Territoires_texte_12) (1933-1950) [275]

[1]

**Territoires de la culture québécoise**

INTRODUCTION

*La méthode : le chemin une fois parcouru.*

Georges DUMÉZIL.

[Retour à la table des matières](#tdm)

En ce temps-là, l’enseignement de la philosophie à la Faculté de philosophie de l’Université de Montréal était d’une indicible intemporalité. Descartes, Hume, Kant, Heidegger avaient avalé leur acte de naissance. Seul un cours sur la philosophie américaine, mal vu d’ailleurs dans la Faculté, invitait quelques étudiants à lire Perry Miller sur l’esprit de la Nouvelle-Angleterre, H. W. Schneider sur l’histoire de la philosophie aux États-Unis ou Henry David Thoreau, le philosophe dans les bois. Nous y découvrions l’espace et le temps dont Kant faisait pourtant les catégories à priori de l’entendement ! Le professeur Roland Houde, titulaire du cours sur la philosophie américaine, entreprit, l’année du centenaire de la Confédération canadienne, une recherche sur la philosophie au Canada à laquelle il associa quelques étudiants. Puis la maîtrise en philosophie terminée, ce fut l’inscription en histoire à l’Université Laval où œuvraient alors les historiens intéressés par l’évolution sociale et culturelle.

Un défi clair s’imposait : faire l’*histoire* *de la philosophie au Québec* [[1]](#footnote-1) et mener à terme une histoire des idées, du XVIIIe siècle à la Révolution tranquille, comme en connaissaient la France, l’Italie, les États-Unis et bien d’autres pays.

Cette histoire de la philosophie passait principalement par celle de l’éducation mais, déjà, une recherche plus ample s’imposait pour retracer la philosophie dans les imprimés, dans les bibliothèques personnelles ou publiques, dans la librairie, dans des conférences. L’histoire des idées philosophiques allait cette fois descendre au ras du sol, au niveau des hommes, des institutions, de la diffusion.

[2]

Premier défi : délimiter un territoire, placer les points cardinaux, déterminer les appellations : histoire des idées, histoire intellectuelle, histoire culturelle, histoire des mentalités. La première étape consistait à prendre acte de l’arpentage déjà effectué, à faire le point sur l’état des connaissances de l’histoire de la culture québécoise [[2]](#footnote-2).

Des historiens travaillaient certes sur des aspects de la culture - l’éducation, les relations France-Québec, les idées libérales ou ultramontaines -, sans toutefois cadastrer ce vaste domaine, sans trop se préoccuper de cartographier ce territoire, de repérer les terrains, d’observer leur juxtaposition. Il fallait s’engager, partir dans les pays d’En-Haut et d’En-Bas de la culture et montrer l’organisation et la cohérence de cet immense territoire de la culture.

La recherche des imprimés philosophiques mena à l’histoire de l’imprimerie [[3]](#footnote-3) au Québec et à l’histoire de la librairie [[4]](#footnote-4) ; celle des bibliothèques [[5]](#footnote-5) conduisit à des associations volontaires où la bibliothèque semi-publique était apparue. Il fallait explorer aussi à l’extérieur des murs des collèges, de ce groupe déjà privilégié de la bourgeoisie qui avait accès à l’éducation classique ; il convenait d’ouvrir socialement le « domaine » de la culture.

L’association se révéla d’abord propre à la ville ou au village. Ses activités typiques - conférences publiques et débats, bibliothèques et salles de journaux - mettaient d’ailleurs en valeur les deux médias du XIXe siècle : la tribune et la presse [[6]](#footnote-6). On entrait là dans un territoire nouveau, celui de la culture urbaine ; un terrain d’enquête s’imposait, Montréal [[7]](#footnote-7). Marquée socialement, la culture l’était aussi spatialement.

Nouveau départ, nouvelle exploration. La culture observée dans les associations du genre de l’Institut canadien de Montréal était celle, entre 1840 et 1870, de Québécois et de Montréalais instruits, lecteurs, parfois orateurs et écrivains. Mais il fallait baliser d’autres pistes, avancer dans le XIXe siècle, aller vers la fin du siècle et vers des Montréalais qui ne privilégiaient pas une culture de l’imprimé ou de l’éloquence. Le cinéma qui associait technologie et spectacle visuel parut un domaine prometteur pour explorer à la fois la culture urbaine et la culture dite de masse [[8]](#footnote-8). Par cette recherche quantitative sur la production, la distribution et la consommation du [3] cinéma, une trajectoire était chronologiquement franchie jusqu’à l’apparition de la radio et de la télévision. Le territoire de la culture n’était plus seulement celui des collèges, des bibliothèques, des associations. Ce n’était plus seulement le territoire réservé d’une élite ou d’une bourgeoisie libérale plus démocratique : la culture concernait, sur le mode du loisir offert et de la consommation, la majorité des citoyens. Avec la mise en place, en cette fin de siècle, d’un système de production, de distribution et de consommation de masse, il importait de dégager la signification des expressions culture de la majorité, culture populaire, culture ouvrière [[9]](#footnote-9), culture commerciale et culture de masse [[10]](#footnote-10). L’étude d’un parc d’attractions - le parc Sohmer - fut le moyen de comprendre le destin de la culture dans une société où l’économie tertiaire se développait et où la culture-loisir était devenue un bien offert au même titre que le journal ou le tramway [[11]](#footnote-11).

L’histoire des idées, l’histoire intellectuelle avait dégagé l’axe européen, français, de la culture québécoise et le privilège consenti dans ses médias au savoir, au livre, à la revue, au verbe. L’histoire culturelle avait non seulement sensibilisé aux formes d’expression d’autres groupes sociaux et au fait radicalement nouveau que la culture commerciale et le loisir créaient une société de consommateurs, mais elle avait surtout révélé l’axe nord-américain d’une culture visuelle du spectacle ou du cinéma. Il fallait donc aller plein sud, du côté des États-Unis, pour explorer non pas les « menaces de l’américanisation » mais la signification de l’américanité, de l’appartenance non seulement économique mais aussi culturelle du Québec au continent [[12]](#footnote-12).

La « vocation de la race française en Amérique » du théologien-philosophe Louis-Adolphe Pâquet prenait une tout autre signification [[13]](#footnote-13). Il fallut faire un bivouac et penser à la direction à prendre pour suivre l’évolution des idées au début du XXe siècle. La culture et le loisir de la majorité des Montréalais paraissaient tout à fait de leur époque, bien arrimés à la culture étatsunienne en pleine expansion occidentale. Comment le XXe siècle entrait-il dans les courants d’idées ? Direction : la modernité, c’est-à-dire la place, souvent faite de façon batailleuse, à l’innovation dans la création artistique ou scientifique [[14]](#footnote-14).

[4]

La prospection de ce souci d’innovation en sciences sociales conduisit à la poursuite d’un destin intellectuel, celui du dominicain Georges-Henri Lévesque [[15]](#footnote-15) et à la poursuite d’une piste belge, celle de l’origine de l’intérêt de Québécois pour la question sociale et pour les sciences sociales [[16]](#footnote-16). La biographie intellectuelle du père Lévesque bouclait chronologiquement un long circuit de biographies d’intellectuels - les abbés Odelin (1789-1841), Raymond (1810-1887) et Désaulniers (1811-1868), Louis-Antoine Dessaulles (1818-1895), l’abbé Louis-Adolphe Pâquet ( 1859-1942) [[17]](#footnote-17) - sans cesse parallèle à une recherche de l’expérience autobiographique québécoise qui dirait la conscience qu’eurent certains de leur itinéraire [[18]](#footnote-18).

Cette longue exploration a permis de cartographier le territoire de la culture québécoise et a mené à l’ouverture de grands chantiers : l’histoire sociale des idées au Québec, l’histoire socio-culturelle de Montréal.

[5]

**NOTES de l’introduction**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[6]

[7]

**Territoires de la culture québécoise**

1

L’histoire culturelle  
et intellectuelle du Québec:  
tendances et aspects méthodologiques [[19]](#footnote-19)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le plus récent bilan de l’histoire socioculturelle du Québec mettait l’accent sur le XIXe siècle en insistant sur l’impératif social de cette histoire [[20]](#footnote-20). Ce nouveau bilan, en accordant autant d’importance au XXe siècle qu’aux XVIIIe et XIXe, se focalisera sur l’histoire des idées tout en montrant comment s’est opéré, dans l’historiographie québécoise, l’arrimage entre l’histoire intellectuelle et l’histoire socioculturelle. Après un bilan historiographique, une évaluation du connu et de l’inconnu et une analyse des percées méthodologiques, nous mettrons en place les exigences méthodologiques et théoriques d’une synthèse de l’histoire des idées au Québec de 1760 à 1960.

L’historiographie sur les XVIIIe et XIXe siècles

L’intérêt pour l’histoire des « progrès intellectuels » du Québec ou pour l’histoire de « notre mouvement intellectuel » ou de « la vie de l’esprit » remonte à la seconde moitié du XIXe siècle. Ce furent souvent d’ailleurs des littéraires qui balisèrent les chemins de la production de textes historiques, politiques ou romanesques, nous rappelant du coup l’importance des textes imprimés et le privilège qui leur est traditionnellement accordé par l’histoire intellectuelle [[21]](#footnote-21).

[8]

6

C’est pourtant l’ouvrage de Marcel Trudel, *L’influence de Voltaire au Canada (1945),* qui inaugure une pratique soutenue d’histoire culturelle du Québec, peu avant que les départements d’histoire à Montréal et à Québec ne prennent leur essor.

Cette problématique de l’influence culturelle de la France a d’ailleurs marqué profondément l’historiographie jusqu’à nos jours. En entreprenant d’enfoncer le mythe de La Capricieuse selon lequel les relations avec la France après la Conquête ne seraient renouées que par le retour officiel que symbolise la remontée du Saint-Laurent par ce vaisseau français, Claude Galarneau étaie la thèse d’une présence soutenue de la France, et il analyse (1970) l’opinion canadienne face à la France révolutionnaire jusqu’à la levée du blocus napoléonien (#31). Durant les années 1960, Philippe Sylvain publie ses recherches sur les libéraux et les ultramontains des deux mondes, en suivant ainsi, mais par une autre voie après 1815, l’axe des rapports culturels entre la France et le Québec (#250). Simultanément, Pierre Savard publie (1967) sa thèse sur l’ultramontain Tardivel face à la France et aux États-Unis (#413) entreprise sous la direction de Philippe Sylvain, et Jacques Monet rend publics (1969) les résultats de ses recherches sur l’alliance ultramontaine entre politique et clergé (#281). En 1971, en publiant ses Rouges (#253) qui constitue pour ainsi dire la contrepartie de l’étude de Monet, Jean-Paul Bernard mettait l’accent moins sur les origines européennes du libéralisme canadien-français que sur sa trame coloniale, son enracinement politique et ses dimensions idéologiques. Ce faisant, Bernard poursuivait une piste d’histoire culturelle davantage centrée sur la société coloniale, inaugurée par Fernand Ouellet et pratiquée par Jean-Pierre Wallot, associé occasionnellement à John Hare.

On n’a pas assez souligné l’apport de Ouellet à ce qu’il appelait les mentalités, attentif que l’on fut à sa contribution à l’histoire économique et sociale. Nul n’a mieux que lui balisé le régime social de la Conquête à l’Union, la signification de l’émergence du parlementarisme à travers les partis et les Papineau, père et fils ; nul n’a mieux mis en place les paramètres du nationalisme et du laïcisme, les tenants et aboutissants des insurrections de 1837 et de 1838. Bien que son analyse du libéralisme ait été complétée par des travaux postérieurs et que celle du nationalisme paraisse aujourd’hui marquée [9] par l’idéologie anti-duplessiste de *Cité libre*, Ouellet aura dès le départ conjugué histoire culturelle et histoire sociale.

Cette trame de l’influence européenne *à l’œuvre dans la société coloniale* fut aussi celle que parcourut Wallot, durant une période plus courte qui va de la Conquête à la levée du blocus napoléonien. Arrivé à la conclusion d’une influence plus dynamique de 1775 et de 1789 sur la colonie, vraisemblablement en raison de ses recherches fouillées au sujet de la crise sous Craig, Jean-Pierre Wallot - associé à John Hare - introduisit la variable diffusion en histoire culturelle en menant des enquêtes systématiques sur l’imprimé dans la colonie entre 1800 et 1820 [[22]](#footnote-22).

Ces recherches ou des aperçus importants de celles-ci allaient paraître deux ou trois ans après l’inauguration (1967) à l’Université Laval d’un séminaire interdisciplinaire sur les idéologies au Canada français d’où sortiront après 1969 six volumes sur les idéologies entre 1850 et 1976. En cet âge d’or de l’interdisciplinarité et des « projets collectifs », le séminaire lance, après [*L’idéologie allemande*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.ide), l’idéologie québécoise. En perpétuant une certaine tradition idéaliste, cette analyse privilégie les idéologies des élites bourgeoise et cléricale, les sources de ceux qui ont le pouvoir du savoir, et l’analyse interne des courants d’idées. En tout état de cause, ce séminaire, mené durant plusieurs années, aura eu l’indiscutable effet de sensibiliser aux débats d’idées et aux conflits sociaux ; il aura été une étape d’autant plus profitable qu’il appelait lui-même un dépassement critique. Emergeait alors de l’histoire du capital le souci d’une histoire - aussi - du travail. Cette conjoncture allait ouvrir trois pistes à l’histoire culturelle : celle de l’analyse des « appareils » ou des médias de ces idéologies dorénavant bien définies, celle de l’analyse de ces idéologies cette fois prospectées en région et, enfin, la piste de l’« autre culture », de la culture populaire, celle des « gars ben ordinaires ».

Une certaine histoire de la presse (#339-350) et l’analyse des associations volontaires du genre Institut canadien ou Mechanics’ Institute (#354-360), qui mettaient à la disposition d’un public bibliothèques (#115-120, #362-363) et conférences (#359-360), contribuèrent à faire voir les stratégies de diffusion de ces idéologies et à placer dans son véritable contexte urbain cette culture libérale et ultramontaine.

[10]

Au moment où s’ouvraient les campus régionaux de l’Université du Québec, des chercheurs au Saguenay et en Mauricie donnèrent une direction nouvelle ou radicalement différente à l’analyse des idéologies. René Hardy et Serge Gagnon se tournèrent vers l’analyse des pratiques religieuses en Mauricie, en explorant les relations particulières entre l’économie agro-forestière et les transformations socio-culturelles (#364-369). Au Saguenay, Gérard Bouchard, à des années-lumière de l’idéologie du journal ultramontain Le Nouveau Monde qu’il avait analysé (#346), entreprenait une enquête systématique pour expliquer la mobilité géographique et sociale de la population de cette région de colonisation. Il y observera une désarticulation entre le système économique et le système socioculturel qui confère alors une relative autonomie aux acteurs sociaux, c’est-à-dire à une petite bourgeoisie traditionnelle et au clergé dont le pouvoir social et culturel sera d’autant plus grand qu’il est dissocié du pouvoir économique, autre, étranger géographiquement et ethniquement (#374-380).

On observera que dans ces deux régions, tout comme à Hébertville, au Lac-Saint-Jean, analysé par Normand Séguin, l’étude a porté principalement sur le pouvoir « temporel » du clergé et moins sur les notables dont on connaît peu encore la culture. Si la mise en place sociale est acquise, l’analyse de l’expression sociale de cette notabilité bourgeoise et des milieux populaires reste à faire.

L’histoire de la culture populaire a emprunté plus d’une piste. En un sens, Gérard Bouchard, en se servant de la démographie pour travailler au ras du social, se donne les moyens d’une histoire de la majorité et de ses comportements. Même si l’on dispose d’aperçus de la culture populaire rurale et préindustrielle grâce à des travaux ethnologiques qui n’ont malheureusement pas annoncé la couleur sociale de leurs objets ni toujours daté leurs découvertes, le problème de la culture populaire s’est historiographiquement posé au Québec en regard de la culture urbaine des milieux ouvriers. Après avoir observé les limites d’une analyse de l’idéologie qui privilégiait la bourgeoisie et le clergé, s’imposait la recherche d’un angle d’attaque de cette culture dite populaire. Nous avons tenté, pour notre part, de sérier les problèmes et de circonscrire la question : culture ouvrière est-elle synonyme de culture populaire ? Que devient l’expression sociale des ouvriers au moment où ceux-ci perdent des moyens de production [11] économique et des moyens d’expression culturelle au profit d’une culture de masse qui transforme de plus en plus le citoyen en consommateur, de moins en moins créateur de sens, générateur de gestes et de symboles ? Comment joindre l’expression ouvrière de la revendication à une consommation symbolique comme le parc d’attractions ou le cinéma [[23]](#footnote-23) ?

Il convient enfin d’observer que l’on connaît mieux l’histoire de l’éducation des élites que celle de l’instruction de la majorité. La synthèse de Claude Galarneau sur les collèges classiques (#94) a bien fait voir dans les effectifs des collèges la sous-représentation des « travailleurs » ruraux et urbains en regard de leur poids dans la population et elle a reconnu une formation humaniste, parfois déphasée, dont les littéraires tiennent d’ailleurs de plus en plus compte dans leur étude de la genèse des œuvres de fiction. Quant à l’instruction, après les questions de Fernand Ouellet sur l’approbation de l’école par l’Église ou l’État (#89) et les travaux de Réal Boulianne sur les écoles de la Royal Institution for the Advancement of Learning (#170), on commence à voir les variables importantes - ethnie, religion, revenu, lieu de résidence - et les enjeux de l’instruction publique (#180). Les travaux sur l’alphabétisation (#101-106) dirigés par Claude Galarneau explorent de plus en plus, en milieux urbain et rural, ce rapport à l’école.

L’historiographie sur le XXe siècle

Quelques constats s’imposent d’abord à propos des travaux sur l’histoire culturelle et surtout intellectuelle du Québec : le XXe siècle intellectuel a été négligé dans l’historiographie en regard du XIXe ; il a été négligé par les historiens mais étudié par des sociologues et des politicologues ; il a été laissé de côté par les historiens francophones mais privilégié par les historiens anglophones. On dispose certes de quelques pierres importantes qui finissent par former un gué dans ce large XXe siècle ; force est de constater le grand nombre d’études de qualité mais trop souvent ponctuelles.

On peut donc entrer dans le XXe siècle avec les études - de Lionel Groulx à Chad Garfield - sur les minorités francophones hors Québec (#436-448), les travaux sur Tardivel (#408-422) et ceux de Joseph Levitt sur Henri Bourassa (454-473). Sur L’Action française [12] et les années 1920, il existe une étude majeure, celle de Susan Trofimenkoff (#575). La décennie de la Crise est celle, au XXe siècle, qui a suscité le plus d’études : d’abord celle d’André-J.-Bélanger (#615) qui a ensuite structuré la période qui va de la Crise à l’après-Révolution tranquille, en analysant successivement la JEC, Cité libre et Parti pris (#630). Marcel Fournier, Robert Comeau et Andrée Lévesque ont étudié la naissance et l’évolution du communisme, de l’anticommunisme et de la CCF au Québec (#673-679). Après la jeunesse catholique puis communiste, la jeunesse nationaliste a suscité une constellation de recherches sur les Jeune-Canada (#658-661), sur André Laurendeau (#662-667) et sur le Bloc populaire canadien (#681-684) au cours de la décennie suivante. Participent de cette tendance à scruter d’abord les formes et les forces d’innovation des études sur l’Ecole des sciences sociales de l’Université Laval et le père Georges-Henri Lévesque (#685-692), les analyses de l’œuvre de Paul-Émile Borduas et du Refus global (#693-701, #745-750), les travaux sur la modernité culturelle (#433). Les aspects les plus fouillés des années 1950 s’avèrent *Cité libre* (#756-765) et la naissance de la télévision, en particulier les études de Gérard Laurence sur les émissions d’affaires publiques de Radio-Canada (#771-787).

Le connu, le méconnu, l’inconnu

Pour la suite de la recherche, il est opportun de souligner les lacunes les plus flagrantes de l’histoire culturelle et surtout intellectuelle du Québec.

Au XIXe siècle, la période 1840-1880 est vraisemblablement la mieux connue, alors que celle qui suit, de 1880 à 1929, s’avère la moins fouillée. Les contenus et la morphologie de la culture changent alors : la ville, la production de masse dans le domaine culturel (la presse à grand tirage), la culture du spectacle (théâtre, parc d’attractions, cinéma) entraînent une mutation du code culturel et moral qui reste à expliquer et à arrimer en amont et en aval. L’étude des relations intellectuelles avec l’Angleterre et les États-Unis permettrait de mieux cerner la culture anglophone du Québec, d’évaluer la place de la culture politique britannique dans les idées politiques des Canadiens français de Papineau à Trudeau en passant par Laurier et de comprendre l’attrait des libéraux pour la grande République [13] américaine, d’où viennent tant d’idées et de biens culturels. Malgré des travaux ponctuels sur *Le Canadien*, *La Minerve* ou les *gazettes*, les véritables études sur la presse font défaut. On attend quasi tout de l’histoire culturelle et intellectuelle des régions du Québec.

L’étude du libéralisme n’est pas épuisée. La part des libéraux - doctrinaires et politiciens - dans le projet et le fait de l’abolition du régime seigneurial demande à être éclaircie. Surtout, et compte tenu de la contribution de Fernande Roy (#435), la vitalité du libéralisme après le discours de Laurier constitue un territoire à explorer. Que devient le libéralisme avec Arthur Buies, Honoré Beaugrand, Alphonse Lusignan, Aristide Filiatrault et son *Canada-Revue*, le poète Louis Fréchette, Godfroy Langlois ? Le libéralisme de Jean-Charles Harvey, le libéralisme « catholique » du père Lévesque renouent-ils de façon particulière avec la tradition libérale ? Et *Cité libre*, et *Liberté*?

Au XXe siècle, il faudra poursuivre au-delà des recherches de Pierre Savard (#221) et de Françoise Vaucamps (#225) l’analyse des relations intellectuelles entre la France et le Québec. La présence de Barrés, de Maurras, de *L’Action française*, des catholiques non conformistes des années 1930 (Maritain), de Mounier et de l’existentialisme reste à évaluer et à comprendre. En ce qui concerne la radiophonie après 1940 et la télévision, sera-t-on capable d’une analyse aussi fouillée que celle qu’Elzéar Lavoie (#525) a faite pour les années antérieures ? L’essentiel reste à dire à propos des mouvements nationalistes entre le Bloc populaire et le Rassemblement pour l’indépendance nationale. L’« autonomie provinciale » de Maurice Duplessis n’épuise certes pas la période : *L’Action nationale*, la commission Tremblay, l’Alliance laurentienne de Raymond Barbeau exigent une mise en perspective de 1945 à 1960.

On peut aussi espérer des biographies plus définitives d’Olivar Asselin, de Jules Fournier, d’Edouard Montpetit, d’Esdras Minville bien campés dans leur temps. Tout en reconnaissant, pour le XIXe siècle, l’apport remarquable du *Dictionnaire biographique du Canada* grâce à ses portraits d’individus et de groupes, le même souhait vaut, au XIXe siècle, pour Etienne Parent, John Neilson, Louis-Joseph Papineau, Louis-Antoine Dessaulles, Arthur Buies, Honoré Beaugrand, Cyrille Boucher, à titre d’exemples.

[14]

Il faut enfin plaider pour une intégration de l’essai et des essayistes québécois dans cette histoire intellectuelle qui s’avère souvent l’histoire de l’expression de soi... et des autres à travers soi. Si l’histoire intellectuelle n’est pas que celle des intellectuels, elle doit manifestement les inclure.

En ce sens, ce plaidoyer pour une histoire socio-culturelle ne demande pas la peine de mort pour l’histoire intellectuelle. Il s’agit plutôt de proposer que la dernière soit une partie du tout qu’est la culture, que les idées constituent une des formes d’expression sociale de certains groupes sociaux et que la dynamique sociale ait de multiples voix. On plaiderait ainsi pour une histoire intellectuelle à visage social.

Concluons cette partie en observant que l’analyse de l’historiographie fut l’initiative de la génération de 1970 à une exception près, Mason Wade, dont il faut rappeler l’effort de structuration de l’histoire intellectuelle en 1957 et en 1966 [[24]](#footnote-24).

Les percées méthodologiques

L’histoire culturelle et intellectuelle a gagné une crédibilité certaine dès le moment où elle a su énoncer les moyens d’avoir prise sur ses objets, moyens vérifiables qui fondent une affirmation.

L’histoire culturelle s’est d’abord imposé de nommer ceux dont elle parlait : le groupe social concerné constitue le véritable englobant de l’histoire culturelle. Celle-ci a de mieux en mieux défini ses espaces, en particulier en dégageant les conditions et les conséquences d’une culture urbaine (#168). Le défi est maintenant de sortir de Montréal et de Québec et d’aller vers une *middletown* comme Saint-Hyacinthe (#311) ou Sherbrooke ; mais surtout, dans un Québec majoritairement rural jusque vers 1920, s’impose l’analyse de la culture paysanne et villageoise que permettront des études d’histoire rurale de plus en plus nombreuses.

La percée méthodologique la plus importante en histoire socioculturelle fut de sérier les objets de façon à définir les durées et à mesurer le plus exactement possible les phénomènes à l’étude. Ces séries furent certes statistiques : mesure de l’école et des écoliers avec les données de recensement de Jacques Viger (#180), mesure indicative de l’alphabétisation grâce aux signatures sur les actes de mariage [15] (#101-106), mesure de la production et de la fréquentation cinéma- tographiques.

Pour quantifier, on constitua aussi des séries à partir de sources documentaires couvrant des périodes plus ou moins longues : mesure de la presse périodique (#71), usage de la publicité de ta librairie, mesure de l’imprimé et des imprimeurs (#111, 122), mesure de la possession de livres grâce à l’inventaire après décès (#117), mesure de l’offre de volumes en bibliothèque (#363) ou en librairie (#188), de la demande et des emprunts en bibliothèque (#362).

Certains corpus documentaires constituèrent aussi des séries chronologiques, même si celles-ci ne permettaient pas toujours des quantifications. Un corpus de guides touristiques (#314), de récits de voyages (#129, 221, 233, 234), de prônes (#365) ou de mandements épiscopaux, de manuels de philosophie (#96) rendait possible une analyse homogène pour des périodes de longueur variable.

Analogiquement, on peut considérer les rituels comme des séries. Deux exemples : les processions de la Saint-Jean-Baptiste le 24 juin avec ses chars allégoriques et ses discours (#156) ou les conférences publiques - le public lecture System - constituent autant de phénomènes publics, répétitifs, porteurs de sens, quant au contenu ou à la sociabilité.

Les mots peuvent former série, ceux par exemple qui disent ce qu’on met dans « progrès », « peuple » ou « nation » (#37, 40, 54). Les signes, plus globalement, peuvent contribuer à sérier un phénomène, à le radiographier sur un temps t-t’ : on a tenté une sémiologie susceptible de caractériser la clientèle sociale d’un parc d’attractions, le parc Sohmer de Montréal.

Liée à ce souci sériel, la recherche de typologies - types d’imprimés (#107, 109), de bibliothèques (#115), d’associations (#357) - et de systèmes de classification (#363) rendait possibles les comparaisons sur les plans national et international.

La nécessité d’une synthèse

Qu’on parle de pensée québécoise, d’histoire intellectuelle ou d’histoire des idées, le premier défi, pour qui se place *dans une perspective de synthèse*, consiste à donner une cohérence intellectuelle à [16] l’expression publique des citoyens du Québec, et ce, pour la durée biséculaire de 1760 à 1960. Cette cohérence sera logique en ce qu’elle définira et structurera les trames essentielles et marginales de cette expressivité collective et elle sera chronologique en ce que sa périodisation sera significative parce que légitimée. Ces trames nous semblent se résumer - avec la vigilance critique de mise face aux « ismes » - aux courants suivants : le nationalisme et ses corollaires (colonialisme, impérialisme, régionalisme, souverainisme) ; le libéralisme et la démocratie ; le catholicisme et l’ultramontanisme ; le laïcisme ; le continentalisme ou l’attraction étatsunienne ; la pensée sociale et économique ; la modernité. Telles sont les lignes directrices à suivre pendant deux siècles.

La chrono-logique de cette histoire socio-culturelle du Québec s’organise autour de six périodes : 1760-1815, 1815-1840, 1840-1880, 1880-1929, 1929-1945, 1945-1960.

La période 1760-1815 (#17-123) s’ouvre avec la Conquête et les révolutions étatsunienne et française, et s’achève avec la levée du blocus napoléonien, aussi important culturellement qu’économiquement. Cette conjoncture métropolitaine insuffle à la vie coloniale un dynamisme perceptible par la diffusion d’idées neuves à l’aide d’un média nouveau - l’imprimé -, par l’établissement de pratiques démocratiques - dont la Chambre d’assemblée - et par la reconnaissance de groupes sociaux, chacun disposé à présenter ses intérêts propres comme étant ceux de la majorité.

Dans un contexte international marqué en Europe par la montée des nationalismes et en France par la Restauration, le quart de siècle suivant est témoin de l’affirmation politique et idéologique d’une bourgeoisie francophone de professions libérales qui conjugue libéralisme et nationalisme d’une façon diversement analysée par des historiens ou par des essayistes, notamment Pierre Elliott Trudeau (#124-207). Cette question de la démocratie dans la société canadienne-française s’avère primordiale pour la compréhension - mythique ou pas - du Québec. Alors que libéralisme et nationalisme culminent avec la fin des luttes « constitutionnelles » et le recours au soulèvement armé, le catholicisme connaît son purgatoire sociopolitique. Ici comme dans chacune des autres périodes, on doit rendre compte des conditions de possibilité d’une vie culturelle non [17] seulement en montrant l’appropriation des moyens faite par des groupes sociaux et en en faisant l’analyse de contenu, mais aussi en mesurant l’alphabétisation, la fréquentation scolaire, la production de l’imprimé et la distribution de la presse. Bref, connaître les conditions et les accomplissements.

Si les relations intellectuelles avec la France, l’Angleterre et les États-Unis se poursuivent entre 1840 et 1880, avec Rome qui s’ajoute comme axe culturel important (#208-384), la vie coloniale connaît un essor intellectuel irréversible qui gravite, sur le plan des contenus, autour d’un réaménagement des relations entre libéralisme, ultramontanisme et nationalisme. Cet essor intellectuel se joue tout autant sur le plan des formes culturelles : les idées se formulent en s’inscrivant dans un espace urbain, dans des formes de sociabilité comme l’association qui s’appuie elle-même sur les deux médias de la culture du XIX1 siècle : la tribune et la presse. L’affirmation d’un nationalisme conservateur en même temps que la manifestation d’une Église triomphante et le déclin relatif du libéralisme constituent les paramètres d’une société aux prises avec l’industrialisation et l’urbanisation au moment où certaines idées font leur chemin dans des régions laurentiennes plus anciennes ou en « pays neufs ».

La période de 1880 à 1929 (#385-613) est riche en bouleversements et en réalignements sur les plans économique et culturel. Si la politique est devenue un nouvel « opium du peuple » depuis 1867, c’est en raison de défis extérieurs et intérieurs au Québec. L’émondage du Canada français par l’abolition des droits des catholiques francophones hors Québec, le défi à l’impérialisme britannique d’un nationalisme pancanadien incarné par Bourassa, par la Ligue nationaliste et par une kyrielle de journaux nouveaux et, enfin, un conflit mondial qui vient faire déborder la coupe avec la première conscription raniment un nationalisme larvé par la politique partisane. La ville, le commerce, le travail en usine s’opposent aux mœurs traditionnelles de la société rurale, défient la langue et obligent à des « actions ». La culture des États-Unis décriée par les élites est consommée par les milieux populaires, révélant ainsi un clivage qui s’installe dès le tournant du XXe siècle entre la culture bourgeoise et la culture populaire.

[18]

La crise économique de 1929, qui vient en quelque sorte donner un nouveau coup de barre à un défi socio-économique qui dure depuis près d’un demi-siècle, comporte manifestement une dimension de crise de civilisation, de crise spirituelle. De 1929 à 1945 (#614-723), un nouveau mot d’ordre - restaurer l’ordre social - mobilise les élites qui cherchent une troisième voie à travers les fameux six C : capitalisme, communisme, CCF, corporatisme, colonisation, coopératisme. En pleine Crise, les Jeune-Canada et les rédacteurs de La Nation assurent une relève nationaliste. André Laurendeau, Gérard Filion, parmi d’autres, se lèvent et élèvent la voix. À travers un libéralisme économique, Jean-Charles Harvey laisse percer, après 1929, un libéralisme plus doctrinal. Née de la Crise - on l’oublie -, l’Ecole des sciences sociales de Laval entreprend de substituer un certain empirisme de science sociale à l’idéalisme de la doctrine sociale de l’Église. Défiguré socialement et spirituellement, le Québec le sera aussi bientôt culturellement dans une expérience picturale qui déconstruit le figuratif.

L’adhésion plus massive du Québec à la culture étatsunienne après la guerre prend des formes multiples, de l’automobile à la télévision en passant par le cinéma et Old Orchard. Il faut, entre 1945 et 1960 (#724-795), expliquer le duplessisme intellectuel, c’est-à-dire le destin du nationalisme des jeunes floué en 1936 et devenu l’« autonomie provinciale » jusqu’à ce que l’indépendantisme se donne les moyens d’une Alliance laurentienne puis d’un Rassemblement pour l’indépendance nationale. Il faut aussi démontrer les conséquences d’une intervention culturelle étatique différée à Québec mais mise en place à Ottawa avec la commission Massey-Lévesque et, enfin, exposer les aspirations pour les grandes libertés qui s’expriment dans *Cité libre* (1950- ) et *Liberté* (1959-) et auxquelles la télévision (1952- ) sert d’amplificateur dans ses émissions d’affaires publiques. Un refus global inaugure bien d’autres refus, peut-être plus ponctuels mais convergents.

Cette rapide légitimation d’une périodisation, d’une chronologique entend donc rendre plus évidente la cohérence d’une histoire intellectuelle du Québec de 1760 à 1960.

[19]

Les dimensions théoriques

On définit souvent la culture par ses manifestations, ses effets, ses expressions : mythes, comportements, rites, coutumes, idées. Avec la conséquence qu’en privilégiant soit les mythes, soit les idées, on hérite d’une histoire culturelle qui n’est pas toujours explicite quant à ses choix et aux privilèges qu’elle accorde à une forme d’expression, à un média (par exemple, l’imprimé) ou à un groupe social qui en est le véhicule. Les cloisonnements de l’histoire culturelle ou intellectuelle naissent souvent de cette méprise. Il faut plutôt considérer la culture - celle des hommes nécessaires pour la constituer à titre de donneurs de sens - comme de l'expression sociale et faire ainsi son histoire. Cette approche a l’inestimable intérêt de sensibiliser, dès le départ, à la multiplicité des formes d’expression sociale : l’homme en société s’exprime autant par des gestes (danse, charivari, grève) que par des mots dits ou écrits, des objets, des jeux, des vêtements, des dessins. Cette conception de la culture comme expressivité sociale oblige l’historien à ne plus se jeter tout de go dans les contenus exprimés mais à porter tout autant attention à la forme de l’énoncé, à l’hypothèque temporelle du mode d’expression - la gestuelle dans des sociétés dites archaïques, l’écrit dans tel siècle - et à l’hypothèque sociale d’un média particulier qui s’exprime d’une certaine façon.

Cette compréhension de la culture comporte entre autres avantages le moyen de sortir d’une conception élitiste de la culture où l’expression valable est non seulement celle qui reproduit les idées de l’historien, mais aussi celle qui privilégie ses moyens d’expression. L’écriture et la parole ne cadastrent pas tout le territoire de la culture.

En ne privilégiant plus seulement telle forme, la culture comme expression sociale ouvre plus naturellement sur le symbolique. Ce qui est exprimé est à regarder, à entendre, à « lire ». Ce faisant, l’histoire culturelle comme histoire de l’expression sociale voisine heureusement avec l’anthropologie et s’impose des méthodes de « lire » auxquelles la formation historique universitaire devrait de plus en plus recourir, en particulier la sémiologie, l’analyse des « signes » [[25]](#footnote-25).

Cette approche de l’histoire culturelle comme celle de l’expression sociale n’est pas très loin d’une conception de la culture [20] comme *communication*. On ne s’étonnera donc pas qu’après avoir réclamé aussi pour l’histoire plus particulière des idées une conceptualisation de cet univers d’expression, nous proposions une approche systémique, celle du circuit de la communication : production, diffusion, consommation. Une histoire valable des idées doit s’imposer le parcours de ce circuit.

Qui *produit* la culture ? Quel groupe social et quelle institution sociale engendrent quelle culture, quelles idées ? Quelles sont les conditions sociales, matérielles qui rendent possible telle expression sociale ? Cette exigence de définition sociale de la culture, d’une expression, d’un mouvement constitue le premier paramètre de l’histoire des idées. Qui donc s’exprime, et au nom de qui ?

La production de la culture, ce sont aussi les conditions de possibilité de son expression. Peut-on parcourir le circuit de l’expression sociale sans dire un mot de l’alphabétisation dans une société ? Lieux de reproduction sociale, l’école et le collège modèlent manifestement les contenus et les formes de l’expression ; l’instruction publique fut trop souvent l’enjeu d’une annexion sociale pour ne pas avoir marqué les idées dont on hérite... et dont on peut aussi se défaire.

Il est donc impérieux de préciser le système ou le sous-système d’expression sociale dont on fait l’histoire. L’analyse des idées de la bourgeoisie québécoise francophone entraîne la définition de son sous-système : comment sa culture, son expression sociale sont-elles produites, diffusées, reçues 1 Le défi s’avère identique pour la culture de la « majorité », encore qu’il faille ici savoir si culture populaire, culture ouvrière et culture de masse renvoient à la même expressivité sociale. De ce point de vue, on ne peut confondre histoire des intellectuels et histoire des idées ou de l’expression sociale. Le microcosme que représenterait cette frange de la bourgeoisie pose . d’ailleurs dans son entièreté le problème de la représentativité et de la pénétration sociales des idées de ces intellectuels, pour ne mentionner que ces limites.

Une histoire des idées au Québec durant deux siècles engage à repérer, dans le circuit de la communication, les formes diverses de *diffusion* des idées, des visions, des imaginaires. Les moyens d’expression s’extensionnent avec le temps et McLuhan nous y a sensibilisés : [21] paroles et sons se mixent en chansons, en spectacles, en radiophonie ; sons et gestes se mettent en mouvement (cinéma), en ondes et en images (télévision) ; l’écrit se met en livre, en journal, en bibliothèque, en librairie. Des époques privilégient des moyens d’expression.

Les tirages, les auditoires, les cotes d’écoute, bref les mesures de diffusion obligent hier et aujourd’hui l’historien des idées à pondérer ses affirmations, à relativiser l’aire d’importance de tel débat, de telle revue. Que peut-on dire d’un peu définitif à propos de l’importance de *Cité libre* qui tire à 500 puis à 1 000 exemplaires, sans scruter la visibilité télévisuelle après 1952 de ses rédacteurs et collaborateurs ?

Production, diffusion, *consommation*. Le mot a un sens mercantile qui véhicule une attitude sociale et individuelle plutôt passive sur le plan culturel : le consommateur de télévision, par exemple. Le défi d’une histoire des idées et de la culture comme expression sociale consiste aussi en une analyse de la pénétration et de la réception sociales des idées. Question cruciale qui permet de boucler le circuit de la communication et surtout de fixer un coefficient de généralisation possible.

Cette pénétration peut être spatiale, géographique : tel débat se confine-t-il à Montréal, aux grandes villes, à une région, à des villages ? Elle peut être institutionnelle : la souveraineté populaire s’inscrit dans tel suffrage réel tout en se pratiquant à la Chambre d’assemblée ; le libéralisme se révèle sous l’Union une idée à l’œuvre, en action dans le phénomène des associations ; celles-ci s’avèrent d’ailleurs l’aspect socio-culturel d’une valorisation économique du libre-échange. Si l’on peut parler, au sens de Michel Foucault, d’un épistémè sous l’Union, c’est bien l’« échange » qui le représente.

Cette pénétration des idées est aussi sociale. Gérard Bouchard a montré, pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la mise en place du pouvoir culturel des notables dans une société où la désarticulation du système économique donne le pouvoir économique à des étrangers et laisse le pouvoir local à la notabilité. Dans cette perspective, Normand Séguin a analysé en profondeur le pouvoir réel, « temporel » du clergé dans cette structure villageoise. L’analyse de la pénétration sociale d’idées exige encore que l’on sache si telle vision, par exemple, de l’instruction « populaire » proposée par une bourgeoisie conservatrice et par l’Église est partagée ou pas par le milieu [22] concerné grâce à la réception que lui fait le milieu ouvrier. Quelle position les syndicats expriment-ils sur l’instruction obligatoire, sur la multiplicité - mercantile - des manuels scolaires imprimés par les communautés religieuses ?

Nous avons documenté et analysé, par des études sur un parc d’attractions, sur le cinéma et sur l’influence culturelle des États-Unis au Québec, le clivage important entre une culture bourgeoise européanophile et francophile qui privilégie le savoir, l’écrit et la rhétorique, et une culture populaire américanophile qui privilégie le visuel et le gestuel. Dans une telle perspective, les appels à une « action française », à la défense du français, à la fermeture des salles de cinéma le dimanche, aux dangers des clips en anglais prennent un autre sens ; l’américanité, l’intégration continentale du Québec sur le plan culturel ont une histoire différente selon les appartenances sociales.

CONCLUSION

Il faut conclure en pensant à la suite, à l’aval. Ce bilan s’arrête à 1960. Cette clôture a un sens, celui de la fin de quelque chose. C’était, en juin 1960, « le temps que ça change ». Autant il est vrai que les historiens de 1960 et de 1970 ont regardé les XIXe et XXe siècles avec des yeux nouveaux, autant il urge de s’attaquer à ce qu’il est advenu depuis. Le néo-libéralisme actuel n’est-il pas une occasion de distanciation qui rend possible de relire l’histoire immédiate de l’expression individuelle et sociale de soi ?

[23]

**NOTES du texte 1.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[24]

[25]

**Territoires de la culture québécoise**

2

La recherche sur l’histoire  
socioculturelle du Québec  
depuis 1970 [[26]](#footnote-26)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

L’explosion des travaux en histoire socio-culturelle depuis plus de dix ans nécessite un nouveau bilan [[27]](#footnote-27). Cette abondance est l’aboutissement d’une trentaine d’années de recherche dorénavant associée à un secteur historiographique, l’histoire socio-culturelle. La nouveauté de ce domaine, la diversité des objets et des angles d’analyse tout autant que la multiplicité des périodes historiques étudiées ne facilitaient pas la tâche pour définir ce secteur de recherche. La situation a changé : l’abondance des travaux, leur complémentarité et une conscience méthodologique nouvelle justifient dorénavant de parler d’un secteur historiographique, de proposer une « appellation contrôlée », l’histoire socio-culturelle.

Cette appellation, déjà plus englobante que celle d’histoire intellectuelle, a surtout l’avantage d’exprimer une exigence fondamentale : il n’y a d’histoire culturelle satisfaisante que sociale. L’appellation suppose aussi l’obligation de préciser une totalité, une cohérence ; la culture n’est pas que l’indicible social non plus que son résiduel impalpable. Les valeurs, les idées, les perceptions, les représentations, les mythes, les mentalités, les comportements, les [26] institutions s’insèrent tout à fait dans le schéma de compréhension rendu plus transparent par les médias : l’interaction production-dif- fusion-consommation.

Notre propos n’est pas de circonscrire ici une définition de la culture mais bien plutôt de marquer les avancées et la cohérence des travaux dans ce secteur depuis 1970. Il s’agit d’un bilan des types de questionnements en histoire socio-culturelle, présentés ici dans la dynamique chronologique de leur formulation, de leur complémentarité et de leur dépassement. Si ce bilan de domaines de recherche (échanges culturels, culture urbaine) n’épuise pas la totalité de l’histoire socio-culturelle, il n’en constitue pas moins le portrait actuel fidèle. Un tel bilan permettra de voir l’émergence de thématiques de recherche tout comme le contexte et la logique de leur évolution. On percevra mieux ainsi que l’histoire socio-culturelle a dorénavant sa dynamique épistémologique interne et que cette cohérence se dégage de recherches continues et systématiques où les dépassements et les dérives ont un sens. Certains domaines furent, en raison de leur ampleur, exclus de ce bilan : par exemple, l’histoire de la littérature, du théâtre, des médias (presse, radio, télévision) et, en partie, l’histoire proprement intellectuelle au XXe siècle. Ce bilan indiquera essentiellement la place de plus en plus importante faite à l’analyse sociale et à la culture populaire en histoire socio-culturelle depuis une dizaine d’années.

Les relations culturelles avec la France

La question des relations culturelles entre la France et le Canada après la Conquête, et tout particulièrement celle des répercussions de la Révolution française sur les rives du Saint-Laurent, qui avaient occupé les historiens depuis les années 1950, ont connu un aboutissement avec la publication d’ouvrages majeurs, tels ceux de Claude Galarneau, Jean-Pierre Wallot, John Hare et Pierre Savard [[28]](#footnote-28). On sait dorénavant l’ampleur de la circulation des personnes et de la diffusion des idées au moment de la Révolution américaine et surtout de la Révolution française, la réception de ces idées en 1789 et en 1793 et leur destin dans la colonie au moment où s’implante le parlementarisme, se polarisent les *gazettes* et s’alignent partis politiques, ethnies et groupes sociaux.

[27]

Le mythe de La Capricieuse - le premier (1855) vaisseau français mouillant à Québec depuis la Conquête - a été enfoncé. Le commandant Belvèze de *La Capricieuse* renouait officiellement, au moment où allait s’ouvrir un consulat au Québec, des relations qui n’avaient pas cessé d’exister. Même avant l’ouverture (1815) du blocus napoléonien, l’information circule entre la France et le Québec, quand ce ne sont pas des prêtres « chassés » par la Révolution ou des livres et des *gazettes* qui passent par Londres ou New York. On suit de près la Révolution de 1830, on voyage, on correspond avec des écrivains romantiques, on reçoit M. Vattemare, figure connue des projets d’échanges culturels ; la presse abonde en information sur la Révolution de 1848 qui divise certes les esprits ici aussi. Lamennais, Montalembert et d’autres catholiques « libéraux » trouvent au Québec des disciples, tout comme Louis Veuillot et d’autres ultramontains. Bref, le Canada a participé à la « Révolution atlantique ».

En sens inverse, on connaît mieux dorénavant l’image du Canada et du Québec devant l’opinion française grâce aux travaux pionniers d’Armand Yon, à ceux de Sylvain Simard et de Jacques Vallée qui a retracé les observations d’un voyageur exceptionnel au Bas-Canada, Alexis de Tocqueville.

Les idéologies

L’histoire des idéologies constitue sans doute le domaine socio- culturel le plus actif depuis 1970. À telle enseigne qu’on pourrait malicieusement parler de l’idéologie de l’histoire des idéologies tant cette préoccupation fut omniprésente. Le terme, utilisé au Québec à partir de 1954, recouvre alors une crise de conscience qui se met à la recherche d’une nouvelle connaissance historique. Les « projets collectifs » - ce sera la définition la plus simple de l’idéologie dans les études subséquentes - ne manquent pas en cette fin des années 1950 et au début du grand projet collectif de la Révolution tranquille. Tout un courant de recherche, animé par des sociologues et qui livre ses résultats dans la nouvelle revue *Recherches sociographiques* (I960- ), vise une sociologie globale du Canada français, enquête sur l’école et creuse la signification de binômes toujours anciens et actuels : nationalisme-laïcisme, nationalisme-libéralisme, nationalisme-conservatisme, nationalisme-démocratie, nationalisme-socialisme. [28] Des historiens, de plus en plus près des sciences sociales, poursuivent leurs travaux sur les conséquences de la pensée révolutionnaire au Québec (Galarneau, Wallot, Hare), ouvrent leurs enquêtes sur le XIXe siècle et scrutent l’antagonisme idéologique entre le libéralisme et l’ultramontanisme (Sylvain, Savard et Bernard).

Ce courant de recherche connaît un deuxième souffle lors d’un séminaire (1967' 1968) qui réunit, à Laval, sociologues et historiens. Il en sortira un numéro thématique (1969) de *Recherches sociographiques* qui deviendra (1971) le premier d’une série de volumes portant sur les [*Idéologies au Canada français de 1850 à 1976*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/24906672). Au même moment, la revue *Socialisme* - autre projet collectif - publie aussi des travaux sur les idéologies passées ou récentes.

La décennie 1970-1980 sera donc le moment d’une exploration systématique de ces idéologies, de ces « projets collectifs », de ces projets de société et d’avenir. Les *opera magna* paraissent : [*Les Rouges*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433044) (1971) de Jean-Paul Bernard au moment où la *Revue d’histoire de l’Amérique française* publie des aperçus d’une table ronde sur l’ultramontanisme et le libéralisme ; *La pensée socio-politique au Québec, 1784-1812* (1972) de John Hare ; Un *Québec qui bougeait* (1973) de Jean-Pierre Wallot. Outre les travaux, fondamentaux mais malheureusement non « réunis », de Philippe Sylvain, d’autres recherches (Nadia Fahmy-Eid, 1978 ; Yvan Lamonde, 1980 ; Marcel Lajeunesse, 1982) explorent les messages et les médias, les producteurs et les récepteurs de ces idéologies. En 1976, Denis Monière et André Vachet publient la première édition de leur bibliographie sur *Les idéologies au Québec*; c’est un signe des temps et l’ouvrage sensibilise ses usagers à l’importance numérique des thèses universitaires sur les idéologies au XXe siècle auxquelles André-J. Bélanger nous avait initiés et qui attireront l’attention de Denis Monière lui-même dans Le développement des idéologies au Québec : des origines à nos jours (1977).

Tous ces travaux sur les idéologies constituent une indéniable percée scientifique ; notre connaissance et notre représentation du XIXe siècle en ont été concrètement modifiées tout en activant et en affinant une conscience historique et historiographique nouvelle. Mais il n’est pas certain que notre connaissance et notre représentation des idéologies québécoises au XXe siècle aient la même [29] profondeur. Ce n’est d’ailleurs pas la seule critique de ce courant de recherche sur les idéologies, comme en témoignent les bilans critiques de Nadia Fahmy-Eid (1972), Jean-Paul Bernard (1973), Denis Monière et André Vachet (1976), et Serge Gagnon (1976). Il est clair que ces travaux sur l’histoire des idéologies ont privilégié celles des élites laïque et cléricale, celles des « définisseurs » de situation qui avaient le savoir et le pouvoir de la parole et de l’écrit ; on aura remarqué aussi que l’imprimé constitue le plus souvent la source documentaire pour analyser ces « projets collectifs », et on se rappellera que deux des artisans du séminaire de Laval sur les idéologies, Jean Hamelin et André Beaulieu, publient alors (1965) leur indispensable répertoire des *Journaux du Québec de 1764 à 1964*. C’est donc à l’intérieur de ces choix et contraintes que l’on analyse, selon une grille prédéterminée, l’idéologie de journaux et périodiques, de quelques figures de proue (Louis-Antoine Dessaulles, Mgr Louis-François Laflèche, Henri Bourassa, Mgr Louis-Adolphe Pâquet, Édouard Montpetit) et de quelques mouvements nationalistes ou sociaux.

Assez rapidement, on posa la question : l’idéologie, le « projet collectif » de qui, pour qui ! En ce sens, l’histoire des idéologies aura été un catalyseur tout autant pour l’histoire ouvrière que pour une histoire socio-culturelle qui ne se réduirait pas aux élites ni à l’écrit ; elle appelait d’elle-même des dépassements, et principalement en direction de la base sociale de ces idéologies et de leurs rapports explicites au pouvoir politique (Jean-Paul Bernard, 1971 ; Jacques Monet, 1969) comme le notait Bernard dès 1973. Et c’est vers cet objectif que tendirent les recherches de Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette (1970-1971), de Jean-Pierre Wallot sur les groupes sociaux (1974) et certains travaux plus particuliers sur les « appareils » idéologiques (presse, associations, bibliothèques, éducation).

L’éducation

Dans le domaine de l’histoire de l’éducation - terme symptomatiquement plus usuel que celui d’instruction -, l’histoire socioculturelle a connu aussi l’aboutissement de recherches menées depuis 1960 et dont Marcel Lajeunesse a dressé un bilan en 1971. L’histoire de l’enseignement secondaire classique et de ses collèges-séminaires a polarisé l’essentiel des énergies. La synthèse de Claude Galarneau [30] (1978) sur plus de trois siècles d’histoire a balisé, de façon décisive, le développement chronologique et numérique des établissements d’enseignement jusqu’à la fin du « collège classique ». L’auteur a tiré au clair le lent processus de laïcisation des professeurs et montré l’élitisme de ces institutions où les fils de professionnels et de semi-professionnels étaient surreprésentés en regard de leur poids dans la société ; par l’analyse du choix de carrière et l’affirmation du renversement des « vocations » au profit des « professions » vers 1938, Claude Galarneau a montré comment le séminaire avait été le lieu de la promotion et de la reproduction sociales. Les thèses qu’il a dirigées et d’autres synthèses, comme celle de Claude Lessard (1980) sur Nicolet, ont confirmé, appuyé, approfondi l’étude de Galarneau, faisant espérer des analyses plus fouillées de l’insertion socio-économique des collèges dans leur région respective. D’autres travaux sur le contenu de l’enseignement dans les collèges classiques ont débordé l’histoire intellectuelle ou savante et dégagé les a priori idéologiques dans certaines matières enseignées ; tel est le sens de l’étude d’Yvan Lamonde (1980) qui a montré comment l’enseignement de la philosophie, et en particulier de la morale, avait été le lieu d’une articulation et d’un renforcement de l’idéologie ultramontaine.

Les effets de démystification par l’idéologie d’une certaine histoire culturelle - sans que celle-ci soit réduite à celle-là - ont encore marqué l’histoire de l’éducation universitaire. Les travaux de Philippe Sylvain sur l’histoire de l’Université Laval, ceux d’André Lavallée et de James Lambert ont bien dégagé, en plus des aspects traditionnels de cet enseignement, les ramifications idéologiques de ces institutions dont l’histoire s’entremêle à la querelle souvent byzantine entre les tendances du clergé dans le dernier quart du XIXe siècle. Il faut attendre de ces recherches sur l’histoire de l’Université Laval et de l’Université de Montréal des apports indispensables à une histoire intellectuelle particulièrement lacunaire pour la période 1880-1945.

La rareté des études historiques sur l’« instruction » primaire est bien le signe d’une historiographie de l’« éducation » jusqu’ici axée sur une minorité, celle des collèges classiques. On ne s’y est pas trompé depuis l’étude de Fernand Ouellet sur « L’enseignement primaire : responsabilité des Églises ou de l’État ? » (1961) : cet enseignement fut très tôt un enjeu social, un cheval de bataille que Réal [31] Boulianne (1972), Yvan Lamonde (1974), Bernard Vigod (1974) et Nadia Fahmy-Eid (1978, 1980) ont continué d’explorer tant pour le XIXe que pour le XXe siècle. De fait, la réalité sous les discours idéologiques attend des monographies qui prendront la mesure exacte de la scolarisation de la majorité. Rudy Heap (1981) et Jean-Pierre Charland (1981) s’y sont appliqués dans leur recherche sur les écoles du soir et sur l’enseignement professionnel.

Les associations culturelles et l’imprimé

Les travaux de Philippe Sylvain et de Jean-Paul Bernard sur le libéralisme et l’ultramontanisme avaient laissé entrevoir l’importance à Montréal des associations culturelles comme appareil idéologique, et notamment à l’Institut canadien. L’inventaire fait par Yvan Lamonde (1975) des recherches sur les associations « littéraires » tout comme les études sur l’Institut canadien de Montréal, de Longueuil, du comté de Drummond et celles de Marcel Lajeunesse (1982) sur les associations des sulpiciens de Montréal ont mieux fait voir comment, en plus de la presse périodique alors en pleine expansion, l’association fut un vrai centre culturel sous l’Union, un média polyvalent, un véritable indice socio-culturel de l’époque. Les recherches sur leur bibliothèque, leur salle de journaux, leurs lectures ou conférences publiques ont ancré les débats idéologiques dans les formes nouvelles d’une culture urbaine naissante ; elles ont précisé l’identité sociale et idéologique des auteurs en bibliothèques, des titres de journaux, des sujets de conférences, des conférenciers et surtout, dans quelques trop rares cas, des chefs et membres de ces associations. De ce point de vue, l’étude de Marcel Lajeunesse sur *Les sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au* XIXe *siècle* (1982), malgré la difficulté d’analyse des memberships, constitue la synthèse la plus riche de cette vie associative - ici conservatrice - qui constitua au Québec selon Yvan Lamonde (1975) un véritable « marché aux idées », au moment même où l’économie de marché prenait son essor. Mais la grande inconnue demeure le *membership* - et non le leadership - de ces associations ; l’étude de Nora Robins (1981) sur le Mechanics’ Institute de Montréal le rappelle concrètement pour cette association dont on aimerait avoir une connaissance plus satisfaisante de la composition sociale. L’association culturelle à Québec, à Saint-Hyacinthe, à L’Industrie (Joliette), à L’Avenir tout autant [32] qu’à Montréal fut une véritable révélation de l’histoire socio-cultu- relie depuis une dizaine d’années. Son insertion progressive dans la trame socio-culturelle du Québec fut encore facilitée et précisée par les recherches sur l’histoire des bibliothèques qui porta une attention particulière à celle des associations.

L’histoire de l’imprimé depuis une dizaine d’années est un modèle d’un domaine de l’histoire socio-culturelle qui s’est constitué une cohérence et s’est insérée dans une totalité [[29]](#footnote-29). La recherche a conceptualisé son champ : la production, la diffusion, la consommation de l’imprimé. La méthodologie s’est explicitée et imposée : analyses sérielle et quantitative, typologies, efforts de périodisation. Les phénomènes sont étudiés dans leurs rapports aux groupes sociaux : initiateurs et promoteurs de bibliothèques « publiques », propriétaires de bibliothèques personnelles, caractères fonctionnels de la bibliothèque. Encore une fois, des entités se dégagent, chaque fois enrichies de facettes dorénavant analysées. Tel est le cas de cet univers socio-culturel des années 1764-1820 considéré dans la perspective des relations culturelles entre la France et le Québec après la Conquête, des répercussions de la Révolution atlantique, des idéologies et encore de l’histoire de l’imprimé dans les travaux de John Hare, Jean-Pierre Wallot, Yolande Buono. La matérialité de la culture - par opposition à un vieux fonds d’idéalisme - transperce enfin, à travers l’univers de l’imprimeur, le fonctionnement des gazettes, les types d’imprimés et les réseaux de diffusion. Signe des temps, cette matérialité de la culture attire maintenant les historiens de la littérature, de l’écriture imprimée, comme en témoignent les textes d’un atelier de l’Institut québécois de recherche sur la culture publiés sous le titre *L’imprimé au Québec : aspects historiques (18e-20e siècles).*

Cette histoire de l’imprimé a toutefois des pages blanches. Car malgré l’usage documentaire qu’en ont fait les historiens dans l’étude des idéologies, par exemple, la presse périodique n’a eu jusqu’à maintenant de valeur que pour ses messages, son contenu et très peu pour le média lui-même. À part les travaux d’Elzéar Lavoie et l’article pionnier d’André Beaulieu et de Jean Hamelin, les véritables histoires de la presse sont à venir [[30]](#footnote-30). Cette lacune s’avère d’autant plus grave qu’elle retarde notre compréhension véritable du phénomène culturel [33] central du XIXe siècle, la presse quotidienne à grand tirage dans laquelle sont cristallisés et se révéleront les traits essentiels de la culture de masse.

La culture territoriale

Autant l’histoire des idéologies a monopolisé l’attention, autant l’histoire socio-culturelle d’espaces ou de territoires régionaux ou urbains polarise maintenant la recherche. Le passage d’historiens, tantôt intéressés aux idéologies, à l’histoire d’une région ou d’une ville, semble symptomatique d’une certaine saturation et de défis nouveaux.

Cette *territorialisation* de l’histoire socio-culturelle est aussi une résultante de l’implantation en région du réseau de l’Université du Québec qui a suscité des recherches originales. Un nouveau courant et une nouvelle problématique de recherche sont nés qui tentent dorénavant et plus que jamais d’inscrire le culturel dans une totalité socio-économique. Ces travaux qui portent sur le XIXe siècle et les débuts du XXe scrutent non plus les régions de peuplement ancien du littoral laurentien mais plutôt ces nouvelles régions de colonisation marquées par l’économie agro-forestière. Avant et plus que toute autre, l’histoire socio-culturelle du Saguenay et du Lac-Saint-Jean a bénéficié des travaux de Normand Séguin et de Gérard Bouchard.

Après avoir situé le développement économique du Saguenay et analysé le processus d’occupation du sol dans la plaine d’Hébertville, Normand Séguin a étudié cette nouvelle communauté et dégagé la structure sociale villageoise : pouvoir social d’une petite bourgeoisie qui dispose, entre autres par alliances, du contrôle foncier et qui s’allie - et s’oppose - au pouvoir du clergé dans la mainmise sur les institutions locales. Séguin a particulièrement fouillé la structure du pouvoir clérical local en dégageant ses bases matérielles et en montrant que « l’organisation religieuse dans la paroisse rurale du XIXe siècle est une des premières instances économiques de la communauté ». Pouvoir bien « temporel » donc qui entend assurer la « moralité publique » de cette région de « chantiers » et qui gère le présent et l’avenir de la paroisse par l’école.

[34]

En étendant à l’ensemble du Saguenay des recherches d’abord menées sur Laterrière et Chicoutimi, Gérard Bouchard et son équipe ont été confrontés à un « phénomène social total » : la mobilité géographique et sociale de la population. Ce phénomène est d’autant plus important qu’il remet en cause l’image dominante d’une société rurale enracinée autour d’un clocher. En mettant à jour, au Saguenay, un régime démographique excédentaire et un phénomène de blocage où l’économie est facilement déréglée parce que singulièrement dépendante de l’extérieur de la région, où le régime agraire souffre d’isolement et d’absence de marché et où la ville « peu urbanisante » ne parvient pas à absorber ce surplus démographique condamné à la mobilité, Bouchard résume ainsi les paradoxes :

Le régime agraire ne savait retenir sa population et le verrou urbain, en aval, se doublait d’un autre blocage en amont. On cherchait alors une baisse subite et volontaire de la fécondité, particulièrement à partir du moment où toute la terre cultivable était occupée. Il n’en est rien. Les rythmes anciens se prolongent, par une sorte d’inertie, alors même que s’accroissent le sous-emploi et l’émigration des jeunes [Annales (1979) : 119].

Les questions s’enchaînent évidemment : quel cadre familial, quel type de famille, quelles hiérarchies, quels rapports sociaux cette géographie d’arrière-pays, cette démographie trop forte et cette économie bloquée allaient-elles imposer ? Même s’il se démarque à l’occasion des conclusions de Normand Séguin, Gérard Bouchard n’en étudie pas moins la structure sociale d’une région économiquement dominée et dirigée de l’extérieur et où doit cependant s’opérer l’intégration socio-culturelle, en l’absence d’une élite économique locale. Que se passe-t-il donc lorsque les dépendances économique et culturelle ne se superposent pas ? Bouchard observe une désarticulation entre le système économique et le système socio-culturel qui confère dès lors une relative autonomie aux acteurs sociaux, c’est-à-dire à une petite bourgeoisie traditionnelle et au clergé dont le pouvoir social et culturel sera d’autant plus fort qu’il est désarticulé du pouvoir économique et qu’il a libre cours. Bouchard a particulièrement scruté cette excroissance du pouvoir culturel de l’Église en analysant la pratique religieuse et en y trouvant une sacralisation quasi générale de l’espace et du temps vécus, une attitude de soumission et une acculturation qui réduisent singulièrement la marge de manœuvre d’une religion « populaire ».

[35]

Ces patientes recherches n’auraient rappelé le passage indispensable d’une véritable histoire socio-culturelle par la porte étroite des déterminations géographiques, démographiques et économiques qu’elles seraient déjà remarquables. Elles ont de surcroît rappelé à la modestie toute tentative globale d’histoire culturelle du *Québec*, tout en distinguant deux phénomènes cruciaux susceptibles de comparaisons interrégionales : la culture comme instance de pouvoir local et la synonymie relative, en milieu rural, de culture et religion.

Ce sont d’ailleurs deux questions qui traversent aussi les recherches récentes sur l’histoire socio-culturelle de la Mauricie. René Hardy et Normand Séguin ont exploré les relations particulières entre l’économie agro-forestière et les transformations socio-culturelles. Sur le plan de la structure sociale, à l’élite traditionnelle des professions libérales, du marchand et du curé s’ajoute une nouvelle élite, celle des sous-traitants forestiers et des marchands généraux au « magasin » bien connu. La culture de l’agro-forestier est marquée par le cycle saisonnier, par l’absence des hommes et l’importance au village des femmes qui assurent l’éducation ; elle fait appel à une inventivité technologique remarquée et entretient tout autant une mythologie de l’homme fort qu’un vocabulaire caractéristique. Il semble bien que, nulle part mieux qu’en Mauricie, l’analyse des composantes d’une culture foncièrement marquée par l’agro-forestier ne donnera des résultats plus probants dans un avenir rapproché.

Cette région mauricienne en pleine expansion économique entre 1865 et 1875 s’ouvre à la conquête du sol et 14 paroisses sont fondées sur la rive nord entre 1850 et 1875. Si l’histoire socioculturelle passe par l’analyse de la signification culturelle du système agro-forestier, elle passe aussi par l’étude, en milieu rural, de la pratique et de l’encadrement religieux. À ce sujet, les études de René Hardy et de Jean Roy portent à croire qu’en milieu rural culture signifie religion. S’y réduit-elle, comment en déroge-t-elle ? Les questions trouveront plus tard, sans doute, des réponses. D’ores et déjà, on sait l’ampleur de l’encadrement - du pouvoir - clérical et religieux en Mauricie, principalement entre 1850 et 1875, comme l’indiquent la croissance des effectifs religieux, des paroisses, des associations et la volonté de la hiérarchie ecclésiastique. Hardy et Roy ont montré par l’étude de la pratique pascale et de l’observance [36] du jeûne comment s’était effectué un redressement dans la pratique religieuse et comment ce processus d’homogénéisation s’était opéré entre 1870 et 1885. Si l’ajustement au prescrit constitue le phénomène général, les historiens ont habilement repéré des zones culturelles différenciées, le front pionnier de la conquête du sol où la déviance s’intensifie et dure en raison, entre autres, d’un encadrement minimal (absence d’écoles, de communautés religieuses). Cette question de la déviance s’avère d’ailleurs au centre - litigieux - de représentations de la culture rurale souvent polarisée entre un conformisme au prescrit et un « libertinage » ou un esprit de finauderie toujours plus importants qu’on ne l’a cru « jusqu’à maintenant » !

\*

Ce thème de la contestation locale ou de l’« esprit laïque indépendant » a fait l’objet d’études [[31]](#footnote-31) à propos des types de conflits entre curés et paroissiens au sujet de la construction et de l’emplacement des édifices pour le culte, de leur utilisation comme lieux de sociabilité ou plus globalement de la fameuse question de l’autorité des fabriques. Ces études ont certes porté sur des vieilles paroisses de la vallée du Saint-Laurent ou du Richelieu ; mais il faudra bien un jour mettre ensemble ces images de contestation et de soumission, de déviance et de conformisme. Les historiens de la Mauricie en sont conscients, eux qui utilisent les cahiers de prônes et les rapports annuels des curés, documents difficiles à traiter en raison d’une possible survalorisation du prescrit, du normatif en regard de l’usage.

L’étude de la culture religieuse inclut aussi chez René Hardy et Serge Gagnon l’analyse des représentations religieuses. Ils ont montré comment, dans un milieu rural très près de la nature, la religion avait un caractère magique et faisait « une large place à l’intervention providentielle dans la régulation des éléments naturels ».

Compte tenu de leur particularité méthodologique, l’histoire socio-culturelle du Saguenay-Lac-Saint-Jean et celle de la Mauricie n’en ont pas moins élaboré un nouveau schéma d’histoire socioculturelle des régions et du milieu rural qui pivote sur quelques éléments constants : le système économique et les produits privilégiés, la structure sociale des villages et villes où le pouvoir du clergé est davantage cerné à travers les formes variées d’encadrement (paroisse, école), le conformisme grandissant des pratiques religieuses et le magique des représentations religieuses. Cette approche socio-culturelle [37] susceptible de comparaison [[32]](#footnote-32) caractérisera sans doute la recherche des années à venir, d’autant plus qu’elle suggère, braquée sur la seconde moitié du XIXe siècle et sur le premier quart du XXe, à la fois une précieuse périodisation et des révélations potentielles sur le processus d’urbanisation et sa signification culturelle.

La volonté de dépasser l’histoire des idéologies en axant la recherche sur des cultures qui ne soient pas de l’élite et de l’écrit tout comme l’émergence de l’histoire urbaine situent le développement des travaux sur l’histoire socio-culturelle de Montréal. L’orientation de ces recherches prend des directions particulières selon que l’on qualifie la culture de populaire, de masse ou d’urbaine et selon que culture urbaine signifie *dans* ou *de* la ville. En un sens, un défi commun se pose à l’histoire de la culture rurale et à celle de la culture urbaine : comprendre les significations des déterminations géographiques, démographiques, socio-économiques des milieux concernés.

La culture urbaine

Telle est l’orientation des recherches d’Yvan Lamonde : dégager le sens global de la culture *industrielle* et *urbaine* à Montréal de 1820 à 1920, en montrant d’abord les conséquences de l’évolution des modes de production sur la culture et le divertissement. L’étude des associations culturelles sous l’Union a montré, par exemple, que cette forme fut perçue et vécue comme un duplicata culturel de l’économie de marché avec ses « échanges » et ses « profits ». Le capitalisme commercial, l’entreprise privée trouvent rapidement des applications culturelles dans les *circulating libraries* ou les lieux de divertissement (jardin Guilbault, parc Sohmer). Le capitalisme industriel, et singulièrement la technologie, à l’œuvre dans le secteur de la chaussure, du textile ou de l’alimentation, se déploie aussi dans le secteur culturel, celui de la presse à grand tirage par exemple. Production signifie reproduction, en série, de masse, tout autant de la chaussure que *de La Presse*. Si la commercialisation de la culture - mieux, sa transformation en divertissements -, ne peut se comprendre sans l’intervention du capitalisme commercial, la culture de masse ne peut se comprendre sans le capitalisme industriel et la technologie, sans sa réinsertion dans le système de production de masse qui commande un système de distribution de masse (chemins [38] de fer, « grands magasins ») pour cette nouvelle consommation de masse. Et cela se passe en ville.

Cette culture urbaine colle de façon inédite à l’espace, à la rue, au quartier, aux espaces fonciers capitalistes (parc Sohmer) et aux espaces publics (parcs, mont Royal) de la ville. Elle s’applique aussi à des espaces sociaux : si la composition ethnique de la ville invite à parler de cultures au pluriel, les classes sociales le justifient d’abord. La culture de la grande bourgeoisie anglophone, de la moyenne bourgeoisie anglophone et francophone, de la petite bourgeoisie et des travailleurs se stratifie tout comme l’espace, de façon différentielle. Une première étude de la culture ouvrière à Montréal l’a attesté en montrant les formes propres et les dépendances de cette culture des travailleurs.

Si le capital investit enfin la culture industrielle, la politique « municipale » devient aussi, après 1865, un agent important de la culture urbaine en créant une culture « publique » qui prend la forme de bibliothèques, de parcs, de bains « publics » et qui masque le plus souvent sa fonction de domination sociale.

Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc ont poussé plus loin l’étude de la culture ouvrière montréalaise en l’analysant sous l’angle de l’encadrement par un autre agent socio-culturel : l’Église. Après une enquête documentaire qui les a menés dans presque toutes les paroisses catholiques de Montréal, Ferretti et LeBlanc n’ont pu trouver d’archives un tant soit peu riches (prônes, publications de bans, documents d’associations religieuses) que dans trois paroisses, dont Sainte-Brigide, paroisse ouvrière francophone. Si la voie de la monographie culturelle paroissiale semble bloquée par manque de documentation, Ferretti et LeBlanc ont néanmoins exploré les possibilités et les limites d’un cas qui leur a permis une double approche, démographique et religieuse. Ils ont montré l’hérédité sociale de ceux qui se marient essentiellement entre paroissiens ou Montréalais, entre gens de même classe, où le mari est le quart du temps de même métier que son père. La famille limitée en moyenne à deux enfants n’en vit pas moins une solidarité élargie qui inclut souvent des pensionnaires. En ce qui concerne l’encadrement religieux paroissial, ils ont essayé d’en montrer l’ampleur par des allusions à la présence immobilière et architecturale de l’Église dans la paroisse, par la prise [39] en charge des paroissiens de la naissance jusqu’à la mort par l’Église et aussi l’« assistance sociale » fournie aux travailleurs brigidains par la Saint-Vincent-de-Paul. Les auteurs suggèrent d’ailleurs que cette charité catholique avait comme objectif et effet de créer une solidarité davantage catholique qu’ouvrière. La difficile analyse des prônes a conduit ces historiens à distinguer les « réactions » des paroissiens à cet encadrement et à parler de ferveur « ordinaire » et de ferveur « ardente » des grandes occasions. Les prônes rappellent de manière éloquente « l’indifférence des parents » ouvriers en matière d’instruction, condamnent à satiété les divertissements et le luxe et indiquent de façon originale comment l’Église fait siens les « loisirs » en les utilisant pour financer les « œuvres » paroissiales ou en les adaptant (excursion-pèlerinage, pique-nique) à ses objectifs et à sa pastorale.

Cet univers des divertissements et de la culture populaire est celui qu’explorent Raymond Montpetit et le Groupe de recherche en art populaire. Montpetit analyse principalement les formes populaires de divertissement en étudiant l’établissement de lieux permanents d’attractions et leur clientèle sociale. Pour Montpetit, trois conditions rendent possible, au XIXe siècle, une culture « populaire » à Montréal : un endroit accessible, des prix d’entrée relativement bas et une manifestation d’ordre visuel qui lève la barrière des langues. Cette caractérisation de la culture populaire synthétise d’importants travaux monographiques qui ont porté tout autant sur l’histoire des théâtres et du théâtre que sur des formes et des fonctions moins connues mais plus populaires de divertissement : panorama, curiosité vivante, magie, ballon, cirque. Cette attention de Montpetit aux formes populaires de divertissement l’a conduit à une critique de l’idéologie rurale et répressive en matière de culture populaire et surtout à l’affirmation d’une américanisation du divertissement urbain montréalais plus hâtive qu’on ne le reconnaît habituellement. Pour Montpetit, la culture urbaine de Montréal est britannique jusque vers 1860 avec ses concerts, ses bals, ses *lectures*, son théâtre, mais la culture s’intègre bientôt, tout comme l’économie, au système américain, grâce au chemin de fer qui fonce vers Montréal, transportant dans les pullmans et les wagons des artistes de théâtre, de burlesque ou du cirque Barnum and Bailey. À Montréal même, des formes de divertissement [40] - les *museums* ou les parcs d’attractions - rappellent encore l’importance des modèles américains.

P

C’est d’ailleurs aux Américains à qui on veut faire connaître le Canada et Montréal tout en relançant l’économie d’hiver que l’on destine le carnaval de Montréal entre 1883 et 1889. Sylvie Dufresne a bien montré comment cet événement apparemment folklorique était motivé par le capital (clientèle d’une *desirable class*, organisateurs marchands engagés dans le transport, l’hôtellerie, la presse) et traversé de tensions ethniques et sociales qui expliquent d’ailleurs sa disparition.

Michèle Guay a aussi mis en valeur cette culture visuelle populaire en étudiant la fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal de 1834 à 1909. En portant tout autant attention au non-verbal (processions, messes, chars allégoriques du patriotisme et du capitalisme) qu’au verbal (discours et sermons sur les rapports du religieux et du national), Guay a suggéré avec à-propos que le rite est à l’histoire culturelle ce que la série est à l’histoire économique.

Mais Montréal n’est pas le Québec et la culture urbaine peut être aussi celle d’une ville « moyenne ». L’étude de Jean-Paul Bernard sur Saint-Hyacinthe comme centre urbain régional au moment de la Confédération suggère une voie d’analyse des fonctions culturelles des villes et cités du Québec entre 1850 et 1950. Bernard a montré comment Saint-Hyacinthe fut un centre urbain régional sur le plan économique (marché, exposition agricole annuelle), sur le plan politique et intellectuel (palais de justice, gare, journaux, associations, établissements d’enseignement, hôpital) tout comme sur le plan religieux (évêché). L’histoire socio-culturelle du Québec devra bien un jour, entre le village et la métropole, passer par l’étude d’une *middletown*.

La culture matérielle

À sa façon, l’étude de la culture matérielle confirme l’importance de l’espace dans l’analyse socio-culturelle. Les travaux de Gilles Paquet et de Jean-Pierre Wallot et ceux de Jean-Pierre Hardy et de Thierry Ruddel du Musée canadien des civilisations ont littéralement donné accès au quotidien. Leur exploitation des archives notariales [41] et particulièrement des inventaires après décès nous a fait franchir ce trop souvent impénétrable seuil de la maison ou de la boutique et nous a révélé une culture matérielle signifiante, à laquelle une certaine ethnologie descriptive et patrimoniale ne nous avait pas habitués.

Paquet et Wallot ont dégagé, à partir d’inventaires après décès, l’insertion du Bas-Canada dans l’économie commerciale atlantique et plus particulièrement montré, pour la région de Montréal entre 1792 et 1812, comment la structure de la richesse se caractérise alors par une montée en valeur et en diversité des biens meubles des marchands, des gens de professions libérales et des habitants. Pour ces historiens, l’analyse de la culture matérielle, du « système des objets », du « discours de la consommation » convainc d’une brisure fondamentale où une société de subsistance passe, au tournant du XIXe siècle, à une société de marché caractérisée par une certaine modernisation de l’agriculture et par un nouveau modèle de consommation.

De leur côté, Jean-Pierre Hardy, Thierry Ruddel et Jacques Bernier ont montré comment s’impose, dans le processus de production - par l’analyse de la culture matérielle de boutiques et d’intérieurs domestiques d’artisans -, une nouvelle rationalité matériellement perceptible dans les outils et dans les nouveaux artefacts technologiques. Ces travaux font rêver à d’autres analyses qui dégageraient la modernisation technologique de la manufacture ou de l’intérieur domestique à la fin du XIXe siècle !

Loisir, tourisme et sport

On connaît mal historiquement le passage du culturel au ludique, de la culture au loisir ; l’absence d’histoire sémantique du terme loisir(s) et de ses usages au Québec en témoigne. Mais il semble bien que deux phénomènes - le sport et le tourisme - constituent avec les divertissements l’essentiel de notre représentation historique du loisir, du temps de non-travail.

À peine amorcée, l’histoire du tourisme reste à faire. À part les travaux bibliographiques de John Hare et les recherches de doctorat de Marc Lebel, à venir, l’évolution du voyage ne nous apparaît guère [42] qu’à travers les récits de voyageurs ou les guides touristiques du Québec ou de Montréal.

Le voyage d’agrément à l’intérieur même du Québec est mieux connu et son histoire se dégage de l’étude un peu plus avancée des centres de villégiature. Le thème est classique dans les historiographies nationales du loisir : tôt ou tard, on fait le portrait de Brighton, Bath, Cannes ou Atlantic City. L’animation estivale de Kamouraska, Cacouna, Métis Beach, Murray Bay ou Tadoussac au XIXe siècle nous est « agréablement » connue par la « chronique » de ces centres de villégiature ; cette chronique d’Arthur Buies, Hector Fabre, Napoléon Legendre, Alphonse Lusignan, Faucher de Saint-Maurice, F.-Gilbert Miville Déchêne ou James MacPherson Le Moine [[33]](#footnote-33) constitue même un genre journalistique dans la presse du dernier quart du XIXe siècle. C’est à elle d’ailleurs que s’alimentent souvent les monographies historiques de ces lieux de vacances [[34]](#footnote-34). On connaît mal aussi la croisière « en vapeur », que son trajet ait été limité à Montréal-Varennes ou à Montréal-Tadoussac ; l’excursion en chemin de fer, très fréquente dans le dernier quart du XIXe siècle, est aussi méconnue. C’est d’ailleurs le « train du Nord » qui allait ouvrir les Laurentides aux estivants et aux skieurs après 1890. Quant à la poussée touristique rendue possible par l’automobile entre 1920 et 1930, mais surtout après 1950, sa mesure et sa signification ne sont pas encore dégagées ; la culture de l’automobile au Québec est un inconnu.

Au contraire, l’histoire du sport constitue l’apport le plus important de la dernière décennie à la compréhension de l’histoire socio-culturelle du Québec. Ces travaux sont dus à deux historiens, Alan Metcalfe et Donald Guay.

En concentrant ses recherches sur Montréal, Metcalfe a non seulement étudié certains sports et sérié le développement historique global, mais il a surtout mis en place une analyse sociale du sport qui constitue un modèle applicable à d’autres phénomènes socio-culturels du XIXe siècle. Il a clairement démontré le caractère élitiste des premiers clubs sportifs de Montréal, véritables lieux de mondanité et de sociabilité anglophones dont la croissance après 1860 les transformera en clubs vraiment sportifs, c’est-à-dire de compétition ; ces clubs seront alors organisés, administrés et animés par des marchands et commis-marchands anglophones déjà familiers avec l’univers de la [43] gestion et de la compétition. Si les Canadiens français participent après 1870 à quelques sports, dont la raquette et le baseball, ce n’est qu’après 1890 que le sport devient une activité accessible, grâce aux sports d’équipes, aux ouvriers anglophones et francophones. C’est aussi l’époque où la presse à grand tirage fait une place importante aux sports. Attentif à l’origine sociale des organisateurs et des joueurs, Alan Metcalfe le fut aussi aux formes mêmes de l’évolution des sports. Il a établi le modèle de structuration et de professionnalisation du sport après 1870 en quantifiant la croissance des équipes, des ligues et des associations sportives et en explicitant le processus de réglementation et de délimitation des terrains, par exemple. Ce modèle organisationnel a été précisé par Don Morrow dans son étude de la Montreal Amateur Athletic Association (M.A.A.A., 1885- ), organisme central dans le développement des sports au Canada. Dans l’ensemble, les travaux de Metcalfe auront été l’une des tentatives les mieux réussies au Canada pour la compréhension d’un phénomène socio-culturel dans une société en voie d’industrialisation et d’urbanisation.

À un travail d’animateur et de bibliographe Donald Guay a aussi ajouté des éléments importants pour l’analyse historique du sport. À partir d’une étude fouillée des courses de chevaux, Guay a montré comment à ses débuts ce sport fut essentiellement anglophone, protestant, bourgeois et urbain tout en devenant populaire auprès des Canadiens français. Une étude sur les clubs sportifs - à partir d’un inventaire des constitutions juridiques entre 1867 et 1900 - a confirmé ces dimensions socio-ethniques du sport. Guay aura surtout insisté sur les dangers moraux et culturels que comportait le sport aux yeux du clergé et d’une élite conservatrice : les courses de chevaux menaçaient la moralité publique et attisaient, lors de rixes, les tensions ethniques alors que le club sportif anglophone contestait socialement la famille, le foyer traditionnel, la langue française et, du coup, la foi.

L’histoire des divertissements, du tourisme ou du sport n’a cependant pas été faite dans une perspective d’histoire des loisirs et du loisir. Celle-ci, récente, est prospectée depuis quelques années par des sociologues qui s’intéressèrent d’abord, après la Seconde Guerre mondiale, au loisir analysé sous l’angle d’un « service social » à [44] la paroisse et à la famille, puis aux comportements de « consommation » en loisir de la famille avant de mener des enquêtes empiriques ou prospectives sur le loisir municipal (Jacques-Cartier, Saint-Jean, Sainte-Foy, Trois-Rivières). C’est par un retour sur la genèse de la discipline même de la sociologie du loisir et sur les premières formes d’action culturelle que des sociologues ont inventorié, grâce à un répertoire de thèses, les phases de la recherche sur le sujet et surtout analysé les grandes articulations sociales du loisir ou de l’action culturelle : sa cléricalisation, sa professionnalisation et son étatisation. L’ouvrage de Roger Levasseur, *Loisir et culture au Québec*, donne un aperçu de ces recherches fondamentales menées aussi pour la période antérieure à 1945 par Michel Bellefleur et Gilles Pronovost.

L’un des défis de cette recherche qui prend souvent la fondation (1929) de l’Œuvre des terrains de jeux comme point de départ est bien de rendre compte du « loisir » avant la crise de 1929. Faudra-t-il nommer et structurer ce « loisir » commercial, ce « loisir » municipal (Montréal) avant que ne se manifeste ce loisir clérical ? Pour l’instant, l’histoire du loisir met l’accent sur le lent engagement de l’Église dans le domaine de la récréation et du divertissement et sur l’organisation du loisir catholique dans la structure paroissiale puis diocésaine. Les prônes et les bulletins paroissiaux ne manquent pas pour scruter la réalité du loisir paroissial au début du XXe siècle [[35]](#footnote-35). On l’a bien vu, l’Église qui a la haute main sur l’école sait l’importance sociale de la jeunesse et lui destine une panoplie d’organisations de « bons » loisirs : le scoutisme [[36]](#footnote-36), les patros [[37]](#footnote-37), les colonies de vacances [[38]](#footnote-38) contre la délinquance [[39]](#footnote-39). À ce propos, l’étude de Michel Bellefleur, L’Église et le loisir au Québec avant la Révolution tranquille, constitue une mise en place importante.

Il faudra aussi comprendre la lente et modeste intervention municipale dans le domaine du loisir et de la récréation telle qu’elle se dégage des thèses répertoriées par Gilles Pronovost et particulièrement celles qui ont été dirigées à McGill par Everett Hughes, de l’étude de la taxe sur les spectacles ou de rapports municipaux annuels [[40]](#footnote-40).

Ce bilan de dix années de publication et de recherche sur l’histoire socio-culturelle du Québec aura dégagé quelques tendances fortes. Il apparaît d’abord évident que l’analyse culturelle s’est de plus [45] en plus doublée d’une analyse économique et sociale dynamique ; cette caractéristique méthodologique confère d’ailleurs dorénavant sa cohérence au secteur historiographique. Puis, dans l’éclatement d’une certaine histoire des idéologies, la culture populaire s’est taillé une place dans le secteur de l’histoire socio-culturelle. L’« intrusion » est de taille, et les définitions de concept (culture populaire ou de masse) constitueront des défis pour les monographies à venir. Il faut enfin reconnaître que, depuis dix ans, l’histoire socio-culturelle s’est territorialisée : les enquêtes et les recherches sont maintenant menées sur des espaces délimités, régionaux, villageois ou urbains, et l’analyse culturelle a tout à gagner dans cette confrontation avec la géographie, la démographie, l’économie et la société.

[46]

**NOTES du texte 2.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[47]

[48]

[49]

**Territoires de la culture québécoise**

3

Une problématique  
de culture urbaine :  
Montréal (1820-1920) [[41]](#footnote-41)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

La culture urbaine ressemble à une place Royale ou à une place de l’Étoile : on n’y accède qu’en prenant l’une des avenues qui y mènent ou, mieux, qu’en ayant emprunté successivement chacune des avenues qui y conduisent. Ces avenues historiographiques - l’histoire urbaine proprement dite, l’histoire du loisir, de la consommation, de la culture ouvrière ou de phénomènes culturels variés - ont abouti à quelques ouvrages fondamentaux d’histoire culturelle urbaine.

Un bilan

La culture urbaine britannique a fait, depuis l’article de Ralph Turner [[42]](#footnote-42), l’objet d’études remarquables. Les travaux d’Asa Briggs révèlent d’ailleurs un périple significatif - histoires de Birmingham (1952), de villes victoriennes (*Victorian Cities*, 1963), du développement d’un « grand magasin » (Lewis’, 1956) et de la radiophonie (1961) - qui donne à son essai sur les conditions urbaines et économiques de l’émergence de l’industrie du divertissement un à-propos quasi inégalé [[43]](#footnote-43). L’historiographie britannique du loisir (*leisure*), abondante et remarquable, a trouvé dans l’étude de Helen Meller sur [50] Bristol l’un de ses classiques, véritable chef-d’œuvre d’analyse factorielle (population, conditions économiques, groupes de pouvoir et institutions) à l’intérieur du cadre urbain [[44]](#footnote-44).

Au pays de Veblen [[45]](#footnote-45), la prolifération récente des études historiques sur la culture populaire et sur la variété aguichante de ses manifestations ne distrait pas le « méthodologue ». Depuis l’ouvrage innovateur de Blake McKelvey [[46]](#footnote-46), dont un chapitre porte sur la culture et le loisir urbains, l’histoire de cet aspect de la culture américaine a principalement emprunté la voie de l’histoire des institutions culturelles de l’élite [[47]](#footnote-47) avant d’explorer la spécificité urbaine de certains phénomènes de culture populaire [[48]](#footnote-48). Grâce aux Lynd [[49]](#footnote-49), on dispose d’une enquête exceptionnelle de 1925 sur la décomposition de la culture traditionnelle d’une ville moyenne et sur sa reconstitution à l’époque du cinéma, de l’automobile et de l’extension de la consommation ; compte tenu d’une certaine méconnaissance des changements culturels urbains au tournant du siècle, leur monographie prend un relief particulier. La tradition des études culturelles thématiques a connu son accomplissement aux États-Unis dans l’ouvrage de Gunter Barth qui dégage de l’étude de l’espace, de la presse, des magasins à rayons, du terrain de baseball et du vaudeville, la configuration de la modernité culturelle urbaine [[50]](#footnote-50). Mais l’ouvrage américain le plus stimulant sur la culture urbaine semble être l’étude de Richard Sennett sur l’origine de la sociabilité publique et urbaine aux XVIIIe et XIXe siècles [[51]](#footnote-51). L’auteur y explique la genèse du domaine public, l’évolution des rôles publics et les conséquences du capitalisme industriel sur la vie publique. Sennett avait déjà étudié les effets de l’urbanisation sur la structure familiale [[52]](#footnote-52) et exploré ainsi la culture urbaine sous le double aspect microscopique et macroscopique.

La France urbaine du XVIIIe siècle a fait l’objet d’études plus nombreuses que celle du XIXe siècle [[53]](#footnote-53). L’histoire urbaine française, dont l’originalité tient de façon remarquable à l’analyse fouillée des rapports à l’espace, n’a pas encore connu d’application un peu systématique dans le champ culturel. Maurice Crubellier a bien décrit, dans une perspective qui n’avait pas pour objet l’histoire de la culture urbaine, « la déculturation par la ville et par l’industrie » et l’essor de la consommation [[54]](#footnote-54) ; bien que synthétique, l’étude dégage de façon originale les phénomènes socio-culturels engendrés par la ville, qui [51] marquent l’accès à la modernité culturelle et urbaine. Parmi les rares histoires culturelles de villes françaises du XIXe siècle, celle de Jean- Guy Daigle sur Grenoble a l’exceptionnel mérite de proposer un modèle d’analyse des conditions matérielles et des modes d’expression de la culture d’une élite urbaine [[55]](#footnote-55). Autrement, l’historiographie française sur la culture urbaine compte surtout, comme ailleurs, des études thématiques, dont certaines portent toutefois sur des phénomènes particulièrement marqués et marquants de la culture et de la sociabilité urbaines [[56]](#footnote-56).

Les avenues multiples de l’historiographie culturelle de Montréal débouchent progressivement sur une problématique centrale d’histoire de la culture urbaine, d’ailleurs contemporaine d’une histoire urbaine en plein essor. Depuis les travaux innovateurs de Mgr Olivier Maurault [[57]](#footnote-57), l’histoire culturelle de Montréal a surtout et nécessairement emprunté la voie de l’histoire des institutions et des activités dites culturelles [[58]](#footnote-58). Si les histoires de l’éducation, du théâtre, du fait religieux, de la musique ou de la presse, par exemple, négligeaient le plus souvent l’analyse des rapports à l’espace urbain, commercial et industriel, les travaux récents de Raymond Montpetit et de Sylvie Dufresne sur les arts et les divertissements populaires, d’Alan Metcalfe sur les sports ou d’Elinor Kyte Senior sur la culture des militaires de Montréal, inscrivent la culture dans ses déterminations urbaines. Des recherches personnelles, centrées sur Montréal et portant sur des phénomènes différents et des époques variées, ont permis une première schématisation du développement de la culture montréalaise de 1820 à 1920. L’étude de l’enseignement de la philosophie au collège des sulpiciens de 1790 à 1876 a permis d’explorer la formation culturelle et idéologique de l’élite montréalaise [[59]](#footnote-59) ; des recherches sur la genèse, le développement et le déclin des associations culturelles entre 1840 et 1880 révélaient une sociabilité bourgeoise et un milieu de conflits sociaux et idéologiques tout en mettant en valeur le rôle décisif de la presse montréalaise et des bibliothèques de collectivités [[60]](#footnote-60). C’est l’approfondissement de l’histoire de ces bibliothèques qui a fait apparaître, à travers l’intervention de la ville, une culture publique, financée par le public et accessible au public [[61]](#footnote-61). Il s’avérait alors impérieux d’éclairer les rapports entre cette culture publique et une culture dite populaire ; cette difficulté est à l’origine d’enquêtes sur des genres de divertissement comme le cinéma [[62]](#footnote-62) ou le [52] parc Sohmer [[63]](#footnote-63), qui posaient par le fait même la question des rapports entre la culture populaire urbaine et la culture commerciale. D’où, enfin, ce survol de la problématique de la culture ouvrière en Europe et aux États-Unis et un bilan sur la culture ouvrière à Montréal [[64]](#footnote-64).

Une problématique

Il faut d’abord, pour comprendre le Montréal d’avant 1920, débusquer les a priori du présent pour en limiter le placage simple sur le passé, mais aussi pour comprendre les liens dénoués ou toujours noués entre notre présent et ce passé. La culture d’aujourd’hui est traversée de part en part par les médias et par la consommation de biens, de services et de loisirs. Les enquêtes statistiques l’établissent : nous sommes branchés sur la télévision, la radio, les journaux et nous consommons des disques, du cinéma ou des parcs historiques [[65]](#footnote-65). Retourner avant 1920, c’est prétendre se retrouver en deçà de la radiophonie, en deçà presque de l’automobile, à l’époque où par ailleurs la presse à grand tirage - premier véritable média de masse -, le cinéma et le sport professionnel, par exemple, ont déjà fait basculer une certaine sociabilité urbaine tout en constituant les premières formes d’une culture qui est la nôtre.

La ville sera ici principe d’unité ; les phénomènes traditionnellement fragmentés de l’histoire culturelle - théâtre, éducation, religion, presse, musique... - n’y prendront un sens que dans leurs rapports à la ville, à Montréal. Autrement dit, il apparaîtra clairement que des manifestations culturelles ne sont souvent possibles que comme formes de culture d’abord urbaine.

Cette problématique d’histoire socio-culturelle de Montréal de 1820 à 1920 comporte cinq paramètres, cinq éléments constants tout au long du siècle : la population, l’espace, le système de production, le temps et les agents sociaux. À toutes les périodes de ce siècle, chacun de ces paramètres s’avère un révélateur dont l’interaction avec les autres demeure décisive.

La population

De 1820 à 1920, la population de Montréal franchit des seuils cruciaux : vers 1852, en 1881, après 1901 (voir le tableau 1).

[53]

TABLEAU 1  
Montréal, population (1800-1931)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1800 | 9 000 1 | 1842 | 40 357 |
| 1805 | 9 020 | 1844 | 44 591 |
| 1806 | 9 436 | 1850 | 48 207 |
| 1809 | 12 000 | 1852 | 57 715 2 |
| 1815 | 15 000 | 1861 | 90 323 |
| 1816 | 16 000 | 1871 | 107 225 |
| 1821 | 18 767 | 1881 | 140 247 |
| 1822 | 19 900 | 1891 | 216 650 \* |
| 1823 | 25 000 | 1901 | 267 730 \* |
| 1825 | 22 540 | 1911 | 467 986 \* |
| 1831 | 27 297 | 1921 | 618 506 \* |
| 1832 | 34 164 | 1931 | 818 577 \* |
| 1839 | 35 000 |  |  |

1. Tiré de Jean-Claude Robert, « Montréal 1821-1871 : aspects de l’urbanisation », thèse de 3' cycle, Paris, EHESS, 1977, p. 167-168, qui précise la provenance des données.

2. Tiré des recensements du Canada, de 1851 à 1931.

\* Indique l’agrandissement du territoire depuis le recensement précédent.

Le nombre de Montréalais permet de franchir certains seuils dans l’institutionnalisation de la culture et de certains services. A Montréal ou ailleurs, la poste, l’auberge, le journal hebdomadaire ou un théâtre ne sont possibles qu’au-delà d’un certain seuil démographique toujours difficile à déterminer. La croissance démographique sur fond d’extension territoriale oblige tôt ou tard à reconnaître la naissance, hors de la vieille cité, d’une sociabilité et d’une culture des faubourgs et des quartiers.

Mais c’est surtout l’évolution de la densité de la population de la ville qui fait apparaître les corrélations entre le nombre de citadins et la culture. Quand donc y a-t-il à Montréal suffisamment de clients, de spectateurs, de lecteurs, de participants ou d’amateurs non seulement pour justifier de nouvelles institutions, de nouveaux services - salle de théâtre, journal, parc -, mais aussi pour entraîner des changements d’échelle en ce qui concerne les initiatives du capitalisme commercial ou du gouvernement municipal ? La question fondamentale du public est posée ; on parlerait aujourd’hui d’auditoire, de consommateurs. Comment le public, la foule, les rassemblements naissent-ils en ville ? Il ne s’agit certes pas exclusivement de nombre, [54] on le conçoit. Mais on sait aussi que les changements d’échelle démographiques modifient l’architecture des lieux de divertissement, les périmètres de terrains publics ou les pratiques culturelles. On passe du théâtre Molson (1825-1844) au Ouimetoscope de 1907, d’une pratique mondaine du sport de clubs - prononcer à l’anglaise - à une démocratisation des sports d’équipes. On passe surtout, durant ce siècle, d’une presse d’opinion à une presse d’information, d’une presse à tirage limité à une presse à grand tirage, d’un média d’élite à un média de masse. On mise pour ce faire sur une technologie nouvelle de transmission (télégraphe) et de production, mais surtout sur un bassin démographique qui engendre le profit par le nombre plutôt que par le prix de vente du journal, d’ailleurs abaissé à deux sous. S’ajoute à cette interaction du nombre de lecteurs et du tirage le nouveau créneau de la publicité, dont la tarification - l’agence McKim le rappelle - varie précisément en fonction du tirage.

La presse à grand tirage constitue peut-être le meilleur exemple culturel de l’apparition d’un nouveau marché. C’est là, dans l’extension du territoire, du nombre et des communications, que le marché s’ouvre pour rendre possibles une production, une distribution et une consommation nouvelles, auxquelles nous reviendrons.

De 1820 à 1840, de 1840 à 1880 et de 1880 à 1920, l’existence et les types d’institutions culturelles, ainsi que les pratiques socioculturelles portent la trace différente du nombre, car celui-ci entraîne de nouveaux problèmes. Il fait peur lors de manifestations, d’émeutes et d’épidémies, comme le rappellent les rapports de police ou du Bureau de santé ; le nombre étonne et caractérise l’événement dans les descriptions de la presse qui se réfèrent de plus en plus à la foule, à la masse. Montréal est bien, au XIXe siècle, le lieu de sociabilités différentielles, tant de clubs, d’associations que de foule. Finalement, c’est bien cette ambivalence du nombre et de l’identité sociale qui cause jusqu’à nos jours l’ambiguïté de la culture populaire et de la culture de masse. Les expressions connotent le nombre - le tirage, le *box office*, la cote d’écoute - en jonglant le plus souvent avec l’appartenance sociale quand elles ne l’escamotent pas tout simplement. Il nous semble que c’est précisément l’analyse historique de la culture urbaine, de la culture et de la sociabilité montréalaises, qui permettra enfin de démêler l’écheveau de ces appellations mal définies que sont la culture populaire et la culture de masse [[66]](#footnote-66).

[55]

L’ethnicité

La croissance démographique contribue donc à spécialiser les formes culturelles, à caractériser des types, des lieux et des publics. Mais ce paramètre numérique doit inclure l’aspect ethnique, qui modèle de façon décisive la culture montréalaise au cours du siècle. Montréal est francophone jusque vers 1835 et après 1865 ; la ville est majoritairement anglophone durant trois décennies, ce qui rend d’autant plus importante sa population protestante, dont il faut par ailleurs exclure la majorité des Irlandais, qui sont catholiques. Cette communauté anglophone montréalaise n’est pourtant pas socialement et culturellement homogène : la langue ne masque pas des différences de religion ou de classe et l’identité intra-ethnique des Britanniques, des Écossais et des Irlandais trouve des expressions sociales et culturelles particulières. Une plus grande diversification ethnique caractérise le tournant du siècle alors que l’accroissement des communautés juive et italienne confère des traits de plus en plus cosmopolites à la ville.

Les cultures nationales à Montréal s’affirment et s’opposent autour de 1830. En témoignent les St. Andrew’s Society, St. George’s Society, St. Patrick’s Society, et la Société Saint-Jean-Baptiste qui paradent lors des fêtes patriotiques avec la panoplie de leurs symboles. En témoignent encore les tensions de toutes sortes au moment des insurrections (les Fils de la liberté contre le Doric Club), des élections, dans la presse, dans les luttes de pouvoir à l’intérieur des différentes confessions religieuses, lors des parties de crosse ou de hockey et à l’occasion des carnavals d’hiver des années 1880. Cette diversité ethnique fait éclater et rend littéralement pluraliste la culture montréalaise.

Peut-être plus manifestement que dans d’autres secteurs, le colonialisme prend dans la culture montréalaise tout son éclat. Pour chacune des bourgeoisies francophone et anglophone, la recherche et l’importation de modèles métropolitains constituent un moyen d’abolir l’Atlantique et d’ajuster un prestige local à la hauteur des codes parisiens ou londoniens. Longtemps la balance culturelle canadienne et montréalaise sera déficitaire et l’import-export culturel se fera à sens unique. Ces modèles métropolitains ne se retrouvent pas seulement dans la maison canadienne ou la maison victorienne, dans [56] la littérature française ou anglaise, dans les types d’institutions (*Mechanics’ Institutes*), dans les sports (curling) et dans les titres de journaux (*L’Avenir*, *La Lanterne*) ; cette culture importée imprègne aussi la vie quotidienne, de la mode vestimentaire aux services de table.

Par le fait même, ce paramètre ethnique et colonial soulève la question de l’avènement d’une culture nationale canadienne et canadienne-française, qui trouve ses premières expressions vers 1840 par le port de vêtements en étoffe du pays chez les patriotes, par la conscience de l’histoire nationale et par une certaine politique nationale canadienne qui déborde dans la culture vers 1880.

On connaît aussi la longue histoire de la tentation américaine des Montréalais. À partir de 1775, depuis que les imprimeurs de Philadelphie ou d’ailleurs se sont établis à Montréal, grâce à la circulation dans les deux sens de voyageurs, d’exilés, de cirques, de troupes de théâtre, de trains et de diligences, le modèle culturel américain a trouvé preneurs à Montréal. Il est tentant de penser qu’en raison de la proximité et de ressemblances continentales, l’influence américaine a marqué Montréal de façon particulière et à des moments précis. Les indicateurs ne manquent pas pour montrer l’américanisation de la culture commerciale, du divertissement montréalais durant le dernier quart du XIXe siècle. Le clivage socioculturel de milieux populaires francophones montréalais à l’heure de New York et d’une bourgeoisie à l’heure de Paris date-t-il de cette époque ? La question se pose certainement.

Les classes sociales

En 100 ans d’histoire, le poids démographique différencie les formes culturelles et la sociabilité ; l’ethnicité ajoute encore à cette différentiation. Mais c’est bien le paramètre social - les classes sociales, les groupes de pouvoir - qui délimite les possibilités culturelles. Comme on a la politique de ses moyens, on a la culture de ses moyens, qui sont diversifiés et qui permettent de disposer d’argent, de savoir et de temps.

[57]

À Montréal, de 1820 à 1880 environ, les bourgeoisies anglophone et francophone, appuyées ou contestées par les Églises, dominent la culture. Elles verront leur pouvoir et leurs initiatives limités symptomatiquement vers 1880 par d’autres agents sociaux. De 1820 à 1840, l’élite marchande coloniale anglophone entend parer la ville d’institutions modelées sur celles de la métropole et susceptibles d’assurer l’essor de la colonie. Administrateurs coloniaux et marchands apposent leur signature sur les pétitions qui demandent la constitution d’une bibliothèque ; c’est une façon de faire corps. Les plus éminents investissent dans une société par actions et bâtissent le théâtre Molson ou patronnent l’établissement d’un *Mechanics’ lnstitute*. Cette bourgeoisie anglophone de grandes familles a déjà sa sociabilité propre : sociabilité domestique de salon qui déborde progressivement sur la Bourse, le café, le club, le théâtre et l’église. Les liens culturels se tissent, serrés, au gré d’un mariage, de l’appartenance à une Église, d’intérêts économiques ou de la participation à plus d’une société commerciale ou philanthropique : la notabilité omniprésente se ramifie dans la vieille ville.

Les militaires - anglophones - se mêlent facilement à ce milieu. Les officiers ont des manières et des lettres : on fait un peu de théâtre, de l’aquarelle ; on danse et on courtise en uniforme coloré ; on a le temps de jouer au curling ; on a des chevaux qui servent aussi à la course, à la chasse et on cherche également les moyens d’éloigner les simples soldats de l’auberge et du bordel [[67]](#footnote-67).

À Montréal, la bourgeoisie canadienne-française formée de représentants des professions libérales est fort accaparée par les luttes politiques jusqu’en 1840. Elle trouve un nouveau souffle sous l’Union, au moment où Montréal devient la capitale du pays. Cette bourgeoisie recherche des formes d’expression et d’union, elle prend acte des exigences et des gratifications d’une urbanité nouvelle. Louis-Octave Le Tourneux écrit en 1845 :

Chaque maison, chaque famille a ses intimes ; mais aucune maison, aucune famille ne reçoit chez elle, ne réunit sous son toit assez de monde et surtout ce monde des divers états, des diverses professions, voire même des divers rangs qui puissent tous ensemble donner l’expression de notre esprit, de nos mœurs, de nos manières et de nos [58] allures. Dans tous les pays, un étranger qui veut connaître la société peut la rencontrer quelque part ; il la verra dans les théâtres, il la verra dans les concerts, il la verra dans les sociétés savantes, il la verra dans les cercles, dans les réunions, chez les hommes à qui la fortune et leur position permettent de la recevoir [...] Chez nous, il n’y a point de théâtre, il n’y a pas de concerts, il n’y a pas de sociétés savantes, il n’y a pas de cercles. Il ne la verra donc nulle part, si ce n’est à l’église [[68]](#footnote-68).

La signification des initiatives culturelles de cette bourgeoisie canadienne-française sous l’Union est transparente, grâce aux associations perçues comme marchés aux idées et scène sociale, aux conférences publiques, à une presse dynamique qui crée et attise l’opinion. Cette bourgeoisie apprivoise la ville en créant une vie publique, un nouveau code social, dont elle fixe évidemment les règles. L’étude de la composition de certaines de ces associations montre bien que la direction par les gens de loi est peu représentative d’un groupement souvent constitué de petits marchands et de commis. Cette ambition d’hégémonie sociale se retrouve d’ailleurs dans d’autres activités ou institutions. Entre 1840 et 1870, la vitalité du débat idéologique sur l’école, les associations, les bibliothèques, la presse et la librairie n’est que le rappel ici trop schématique de projets sociaux divergents à l’intérieur de la bourgeoisie ou entre une certaine bourgeoisie libérale et l’Église catholique romaine. Faut-il rappeler que la méconnaissance des conflits à l’intérieur des confessions protestantes ne doit pas occulter la signification globale de ces flèches d’églises qui, sur les gravures d’époque, dominent la ville ?

On a la culture de ses moyens. Les marchands anglophones, les avocats francophones disposent de ces moyens. Leurs valeurs trouvent une expression sociale. Toute behavioriste que soit l’affirmation, cette bourgeoisie a les moyens de se projeter socialement, de s’extérioriser, de s’exprimer. Elle a les moyens de production de sa culture, dans toutes les formes d’expression, verbale, écrite, comportementale et vestimentaire ; elle a les moyens de persuasion, de surveillance. Le peuple, la majorité des Montréalais, n’a pas ces moyens ; il en a d’autres. Toutefois, son expression sociale, limitée par l’absence relative de certains facteurs - argent, savoir et temps -, s’avère difficile à repérer, surtout lorsque l’on ne prend pas pour culture populaire ce que les évêques et les politiciens voulaient qu’elle fût.

[59]

Il est symptomatique que pour nous, contemporains, la culture de la majorité ne trouve souvent d’expression publique que sous une forme exacerbée : culture festive, culture délinquante des rixes, des émeutes et des manifestations, comme si, par ailleurs, cette culture populaire était confinée au privé, au domestique, au familial ou au religieux.

Il est aussi symptomatique que les classes populaires ne semblent avoir de voix qu’en tant que classes laborieuses et que cette culture populaire soit implicitement associée à l’essentiel, c’est-à-dire au travail. Ou bien, cette culture populaire n’est reconnue que dans sa dimension de « consommation » de culture commerciale et de divertissement et alors - c’est le cas du parc Sohmer (1889-1919) -, c’est la culture du système de production et de consommation qui s’y exprime.

Si la décennie 1880-1890 est cruciale pour la culture des classes populaires, elle l’est aussi pour cette classe moyenne qui semble se constituer à la fin du siècle par le commerce et les services. Cette classe ne fournirait-elle pas les premières générations de consommateurs, le public des spectacles de divertissement, les lecteurs du feuilleton et du roman de plus en plus populaires, c’est-à-dire vendus ? Il semble bien que la culture montréalaise au tournant du XIXe siècle ne peut se comprendre sans une meilleure connaissance de ce nouveau paramètre social.

Sous des apparences feutrées et démocratiques, la culture et ses institutions constituent un domaine qui véhicule valeurs et projets, un lieu de pouvoir. L’école, l’association, le club s’avèrent bien, à l’étude, des moyens de prise en main de la scène sociale urbaine par la bourgeoisie ou l’Église. Les intentions qui président à l’organisation de la Young Men Christian Association (Y.M.C.A.), par exemple, ou à des initiatives municipales en matière de bains publics ou de terrains de jeux pour enfants finissent bien par trahir un pouvoir qui impose ses codes.

L’espace

Outre les Montréalais, il y a Montréal. Élément constant et déterminant de l’histoire culturelle de cette ville de 1820 à 1920, [60] l’espace précise, avec les classes sociales et le mode de production, le sens véritable de la culture urbaine.

Jusqu’à l’Union, la vieille ville abrite ce que Montréal a de mondain et d’institutionnel ; la culture des marchands y a ses lieux, contigus à leurs magasins et à leurs résidences. Puis, la ville déborde la vieille cité à l’est puis au nord, monte les côtes (Beaver Hall) vers la rue Sainte-Catherine, puis vers la rue Sherbrooke (côte à Baron), grimpe occasionnellement la côte des Neiges ou la côte Sainte-Catherine. La géographie des activités et des lieux culturels suit cette dynamique territoriale tout comme elle inclut, vers 1840, l’organisation et la vie particulières des faubourgs, des quartiers.

C’est précisément dans la diversité de ses rapports à l’espace que la culture montréalaise révèle sa spécificité, sa dimension urbaine. À l’émergence d’une nouvelle sociabilité, d’une vie publique originale correspond l’aménagement d’un espace public sur la scène duquel, dirait-on, va se jouer une histoire culturelle inédite. L’iconographie de Montréal l’atteste à souhait : une nouvelle culture de l’espace public s’élabore dans le quadrillage de la ville en rues, en squares, en places et en parcs. Des lieux publics rendent dorénavant possible la sortie de la sphère du privé. L’exhibition - dans toutes ses acceptions - devient pratique courante.

La configuration de la culture urbaine se modèle sur l’évolution du foncier et de l’immobilier. L’aménagement et la mise en valeur des terrains font disparaître les espaces ouverts, polyvalents. L’initiative privée aménage des terrains sous forme de jardins zoologiques ou construit une salle de théâtre, objet de taxation ; même à la périphérie, des champs de courses exigent le paiement d’un prix d’entrée pour être rentables. Après 1850, les salles privées (halls) de rassemblements ou de spectacles se multiplient de même que les « palais » d’exposition. Jusqu’à l’époque des salles de « vues animées » (1896- ), les lieux et les terrains privés de culture suivront ce mouvement de spéculation foncière accompagné de la commercialisation des événements et des spectacles.

Il est aussi de mise, après 1850, pour les sociétés nationales, les associations culturelles, les clubs sociaux ou sportifs d’avoir pignon sur rue. On peut en faire la tournée grâce aux *Mackay’s* et *Lovell’s* [61] *Directories* dès 1842 ; les adresses de l’Œuvre des bons livres, de l’Institut canadien, du St. Patrick’s Hall, du Y.M.C.A., du Montreal Amateur Athletic Association, du club Saint-Denis s’y trouvent.

Dès le début du siècle et de façon croissante après 1850, alors qu’elle s’est de nouveau constituée juridiquement en 1865, la ville participe activement à cet aménagement de l’espace, à l’organisation de lieux publics : rues, squares, marchés, bains, bibliothèques, glissoires, île Sainte-Hélène et mont Royal.

Le système de production

De façon schématique, l’évolution du système économique structure quatre phénomènes globaux liés à la culture montréalaise entre 1820 et 1920 : la commercialisation de la culture et du divertissement, l’importance des transports, l’implantation de la technologie et la signification du nouveau mode de production manufacturière et industrielle.

L’offre capitaliste de services culturels payants devient importante au milieu du siècle, au moment où s’organisent par exemple les expositions agricoles et industrielles, dont celle de Londres constitue le paradigme à partir de 1851. Les Montréalais avaient certes répondu aux offres du théâtre Molson, aux exhibitions occasionnelles de curiosités, aux sollicitations de Guilbault et de son jardin et aux annonces de courses de chevaux mais, après 1850, les productions de biens symboliques se multiplient au rythme de la diversité des spectacles et des divertissements, qui incluront, entre 1900 et 1920, des parcs d’attractions (Sohmer et Dominion), le cinéma et le sport professionnel. Bien sûr, cette commercialisation s’opère d’abord dans le secteur des biens et des services primaires, mais le capitalisme commercial découvre dans le domaine du divertissement un créneau d’investissement au moment où les Montréalais trouvent de plus en plus au dehors les biens, tant matériels que symboliques, qu’ils ne produisent pas ou plus eux-mêmes. Ces biens de consommation sont désormais produits à l’intérieur d’une spécialisation du travail qui inclut tout autant un acrobate ou un musicien qu’un joueur de hockey, ces « amuseurs publics » - selon des mandements épiscopaux - qui se « donnent en spectacle comme ours de foire ».

[62]

Il est difficile de préciser l’essor de cette commercialisation, mais il correspond certainement à l’émergence du public, d’un pu- blic. Tout autant que l’économie, la culture de Montréal est, tout au cours du siècle, marquée, modifiée par les transports. La diligence, le bateau à vapeur, le chemin de fer ne font pas que véhiculer du fret et des passagers ; ils créent et animent une sociabilité typiquement urbaine de l’hôtellerie, où le Donegani, le Rasco ou le Windsor offrent tout autant un lieu de repos, de restauration, de rendez-vous que de spectacle. Le chemin de fer, en contribuant au développement de l’organisation du sport [[69]](#footnote-69), permet d’évoquer l’importance de la dimension interurbaine de la culture et du divertissement, ainsi que la dimension métropolitaine de Montréal. Les transports permettent des sorties où l’on s’éloigne plus ou moins de Montréal, que ce soit l’excursion en vapeur à Varennes, la traversée atlantique vers Le Havre, ou le voyage à bord de l'*Océan limitée* vers les lieux de villégiature de Cacouna ou Métis Beach. Ils assurent aussi dans les deux sens une circulation de biens et de personnes où se révèlent le rôle central de Montréal à l’égard de sa région immédiate ou du Québec en général ainsi que son rôle périphérique lorsqu’il s’agit d’importation de cinéma ou même de troupes ou de vedettes de théâtre. Quant au transport intra-urbain, le tramway assure une mobilité générale et en particulier vers les parcs d’attractions, par exemple, qui sont toujours sur la « ligne » ou au bout de la « ligne ».

La technologie, qui bouleverse la production économique, trouve rapidement dans le domaine de la culture et du divertissement un lieu d’application. Le télégraphe accélère l’acheminement de l’information et crée un style de journalisme nouveau. La production manufacturière, non artisanale, de certains objets popularise, rend plus accessibles certaines pratiques : le patinage, la musique instrumentale ou le vélocipède, par exemple. Les découvertes de Charles Cros en France, de Thomas Edison aux États-Unis sont rapidement mises en application par la manufacture de disques de Berliner à Montréal [[70]](#footnote-70). Enfin les « vues animées » vont « hybrider » presque tout le monde du spectacle, en empruntant autant aux genres (mélodrame) et aux artisans (comédiens, auteurs et metteurs en scène) qu’aux lieux (cirque, théâtre et vaudeville). À chacune des grandes périodes de l’histoire culturelle de Montréal, la technologie [63] a modifié les pratiques ; que l’on pense simplement à l’éclairage et au prolongement du jour qui en résulte.

L’industrialisation constitue un paramètre de l’évolution culturelle des Montréalais. Les contemporains que nous sommes comprendront que c’est bien durant cette période de 1880 à 1920 que s’opèrent les changements décisifs dans le mode de production que nous connaissons encore aujourd’hui.

L’industrialisation a d’abord drainé vers Montréal une population rurale responsable de poussées démographiques exceptionnelles après 1880. Cette migration vers la ville a non seulement créé un bassin démographique nouveau - un marché -, mais surtout un nouveau milieu social de prolétaires, un milieu populaire. Au prix d’une certaine acculturation et par la vente de leur travail contre un revenu, les classes laborieuses sont alors intégrées au marché montréalais.

Les Montréalais assistent durant ces 40 ans à l’implantation d’un nouveau mode de production économique et culturelle. La production en série, en masse, dépend entre autres d’un nouveau système de distribution et de consommation de masse. La possibilité de reproduction d’une même chaussure ou d’un même quotidien (*La Presse*) et de leur distribution dans le commerce de détail - notamment dans les « magasins à rayons » - signifie tout autant une culture globale inédite que des produits culturels nouveaux. Il nous semble que, s’il y a quelque chance pour nous, contemporains, de mieux comprendre la spécificité de la culture de masse et de la culture populaire, ce sera par une analyse des transformations culturelles dans les grandes villes comme Montréal au tournant du siècle.

Le temps

Le temps est un paramètre négligé de l’histoire socio-culturelle. Si le « temps de loisir » opposé au « temps de travail » peut sembler un concept contemporain d’historiens ou de sociologues du loisir, le temps disponible n’en demeure pas moins pour les Montréalais du XIXe siècle un facteur déterminant. En 100 ans, le Montréalais apprend à vivre un cycle de l’année différent : les fêtes ou les jours fériés changent en un siècle, comme en témoignent les législations [64] québécoise et canadienne. La bourgeoisie, qui dispose de temps en plus d’argent et de savoir, connaîtra, dès la seconde moitié du XIXe siècle, une pause estivale dans des centres de villégiature laurentiens (Murray Bay, Le Bic et Rivière-Ouelle) ou atlantiques (Old Orchard) ; ces lieux seront pour elle ce que furent Brighton, Bath ou Cannes en Europe.

C’est principalement l’industrialisation qui modifie le quotidien et qui provoque une reconsidération du temps, de la semaine, du dimanche. La réduction des heures de travail constitue, dès 1872 (mouvement des neuf heures), une revendication des syndicats ouvriers, mais cette revendication demeure longtemps secondaire et l’obtention du samedi libre semble, à Montréal, postérieure à 1920.

De manière symptomatique, c’est le dimanche qui est traditionnellement objet de litige, de législation et de controverse épiques. Le respect du dimanche hante très tôt les mandements et les ordonnances municipales. Après 1880, le travail dominical devient plus suspect. Les divertissements qui se tiennent le jour du Seigneur révèlent les conflits de valeurs : activités anodines comme les glissades en toboggan ou plus populaires comme le cinéma. Sommairement résumé, ce débat véhicule l’affirmation de la commercialisation de la culture et du divertissement et surtout le lent mais efficace processus, à Montréal, d’une sécularisation du temps et de la vie aux dépens d’Églises qui échouent clairement sur ce point.

Les agents sociaux

Le terme, très actuel, fera peut-être s’élever le soupçon d’une lecture trop contemporaine de l’histoire culturelle de Montréal entre 1820 et 1920. C’est là le versant risqué, donc responsable, du pari de comprendre ce qui est mort ou encore vivant dans ce passé. C’est aussi affirmer - si nécessaire - que la culture, le divertissement ne sont pas neutres ; le « divertissement » ne doit pas distraire des déterminants. L’entreprise privée, l’État et l’administration municipale constituent les principaux agents sociaux de la culture contemporaine. À Montréal, entre 1820 et 1920, ces producteurs de culture sont multiples et l’importance de leurs initiatives varie selon les époques.

[65]

L’individu crée, à l’intérieur de limites variables, sa culture, ses divertissements, son repos. On connaîtrait mieux d’ailleurs cette culture personnelle si les biographies ne se réduisaient pas le plus souvent à une histoire intellectuelle et si elles débordaient les grands créateurs ou les grandes figures de l’élite [[71]](#footnote-71).

Plus accessible à l’historien et de mieux en mieux connue, la famille constitue le premier milieu culturel d’importance. L’histoire encore à faire des grandes familles bourgeoises de Montréal (Molson, Papineau, Viger) jetterait un éclairage indispensable sur ces unités sociales où se forgent l’éducation, les codes sociaux et les réseaux de mondanité. Mais l’étude de la famille ordinaire permet surtout de mieux cerner la spécificité de la famille urbaine, véritable matrice socio-culturelle. On n’a qu’à s’attarder aux discours bourgeois et clérical du dernier quart du XIXe siècle montréalais à propos de la « destruction » de la famille par la buvette, le théâtre ou le cinéma pour saisir l’intervention décisive de la famille dans la formation et la pratique culturelles.

La bourgeoisie s’avère, entre 1820 et 1880, l’agent principal du contrôle socio-culturel. Les institutions et les valeurs culturelles de cette époque sont les siennes : valorisation de la culture imprimée (école, presse, bibliothèque et librairie), de la culture rhétoricienne (sermons, discours et conférences) et de la culture mondaine (salons et clubs). Les Églises valorisent aussi ces formes culturelles, en adaptant par ailleurs les contenus à leurs valeurs et à leurs projets. La « guerre des mots » et des coups entre libéraux et conservateurs indique, on ne peut plus clairement, ces velléités de domination sociale ; elle rappelle aussi qu’à d’autres périodes ces luttes prendront d’autres formes et opposeront de nouveaux groupes sociaux. Ce sera le cas après 1880, au moment où la bourgeoisie et les Églises verront leurs initiatives limitées par d’autres agents.

À ce moment, l’entreprise privée investit la culture. Les associations culturelles sont bientôt concurrencées par les salles de billard par exemple et leurs « salles de nouvelles » deviennent anachroniques avec une Presse à quelques sous. C’est l’époque du parc Sohmer (1889-1919), du parc Dominion (1906- ) et des « vues animées » (1896- ). Habitués du nouveau « management », les commerçants [66] et commis de magasins organisent le sport de compétition, professionnel ou commercial. La restauration - chez Éthier, chez Pauzé - est partie intégrante du commerce de détail. Les initiatives de la bourgeoisie ne cessent pour autant - Art Association, Y.M.C.A. -, mais elles s’insèrent dans un nouveau pluralisme, dans ce Montréal dont l’extension après 1890 a d’ailleurs modifié l’engagement personnel des élites traditionnelles. La culture doit dorénavant s’appeler aussi le divertissement, le spectacle ; c’est également une affaire, a business.

L’intervention municipale dans le domaine culturel - le nouveau welfare de la récréation - s’affirme vers 1880. Montréal réglemente certes la vie sociale des Montréalais depuis le début du siècle : elle taxe bien sûr les auberges et les spectacles ; elle surveille la rue, les buvettes et les bordels. Cette intervention - non plus privée mais publique - prend, à compter de 1880, des formes plus nombreuses et diversifiées : les deniers publics servent à financer des espaces publics (mont Royal, île Sainte-Hélène et parc Lafontaine), des bains publics, des glissoires publiques en hiver et une bibliothèque publique. C’est l’émergence d’une culture publique qui généralise une vie publique, une sociabilité publique jusque-là l’apanage un peu exclusif de la bourgeoisie, qui se retrouve aussi et toujours, faut-il le rappeler, à l’hôtel de ville.

Si l’intervention du capital et de la ville modifie celle des élites traditionnelles, elle propose à l’intervention cléricale un défi nouveau. Sous réserve d’une connaissance meilleure de l’importance fonctionnelle de la structure paroissiale à Montréal, il appert néanmoins que les valeurs religieuses sont fortement contestées par l’urbanisation et que les Églises mettent du temps à récupérer les sports et la jeunesse par des institutions, le scoutisme par exemple [[72]](#footnote-72). Dans la ville du cinéma Funland, le royaume des Montréalais était de plus en plus de ce monde !

Il faut enfin observer l’entrée en scène d’un nouvel intervenant, les syndicats ouvriers, dont le discours sur les institutions et les pratiques culturelles, pour méconnu qu’il soit, n’en est pas moins réel. La presse en général et la presse ouvrière en particulier prennent position sur la question et la signification de la réduction des heures de travail ; les syndicats expriment leur point de vue sur l’instruction [67] obligatoire, sur la nécessité des bains publics dans les quartiers ouvriers, sur l’importance des clubs ouvriers. Ils témoignent devant la commission Boyer sur l’incendie du Laurier Palace (1927) pour soutenir victorieusement l’ouverture des cinémas le dimanche.

La considération de ces cinq grands paramètres dans l’histoire de la culture urbaine montréalaise entre 1820 et 1920 fournira un premier aperçu global de notre problématique et de notre analyse des changements déterminants. Ces paramètres se retrouvent-ils dans l’histoire culturelle d’autres villes, des régions, des campagnes ou renvoient-ils de façon univoque à la culture urbaine ? La question sera sans doute au centre des discussions à venir sur la culture urbaine et régionale.

[68]

**NOTES du texte 3.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[69]

[70]

[71]

**Territoires de la culture québécoise**

4

La sociabilité  
et l’histoire socioculturelle :  
le cas de Montréal, 1760-1880 [[73]](#footnote-73)\*

Une intuition sans concept est aveugle, un concept sans intuition vide.

Emmanuel KANT.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans la tentative de constituer depuis un quart de siècle l’histoire socio-culturelle comme secteur historiographique, la notion de sociabilité aura permis de lever et de dépasser un certain nombre de paradoxes dont l’histoire des mentalités s’est révélée porteuse. À la définition de ces paradoxes et de vecteurs de dépassement succéderont ici un essai de démonstration du caractère opératoire de la notion de sociabilité et une application de cette notion à un terrain d’enquête : Montréal de 1760 à 1880.

La recherche d’un discours de la méthode pour cette histoire socio-culturelle s’est intensifiée ces dernières années, en prenant la forme d’une interrogation diversifiée sur le passé et l’avenir de l’histoire des mentalités. Le médiéviste Jacques Le Goff a questionné cette notion ambiguë dont on parle beaucoup mais dont on a peu donné d’exemples convaincants et dont la vocation a consisté « à désigner les résidus de l’analyse historique, le je ne sais quoi de l’histoire [[74]](#footnote-74) ».

[72]

Deux spécialistes du XVIIIe siècle ont aussi, chacun à sa façon, questionné cette histoire des mentalités. Robert Darnton a d’abord exprimé son scepticisme à l’égard des niveaux d’histoire et, en particulier, en ce qui concerne cette histoire sérielle au troisième niveau, auquel est généralement associée l’histoire des mentalités [[75]](#footnote-75) ; Darnton s’interroge en ce sens sur la difficulté sinon l’incapacité de cette histoire à relier les attitudes ou les mentalités au social, et pose ainsi le problème des écarts culturels et des clivages sociaux. Bien averti d’une histoire des Annales où la civilisation s’ajouta à l’économie et à la société et s’y fit méthodologiquement une place à l’ombre, Darnton explique l’essoufflement de l’histoire des mentalités à la fois par une quantification excessive de la culture et par une sous-estimation de l’élément symbolique dans les relations sociales. Dans une telle perspective d’ouverture sur le symbolique qui plaide pour une histoire anthropologique, sa critique de fond prend tout son sens : « Je ne vois pas pourquoi l’histoire des mentalités devrait éviter les écarts et se cantonner à ce qui est collectivement partagé, étant donné qu’on ne peut établir une moyenne de toutes les significations, ni réduire les symboles à leur plus petit dénominateur commun [[76]](#footnote-76). » Formule synthétique qui interroge le mental collectif, plaide pour l’écart et le singulier et rappelle l’incontournable qualitatif d’un symbolique inquantifiable.

Autre historien de l’Ancien Régime, Roger Chartier balise depuis quelques années cette recherche d’un discours sur la méthode en histoire socio-culturelle. Dans son compte rendu du dernier ouvrage de Darnton [[77]](#footnote-77), Chartier refuse d’abord la réduction de l’histoire culturelle française à sa version d’histoire sérielle au troisième niveau, en marquant sa position sur le pertinent et le non-pertinent de cette notion. Essentiellement, Chartier prend ses distances à l’égard d’une certaine historiographie culturelle en récusant la corrélation souvent mécaniciste entre une forme culturelle et un niveau social particulier sinon exclusif. Historien de l’éducation et de l’imprimé à destination savante et populaire, Chartier rappelle plutôt l’affirmation récente d’une histoire socio-culturelle à niveaux sociaux moins stratifiés et moins étanches, d’une histoire attentive tout autant à ce qui partage qu’à ce qui est partagé. « À la quête souvent déçue d’une culture spécifiquement et exclusivement populaire doit donc être substituée [73] l’identification des usages culturellement différenciés de matériaux communs [[78]](#footnote-78). » En répliquant à Darnton, il précise :

Nevertheless, it is indisputable that the most pressing question inhérent in cultural history today, not only in France but also of France, is that of the different ways in which groups or individuals make use of, interpret, and appropriate the intellectual motifs of cultural forms they share with others [[79]](#footnote-79).

En caractérisant l’histoire culturelle française récente par le passage de l’analyse des seuls objets aux pratiques [[80]](#footnote-80) et en reconnaissant à l’un et l’autre leurs potentialités symboliques, Chartier s’interroge néanmoins sur le caractère opératoire du signe dans une histoire anthropologique qui valorise le symbolique : en quoi le symbole diffère-t-il du signe, comment l’allégorique se systématise-t-il et, surtout, comment peut-on légitimement rapporter une pratique individuelle - écrite, parlée, jouée - à une forme symbolique universelle [[81]](#footnote-81) ?

Travaux et débats laissent donc poindre des voies de dépassement : le quantitatif prend de plus en plus son caractère instrumental en histoire socio-culturelle ; sans satisfaire aux attentes d’une relation causale transparente, l’analyse historique des formes culturelles et des appartenances sociales a déboulonné quelques idées reçues. Demeurent toutefois l’incontournable qualitatif, le symbolique des objets et des pratiques, le « mental » collectif dont on se demande toujours le mode de matérialisation et le mode de construction à partir des individus.

André Burguière [[82]](#footnote-82) et Jacques Revel [[83]](#footnote-83) ont retracé dans l’histoire du concept de mentalités le problème qu’elle portait comme son ombre et qu’ont en quelque sorte personnifié Lucien Febvre et Marc Bloch. En soulignant à juste titre chez Febvre « l’obsession du psychologique » dans cette recherche d’une « cohérence qui, au sein d’une même culture doit unir l’œuvre la plus élaborée et le comportement le plus commun [[84]](#footnote-84) », Revel pointe du doigt « l’apparent paradoxe » de l’œuvre de Febvre, « cet historien du social, parti à la recherche de ce qui compte vraiment et qui est représentatif dans les cultures du passé » et qui se consacre « à de grandes biographies et aux phares de l’histoire intellectuelle du XVIe siècle : Luther, Rabelais, Marguerite de Navarre ». Paradoxe apparent, puisque « c’est bien [74] l’exemplarité, non l’exceptionnalité, qui est fondamentalement recherchée ». Mais comment se construit l’exemplarité ? À cette question résiduelle s’ajoute chez Revel l’affirmation que « là où Febvre tire [la notion de mentalités] vers le psychologique, Bloch paraît privilégier la [notion] sociologique ». Cette tension a constitué la résistance la plus forte en histoire culturelle au cours du dernier quart du siècle et constitue le défi incontournable du présent : comment conjuguer, pour reprendre le verbe de Revel, l’individuel et le collectif en histoire socio-culturelle ? Où mène le mental, le psychologique ? De quel collectif s’agit-il ?

La notion de sociabilité : apports et débats

À l’ambiguïté du je ne sais quoi de l’histoire des mentalités, on peut ajouter celle du je ne sais qui, sinon celle du je ne sais combien. Comment la notion de sociabilité et ses usages ont-ils donc ouvert de nouveaux chemins à l’histoire socio-culturelle ? D’abord en ouvrant l’historiographie socio-culturelle sur le XIXe siècle. En effet, aura-t-on suffisamment porté attention à cette constante d’un discours sur les mentalités tenu principalement par des historiens du Moyen Âge et de l’Ancien Régime ? Comme si l’exportabilité de la notion de mentalités dans l’époque moderne et contemporaine avait été rendue difficile par une longue durée d’un tout autre type et moins susceptible de dégager ces macroscopiques « systèmes de civilisation », selon le mot de Pierre Chaunu.

Cette ouverture historiographique sur le XIXe siècle s’accompagnait d’une prospection nouvelle de la ville, de l’histoire et de la culture urbaines en contraste avec une histoire des mentalités confrontée le plus souvent à la société rurale médiévale ou d’Ancien Régime. Mais sociabilité urbaine n’exclut pas pour autant sociabilité villageoise, à telle enseigne que ces espaces agglomérés préfigurent peut-être l’approche différente de la relation entre des particuliers et des ensembles.

En se donnant comme objet les formes et la symbolique sociales et en tenant compte des nécessités du vécu social, l’histoire de la sociabilité s’attaquait ainsi à l’étude d’un besoin fondamental, commun, massif. Sans tomber dans une ontologie de l’*homo sociologicus*, d’une sociabilité en soi, l’histoire de la sociabilité vise néanmoins un [75] besoin ou une contrainte primaires, un phénomène culturel global à la première périphérie, dirait-on, du *primum vivere*. Souligner l’apport de l’histoire de la sociabilité à la problématique et aux défis de l’histoire socio-culturelle suppose de faire voir le caractère opératoire de cette notion, caractère trop implicite sinon lacunaire dans la notion de mentalités.

De façon globale, l’apport des travaux historiques sur la sociabilité aura été de contribuer à socialiser ce psychologique du « mental » collectif, à définir celui-ci morphologiquement, socialement et politiquement, alors qu’il offrait peu de prise analytique.

De façon ponctuelle, en montrant la déviation profane d’associations provençales [[85]](#footnote-85), les recrutements sociaux du salon, du cercle et de la chambrée [[86]](#footnote-86) ou les aspects de mimétisme intersocial de certains traits de la culture populaire [[87]](#footnote-87), les travaux de Maurice Agulhon ont dégagé cette diversité des rapports entre des formes de sociabilité et l’appartenance sociale, diversité qui va de l’adaptation au mimétisme, à l’amalgame, à l’étagement, au clivage.

Par ailleurs, l’analyse des lieux et des formes de sociabilité - la confrérie, la loge, le cercle et la chambrée [[88]](#footnote-88) -, des processus urbains de déculturation et des résistances opposées [[89]](#footnote-89), des mutations d’une sociabilité ouvrière de la fraternité et de l’entraide vers une sociabilité de la résistance et de la revendication [[90]](#footnote-90), exigeait une sensibilité et une attention toutes particulières à la morphologie même, au processus de formation, de constitution et d’évolution des formes de sociabilité, ainsi qu’à leur plasticité. À ce titre, la notion de sociabilité, en sensibilisant au processus, à l’accomplissement et à l’inaccomplissement des formes, permet de façon opératoire de couvrir l’éventail de l’*a quo* à l’*ad quem* des formes, de déceler l’exemplarité et ses télescopages.

Mais surtout, la notion de sociabilité permet de jeter des ponts entre le singulier et le pluriel, entre l’individuel et le collectif. L’histoire de la sociabilité offre dès lors le programme d’une mésohistoire, d’une histoire du milieu, des intermédiaires, de l’oblique, entre une micro-histoire qui sort peu ou difficilement du cas individuel et une macro-histoire qui perd vite ses traits temporels et spatiaux. L’histoire de la sociabilité permet de conjuguer l’individuel et le [76] collectif parce qu’elle est histoire de formes ou de symboliques culturelles qui sont toujours et déjà lestées de social, qu’elle révèle des hommes engagés dans des formes ou des symboliques qui sont d’ores et déjà des médiations. En ce sens, la sociabilité peut globalement se définir par les médiations sociales à travers des objets et des pratiques. Ces médiations qui incluent tout autant les révoltes, les charivaris ou les fêtes trouvent, on le sait, une expression particulièrement riche dans la vie associative.

Méso-histoire, l’histoire de la sociabilité est celle des relations, des médiations entre les hommes et les femmes en société, celle des processus du non-structuré au structuré, de l’informel au formel.

Pionnier et praticien de l’histoire de la sociabilité, Maurice Agulhon en fut aussi le principal critique [[91]](#footnote-91). Il semble toutefois peu redevable, sur le plan épistémologique, à des usages antérieurs de la notion ou à ses appellations connexes. Peu connu en France avant 1970, le sociologue allemand Robert Elias avait développé, à la fin des années 1930, une psychogénèse et une sociogénèse de la civilité et des codes de comportement, principalement dans l’Ancien Régime français [[92]](#footnote-92). Cette approche avait peu à voir avec l’essai de « sociologie de la sociabilité » (1910) de son compatriote Georg Simmel, qui orientait sa compréhension du côté d’une sociabilité d’autant plus pure qu’elle est sans contenu, « libérée de tout accent matériel parasitaire [et qui reflète] la société qui joue avec elle-même [[93]](#footnote-93) ». Contemporain d’Elias et averti des travaux allemands en philosophie et en sociologie, Georges Gurvitch s’avère sans doute le sociologue français le plus engagé dans l’analyse de la sociabilité et surtout dans une volonté de classifier les « formes de sociabilité, [ces] seuls éléments indécomposables de la réalité sociale [[94]](#footnote-94) ». De façon globale, il semble bien que la sociologie de la sociabilité et en particulier la micro-sociologie des associations aient connu, à la suite d’une ferveur d’après-guerre, une éclipse qui dure depuis une vingtaine d’années [[95]](#footnote-95).

Sensibilisé aux dimensions de la sociabilité méridionale par les travaux de l’ethnologue Fernand Benoît et en quête d’une explication de la tradition politique du Midi méditerranéen qui passe du « blanc » au « rouge » de 1789 à 1848, Agulhon explore d’abord cette sociabilité avec une problématique des tempéraments politiques régionaux chère [77] à André Siegfried, problématique face à laquelle il prend ses distances en reconnaissant des sociabilités régionales différentielles plutôt que hiérarchiques.

Cette analyse de la sociabilité politique méridionale sera poursuivie par l’étude systématique d’une vie associative méridionale forte parce que favorisée par divers facteurs : type d’agglomération, densité, ville de commerce ouverte sur l’extérieur, conjoncture culturelle postrévolutionnaire, relâchement du politique. L’étude morphologique et sociale des confréries de pénitents et de métiers, des loges maçonniques, de la chambrée et plus tard du cercle - cette fois pour la France [[96]](#footnote-96)-, permettait d’inscrire le politique dans le social, d’« anthropologiser le politique [[97]](#footnote-97) » et de repérer la trame sociale et idéologique de cette mutation politique méridionale.

Nouveau retour critique. Au risque de voir la sociabilité réduite à la vie associative, à son seul aspect formel et institutionnel, Agulhon proposait de « faire relâcher le lien conceptuel entre la sociabilité générale et la vie associative [[98]](#footnote-98) ». Cette précaution méthodologique [[99]](#footnote-99) tenait compte à la fois de la tentation de réduire la sociabilité à la vie associative et d’évacuer l’omniprésence sociale du phénomène associatif qui constitue la richesse et la forme la plus repérable de la sociabilité. Retenir donc mais relâcher aussi ce lien conceptuel.

Mais il devient vite apparent que cette précaution est aussi une exigence : aller au plus difficile, faire place à l’informel, aux comportements collectifs plus éphémères, moins volontaires ou conscients, « aux marges et aux souterrains [[100]](#footnote-100) ». Vigilance épistémologique qui doit nourrir une attention indéfectible à ce qui est en gestation, en pointillé, à l’écart, en incandescence. On a tôt fait d’ailleurs, et avec raison, d’évoquer la sociabilité « invisible », de souligner « le pari anti-institutionnel » de cette histoire de la sociabilité potentiellement tentée par les pôles extrêmes du juridisme de la vie associative ou de l’indéterminé [[101]](#footnote-101).

Cette histoire de la sociabilité vigilante et attentive est bien celle qui cherche à voir ceux qui sont peu visibles, à entendre les sans-voix, à comprendre un geste, des gestes, des signes d’un code non dominant. D’entrée de jeu, elle impose de faire place à toutes les formes et à toutes les manifestations d’expression sociale. Par cet [78] autre pari pour le non-discursif, elle rejoint les attentes de ceux qui, en plaidant pour une histoire anthropologique ou une histoire sociale ouverte, appellent à l’étude de l’expressivité sociale, de la symbolique sociale, autant des objets que des pratiques. Viser la sociabilité, c’est accepter le présupposé d’une production collective et sociale de sens dont on tente précisément de cerner les formes et les significations. De ce point de vue, la sociabilité est toujours un signe et l’histoire socio-culturelle un apprentissage de la « lecture ».

L’histoire de la sociabilité a fourni des exemples convaincants de cette attention à l’ensemble des signifiants produits par l’homme en société, qui sont autant de moyens (médias) de faire savoir : l’oral, l’écrit, le visuel, le gestuel, le comportemental. Cette histoire reconnaît qu’on a socialement les moyens de sa culture et que, pour être sans mots, on n’en parle pas moins. Les manifestations moins formelles de la sociabilité populaire, les chansons, slogans ou inscriptions des grèves, les modalités et messages des charivaris, des carnavals et des fêtes constituent autant de manifestations morphologiquement diversifiées de la sociabilité [[102]](#footnote-102). À telle enseigne qu’on peut suggérer de comprendre les rituels, le rituel, quel qu’il soit, comme une modalité de sériel... En un sens, Agulhon a peut-être fait un test critique de la diversité morphologique des formes d’expression sociale par ses travaux « archéologiques » sur « le discours de la pierre » (façades, fontaines, monuments, statues, mairies), sur l’allégorie des forces sociales portée par « la population de pierre » des villes et villages [[103]](#footnote-103). On ne résiste pas à penser que l’historien de la sociabilité puisse regarder la société comme l’historien de l’art regarde la peinture figurative... et pourquoi pas la peinture non figurative !

Dernière préoccupation ou exigence de l’histoire de la sociabilité : viser à la cohérence au-delà de l’attention à la diversité des groupes sociaux et des formes, relier les instances de sociabilité et les reporter sur des instances englobantes. Sinon, cette histoire se condamnera et se limitera à des objets éclatés, certes fascinants et éclairants mais toujours fragmentés. Et c’est bien parce qu’il a toujours « tenu ensemble » les formes diverses de sociabilité qu’il a étudiées que Maurice Agulhon a enrichi épistémologiquement cette notion. S’il fut historiographiquement un temps où le report d’une sociabilité sur le politique parut peu attrayant, le politique se révèle aujourd’hui [79] la trame d’une sociabilité qui ne se réduit certes pas au politique mais qui, au contraire, redonne son coefficient social à l’histoire politique et surtout relève le défi du « souci de globalité d’une interrogation qui, à l’origine, est fondamentalement politique, au sens le plus large du terme [[104]](#footnote-104) ». Pour prétendre expliquer, l’histoire de la sociabilité doit tôt ou tard montrer l’enclenchement des expressions sociales au pouvoir, économique, politique, religieux.

« Il n’y a pas de mouvement démocratique sans pratique de la réunion et de l’association [[105]](#footnote-105). » Cette formulation parmi d’autres résume chez Agulhon ce travail d’inscription sociale - villageoise et urbaine - du libéralisme et de la démocratie, des formes diversifiées de sociabilité et de leur rapport, ici, à l’instance politique, civique.

Résumons donc ces propos par une définition - après d’autres [[106]](#footnote-106) - de la sociabilité. Cette méso-histoire de la sociabilité est une analyse sociale dans un espace donné, des lieux, des manifestations et des expressions plus ou moins formalisées de la vie en société ; cette histoire attentive à tous les niveaux de la vie sociale, depuis le semi-privé de la sociabilité familiale et domestique jusqu’à l’instance publique la plus générale, cherche à subsumer ces niveaux pour en dégager, dans la mesure du possible, l’aspect systémique.

La sociabilité urbaine :  
Montréal, 1760-1880

On peut, en traitant de Montréal, montrer le caractère opératoire de cette notion de sociabilité. L’intérêt de ce terrain d’enquête est triple : d’abord, analyser la trame de la sociabilité dans un lieu urbain du XIXe siècle qui satisfait ainsi à l’impératif territorial de cette notion et au souci de reporter les formes diverses de sociabilité sur une totalité ; explorer ensuite une notion dans une ville nord-américaine en formation, susceptible de bien révéler les processus de construction d’une sociabilité en particulier ; étudier enfin une ville à la confluence économique, sociale et culturelle d’un grand triangle historique, celui de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Cette confluence historiographique est apte à lester de façon inédite cette notion de sociabilité.

La conquête militaire du Canada par l’Angleterre en 1760 marquera singulièrement Montréal sur les plans démographique et [80] économique. Sa population de 9 000 habitants en 1800 double en 1821, de nouveau en 1893 et croît à un rythme accéléré après 1850. Peuplée de 48 207 habitants en 1850, la ville est passée à 57 715 en 1852, à 90 328 en 1861 (augmentation de 56,4%), à 107 225 en 1871 (18,7%) et à 140 247 en 1881 (30,7%) [[107]](#footnote-107). Cette croissance s’explique avant 1850 par un mouvement migratoire en provenance des îles britanniques tel qu’il entraîne durant 30 ans - de 1835 à 1865 - un renversement de majorité ethnique et linguistique. Ville anglophone, Montréal n’est pas anglaise pour autant, puisque ce sont les Irlandais qui dominent dans cette population qui compte aussi des Écossais, des Anglais et des citoyens venus des États-Unis. La ville connaît une forte croissance après 1850 et redevient majoritairement francophone vers 1865 en raison d’une poussée migratoire canadienne-française d’origine rurale. Cette ville de migrants typiquement nord-américaine sera socialement et culturellement marquée par ce brassage ethnique générateur de clivages et de chevauchements divers : Anglais et Écossais minoritaires dans leur communauté ethnique mais qui dominent la ville sur le plan économique, francophones tantôt majoritaires démographiquement et toujours minoritaires économiquement, Irlandais anglophones mais catholiques et qui partagent souvent avec les Canadiens français un manque de qualification professionnelle. Ce pluralisme ethnique, linguistique, religieux s’inscrit donc dans les quartiers de la ville, dans le bâti religieux et le système scolaire, dans les modèles culturels métropolitains importés dans la colonie.

Axée sur un commerce des fourrures bientôt aux mains des Écossais et de la Hudson’s Bay Company, l’économie de Montréal s’oriente de plus en plus au tournant du siècle vers l’import-export et certains secteurs commerciaux spécialisés, telle la minoterie (blé, farine). Marchands écossais et anglais qui se recyclent progressivement dans le commerce international bénéficient d’une connaissance des réseaux entre la colonie et la Grande-Bretagne et d’une conjoncture favorable : croissance de la population de Montréal, développement d’un hinterland qui va de la ville même aux territoires qui s’ouvrent vers le Haut-Canada et l’ouest, créant ainsi un marché actif pour l’import-export et la fabrication. Rapidement, le Committee of Trade (1821), relayé par le Board of Trade (1842), se fait l’actif promoteur de la navigation sur le fleuve Saint-Laurent en favorisant l’ouverture [81] du canal Lachine (1825), ce qui permet de pousser le commerce vers l’ouest. *Harbour commissioners*, bateaux à vapeur (1809- ), dragage du chenal sont autant de facettes d’une seule et même réalité : Montréal devient progressivement une ville portuaire et ferroviaire (après 1850), et joue ainsi un rôle de plaque tournante entre l’est et l’ouest, entre le nord et le sud, celui de la frontière étasunienne. *River barons*, *railroad barons* [[108]](#footnote-108) confèrent à la ville - et en anglais - son image de ville mercantile, de ville de l’échange.

L’expansion du marché - celui de la grande région montréalaise, celui de l’hinterland -, la ramification du réseau ferroviaire qui s’étend *a mari usque ad mare*, de l’Atlantique au Pacifique en 1885, la régularisation d’une navigation océanique à vapeur au cours des années 1860 et l’adoption progressive de la vapeur comme source d’énergie industrielle expliquent un processus d’industrialisation qui s’affirme surtout après 1870, et ce, dans des secteurs de production liés à la consommation (cordonnerie, confection, alimentation) et aux transports. Joanne Burgess a montré, pour le secteur stratégique de la chaussure, le passage de l’artisanat à la fabrique qui s’opère vers 1870 [[109]](#footnote-109).

La sociabilité familiale et domestique

D’entrée de jeu, l’analyse de la sociabilité pose la question de la genèse et des rapports entre le privé et le public. Qu’est-ce que le privé ? Peut-il ne pas être investi du public, du social ? Comment se constitue le public dans un espace, des lieux, des formes, une opinion ?

L’étude de la sociabilité urbaine montréalaise au XIXe siècle commence par une analyse de la sociabilité domestique et familiale, instance zéro de la sociabilité. Il faudrait, pour prétendre à quelque exhaustivité dans l’analyse de cette sociabilité domestique, étudier le rapport entre les époux, l’âge au mariage, l’endogamie géographique et sociale, les codes matrimonial et sexuel (contraception) et l’appartenance religieuse ; le rapport entre les parents et les enfants, leur nombre, leur mortalité ; le rapport entre ces parents et ces enfants et la parenté, la famille nucléaire ou élargie. Il faudrait également franchir, par l’étude de la culture matérielle, le seuil de ces foyers, analyse possible à tous les niveaux sociaux par la démographie et la vie matérielle. Au-delà de ces aspects, les sources, on le sait, font déjà [82] des choix sociaux : correspondances, journaux intimes et mémoires, et souvent même les inventaires après décès éclairent l’avoir et le savoir. L’analyse se limitera ici à suggérer, en insistant dans deux cas socialement différenciés sur les déterminations de la sociabilité intérieure du foyer et de la famille et sur les ponts jetés entre cette instance privée de sociabilité et une sociabilité publique, extérieure, urbaine.

Dans les quartiers populaires de Saint-Jacques, peuplé de Canadiens français, et de Sainte-Anne, habité principalement par des Irlandais, la vie domestique et familiale suit la trame du travail qui façonne une sociabilité de la dépendance et du partage. En analysant la vie de ces quartiers au moment où l’industrialisation s’affirme (1861-1881), Bettina Bradbury a dégagé la dépendance entre la vie domestique et familiale et le salaire. En fonction du métier, du chômage cyclique et saisonnier - l’activité économique ralentit durant l’hiver -, des revenus supplémentaires des enfants ou des femmes, le revenu global infléchit le choix du logement, les pratiques familiales et la vie quotidienne au foyer. Les formes d’interaction entre la famille et le travail sont multiples. La précarité du salaire paternel, les faibles revenus et la structure économique de Montréal expliquent que les femmes et les enfants aient constitué, en 1871,42% de la main-d’œuvre active et 80% du secteur de la confection ; au salaire du père devaient d’abord s’ajouter le revenu des fils, puis celui de la mère. Ce noyau familial pouvait même se reconstituer dans la fabrique de textile avec d’avantageuses stratégies patronales. Ce revenu supplémentaire de la mère pouvait aussi être tiré d’un travail à domicile, en particulier dans le secteur du vêtement ; le travail entrait alors littéralement au foyer [[110]](#footnote-110).

Bettina Bradbury a surtout mis en valeur les stratégies d’appoint de la famille ouvrière et en particulier celles des femmes. Le jardinage est rare : il faut de l’espace et du temps. L’élevage d’animaux, principalement du porc, peu coûteux à l’achat, décline face à une législation municipale qui invoque l’hygiène publique. À cette exploitation de l’espace extérieur, même restreint, s’ajoute le recours aux possibilités de l’espace domestique intérieur. Sous-location d’une ou de deux pièces, cohabitation ou division du logement pour partager [83] les coûts avec un autre couple ou une autre famille, usage commun du poêle ou des cabinets d’aisances sans parler des imprévus du quotidien, autant de formes qui font se profiler les habitudes, une sociabilité du partage - obligé -, caractéristique d’une ville où la famille nucléaire semble moins fréquente que dans le Lancashire anglais ou dans le Hamilton de Michael Katz [[111]](#footnote-111).

Cette précarité du salaire et cette première fragmentation de la famille ouvrière s’aggravent par le risque du décès du chef de famille, de la maladie de la mère (notamment la grossesse et l’accouchement) ou des conséquences d’une intempérance qui hypothèque des revenus déjà insuffisants. S’impose alors le recours à l’entraide parentale - garde d’enfant par une tante -, à l’entraide mutuelle à l’intérieur d’un corps de métier, à la bienfaisance des religieuses de la Providence (orphelinat) ou à la bienfaisance bourgeoise des dames de la charité [[112]](#footnote-112). Recours d’entraide, mais recours le plus souvent de dépendance dans ces périodes de dispersion et de fragmentation des familles.

Cet aperçu des répercussions du travail, à l’extérieur ou à domicile, sur la vie domestique et familiale n’épuise certes pas la question ; il suffit néanmoins pour caractériser cette sociabilité de la dépendance et du partage et pour cerner les possibilités de cet espace et de ce temps domestiques. Le travail ou le chômage traversent de part en part les relations matrimoniales et parentales, infléchissent l’alimentation, la santé et la morbidité, nuisent à l’instruction, bref, limitent les horizons de la sociabilité ouvrière.

Sans s’y réduire, la sociabilité intrafamiliale de la bourgeoisie de Montréal est, elle aussi, constamment marquée par les formes de la sociabilité interfamiliale et de la sociabilité extrafamiliale. Manifestement, l’avoir y multiplie les choix, modifie les rapports d’alliance, d’échange et d’interdépendance et allège les déterminations contraignantes du travail sur la vie familiale et domestique ; cette vie bourgeoise crée même du travail, maîtrise la domesticité féminine et masculine.

Dans cet espace domestique dégagé et ce temps libéré peut même se déployer une sociabilité différentielle où le quotidien des enfants et des femmes est définissable. Donnons-en quelques indices.

[84]

Un indice limité d’abord, concernant l’importance des codes dans ce milieu. Ces codes de morale en action, ces Règles de la bienséance tout comme une littérature rousseauiste et moralisatrice (Mme Leprince de Beaumont, Mme de Genlis) étonnent par leur présence importante dans le Catalogue de la librairie montréalaise du premier quart du XIXe siècle [[113]](#footnote-113). À un moment où se forme une bourgeoisie francophone montréalaise, on multiplie les Conseils à une femme sur les moyens de plaire en société, les Dictionnaires des gens du monde, les almanachs bourgeois du savoir-faire mondain. Ces codes domestiques bourgeois déjà sous le regard de la société trouveront leur accomplissement dans l’argumentation à propos de la responsabilité de l’éducation : milieux catholiques cléricaux et bourgeois qui invoquent jusqu’au XXe siècle l’autorité familiale et paternelle pour refuser un système étatique d’instruction et pour maintenir un régime clérical. Sociabilité, socialisation : autre formulation de ces liens entre le privé et le public.

Autre indice révélateur : la pratique et la signification de la musique dans la sociabilité domestique bourgeoise. La musique fait partie de l’éducation des jeunes filles, elle « orne » la veillée au salon [[114]](#footnote-114). Sa place centrale dans la sociabilité domestique bourgeoise et l’influence de celle-ci sur l’institutionnalisation publique de la musique se mesurent à la croissance à Montréal du nombre de facteurs de pianos, de marchands de musique et d’instruments tout comme à l’essor de l’édition musicale et à la création de collections de musique en feuilles (« Echos du sanctuaire », « Morceaux de salon favoris », « Succès du salon ») vendues chez Boucher ou chez Lavigne [[115]](#footnote-115). Cette pratique musicale peut certes être individuelle, isolée, mais elle s’offre aussi à l’écoute de la famille, des invités de la maison.

En effet, cette sociabilité intrafamiliale s’avère fortement marquée par la sociabilité interfamiliale dans une société où déjà, dans les clivages ethniques - et donc linguistiques et religieux -, se tisse de façon serrée une structure de parenté qui suscite une sociabilité de la généalogie au sein de laquelle s’entrecroisent alliances familiales et *commercial fraternity*. Saga des Fabre, des Perrault, des Papineau, des Viger, des Cartier, des Lartigue, des Molson, des Robertson, des McGill, des Drummond où la parenté, la politique, la religion et les [85] affaires font se rencontrer ces gens au salon, au jardin ou à l’église. Riches Ecossais qui dotent l’église de telle confession [[116]](#footnote-116) ; bourgeoises qui se sont vues hier à la Benevolent Society ou à la Temperance Society [[117]](#footnote-117), qui se retrouvent au jardin, parlent d’horticulture, de l’exposition de l’Horticultural Society ou de la nouveauté des jardins Guilbault, première forme publique véritable de ce que la bourgeoisie connaît déjà sur le mode privé [[118]](#footnote-118).

r

La sociabilité pénètre donc jusque dans l’intimité et le privé parce que la vie publique, par ses codes et ses ramifications, façonne l’individu, le couple, la famille. Le travail détermine de façons diverses cet espace et ce quotidien domestiques, tout comme les alliances et les appartenances, religieuse, linguistique, professionnelle.

C’est d’ailleurs l’homogénéité professionnelle qui permet de définir de la façon la plus claire la sociabilité urbaine montréalaise de 1760 à 1880. Ce paramètre permet de cerner une sociabilité de marchands anglophones, de gens de droit et de clercs canadiens-français et une sociabilité d’artisans et d’ouvriers [[119]](#footnote-119).

Il s’agit bien d’homogénéité professionnelle et non d’occupation ponctuelle : ce sont de grands marchands mais aussi, à une époque ultérieure, des commerçants. Ce sont des avocats, des notaires, des juges mais aussi des gens de professions libérales sortis du séminaire ou du collège classique. L’historien de la sociabilité est ici tout près des classes sociales et confronté à l’analyse du passage de l’appartenance occupationnelle à l’appartenance de classe précisément par l’étude des institutions, des signes, des codes symboliques, autres qu’exclusivement économiques. Cette analyse, on l’a précisé, exige une approche autre que celle des clivages étanches et des écarts « mécaniques ».

Cette sociabilité différenciée par la classe sociale avant de l’être par l’ethnie se révèle néanmoins, à Montréal, traversée par un même référent, un même leitmotiv : l’échange, la mise en commun, le mutuellisme. À des périodes et dans des modalités qui certes varient, ce leitmotiv demeure la formulation la plus récurrente, par les contemporains, de leur sociabilité même.

[86]

Hommes de commerce, commerce des hommes

Les lieux et les formes de sociabilité que se donne la bourgeoisie marchande anglophone pivotent sur cette réalité de l’*Exchange*, de la Bourse. Ces marchands engagés dans l’import-export qui établissent un Committee of Trade (1821) puis un Board of Trade (1842) et qui ont l’habitude d’une sociabilité orale de *coffee houses* ou de salons d’hôtels - le Dillon, l’Exchange, le Commercial, le Mansion, le Montreal [[120]](#footnote-120) - doublent bientôt le troc des marchandises d’un échange des informations. « La prévision commerciale commandée par le marché, écrit Jürgen Habermas, réclamait des informations plus fréquentes et plus précises sur des événements qui se déroulaient » dans la métropole ou aux États-Unis. « À peu près contemporaines de l’apparition des Bourses, la Poste et la Presse créent des contacts et des communications permanentes [[121]](#footnote-121). »

Établie en 1778 et toujours majoritairement anglophone en 1840, la presse montréalaise est l’affaire des marchands : *The Gazette*, anglophone après 1816, *Canadian Courant and Montreal Advertiser* (1807-1834), *mercantile paper* des marchands d’origine étatsunienne, *The Montreal Herald* (1811-1957) des Écossais qui ont connu le *Glasgow Herald*, *The Daily Advertiser* (1833-1834), premier quotidien relayé par le *Daily News* (1835-1873), *The Vindicator and Canadian Advertiser* (1828-1837) bien irlandais, le *Commercial Advertiser* (1835- 1862) et *The Montreal Transcript* (1836-1865) [[122]](#footnote-122). Ces *courant*, *advertiser*, *herald*, *commercial* sont bien associés à une presse mercantile, le signe d’une sociabilité qui se constitue selon la logique de la publication, du public et de la publicité.

Bourse du commerce, bourse de l’information, puis bourse de la lecture. Ce sont aussi ces marchands anglophones qui se mettent en commun, qui pétitionnent pour l’établissement et pour la constitution juridique de *reading rooms* et de *news rooms*. Cette institution du cabinet de lecture, principalement de journaux et de périodiques, constitue le genre dominant de la bibliothèque collective, pas encore publique à Montréal. Les raisons sociales se mettent toujours à l’enseigne de l’*Exchange*: News Room and Exchange (1821), Exchange News Room (1843), Merchants Exchange (1847) qui donne aussi accès aux dépêches télégraphiques en provenance des États-Unis [[123]](#footnote-123). Lieux d’information, ces salles sont aussi propres à l’échange, à la [87] sociabilité ; il ne faut pas se les représenter comme anonymes, graves du silence de l’érudition. S’y retrouvent au contraire les sociétaires, les actionnaires et les « étrangers » admis par les membres, soucieux de l’image cosmopolite de la ville coloniale.

Ce sens de l’institution, des moyens et des lieux de sociabilité se perpétuera chez les marchands anglophones à travers la bien nommée Mercantile Library (1841-1885), elle-même absorbée par le Fraser Institute (1885- ), créé grâce à la philanthropie du marchand et homme d’affaires Fraser, et qui constituera l’étape décisive vers l’établissement d’une véritable bibliothèque publique à Montréal. Ce schème d’une sociabilité montréalaise qui s’institutionnalise d’abord en milieu anglophone se reproduit ailleurs : il faudra, par exemple, attendre les années 1970 pour voir les Montréalais francophones se reconnaître dans le Musée des beaux-arts de Montréal, mieux connu sous l’appellation de *Montreal Museum of Fine Arts*, fondé d’abord (1864) sous le nom de Art Association.

Bourse du commerce, bourse de l’information, bourse de la lecture, bourse enfin de la représentation. Ce sont les Molson, les Spragg, qui créent la première scène permanente en érigeant le *Montreal Royal Theatre* (1825-1844). Cette communauté de marchands s’y donne socialement en représentation : elle exprime son royalisme - à partir de l’appellation jusqu’au God Save the King -, inscrit en motif architectural la rose anglaise, le chardon écossais et le trèfle irlandais, regarde jouer Shakespeare dont on privilégie Le marchand de Venise, et socialise enfin en gagnant aux entractes « a room for coffee, tea and wine [[124]](#footnote-124) ».

Forme moins classique que l’imprimé ou le théâtre, le sport est un révélateur particulièrement riche de la sociabilité bourgeoise anglophone, du processus de formalisation et de démocratisation d’une forme de loisir qui passe tout au long du XIXe siècle montréalais du club de société à une société de clubs. Le club, qui regroupe d’abord la bourgeoisie marchande et les officiers en poste à Montréal, constitue avant tout un heu de rencontre et de sociabilité où le sport ne doit surtout pas être compétitif. La chasse (Hunting Club), le curling, la raquette (Snowshoe Club), la crosse, autant de sports importés ou de pratiques autochtones adoptées et adaptées, qui [88] demeurent durant la première moitié du siècle des occasions de mondanité plutôt que de compétition.

La nécessité d’une réglementation, la multiplication des clubs et bientôt des ligues ou divisions qui font passer tel sport du local au provincial, au national puis au niveau intercontinental donnent un ton professionnel au sport. Celui-ci devient compétitif, organisé, et ce, par des marchands qui ont déjà l’expérience de la concurrence, de la réglementation, de la diffusion, en particulier grâce au chemin de fer en pleine expansion. De la grande bourgeoisie marchande et administrative à la bourgeoisie des marchands puis des commis- marchands, le sport rejoint progressivement les employés de chemin de fer (Grand Trunk Railway Snowshoe Club, 1853), puis les milieux irlandais (Shamrock La Crosse Club, 1868) et canadiens-français au cours des années 1870 [[125]](#footnote-125) : mimétisme social et ethnique qui sera récurrent dans la sociabilité montréalaise du XIX1' siècle.

Gens de toge, gens de robe :  
la sociabilité francophone

La bourgeoisie francophone de Montréal, qui est principalement une bourgeoisie de professions libérales, prend conscience vers 1840 de son repliement sur le privé et cherche fébrilement à se donner une vie publique. Voici deux témoignages, parmi d’autres, sur les insuffisances de la sociabilité urbaine francophone :

Chaque maison, chaque famille a ses intimes ; mais aucune maison, aucune famille ne reçoit chez elle, ne réunit sous son toit assez de monde et surtout ce monde des divers états, des diverses professions, voire même des divers rangs qui puissent tous ensemble donner l’expression de notre esprit, de nos mœurs, de nos manières et de nos allures. Dans tous les pays, un étranger qui veut connaître la société peut la rencontrer quelque part ; il la verra dans les théâtres, il la verra dans les concerts, il la verra dans les sociétés savantes, il la verra dans les cercles, dans les réunions, chez les hommes à qui la fortune et leur position permettent de la recevoir [...] Chez nous, il n’y a point de théâtre, il n’y a pas de concerts, il n’y a pas de sociétés savantes, il n’y a pas de cercles. Il ne la verra donc nulle part, si ce n’est à l’église [[126]](#footnote-126).

[89]

En effet, parcourez notre ville, rue par rue, vous n’y trouverez pas un seul édifice, pas une maison, enfin pas un seul local spacieux et central dont les Canadiens français puissent disposer en tout temps pour leurs associations et leurs assemblées [[127]](#footnote-127).

Liée à des formes et à des moyens du pouvoir économique chez les bourgeois anglophones, la sociabilité bourgeoise francophone sera dépendante de moyens plus politiques. C’est en effet dans le contexte d’une radicalisation politique qui suit une période de luttes constitutionnelles menées depuis la création d’une Chambre d’assemblée (1792) que se développe chez les Canadiens français une conscience ethnique et nationaliste qui culmine lors des insurrections réprimées de 1837 et de 1838. Cette conscience ethnique sera, grâce à la création de sociétés patriotiques durant les années 1830 - Société Aide-toi et le ciel t’aidera, Société Saint-Jean-Baptiste chez les Canadiens français, St. Patrick’s Society des Irlandais, St. George’s Society des Anglais, St. Andrew’s Society des Écossais -, le ferment principal d’une vie associative en pleine expansion après 1840. C’est d’ailleurs le moment opportun pour reconstituer le nationalisme, après les insurrections, et l’infléchir du côté du libéralisme ou du conservatisme.

Dans la ferveur qu’elle met à créer une vie publique, la jeunesse montréalaise francophone de 1840 s’inspire de la sociabilité des anglophones attentifs, eux, à « l’avenir des jeunes générations [[128]](#footnote-128) ». Une figure montante de cette bourgeoisie de professions libérales reconnaît qu’on ne retrouve pas chez les anglophones ce cloisonnement du privé et du public si préjudiciable aux Canadiens français : « Il semblait que les affaires publiques et les intérêts privés ne fussent qu’un » chez les anglophones [[129]](#footnote-129).

Pour les contemporains de 1840, la création d’une vie et d’un espace publics constitue le préalable à la constitution d’une sociabilité susceptible de démontrer les manières et l’esprit d’un peuple. La métaphore, récurrente dans leurs discours, du « grand théâtre de la vie publique [[130]](#footnote-130) » est significative. Un contemporain l’explicite : « À quelle cause attribuer cette rareté d’hommes remarquables, si ce n’est à l’absence par le passé de tout théâtre pour [s’y] développer ? » Ainsi se conçoit une certaine sociabilité comme « théâtre d’exercice pour la jeunesse [[131]](#footnote-131) ».

[90]

Ce théâtre, cet espace public seront créés « par la presse et la tribune, ces deux souveraines à pouvoir absolu, ces deux sauvegardes de tous les peuples [[132]](#footnote-132) ». Elles sont donc le signe d’un projet où les moyens d’expression s’avèrent ceux d’une bourgeoisie lettrée et rhétoricienne, et d’un projet national associé à celui d’un groupe social.

Autant est vive la conscience d’un besoin de vie publique, autant est récurrente cette idée qu’elle se fondera sur l’entraide mutuelle, le progrès mutuel, l’échange. La sociabilité qui se profile est celle d’une société qui entre de plain-pied dans une économie de marché : « c’est le commerce qui est ce lien sacré, qui nous fait comprendre notre impuissance et la nécessité des relations qui est le premier mobile de toute société [[133]](#footnote-133) ». La forme de cette sociabilité, l’association, est promue dans une sémantique d’économie politique :

Seul, on ne pense pas à faire rien de semblable ; réunis, excités et stimulés par les travaux des uns et des autres, on se livre à des études, à des recherches, on produit, on échange ; c’est un trafic continuel d’idées et d’intelligence qui retourne au profit de tous [[134]](#footnote-134).

La vie publique et la sociabilité que se représentent les contemporains sont à l’image de la nouvelle conscience qu’ils prennent de l’économie politique, des activités de production, de diffusion et de consommation. L’un d’eux écrit : « comme l’argent dans le commerce, les connaissances réunies forment un fonds dont les dividendes rapportent aux actionnaires des richesses qui ne coûtent presque aucun travail [[135]](#footnote-135) ». Telle est l’*épistémê* d’économie politique qui structure cette fièvre associative des années 1840. Ce libre-échange culturel gommera toutefois « la concurrence qui ruine les uns pour enrichir les autres [en lui substituant] le concours qui enrichit tout le monde [[136]](#footnote-136) ». Union, entraide, progrès mutuel : mots clefs d’un libre-échange social, « sans distinction de race, de rang, d’âge ou de fortune [[137]](#footnote-137) ».

La vie associative qui prend forme progressivement à partir de 1840 et connaît son apogée au cours des années 1850 et 1860 s’avère au départ une initiative libérale, un projet démocratique avant d’être combattu et récupéré par le conservatisme politico-religieux. En empruntant morphologiquement au cercle et au cabinet de lecture français mais surtout aux *Mechanics’ Institutes* écossais et anglais et [91] aux *Lyceums* et *Atheneums* des États-Unis [[138]](#footnote-138), ces associations seront essentiellement la marque du libéralisme inscrit dans le milieu urbain, des applications des grandes libertés héritées de 1789. Ces « instituts canadiens » constitueront d’abord des pratiques de la liberté d’association elle-même [[139]](#footnote-139).

Ils seront, sous des formes concrètes et nouvelles, l’affirmation de la liberté de conscience, en faisant place aux catholiques et aux non-catholiques, en maintenant contre la menace et la tombée de l’Index clérical un pouvoir laïque autonome sur la bibliothèque, en valorisant, grâce à leurs « salles de nouvelles » (journaux), une lecture idéologiquement diversifiée.

Enfin, ils seront des « théâtres d’exercice » de la liberté de parole dans des discussions et des débats entre membres d’une même association, au cours de conférences publiques où avocats et journalistes parleront de questions d’actualité et de libertés pour nourrir la sociabilité des « longues soirées d’hiver ».

En ayant pignon sur rue, avec des locaux pour la bibliothèque, pour la salle des journaux, pour les conférences, ces associations ont créé une vie publique nouvelle en milieu francophone. Cette sociabilité associative inonde la presse qui, tendances idéologiques respectées, annonce les conférences et les conférenciers, rend compte des soirées en publiant in extenso le texte de la conférence. Elle suscite un réseau de mondanités où brillent tout autant une pléiade de conférenciers quasi professionnels que les dames venues encourager l’œuvre libérale et nationale. La sociabilité est encore cette habitude de ceux qui vont lire les journaux, suivre les débats et les discussions, emprunter Alexandre Dumas ou Eugène Sue, de ceux qui vont voter à certaines réunions importantes qui pourraient aboutir à une scission dans telle association. Elle inclut enfin le conflit, la guerre des mots et des journaux quand ce n’est pas le bris de carreaux d’une association catholique ennemie. En fin de compte, cette sociabilité « se trahit » socialement par les formes qu’elle privilégie. L’importance de la parole dans les discussions et les conférences, la connaissance des procédures des assemblées et des associations, l’habitude d’une écriture persuasive ou procédurière confirment, en tout cas pour l’important Institut canadien de Montréal, le *leadership* des gens de droit dans une association dont le *membership* fut majoritairement le fait de commerçants et de commis-marchands [[140]](#footnote-140).

[92]

Cette sociabilité qu’on espéra « sans distinction de rang ou de fortune » finit par révéler son identité bourgeoise. Le projet national qu’elle véhiculait, échafaudé sur le libéralisme, les libertés et le principe des nationalités, échoua, contesté par les clercs et les appuis du conservatisme politique.

Devancés par les libéraux jusque vers 1850, les clercs allaient récupérer les formes culturelles mises en place par la « génération de 1840 ». L’Église fut lente à reconnaître les potentialités libérales et démocratiques de la presse ; le plaidoyer de 1830 de Mgr Lartigue, premier évêque du diocèse de Montréal (1836), contenait tous les enjeux : « l’évêque ne doit pas se contenter de prêcher dans sa cathédrale, mais établir sa chaire dans un bon papier public [[141]](#footnote-141) ». Enjeu fondamental : l’Église, en sortant du spirituel, de la cathédrale, du privé, descendait dans le temporel, dans le public. Les formes culturelles, les lieux et les manifestations de sociabilité qu’elle allait susciter - journaux, associations, processions - pivoteraient dorénavant sur cette question fondamentale des aménagements entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux [[142]](#footnote-142). Avocats et clercs marquaient ainsi les médiations sociales et culturelles du milieu montréalais francophone.

La sociabilité ouvrière :  
des gestes pour le dire

Déterminant dans la sociabilité ouvrière domestique, le travail l’est tout autant dans la sociabilité urbaine des ouvriers. Les liens et les solidarités qui se tissent entre les immigrants ou les migrants ruraux prennent souvent leur origine dans le milieu de travail même. Cette sociabilité a pris à Montréal des formes plus ou moins structurées, de la période du compagnonnage à l’obtention du droit d’association (1872), en passant par la création des premiers syndicats ouvriers à la fin des années 1820.

Le regroupement et l’entraide s’opèrent d’abord autour d’un métier commun avant de s’élargir à la fabrique. À Montréal, les cordonniers, importants dans la structure de production, se donnent en 1830, puis en 1834 une association de compagnons-cordonniers « for their mutual protection and promoting the general interest of the trade [[143]](#footnote-143) ». Avivée par les changements technologiques inhérents à une production qui s’achemine vers la vente au détail ou en gros, [93] l’entraide devient plus permanente et ajoute au désir de secours mutuel une intention revendicative. Créée en 1849, « for the support of sick, indigent or decayed members, and such other matters as would conduce to the welfare and permanence of the trade », la Journeymen Shoemakers’ Society existe aussi « for the purpose of regulating the prices of work to be paid to journeymen for their labour, and protecting the masters from being swindled out of materials [[144]](#footnote-144) ». Vingt ans plus tard, c’est-à-dire après l’introduction progressive de la vapeur et l’intégration de toutes les étapes de production dans la fabrique, ce qui entraîne le chômage des travailleurs à domicile et une baisse de qualification et des salaires, la Société des chevaliers de Saint-Crispin (1868-1869) « compte dans son sein presque tous les cordonniers dont le nombre est presque égal à celui des autres corps de métiers réunis à Montréal [[145]](#footnote-145) ».

r

Cette progressive affirmation du mutuellisme, constant dans la sociabilité ouvrière de part et d’autre de l’Atlantique, se développe en une solidarité de revendication qui prend des formes multiples : la grève bien sûr et les comportements porteurs de signification qui l’accompagnent, garde organisée devant tel magasin ou fabrique, fête à l’occasion d’une grève ou d’un procès gagnés, par exemple [[146]](#footnote-146). L’étude de la taverne et de la buvette enrichit la connaissance de cette sociabilité ouvrière aux formes multiples et aux modes d’expression spécifiques. Si les gestes, les mouvements de groupe, les slogans sont des moyens d’expression dans l’espace du travail ou dans l’espace ouvert de la rue, la taverne rappelle l’importance de l’oralité, celle de la « jase » ou de la chanson, dans la rencontre populaire. *Chez Joe Beef* par exemple, taverne ouverte sur les quais en 1869 [[147]](#footnote-147), ce rendez-vous au fil de l’eau accueille charrieurs, débardeurs, matelots du port et vagabonds qui gravitent autour des marchés publics. On peut y trouver le *primum vivere*, un toit, un couvert gratuits. Mais si le « poulet du Labrador » (hareng) est gratuit, la bière et l’alcool ne le sont pas.

Cependant, le travail est toujours en fond de scène : l’embauche de journaliers dans le port se fait non loin de la taverne. Joe Beef lui-même témoigne de façon soutenue de sa solidarité avec les travailleurs : aide financière et alimentaire lors de grèves, exhortation orale à ses clients, envoi d’une délégation syndicale auprès des politiciens. Accompagné par une cinquantaine d’organisations ouvrières [94] lors de son inhumation, Joe Beef n’aura pas changé « son capot de bord » malgré les calomnieuses campagnes de presse d’une certaine bourgeoisie ; il aura plutôt fait preuve d’une habile capacité à accueillir tout le monde au-delà des ethnies et des religions, à donner même aux hôpitaux et à l’Armée du salut, à laisser entrer les prédicateurs de toute confession. Cette attitude contraste avec les tentatives de la bourgeoisie d’infléchir cette sociabilité ouvrière, de la détourner de ses lieux et de ses modes d’expression.

Cette philanthropie « with a view to the benefit of the working classes » met sur pied un *Mechanics’ Institute* pour détourner les travailleurs de la taverne et pour assurer un savoir-faire nouveau exigé par l’industrialisation [[148]](#footnote-148). Elle s’illustre par les campagnes contre l’intempérance menées autant par la bourgeoisie anglophone et francophone que par les Eglises qui attaquent, au moyen de la prédication, sur le front même de l’oralité [[149]](#footnote-149). En témoigne ce Sailors’ Institute soucieux de détourner les marins de Chez Joe Beef ou d’autres buvettes mais prompt à faire appel aux « forces de l’ordre » lorsque les comportements « dérogent [[150]](#footnote-150) ». Par ailleurs, un infléchissement politique et idéologique est donné par certains à la force ouvrière : la Grande Association ouvrière (1867) de Médéric Lanctôt sert manifestement un projet politique [[151]](#footnote-151). Enfin, ces discours de refus et d’opposition d’une certaine bourgeoisie et de l’autorité religieuse à la montée du mouvement syndical en témoignent également [[152]](#footnote-152). Dans chacune de ces tentatives de policer une sociabilité différente, il s’agit de bien autre chose que d’appropriation différente d’objets communs ; il y a là refus plus ou moins subtil du différent. Bref, pour reprendre une formule de Roger Chartier - sans la faire nôtre tout à fait -, ce qui partage s’avère ici et de loin plus important que ce qui est partagé.

Une offre nouvelle de sociabilité

L’analyse de cette sélection de formes de sociabilité à Montréal dans trois groupes sociaux distincts et durant un siècle doit enfin tenir compte des changements économiques et sociaux qui, vers 1880, modifient la sociabilité urbaine même.

Si la production manufacturière vise déjà, après 1860, une distribution en gros et au détail facilitée par le développement du [95] chemin de fer et alimente une consommation naissante et si, par ailleurs, le développement du secteur tertiaire qui inclut d’abord les commerces et l’assurance rejoint bientôt les « services » municipaux d’une ville qui se dote en 1865 de sa charte définitive, il semble bien que le nouveau décollage socio-culturel de l’industrialisation se structure durant les années 1880. De façon globale, on dira que ces changements dans le système de production des biens marqueront la production même des formes de sociabilité. Le Montréalais qui est de moins en moins le producteur de ses biens échangera de plus en plus souvent le numéraire disponible contre les formes de sociabilité produites, organisées, offertes par un tiers, par le tertiaire. L’offre de formes occasionnelles, saisonnières ou permanentes de sociabilité n’était évidemment pas nouvelle : la bourgeoisie anglophone avait vu le sport et le théâtre devenir professionnels et mercantiles. La bourgeoisie francophone de professions libérales avait vu éclater sa sociabilité associative à cause des clivages idéologiques et partisans et du dépassement des objectifs initiaux d’entraide mutuelle : la presse à grand tirage, parce qu’à un sou et parce que technologiquement possible, rendait caduque la « salle de nouvelles ». Ce « théâtre d’exercice » auquel on avait associé la « tribune » se transformait en exercice de théâtre et on passait de la tribune à la scène, au spectacle en général, plus visuel et plus distrayant, plus accessible au-delà d’une culture codée. Le déclin de la presse d’opinion au profit d’une presse d’information s’accompagnait du déclin d’une sociabilité associative de l’opinion - libérale ou ultramontaine - au profit d’une sociabilité du spectaculaire.

L’industrialisation, la production de masse et le développement du tertiaire perturbaient et l’espace et les temps de sociabilité, entre autres celle de la nouvelle classe moyenne [[153]](#footnote-153). On entrait doublement dans l’ère de l’omnibus : celui qui permet la mobilité dans l’espace urbain et celui - sans 1re ou 2e classe ? - qui est prévu « pour tous ». Se constituaient ainsi des espaces spécialisés de sociabilité, créés soit par une intervention municipale nouvelle qui structurait « le public » - parcs, bains, glissoires, bibliothèques -, soit par une intervention de l’entreprise privée qui visait, par exemple à travers les parcs d’attractions « à cinq sous », un commun dénominateur social. Se constituaient aussi des temps nouveaux de sociabilité, en particulier celui de la conquête laïque du dimanche ; la lexicologie anglaise exprime [96] bien cette mutation de sociabilité dans l’évolution du *holy day* à *holiday* [[154]](#footnote-154).

CONCLUSION

L’analyse d’aspects privilégiés de la sociabilité montréalaise ne pouvait prétendre épuiser les possibilités ni satisfaire avec une égale persuasion à la réflexion épistémologique qui l’a précédée.

L’étude du milieu montréalais projetait la notion de sociabilité dans le XIXe siècle et dans un espace urbain en formation sur le continent nord-américain ; ce faisant, elle illustrait la richesse d’une notion d’autant plus grande qu’elle collait à un espace donné, d’autant plus convaincante et opératoire qu’elle se manifestait dans des lieux, dans le foncier ou l’immobilier : habitat, Bourse, cabinet de lecture, théâtre, club, terrain de chasse ou de crosse, association, taverne. L’étude de la sociabilité suppose le repérage de ses lieux.

Ville nord-américaine en formation, Montréal permettait de mieux percevoir le processus de constitution d’une vie publique qui s’avère le préalable global, en quelque sorte, à la sociabilité urbaine. Tantôt française, tantôt britannique, cette ville nord-américaine révélait par son histoire la circulation atlantique de certaines formes de sociabilité et la richesse d’une notion à la confluence de diverses historiographies.

L’étude des lieux et de pratiques de sociabilité, de l’instance familiale à celle du projet national de la bourgeoisie francophone par exemple, a fait place à des expressions sociales diversifiées qui permettent ainsi de définir autant la plasticité que le clivage des formes de sociabilité. Si la sociabilité plus formelle a été privilégiée ici - même en tenant compte du sport ou de la taverne de Joe Beef -, il est clair que l’analyse d’une autre sociabilité aurait pu passer par l’étude de l’émeute Gavazzi ou de l’élection de 1834, par l’étude de l’insurrection de 1837 dans la ville même, par l’analyse du spectaculaire religieux sous l’épiscopat de Mgr Bourget ou de cette présence polymorphe du chemin de fer dans la ville.

La trame de l’échange qui, au-delà des différences et des modulations, traverse la sociabilité des divers groupes sociaux abordés, aura permis de mettre la sociabilité montréalaise à l’enseigne de [97] l’économie mercantile de la ville, en profilant ainsi la symbolique sociale sur l’économique. Cette trame de l’échange qualifie de surcroît la sociabilité d’une ville qui adhère, dans ses pratiques et certains de ses discours, à l’économie politique. L’échange croise autant l’économie que les médiations sociales, que la sociabilité, preuve que cette sociabilité était bien reportée sur le pouvoir (ou son absence) : pouvoir économique des anglophones, volonté de pouvoir politique des francophones.

r

Parmi les tâches de l’histoire socio-culturelle, la notion de sociabilité aura contribué à faire reconnaître l’incontournable symbolique sociale et proposé des moyens d’en faire l’histoire, celle de sa production, de ses significations et de ses interprétations.

[98]

**NOTES du texte 4.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[99]

[100]

[101]

[102]

[103]

[104]

[105]

**Territoires de la culture québécoise**

5

Les associations au Bas-Canada :  
de nouveaux marchés aux idées  
(1840-1867) [[155]](#footnote-155)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le phénomène connu au Bas-Canada sous l’appellation d’« associations littéraires » du genre des instituts canadiens constitue une adaptation d’un phénomène géographiquement plus étendu. Ces associations dites littéraires empruntaient divers éléments au mouvement écossais et anglais des *Mechanics’ Institutes* devenus les *Lyceums* américains, et aux cabinets de lecture d’Europe occidentale [[156]](#footnote-156). Divers types d’associations avaient certes existé au Bas-Canada avant 1840 : sociétés de commerce, sociétés de bienfaisance pour les immigrants et les ouvriers, sociétés savantes anglophones (Quebec Literary and Historical Society, Montreal Natural History Society, etc.). Mais jamais avant 1840 cette idée d’association n’avait été promue avec tant d’insistance.

La richesse du phénomène d’association [[157]](#footnote-157) tient à la diversité des applications que l’on a faites de cette idée, et ce, durant une longue période. Le propos de la présente étude consiste à analyser la promotion de l’idée d’association et son adoption sur le plan culturel durant les années 1840-1867 [[158]](#footnote-158). On verra comment une génération nouvelle, celle de 1840, adopta et adapta l’idée d’association pour [106] sortir d’isolements devenus irrécusables. À ce discours des contemporains sur l’idée d’association s’ajouteront quelques conclusions sur l’intérêt, pour l’histoire sociale, d’une analyse des promoteurs de cette idée et aussi des formes culturelles particulières ainsi promues.

L’accroissement naturel spectaculaire de la population canadienne-française de 1841 à 1871 laisse soupçonner, même pour la décennie antérieure à 1840, une nouvelle distribution de la population dans les groupes d’âge, et particulièrement dans celui des 20 à 30 ans [[159]](#footnote-159). Les journaux de l’époque, en plein développement, donnent voix dans les « correspondances » aux jeunes gens qui martèlent sans cesse deux mots et une idée : « jeunesse » et « génération ». Ceux qui écrivent, à tout le moins, constatent leur isolement dans le temps : « il y a autant de distance entre nous et la génération qui nous a précédés qu’il y en avait entre nos ayeux et les hommes de deux ou trois siècles antérieurs [[160]](#footnote-160) ». Les formules ne leur manquent pas pour distinguer entre les « hommes d’hier » et les « hommes d’aujourd’hui [[161]](#footnote-161) ». Leur génération se définit par la différence ; « laissée à elle-même, à ses propres forces, à ses propres efforts [[162]](#footnote-162) », cette jeunesse se reconnaît, après l’échec démobilisateur de 1837-1838, « une grande responsabilité [[163]](#footnote-163) » et un sort « rien moins qu’assuré [[164]](#footnote-164) », même si elle se dit consciente qu’« il est de fait [...] que l’éducation littéraire est plus répandue parmi les jeunes gens de vingt-cinq ans et au-dessous que parmi la population qui a dépassé cet âge [[165]](#footnote-165) ». Ce « jeune Canada », « cette génération qui s’élève [[166]](#footnote-166) » et observe l’attention portée par les Canadiens anglophones à « l’avenir des jeunes générations [[167]](#footnote-167) », aura été celle de l’isolement et du défi d’en sortir :

La génération qui a précédé les fondateurs de l’Institut canadien dans la jeunesse canadienne n’offre rien de remarquable qu’un caractère de parfaite uniformité avec toutes les générations qui l’avaient précédée elle-même. Alors comme à présent, sans doute, elle se composait de jeunes gens diversement doués sous le rapport intellectuel, mais les uns et les autres se perdaient dans une foule où tout était incohérent, sans agrégation de parties, sans corps, sans forme, où chacun sentait son isolement, où le voisin ne connaissait pas son voisin, où chacun était impuissant pour ses propres intérêts et nul pour ceux de la société [[168]](#footnote-168).

[107]

À la réalité d’un isolement dans le temps correspondait pour cette génération la conscience d’une situation nouvelle dans l’espace social : modification des rapports démographiques du point de vue ethnique après les vagues d’immigration postérieures à 1815, réaménagement conséquent dans la structure des occupations [[169]](#footnote-169) et pressions de plus en plus fortes pour susciter des vagues d’émigration vers les Cantons-de-l’Est et les États-Unis. Comme si l’épuisement des sols avait rendu inévitable le bouleversement des modes traditionnels et primaires d’existence :

Il n’est plus possible de nos jours de se contenter de la simplicité antique ; de cette vie modeste et paisible que coulaient nos pères, à l’abri de leur toit champêtre, entre leurs travaux et leurs jours de fête, entre l’oubli de la veille et l’insouciance du lendemain. Beaux jours que ceux-là, âge d’or véritable [...] où les entretiens roulaient sur les travaux des champs, sur les saintes vérités de la religion [...] ; où l’ambition de chacun se bornait à posséder le vivre et le couvert [...] Alors on ne connaissait pas ces besoins du luxe et de la richesse, les privations et la misère qui en sont les tristes fruits, les spéculations ruineuses, les procès, les soucis, les troubles, les fourberies [...] Oui c’étaient de beaux jours que les jours d’autrefois ; mais ils sont passés et passés sans retour [[170]](#footnote-170).

« Dans un temps où la chute des vieilles institutions avait brisé la plupart des liens qui rattachaient les unes aux autres les diverses classes de la société, et n’avait laissé, entre les individus, que les rapports affaiblis de la famille, ou les rapports importants sans doute, mais un peu abstraits de la politique [[171]](#footnote-171) », l’individu sorti de la structure familiale et de son village se retrouvait isolé dans « la routine d’un comptoir » ou, paradoxalement, dans des professions libérales « singulièrement encombrées » et inorganisées quand ce n’était pas durant les longues heures de travail de l’atelier [[172]](#footnote-172). Déracinés, les individus se retrouvaient « étrangers les uns aux autres », dans une société « désorganisée et par le temps et par le flot de l’émigration ». « Comment peut-il en être autrement dans les villes qui s’agrandissent chaque jour ? », demandait un contemporain [[173]](#footnote-173) à même de constater l’emprise anglophone sur les occupations et la production.

Cette lente décomposition des liens familiaux, sociaux et ethniques traditionnels obligeait à trouver de nouveaux moyens de « cultiver ces rapports de société qui ont tant d’influence sur la [108] nationalité, qui en resserrent toutes les fibres et en font un corps solide et ferme [[174]](#footnote-174) » :

Chaque maison, chaque famille a ses intimes ; mais aucune maison, aucune famille ne reçoit chez elle, ne réunit sous son toit assez de monde et surtout ce monde des divers états, des diverses professions, voire même des divers rangs qui puissent tous ensemble donner l’expression de notre esprit, de nos mœurs, de nos manières et de nos allures. Dans tous les pays, un étranger qui veut connaître la société peut la rencontrer quelque part ; il la verra dans les théâtres, il la verra dans les concerts, il la verra dans les sociétés savantes, il la verra dans les cercles, dans les réunions, chez les hommes à qui la fortune et leur position permettent de la recevoir [...] Chez nous, il n’y a point de théâtre, il n’y a pas de concerts, il n’y a pas de sociétés savantes, il n’y a pas de cercles. Il ne la verra donc nulle part, si ce n’est à l’église [[175]](#footnote-175).

Cette recomposition des liens sociaux et nationaux envisagée sous le signe de besoins secondaires ou de luxe nouveaux coïncidait chronologiquement avec le passage progressif d’une économie de subsistance à une économie de marché. À cette dernière devait correspondre une nouvelle culture de société de plus en plus agglomérée, une nouvelle culture de marché, de circulation de biens symboliques. L’autarcie économique faisait place à des formes nouvelles de dépendance :

[...] personne ne peut se dire à lui-même qu’il possède tout, qu’il n’a besoin de rien. Nous avons des intérêts particuliers qui nous attachent sensiblement à la société ; c’est le commerce qui est ce lieu sacré, qui nous fait comprendre notre impuissance et la nécessité des relations qui est le premier mobile de toute société. Nous nous devons les uns aux autres des services réciproques, c’est ce qui donna naissance au commerce. Jamais donc il n’y eut de société sans commerce ; car d’homme à homme il créa les familles, de famille à famille, il forma les sociétés, de société à société, il réunit les empires et d’empires à empires, il rapproche le monde entier [[176]](#footnote-176).

Mais dépendance économique ne signifiait pas pour autant solidarité, n’était plus synonyme de préférence. Le libre-échange établi par l’Angleterre, à l’occasion par exemple du « bill des céréales [[177]](#footnote-177) », plaçait le Bas-Canada sur le plan collectif dans la situation même de l’individu face au commerce, c’est-à-dire dans une position concurrentielle. L’individu, les « petits capitalistes » entraient [109] dans de nouveaux rapports de forces avec le capitalisme commercial [[178]](#footnote-178). Face à l’impuissance des individus placés devant la spéculation et l’exploitation capitalistes, de nouveaux moyens s’imposaient : promotion de la « société en commandite » à la française, qui n’engageait le petit souscripteur, en cas de faillite, que pour le montant investi [[179]](#footnote-179), organisation de « société mercantile d’économie » pour encourager « les commis-marchands canadiens à économiser leurs salaires, à placer favorablement leurs épargnes [[180]](#footnote-180) ». Mais l’impuissance devant la concurrence et l’exploitation capitalistes invitait plus radicalement à vouloir substituer à « la concurrence qui ruine les uns pour enrichir les autres », le « concours » qui enrichit tout le monde [[181]](#footnote-181) ».

\*

Isolée dans le temps, cette génération de 1840, confrontée à l’apprentissage de nouveaux modes de production et d’existence, vivait aussi la démobilisation et l’insécurité politiques depuis l’échec de 1837-1838 :

Ce n’est plus les temps d’autrefois, mon cher Duvernay, plus de joyeuses réunions, plus d’épanchements d’amitié, d’idées et de sentiments. Un profond égoïsme, une morgue insolente, un isolement complet d’une classe à l’autre, voilà ce que semblent avoir produit les événements des trois dernières années [[182]](#footnote-182).

Perçu avec méfiance, le régime d’Union allait à tout le moins être suivi de l’établissement du gouvernement responsable, du principe « de la responsabilité du pouvoir vis-à-vis du peuple ». Mais était-ce « un état prospère » stable ?

Nous devons donc savoir distinguer : si la mise en pratique de ce principe est une faveur du souverain que nous devons ménager, ou un droit que nous avons acquis et que nous devons défendre. S’il est inhérent aux principes d’une société politique bien constituée [...], si le principe de la responsabilité du pouvoir est la seule barrière effective que l’on puisse opposer aux empiétements de ce pouvoir, sur les libertés publiques, nous nous devons à nous-mêmes et à ceux qui nous suivront [...] de maintenir intacte cette sauvegarde de notre existence politique [[183]](#footnote-183).

La députation constituait certes une participation minimale au pouvoir mais, dans l’administration, le « système d’exclusion » des francophones était en vigueur [[184]](#footnote-184) et ravivait une conscience ethnique déjà éveillée par la situation stratégique des anglophones sur le plan de la production et des occupations ; ce « système » tenait [110] partiellement à leur isolement traditionnel dans la vie privée, à leur absence de la vie publique :

Chez nous, quelques hommes seulement se trouvaient propres aux emplois publics ; l’industrie individuelle, toute florissante qu’elle était, n’était animée d’aucun esprit public ; et nos industriels si riches, si bien entendus dans l’administration de leurs affaires privées, ne portaient qu’une attention médiocre aux affaires publiques [[185]](#footnote-185).

Cet « apprentissage d’homme public [[186]](#footnote-186) » devait passer par l’éducation civique si le peuple ne voulait pas connaître « le règne absolu des mandataires » :

Quel homme peut raisonnablement avancer qu’il n’est pas nécessaire que le peuple connaisse sa constitution, lorsqu’il est appelé à faire ses propres lois et à surveiller la conduite de ses mandataires pour voir si en effet ils ont agi pour le bien commun du peuple. Un peuple ignorant de ses droits est toujours exposé à avoir de mauvaises lois et de mauvais gouvernements parce que ses mandataires n’ont en aucun cas à craindre les reproches du peuple, ou parce qu’il est plus facile d’en imposer à un peuple ignorant [[187]](#footnote-187).

Si l’on voulait « éviter les pièges de toutes sortes que l’on offre si souvent à l’ignorance [[188]](#footnote-188) », il fallait créer une place publique « par la presse et la tribune, ces deux souveraines à pouvoir absolu, ces deux sauvegardes de tous les peuples » ; il convenait aussi de promouvoir les associations, « ces écoles préparatoires où l’éducation politique se forme, où les jeunes hommes commencent à se ceindre et à se fortifier les reins pour se former à la lutte, en attendant qu’une autre arène vienne s’ouvrir devant eux pour les inviter à y défendre les intérêts de leur patrie contre les empiètements du pouvoir [[189]](#footnote-189) ».

La conscience de ces isolements dans le temps, dans l’espace social, économique et politique mettait la génération de 1840 aux prises avec l’impérieux besoin d’une solution globale :

Les temps où l’ignorance était en quelque sorte permise ou, du moins, il y avait peu d’inconvénients à ignorer, sont loin de nous ; d’autant plus que nous vivons vite à présent, que les lumières, les sciences, l’industrie se propagent avec une rapidité et une universalité presque alors inconnues [[190]](#footnote-190).

[111]

Cette génération avait vu le système d’éducation retourner à l’initiative privée, cléricale :

Et si nous laissons aux pères de famille le soin d’instruire leurs enfants, ce sera encore pis ; surtout dans l’état de pénurie où nous sommes tombés depuis plusieurs années. L’expérience l’a prouvé clairement depuis l’expiration en 1836 du bill d’éducation. Nous avons vu toutes les écoles tomber successivement et c’est à peine s’il en est resté quelques-unes dans chaque comté [[191]](#footnote-191).

Inquiète de la crise de l’éducation de ces premières années du régime d’Union, cette génération était aussi témoin des efforts réussis de confessionnalisation de l’éducation par le clergé et par Mgr Bourget en particulier [[192]](#footnote-192). Au besoin numérique d’établissements s’ajoutaient des besoins correctifs des programmes :

La porte des écoles et des collèges, en s’ouvrant devant le jeune homme d’alors, le poussait dans un monde où tout lui était étranger. Lui qui, pendant huit à neuf ans, n’avait parlé que le langage des poètes, des historiens et des philosophes, se trouvait tout à coup jeté dans une foule où personne ne soufflait mot de latin ou de grec, de littérature ou d’histoire. Tantôt, il entendrait résonner à ses oreilles les mots : politique, revenus, taxes, commerce, élection, droit public, économie ; tantôt on lui parlait sport, modes, bals, théâtres ; mais qu’est-ce que tout cela, se demandait-il ? je n’y comprendrai jamais rien. Pourtant, il étudiait comme Champollion ces nouveaux hiéroglyphes [[193]](#footnote-193).

Il faut reconnaître « qu’il a existé par le passé un système de monopole pour le savoir et le talent, que l’intelligence et la science ont été inféodées au profit de quelques familles ou de rares individus privilégiés [[194]](#footnote-194) » et qu’à « aucune époque de notre histoire l’instruction ne fut plus populaire et plus indispensable. L’ignorance est un déshonneur et presque un crime aux yeux de la civilisation actuelle : les progrès de l’éducation chez quelques peuples, chez certaines classes de la société ont imposé aux autres, non plus la convenance, mais le devoir, mais la nécessité de les suivre dans la voie des connaissances et de l’instruction. L’intérêt social des peuples, l’intérêt propre de chacun le commande [[195]](#footnote-195). »

C’est donc une instruction davantage généralisée qui allait pouvoir répondre aux attentes individuelles et collectives. L’association serait ce nouveau mode d’instruction, cette « planche de salut » contre l’isolement : « L’association est née de la faiblesse et du malheur de l’homme [...] L’individu est de sa nature impuissant [[196]](#footnote-196). » Au [112] « découragement mutuel », l’association allait substituer l’« encouragement mutuel » :

Seul, on ne pense pas à faire rien de semblable, réunis, excités et stimulés par les travaux les uns des autres, on se livre à des études, à des recherches, on produit, on échange ; c’est un trafic continuel d’idées et d’intelligence qui retourne au profit de tous. Voilà, lecteurs, encore un des grands bienfaits des associations [[197]](#footnote-197).

Le vocabulaire économico-libéral de ce texte (produit, échange, trafic, profit) n’est pas sans faire penser à l’expérience déjà faite, dans le monde financier et commercial, de cette idée d’association, de société, de compagnie [[198]](#footnote-198). L’adaptation sémantique, sur le plan de l’instruction, du fonctionnement capitaliste du commerce, indique jusqu’à quel point les deux avoirs se ressemblaient :

[...] comme l’argent dans le commerce, les connaissances réunies forment un fonds dont les dividendes rapportent aux actionnaires des richesses qui ne coûtent presque aucun travail [[199]](#footnote-199).

Les similarités entre les idées économiques et la promotion de l’idée d’association se multiplient : idée de réciprocité, de libre-échange, de laisser-faire [[200]](#footnote-200). La différence essentielle porte toutefois sur la définition même de l’association culturelle volontaire, à savoir son but non lucratif. D’où cette insistance à faire oublier les avatars de la concurrence dans l’associationnisme commercial et à substituer à cette idée de concurrence celles d’entraide, de concours [[201]](#footnote-201), de mutualité, d’union, d’association :

Qu’on forme des associations où l’homme du peuple, l’ouvrier et l’artisan viendront chercher le pain de l’intelligence, où le jeune homme trouvera l’amour du travail, où l’homme du monde viendra s’inspirer des principes de la saine morale, où tous sans distinction de race, de rang, d’âge ou de fortune, viendront cueillir l’instruction [[202]](#footnote-202).

Telle apparaissait donc l’association comme remède à la concurrence et à l’exploitation, comme « solution » aux distinctions de classe, de fortune, de race, de religion, comme réponse à l’isolement politique. « L’esprit de corps », « la fraternité », le sens du travail et de la concorde devaient cimenter ces initiatives d’instruction populaire axées sur les « cours publics », les « bibliothèques mutuelles » et les journaux. Ceux-ci, comme L'Avertir « publié par une société en commandite de propriétaires », pouvaient seuls « venir déposer au même moment dans mille esprits la même pensée », pouvaient seuls [113] parler « tous les jours et brièvement de l’affaire commune », de « l’idée qui s’était présentée simultanément mais séparément, à chacun ». Ce rapprochement par le journal indique qu’il « existe donc un rapport nécessaire entre les associations et les journaux ; les journaux font les associations, et les associations font les journaux [[203]](#footnote-203) ». Promotion par les journaux de l’idée d’association ; alimentation des journaux par les associations.

Promoteurs parmi d’autres de l’idée d’association, James Huston, Louis-Octave Le Tourneux, Joseph Doutre, Rodolphe Laflamme, Jean-Baptiste-Éric Dorion appartiennent, à cause de leur occupation d’avocat ou de journaliste, à la bourgeoisie de professions libérales. Ce débordement d’avocats dans le journalisme et dans les associations, à un moment d’encombrement des professions libérales, d’une part, et de montée du journalisme libéral, d’autre part, rend bien compte de cette relation fondamentale que les contemporains firent entre le journalisme et les associations.

Plusieurs indices convergents de ce discours des années 1840 sur les associations permettent d’identifier ces promoteurs à la bourgeoisie libérale. Celle-ci ne cherchait-elle pas à s’approprier des identifications nationales autres que celle de « l’Église [[204]](#footnote-204) » ? N’avait-elle pas intérêt à enrôler une jeunesse auparavant « sans corps », « sans forme [[205]](#footnote-205) », à investir ces « rapports de société qui ont tant d’influence sur la société [[206]](#footnote-206) » ? Dans un contexte de pressions ethniques et de processus de prolétarisation consécutif au réaménagement social de la structure des occupations, la bourgeoisie libérale devait chercher le concours, l’association de la petite bourgeoisie marchande canadienne-française, d’une part, et des masses populaires, d’autre part. Ce faisant, les associations volontaires qu’elle promouvait étaient certes non lucratives économiquement, mais elles allaient s’avérer rentables pour la bourgeoisie libérale dans une perspective d’alignement de pouvoir social et national.

Au moment de l’établissement du gouvernement responsable, et donc d’une ouverture vers le pouvoir politique, la bourgeoisie libérale voyait de façon plus urgente la nécessité de « l’éducation civique » et de la formation politique du peuple ; d’ailleurs, en valorisant de nouveau l’éducation publique, la bourgeoisie libérale poursuivait sa tradition de velléité de contrôle, contre l’Église, sur l’éducation. [114] Qu’elle ait promu la « tribune » oratoire ou journalistique, c’est-à-dire l’association qui regroupe ces moyens, au rang d’« écoles préparatoires » d’éducation politique, ne surprend pas. Ces milieux d’échange libéraux allaient d’ailleurs être bientôt perçus comme tels par une Eglise qui s’appropria aussi ce moyen.

À son sommet au cours de la décennie 1850-1860 (voir le graphique 1), ce mouvement associationniste allait établir de nouveaux lieux de rendez-vous, de nouveaux marchés... aux idées.

GRAPHIQUE 1

Courbe des demandes de subventions par des associations du Bas-Canada  
(1841-1866)



Source : *Journaux de l’Assemblée législative,* 1841-1866, et index général, 2 volumes.

[115]

**NOTES du texte 5.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[116]

[117]

**Territoires de la culture québécoise**

6

La bibliothèque  
de l’Institut canadien de Montréal  
(1852-1875) : pour une analyse  
multidimentionnelle [[207]](#footnote-207)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

La recherche sur l’histoire de l’imprimé achève d’enfoncer le mythe selon lequel cette histoire « livresque » ne serait que l’envers élitiste d’une pratique historienne elle-même consommatrice de livres et d’imprimés. Les travaux en histoire socio-culturelle ici et ailleurs ont maintenant fait la preuve que les formes culturelles populaires et bourgeoises, orales et écrites, empruntent de singuliers détours et entretiennent des relations inattendues.

Tant que cette histoire de l’imprimé ne s’était pas donné des moyens analytiques valables, elle demeurait qualitative, impressionniste, s’offrant le luxe des généralisations abusives. Mais le temps des méthodes est venu et, de même manière, celui de la découverte des potentialités d’une telle histoire.

La présente étude propose et applique une méthode d’analyse du contenu de bibliothèques ; elle aborde ici, sous forme de monographie, le cas de l’Institut canadien de Montréal. Non seulement elle prétend solutionner le problème méthodologique de l’analyse des catalogues et de la classification des titres, mais surtout [118] elle ajoute à l’analyse quantitative de la collection et de la circulation une analyse qualitative qui reporte le contenu de la bibliothèque sur l’ensemble des activités de l’Institut canadien et qui projette un éclairage nouveau sur le courant libéral et sur la censure épiscopale et romaine.

L’analyse de *catalogues* de bibliothèques de collectivités ne peut révéler qu’une chose : l’état d’une collection, l’offre de volumes, leur disponibilité en un heu et à un moment donnés. L’analyse des registres d’emprunt permet d’étudier la circulation et de supposer la lecture possible ou probable des volumes en question. Mais la conservation des registres d’emprunt étant exceptionnelle, l’analyse du catalogue et de la collection s’imposera toujours.

Les deux *Catalogues* de la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal étudiés ici - ceux de 1852, de 1870 et le Supplément de 1876 [[208]](#footnote-208) - permettent l’analyse, durant plus d’un quart de siècle, du contenu de cette bibliothèque qui ouvre ses portes en 1845 et les ferme en 1880 [[209]](#footnote-209).

Leur mode de présentation pose par le fait même tout le problème méthodologique de l’analyse des catalogues de bibliothèques au XIXe siècle. Alors que le Catalogue de 1852 se présente tout simplement selon un ordre alphabétique de titres avec mention de l’auteur et du nombre de volumes, celui de 1870 et son Supplément de 1876 décrivent, en 12 sections ou rubriques de classification, les titres par ordre alphabétique, avec mention de l’auteur, du nombre de volumes et d’une cote de localisation des ouvrages dans la bibliothèque (voir le tableau 1).

Comment répartir ces titres ? Selon la classification de l’Institut canadien de 1870 et de 1876 ? Comment procédera-t-on ensuite pour les titres des catalogues de telle ou telle autre bibliothèque de Montréal, du Québec ? Et enfin, comment pourra-t-on comparer les catalogues des bibliothèques de Lyon, de Glasgow, de Boston ou de Toronto ?

Ces considérations et d’autres nous ont conduit à proposer l’adoption de la classification de 1876 de Melvin Dewey pour résou-

[119]

TABLEAU 1

Institut canadien de Montréal, sections du **Catalogue** de 1870  
et du **Supplément** de 1876 de la bibliothèque, nombre de titres par section et%

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | Catalogue de 1870 | | Supplément de 1876 | | Total | |
| N | % | N | % | N | % |
| A | Philosophie, religion, économie politique, etc. | 212 | 11,4 | 56 | 9,3 | 268 | 10,9 |
| BCD | Romans modernes et anciens et autres ouvrages | 654 | 35,3 | 285 | 47,6 | 939 | 38,3 |
| EF | Littérature, auteurs classiques, poésie, théâtre, etc. | 187 | 10,0 | 81 | 13,5 | 268 | 10,9 |
| GHI | Livres de loi, statuts, etc. | 51 | 2,7 | 42 | 7,0 | 93 | 3,8 |
| JK | Correspondance de Napoléon Ier, comptes rendus de l’Académie des sciences, dictionnaires, etc. | 32 | 1,7 |  |  | 32 | 1,3 |
| L | Dons du prince Napoléon, gravures, cartes, plans, etc. | 60 | 3,2 | — |  | 60 | 2,4 |
| M | Livres d’écoles, dictionnaires, gravures, etc. | 150 | 8,0 | — |  | 150 | 6,1 |
| NO | Histoire, mémoires historiques, etc. | 209 | 11,3 | — |  | 209 | 8,5 |
| P | Pamphlets, revues, journaux illustrés, etc. | 64 | 3,4 | — |  | 64 | 2,6 |
| Q | Sciences, agriculture, médecine, histoire naturelle, etc. | 117 | 6,3 | 46 | 7,7 | 163 | 6,6 |
| RS | Revues, pamphlets, livres dépareillés, etc. | 3 | 0,1 | — |  | 3 | 0,1 |
| T | Voyages, vies, mémoires, biographies, etc. | 115 | 6,2 | 89 | 14,8 | 204 | 8,3 |
| Total |  | 1 854 | 75,6 | 599 | 24,4 | 2 453 | 100,0 |

dre ce problème méthodologique et permettre de faire débloquer, pour le XIXe siècle, la recherche comparée, sur le plan international, des contenus des bibliothèques [[210]](#footnote-210).

La présente étude constitue donc la première application systématique de cette classification, dont l’adoption est en partie légitimée, pour nous, par cette vérification empirique.

[120]

La bibliothèque de l’Institut canadien  
(1845-1880)

Un rappel de l’histoire de la bibliothèque permettra de donner un aperçu de son dynamisme et des circonstances de préparation et de publication des *Catalogues*.

Lente à se constituer, la bibliothèque est de surcroît victime d’un incendie en février 1850. Elle fait son plein de volumes durant les années 1850 (voir le tableau 2) avant de connaître une nouvelle expansion durant la décennie de 1870 à 1880, alors que la bibliothèque demeure la seule activité de l’Institut canadien et que celui-ci a modifié sa constitution pour établir une bibliothèque davantage publique, jusqu’à sa fermeture en 1880.

La « salle de nouvelles » (*news room*) fut sans doute l’endroit, à Montréal, où se fit la lecture la plus intensive de journaux et de périodiques : en 1857, l’Institut reçoit 126 titres différents - un sommet - en provenance du Québec, du Canada, des États-Unis et d’Europe. Il est peu probable qu’on puisse mesurer exactement l’importance de cette « salle de nouvelles » ; il est vraisemblable que son utilisation fut autant sinon plus importante que celle de la bibliothèque même.

L’emprunt des volumes de la bibliothèque suit la croissance de la collection : apogée de 1850 à 1860 et de 1870 à 1880.

L’évolution des activités de l’Institut canadien reflète les débats et les déboires de l’organisme. Même si l’Institut s’est politiquement et idéologiquement radicalisé depuis 1848, il n’a pas encore fait l’objet de condamnation au moment où paraît son premier Catalogue en 1852.

La situation s’envenime en 1858 et le litige entre l’Institut et Mgr Bourget porte sur les livres et sur la bibliothèque. Dans une lettre pastorale du 10 mars 1858 qui approfondit les idées de Pie IX à propos des « erreurs du temps » (encyclique et Syllabus, 1864), Mgr Bourget fait une première mise en garde générale aux « Instituts littéraires » et à leurs membres à propos des « livres contraires à la foi et aux mœurs » et des moyens à prendre pour « faire disparaître » et « purger » des bibliothèques « tous les livres impies ou obscènes qui

[121]

TABLEAU 2

Institut canadien de Montréal, volumes, journaux, périodiques  
et circulation de volumes à la bibliothèque (1845-1879)

|  | Volumes (sans les brochures) | Journaux et périodiques | Circulation |
| --- | --- | --- | --- |
| 1845 | 404 | — | 1 300 |
| 1846 | 496 | 15 | 350 |
| 1847 | 885 | 22 | 480 |
| 1848 | 1 291 | 25 | 780 |
| 1849 | — | — | — |
| 1850 | 689 | 53 | — |
| 1851 | 1 500 | 60 | 2 400 |
| 1852 | 1 962 | 48 | 3 169 |
| 1853 | 2 701 | 66 | 3 060 |
| 1854 | 3 177 | 83 | 4 175 |
| 1855 | 4 006 | 110 | 3 360 |
| 1856 | 2 974 | 118 | 3 807 |
| 1857 | 3 043 | 126 | 3 788 |
| 1858 | 4 270 | 117 | 3 130 |
| 1859 | 4 541 | 113 | 2 784 |
| 1860 | 5 144 | 87 | 477 |
| 1861 | 5 147 | 85 | 1 803 |
| 1862 | 5 500 | — | — |
| 1863 | 5 586 | 68 | 1 253 |
| 1864 | 5 646 | 78 | 1 686 |
| 1865 | — | — | 1 200 |
| 1866 | 6 500 | 69 | — |
| 1867 | 7 424 | 69 | — |
| 1868 | 7 474 | 75 | — |
| 1869 | 7 848 | 75 | — |
| 1870 | 8 094 | — | 1 500 |
| 1871 | 6 978 | — | 1 383 |
| 1872 | — | — | 1 500 |
| 1873 | 8 987 | 67 | 3 081 |
| 1874 | 9 241 | 70 | 4319 |
| 1875 | 9 513 | 70 | 5 095 |
| 1876 | 9 871 | 63 | 4 859 |
| 1877 | 10 191 | 59 | 6 122 |
| 1878 | 10 471 | 59 | 6 392 |
| 1879 | 10 657 | 53 | 5 597 |

Sources : Rapports annuels et Procès-verbaux (1855-1880) de l’Institut canadien de Montréal.

[122]

s’y trouveraient ». La littérature y trouve son compte : « Ne souscrivez à aucun journal capable, par ses doctrines anti-religieuses, ses romans passionnés et ses feuilletons immoraux, de gâter l’esprit et le cœur de vos enfants. »

La seconde lettre pastorale (30 avril 1858) de Mgr Bourget est plus explicite : « Sur l’Institut canadien et contre les mauvais livres ». À la suite de la réunion extraordinaire (13 avril) de l’Institut canadien, qui entend demeurer « seul compétent à juger de la moralité de sa bibliothèque », Mgr Bourget récuse cette prétention par la « certitude » que l’Église conduit « son troupeau dans les gras pâturages de la vérité » et qu’elle est « incontestablement investie du droit de régler l’administration de toutes les Bibliothèques du monde ». Comparant ensuite le *Catalogue* imprimé (1852) de la bibliothèque de l’Institut canadien et celui de l’Index, Mgr Bourget y trouve un « trop grand nombre » de titres à l’Index.

La voix épiscopale s’élève enfin dans une lettre pastorale du 31 mai 1858 contre la voix éditoriale, « contre les mauvais journaux », tout en proclamant la « sainte Alliance » de la religion et de la politique. Le message éditorial de la lettre pastorale porte sur le journal « irreligieux » qui « combat l’existence de Dieu et de sa divine religion », sur le journal « hérétique » qui « attaque la Sainte Église catholique », sur le journal « impie » qui feint de respecter la religion pour mieux la ruiner, sur le journal libéral qui prétend « être libre dans ses opinions religieuses et politiques [et] qui voudrait que l’Église fût séparée de l’État », sur le journal « immoral »

qui blesse la pudeur et les bonnes mœurs par ses feuilletons impurs, ses histoires d’amour, ses chansons lubriques, ses poésies lascives, ses romans impudiques, ses pièces théâtrales, enfin par tout ce qui enflamme les passions, ôte l’horreur du vice, inspire du dégoût pour la vertu, fait admirer des hommes qui ont été l’opprobre du genre humain, par leurs crimes monstrueux, qui sont préconisés comme de grandes vertus.

Des pourparlers entre des mandataires de l’Institut canadien et Mgr Bourget d’octobre 1863 à novembre 1864 ne réussissent pas « à aplanir les difficultés ». Supplique de l’Institut canadien auprès de [123] Pie IX en septembre 1865, mémoire de l’évêque de Montréal concernant l’Institut et tractations vaticanes aboutissent à une décision de Rome en juillet 1869 : condamnation des doctrines de l’Institut canadien contenues dans l’*Annuaire de l’Institut pour 1868*, par le fait même mis à l’Index, et défense pour les catholiques d’en faire partie. Le propos romain ne vise donc pas expressément la bibliothèque et son contenu, cheval de bataille de Mgr Bourget depuis dix ans.

La décision romaine contenue dans une circulaire épiscopale du 16 juillet 1869 est lue au prône des églises du diocèse le 29 août. En octobre, l’Institut canadien fait un second appel à Rome, où Gonzalve Doutre ira faire valoir le point de vue de l’Institut, fin décembre 1869 et début janvier 1870. Depuis la mort (18 novembre 1869) du typographe Joseph Guibord, membre de l’Institut canadien, les péripéties du procès relatif au lieu de sépulture sont rapidement connues à Rome et motivent la décision finale (13 août 1870) du Saint-Office : « Enfin, faites savoir au dit Dessaulles que le Saint-Siège est persuadé que l’Institut canadien, tant à cause des matières que l’on traite que des principes que l’on exprime qui méritent une entière réprobation, a renoncé au but primitif de sa fondation [[211]](#footnote-211). »

Le Catalogue de 1870 est publié dans ce contexte. L’opposition des membres de l’Institut canadien, depuis 1858, à l’ingérence censoriale de l’évêque, tout comme l’inclusion au *Catalogue* de 1870 d’ouvrages à l’Index, donnent à penser que l’Institut a maintenu sa souveraineté, d’autant plus que les décisions romaines ne visaient pas la bibliothèque. Dès lors, le Catalogue de 1870 reflète bien la collection de l’Institut canadien.

Le Catalogue de 1852

Sept ans après sa fondation, la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal contient 646 titres dont 80% sont en langue française, 17% en langue anglaise et 3% en latin (voir le tableau 3). Ces 646 titres se répartissent en 1 409 volumes. Treize titres (20%) de 10 volumes et plus représentent 351 volumes, soit le quart des volumes [[212]](#footnote-212).

[124]

TABLEAU 3.

Institut canadien de Montréal, bibliothèque, nombre de volumes et de titres (Catalogues de 1852 et de 1870, Supplément de 1876)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 1852 |  |  | 1870 et 1876 |  |
| Titres (N) | 646 |  | 2 453 | (1 854 + 599) |  |
| En français | 514 | (79,7%) | 1 942 | (1 488 + 454) | (79,1%) |
| En anglais | 109 | (16,8%) | 463 | (320 + 143) | (18,8%) |
| En latin | 23 | (3,5%) | 42 | (40 + 2) | (1,7%) |
| Autres | — |  | 6 |  |  |
| Volumes (N) | 1 409 |  | 4 884 | (3 944 + 940) |  |

Le tiers des titres disponibles en 1852 est constitué d’ouvrages de littérature, et de littérature française majoritairement (voir le tableau 4). Le roman (54 titres) domine avec Alexandre Dumas père (10 titres), René de Chateaubriand (10), Honoré de Balzac (œuvres complètes), Eugène Sue (6), Paul de Kock (4) et Victor Hugo. Suivent en importance les essais (27 titres), dont certains de Mme de Staël, puis la poésie (19). De nouveau, le roman domine (25 des 37 titres) la littérature anglaise offerte aux membres et aux abonnés de la bibliothèque. Les curieux d’histoire littéraire pouvaient consulter ou emprunter le *Cours de littérature* de La Harpe, le *Cours de littérature française du Moyen-Âge* et le *Cours de littérature française au* XVIIIe *siècle* de Villemain, *l'Histoire littéraire* de Voltaire et *l'Histoire des littératures espagnole et française* d’Adolphe de Puibusque, ami des intellectuels Canadiens-français de l’époque [[213]](#footnote-213).

Le quart des titres du Catalogue de 1852 concerne l’histoire. À elles seules, la Littérature et l’Histoire constituent donc plus de la moitié de la bibliothèque de l’Institut canadien en 1852. Amateurs d’histoire, journalistes, hommes politiques, conférenciers et essayistes trouvaient à la bibliothèque une collection où dominait l’histoire de la France postrévolutionnaire et contemporaine ; Thiers, *Histoire de la Révolution française* (8 volumes) et *Histoire du Consulat et de l’Empire* (10), et Guizot, *Histoire de la civilisation* (5) et *Moyens de gouvernement*, y occupaient une place prépondérante devant Thierry, *Dix ans d’études historiques*, Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, ou Michelet, *Le peuple*. Ceux qui acceptent l’aide du gouvernement responsable tout autant que ceux qui demandent le rappel de l’Union pouvaient bien [125] connaître l’histoire de l’Angleterre (10 titres) : histoires de Lingard, de Thierry, de Guizot, de Carrel, *Biographie du parlement d’Angleterre*, *Essai sur la Constitution de l’Angleterre*. Les observateurs du destin polonais étaient à même de lire des histoires de la Pologne ou de la Russie.

L’histoire de l’Amérique du Nord - une trentaine de titres que nous analyserons plus loin dans la bibliothèque étatsunienne et canadienne de l’Institut - devance en importance numérique l’histoire ancienne (14 titres). La biographie historique, attrayante pour les conférenciers contemporains, compte une vingtaine de titres. Quant au récit de voyage, il est essentiellement européen (14 titres), exceptionnellement nord-américain (2 titres).

Les ouvrages qui traitent de la société constituent le cinquième de la bibliothèque. Les membres de cette société « littéraire » politiquement définie et radicalisée en 1848 et qui allaient connaître leurs plus grands succès électoraux en 1854 avaient accès à des ouvrages de science politique ; Pierre Leroux s’y trouve avec des titres politiques et philosophiques, à côté de Montesquieu, *L’esprit des lois*, les *Lettres persanes* et des *Œuvres diverses* de Machiavel, *Politiques* de De Lolme, *Constitution d’Angleterre* de Lamennais, *Le livre du peuple*, et d’auteurs canadiens-français : Louis-Antoine Dessaulles, membre de l’Institut à compter de 1855, *Lectures sur l’annexion*, et Antoine Gérin-Lajoie, conférencier à l’Institut, *Catéchisme politique*. Membres et abonnés disposent aussi de documents parlementaires canadiens, typiques d’ailleurs de la bibliothèque montréalaise et québécoise de l’époque.

Durant cette période de débats sur la fin du protectionnisme anglais et sur la réciprocité avec les États-Unis et en ces années où libre-échange, production et distribution des richesses deviennent les thèmes fréquents de conférences publiques [[214]](#footnote-214), les ouvrages d’économie politique occupent un rayon important de la bibliothèque : Œuvres complètes de Ricardo et de Malthus, Catéchisme d’économie politique, Cours complet d’économie politique et Traité de Jean-Baptiste Say, *Économistes financiers du* XVIIIe *siècle*, *Doctrines des physiocrates* et *Mélanges d’économie politique* de E. Daire, *Richesse des nations* d’Adam Smith, *Histoire de l’économie politique* de Blanqui, Eléments *d’économie politique* de J. Garnier, pour ne citer que les plus connus. [126] S’ajoutent à ces titres de « politique » des ouvrages de droit et des volumes relatifs à l’éducation.

La Théologie et la Religion (53 titres, 8,2%) ne constituent pas le rayon important de l’Institut canadien de Montréal. On pouvait néanmoins y trouver des ouvrages sur la Bible, sur la doctrine du christianisme et sur l’éloquence de la chaire, tels ceux de Bossuet et de Massillon. Lamennais figure en bonne place dans le Catalogue et la bibliothèque avec les *Affaires de Rome*, *Esquisse d’une philosophie*, *Paroles d’un croyant* et *Le livre du peuple* déjà mentionné.

Les Lumières constituent l’essentiel du rayon Philosophie (31 titres) : Voltaire, *Œuvres complètes* en 70 volumes, Rousseau, *Confessions*, *Le contrat social*, *Emile*, *La nouvelle Héloïse*, Diderot, *Œuvres choisies*, Helvétius, *De l’esprit*, d’Holbach, *Morale universelle*, Volney, *Les ruines cléricales*, s’alignent à côté de Pierre Leroux, de Bentham, *Œuvres complètes*, et de quelques titres d’éthique.

Dans les Sciences appliquées (30 titres), on trouvait surtout des ouvrages de médecine (20 titres), tout comme l’astronomie (6 titres) et les mathématiques (5 titres) constituaient l’essentiel des Sciences naturelles (25 titres). *La Philologie et les Arts* - on n’a pas encore reçu les dons du prince Napoléon - sont peu présents au *Catalogue*.

L’Institut canadien possède ou reçoit, en février 1852, 42 journaux et périodiques (catégories 50-59 de la classification de 1876 de Dewey). Ce sont d’abord des périodiques canadiens (24) et montréalais (15) ; ensuite, des périodiques français (10) : *L’Atelier* (1845), les *Archives littéraires de l’Europe* (1804-1805), *l’Écho des feuilletons* (1841-1843), *le Magasin pittoresque* (1843), *le Magasin universel* (1835-1836), *Le National* (1850-1851), la *Revue française* (1835), la *Semaine de Paris* (1849-1851) et la *Sentinelle du peuple* (1850). Il y a également des périodiques de Grande-Bretagne : *Blackwood’s Magazine* (11 volumes), *The Mirror* (1825), *Dublin Magazine* et *The Enquirer*, et des États-Unis : l’important *Courrier des États-Unis* (1845, 1848-1851), *The North American* (1839-1840), le *Franco-américain* de New York (1847) et *Le Citoyen* de Détroit (1851).

[127]

La bibliothèque étatsunienne

Si le *Courrier des États-Unis* approvisionnait - surtout en hiver - les journaux du Québec et assurait de façon exceptionnelle l’acheminement de la nouvelle en provenance de France, il faut préciser que ces anciens exilés de 1837-1838, ces tenants de l’annexionnisme et de la réciprocité, tout comme les voyageurs, avaient développé une conscience américaine dont l’historiographie n’a pas encore pris la mesure. Les *Six lectures sur l’annexion du Canada aux États-Unis* d’un Louis-Antoine Dessaulles, faites à l’Institut même et disponibles à la bibliothèque, témoignent des connaissances documentaires à propos des États-Unis. La bibliothèque de l’Institut permettait certaines de ces recherches : à côté d’*Atala* et de *René* de Chateaubriand, de Fenimore Cooper ou des *Mœurs des Américains* de Miss Trolloppe, on trouvait en français et en anglais *De la démocratie en Amérique* de Tocqueville - dont les *Lectures sur l’annexion* constitueront une « suite » au dire du préfacier Joseph Doutre - et le roman à thèse de Gustave de Beaumont, *Marie ou l’esclavage aux États-Unis*. On y voyait aussi, dans la veine de Tocqueville, *L’Europe et l’Amérique comparées*, des *Recherches sur les États*-Unis, deux études de Poussin, *Puissance américaine* et *L’union américaine*. *L’Histoire de l’Amérique* de W. Robinson, une *History* of the *United States*, une *Vie de Washington*, les Mémoires de B. Franklin étaient disponibles avec d’autres ouvrages sur les États de New York ou du Wisconsin.

La bibliothèque canadienne

L’étude de la section canadienne de la bibliothèque de l’Institut canadien pose dans son entièreté le problème de notre connaissance de l’affirmation d’une littérature nationale et de l’expression d’une pensée québécoise. La connaissance de la culture québécoise ne passe pas seulement par l’analyse de la production de romans, d’essais ou d’histoires, mais tout autant par l’étude de sa diffusion et de sa consommation réelle. Cette histoire d’une « littérature nationale » doit comprendre l’analyse de ses modes de formation, de ses premiers supports d’expression, des lieux collectifs de consommation, tout comme celle de ses formes de capitalisation symbolique et d’appropriation en vue de son développement.

[128]

À une décennie des premières publications « littéraires », que révèle, à propos de la culture de l’imprimé et de la littérature, le *Catalogue* de 1852 de la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal ? D’abord, l’importance de cette « bibliothèque du peuple » qu’est la presse. Quarante-deux titres de périodiques, dont quinze montréalais [[215]](#footnote-215) sont disponibles dans la « salle de nouvelles » (news room) de l’Institut. Une expression politique et une représentation critique de soi s’y formulent de façon nouvelle, intensive.

Le débat public, qui façonne une opinion publique de plus en plus polarisée, s’alimente à la vie parlementaire et législative. Le *Catalogue* énumère ces documents parlementaires qui nourrissent les débats contemporains à l’Institut ou dans la presse sur l’émigration, sur l’éducation, sur l’agriculture, sur le commerce, sur les brevets, sur la tenure seigneuriale. L’imprimé à l’Institut canadien en 1852 est un imprimé « public » : des « papiers » publics, des documents publics. Les « publications » indiquent tout simplement l’émergence d’une sphère publique.

Par la place qu’il fait à l’histoire canadienne, le Catalogue de 1852 témoigne que se superpose à cette conscience publique et politique une conscience historique nouvelle. *L'Histoire du Canada* de Michel Bibaud (3 exemplaires), celle de François-Xavier Garneau (3 volumes) et celle de Robert Christie voisinent avec la *Biographie des Sagamos illustres* du fils de Michel Bibaud, Maximilien, et quelques autres ouvrages d’histoire.

Tout comme pour l’histoire, ce qui est disponible en littérature canadienne se trouve sur les rayons : les *Épîtres et satires* de Michel Bibaud, *Les fiancés de* 1812 de Joseph Doutre, ci-devant figure centrale de l’Institut, les *Révélations du crime* ou *Cambray et ses complices* de François-Réal Angers, *Le répertoire national* de James Huston, membre actif de l’Institut, sans oublier le scandaleux *Awful Exposure of Maria Monk*.

Le Catalogue de 1870  
et le Supplément de 1876

Malgré l’incendie qui détruit la bibliothèque et les archives en février 1850, le nombre de titres passe de 646 en 1852 à 1 854 en [129] 1870 et à 2 453 en 1876. Le nombre de titres a donc quadruplé et celui des volumes (de 1 409 à 4 884) plus que triplé.

Cinquante-sept titres (soit 23,2% du total) de dix volumes et plus regroupent 1 433 volumes, soit 29,3% du total du *Catalogue* de 1870 et du Supplément de 1876 [[216]](#footnote-216). La répartition des titres selon la langue (voir le tableau 3) demeure similaire, compte tenu d’une légère augmentation (2%) du nombre de titres en anglais, plus nombreux en littérature, en histoire de la Grande-Bretagne et de l’Amérique du Nord.

La Littérature et l’Histoire qui constituaient un peu plus de la moitié de la bibliothèque en 1852 forment en 1870 et 1876 les deux tiers (67%) du *Catalogue*. Une seule différence notable, à un quart de siècle de distance : l’augmentation (13%) de la littérature, c’est-à-dire du roman populaire, dans l’ensemble du *Catalogue*. Les autres rubriques de la classification de 1876 de Dewey varient peu, de - 4% à 0% (voir les tableaux 4 et 5). Par ailleurs, cette évolution doit peu au don de gravures et de volumes - comptes rendus des Académies et de l’Institut, recueil de documents sur l’histoire de la France - fait par le prince Napoléon lors de son passage à Montréal et à l’Institut canadien en 1861 [[217]](#footnote-217).

La littérature française continue de dominer la section littérature grâce essentiellement au roman qui forme 90% de cette production littéraire française. Feuilletonistes et romanciers populaires occupent une place centrale au Catalogue (voir le tableau 6). Ces 492 titres constituent près des deux tiers (63%) de la totalité (780) des romans français. Chateaubriand, Lamartine, Hugo, Balzac, Musset figurent honorablement aussi au *Catalogue*. Le théâtre (27 titres) et la poésie (24) viennent loin derrière le roman.

Quelques titres se sont ajoutés en histoire littéraire, en particulier le *Cours familier de littérature* de Lamartine dont le battage publicitaire s’est fait à l’Institut canadien par la visite d’un ami de ce dernier, Jean-Baptiste Desplace, et par des conférences publiques de celui-ci et de Louis-Antoine Dessaulles [[218]](#footnote-218).

La littérature anglaise, en langue originale ou en traduction, a connu une croissance remarquable depuis 1852, passant de 37 à 107

[130]

TABLEAU 4.  
Institut canadien de Montréal, nombre de titres au *Catalogue* de 1852,  
selon la classification de Dewey de 1876

|  |  | N | % |  |  | N | % |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| 0 |  | 46 | 7,1 | 500 | SCIENCES NATURELLES | 25 | 3,9 |
| 10 | Bibliographie |  |  | 510 | Mathématiques | 5 |  |
| 20 | Bibliothéconomie |  |  | 520 | Astronomie | 6 |  |
| 30 | Encyclopédies générales |  |  | 530 | Physique |  |  |
| 40 | Polygraphie |  |  | 540 | Chimie |  |  |
| 50 | Périodiques généraux |  |  | 550 | Géologie |  |  |
| 60 | Organisations générales |  |  | 560 | Paléontologie |  |  |
| 70 |  |  |  | 570 | Biologie |  |  |
| 80 |  |  |  | 580 | Botanique |  |  |
| 90 |  |  |  | 590 | Zoologie |  |  |
| 100 | PHILOSOPHIE | 31 | 4,8 | 600 | SCIENCES APPLIQUÉES | 30 | 4,6 |
| 110 | Métaphysique |  |  | 610 | Médecine | 20 |  |
| 120 |  |  |  | 620 | Génie |  |  |
| 130 | Anthropologie |  |  | 630 | Agriculture |  |  |
| 140 | Écoles de psychologie |  |  | 640 | Économie domestique |  |  |
| 150 | Psychologie |  |  | 650 | Affaires |  |  |
| 160 | Logique |  |  | 660 | Chimie appliquée |  |  |
| 170 | Morale | 10 |  | 670 | Industries |  |  |
| 180 | Philosophies anciennes |  |  | 680 | Assemblage / finition |  |  |
| 190 | Philosophies modernes |  |  | 690 | Construction |  |  |
| 200 | THÉOLOGIE/Religion | 53 | 8,2 | 700 | ARTS | 9 | 1,4 |
| 210 | Religion naturelle |  |  | 710 | Aménagement |  |  |
| 220 | Bible |  |  | 720 | Architecture |  |  |
| 230 | Théologie dogmatique |  |  | 730 | Sculpture |  |  |
| 240 | Piété et dévotion |  |  | 740 | Dessin et arts décoratifs |  |  |
| 250 | Prédication et pastorale |  |  | 750 | Peinture |  |  |
| 260 | Institutions et missions |  |  | 760 | Gravure |  |  |
| 270 | Histoire ecclésiastique |  |  | 770 | Photographie |  |  |
| 280 | Confessions chrétiennes |  |  | 780 | Musique |  |  |
| 290 | Confessions non chrétiennes |  |  | 790 | Récréation |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| 300 | SOCIOLOGIE/Sciences sociales | 73 | 11,3 | 800 | LITTÉRATURE | 211 | 32,7 |
| 310 | Statistiques |  |  | 810 | Traités et collections |  |  |
| 320 | Science politique | 29 |  | 820 | Anglaise | 37 |  |
| 330 | Économie politique | 19 |  | 830 | Allemande |  |  |
| 340 | Droit | 13 |  | 840 | Française | 120 |  |
| 350 | Administration |  |  | 850 | Italienne |  |  |
| 360 | Associations et institutions |  |  | 860 | Espagnole |  |  |
| 370 | Éducation |  |  | 870 | Latine | 32 |  |
| 380 | Commerce et communication |  |  | 880 | Grecque |  |  |
| 390 | Coutumes et costumes |  |  | 890 | Autres littératures |  |  |
| 400 | PHILOLOGIE/Langage | 11 | 1,7 | 900 | HISTOIRE | 157 | 24,3 |
| 410 | Comparée |  |  | 910 | Géographie et observations | 16 |  |
| 420 | Anglaise |  |  | 920 | Biographie | 23 |  |
| 430 | Allemande |  |  | 930 | Histoire de l’Antiquité | 14 |  |
| 440 | Française |  |  | 940 | Europe | 58 |  |
| 450 | Italienne |  |  | 950 | Asie |  |  |
| 460 | Espagnole |  |  | 960 | Afrique |  |  |
| 470 | Latine |  |  | 970 | Amérique du Nord | 31 |  |
| 480 | Grecque |  |  | 980 | Amérique du Sud |  |  |
| 490 | Autres langues |  |  | 990 | Océanie et régions polaires |  |  |
|  |  |  |  |  | TOTAL | 646 |  |

[131]

Tableau 5.

Institut canadien de Montréal, nombre de titres au *Catalogue* de 1870  
et dans le *Supplément* de 1876, selon la classification de Dewey de 1876

|  |  | N | % |  |  | N | % |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| 0 |  |  |  | 500 | SCIENCES NATURELLES | 88 | 3,6 |
| 10 | Bibliographie | 100 | 4,1 | 510 | Mathématiques | 7 |  |
| 20 | Bibliothéconomie |  |  | 520 | Astronomie | 8 |  |
| 30 | Encyclopédies générales |  |  | 530 | Physique |  |  |
| 40 | Polygraphie |  |  | 540 | Chimie | 8 |  |
| 50 | Périodiques généraux | 71 |  | 550 | Géologie |  |  |
| 60 | Organisations générales |  |  | 560 | Paléontologie |  |  |
| 70 |  |  |  | 570 | Biologie |  |  |
| 80 |  |  |  | 580 | Botanique |  |  |
| 90 |  |  |  | 590 | Zoologie |  |  |
| 100 | PHILOSOPHIE | 87 | 3,6 | 600 | SCIENCES APPLIQUÉES | 78 | 3,2 |
| 110 | Métaphysique |  |  | 610 | Médecine | 16 |  |
| 120 |  |  |  | 620 | Génie |  |  |
| 130 | Anthropologie |  |  | 630 | Agriculture | 13 |  |
| 140 | Écoles de psychologie |  |  | 640 | Économie domestique |  |  |
| 150 | Psychologie |  |  | 650 | Affaires |  |  |
| 160 | Logique |  |  | 660 | Chimie appliquée |  |  |
| 170 | Morale |  |  | 670 | Industries |  |  |
| 180 | Philosophies anciennes |  |  | 680 | Assemblage / finition |  |  |
| 190 | Philosophies modernes | 37 |  | 690 | Construction |  |  |
| 200 | THÉOLOGIE/Religion | 188 | 7,8 | 700 | ARTS | 51 | 2,1 |
| 210 | Religion naturelle |  |  | 710 | Aménagement |  |  |
| 220 | Bible | 17 |  | 720 | Architecture |  |  |
| 230 | Théologie dogmatique | 41 |  | 730 | Sculpture |  |  |
| 240 | Piété et dévotion | 50 |  | 740 | Dessin et arts décoratifs |  |  |
| 250 | Prédication et pastorale |  |  | 750 | Peinture |  |  |
| 260 | Institutions et missions |  |  | 760 | Gravure | 22 |  |
| 270 | Histoire ecclésiastique | 18 |  | 770 | Photographie |  |  |
| 280 | Confessions chrétiennes |  |  | 780 | Musique |  |  |
| 290 | Confessions non chrétiennes |  |  | 790 | Récréation |  |  |
| 300 | SOCIOLOGIE/Sciences sociales | 166 | 6,9 | 800 | LITTERATURE | 1 099 | 45,6 |
| 310 | Statistiques |  |  | 810 | Traités et collections |  |  |
| 320 | Science politique | 51 |  | 820 | Anglaise | 107 |  |
| 330 | Économie politique | 23 |  | 830 | Allemande |  |  |
| 340 | Droit | 56 |  | 840 | Française | 875 |  |
| 350 | Administration |  |  | 850 | Italienne |  |  |
| 360 | Associations et institutions |  |  | 860 | Espagnole |  |  |
| 370 | Éducation | 11 |  | 870 | Latine | 63 |  |
| 380 | Commerce et communication |  |  | 880 | Grecque |  |  |
| 390 | Coutumes et costumes |  |  | 890 | Autres littératures |  |  |
| 400 | PHILOLOGIE / Langage | 38 | 1,6 | 900 | HISTOIRE | 516 | 21,4 |
| 410 | Comparée |  |  | 910 | Géographie et observations | 85 |  |
| 420 | Anglaise |  |  | 920 | Biographie | 66 |  |
| 430 | Allemande |  |  | 930 | Histoire de l’Antiquité |  |  |
| 440 | Française |  |  | 940 | Europe | 186 |  |
| 450 | Italienne |  |  | 950 | Asie |  |  |
| 460 | Espagnole |  |  | 960 | Afrique |  |  |
| 470 | Latine |  |  | 970 | Amérique du Nord | 81 |  |
| 480 | Grecque |  |  | 980 | Amérique du Sud |  |  |
| 490 | Autres langues |  |  | 990 | Océanie et régions polaires |  |  |
|  |  |  |  |  | TOTAL | 2 411\* |  |

\*Quarante-deux titres, pour un total réel de 2 453, ne sont pas précisés (soit 1,7%).

[132]

TABLEAU 6.

Institut canadien de Montréal, romanciers et feuilletonistes français  
dans le Catalogue de 1870 et le Supplément de 1876 (nombre de titres)

|  |  |
| --- | --- |
| Alexandre Dumas père | 137 |
| Émile Souvestre | 47 |
| Paul Féval | 39 |
| Gustave Aimard | 38 |
| George Sand | 26 |
| Pierre Alexis Ponson du Terrail | 25 |
| Frédéric Soulié | 24 |
| Hendrik Conscience | 21 |
| Henri Murger | 21 |
| Erkmann-Chatrian | 19 |
| Eugène Sue | 16 |
| Ernest Capendu | 15 |
| Louis Reybaud | 15 |
| Jules Verne | 15 |
| Alphonse Karr | 14 |
| Paul de Kock | 12 |
| Xavier de Montépin | 8 |

titres. Dickens, Thackeray, Defoe (*Robinson Crusoé*), Swift (*Gulliver*), Byron, Shelley, Milton, Macaulay étaient disponibles.

L’importance globale de l’Histoire demeure relativement la même : l’histoire française d’après 1789 domine toujours avec les mêmes historiens auxquels se sont ajoutés, en particulier, les ouvrages de Lamartine, Histoire de la Restauration et Les Girondins, tous deux en huit volumes, l'*Histoire de la Révolution française de 1848*, en français et en anglais.

L’histoire de la Grande-Bretagne est mieux documentée en 1870 et 1876 qu’en 1852 (26 titres contre 10), tout comme celle de l’Italie où l’on disposait à propos de la question romaine et de l’unité italienne, en plus des journaux, de la *Révolution de Rome* en 1848 de A. Balleydier, de l'*Histoire de la liberté en Italie* de Sismondi et de la *Question italienne* du prince Napoléon.

Une cinquantaine de titres sur l’histoire de l’Amérique du Nord, en majorité sur l’histoire du Canada, se sont ajoutés à la bibliothèque étatsunienne et canadienne (81 titres), sur laquelle [133] nous reviendrons. L’importance relative accordée à la littérature de voyage, en particulier en Amérique du Nord, a quintuplé, passant de 16 titres en 1852 à 85 en 1876.

Le tiers résiduel du *Catalogue* de 1870 et du Supplément de 1876 comprend par ordre d’importance (voir le tableau 5) : la Théologie (188 titres), la Sociologie (166), la Bibliographie (87), les Sciences appliquées (78), les Arts (51) et la Philologie (38).

La percée positiviste parmi les ouvrages de théologie et de religion est remarquable. Ernest Renan, *Vie de Jésus*, *Études d’histoire religieuse*, la *Nouvelle symbolique*, *Saint Paul*, *Les apôtres*, *Histoire des langues sémitiques*, Edgar Quinet, *Génie des religions*, Jules Simon, *Liberté de conscience*, *Religion*, voisinent encore avec des ouvrages de controverse, en anglais surtout, et des « comparaisons » entre le protestantisme et le catholicisme.

En Sociologie, les ouvrages de droit et de politique, principalement canadiens, ont surpassé ceux d’économie politique où n’apparaît comme nouveauté que *Essays on Political Economy* de Bastiat.

Les ouvrages de chimie renouvellent les Sciences naturelles en 1870 et en 1876.

La Philosophie, riche en ouvrages du XVIIIe siècle, fait place à Auguste Comte, *Positive Philosophy*, à Victor Cousin, *Histoire de la philosophie*, à Locke, à des auteurs de *mental* et d’*experimental* *philosophies* (Paley, Parker, Upman) et à des philosophes sociaux : Pierre Leroux, *De l’égalité*, *De l’humanité*, par exemple, et Joseph Proudhon, *Les confessions d’un révolutionnaire*, *De la justice* *dans la révolution et dans l’Église*.

Les ouvrages sur l’agriculture, en particulier aux États-Unis, constituent une nouveauté dans les Sciences appliquées.

Les Arts, enfin, tiennent leur importance nouvelle d’ouvrages sur la photographie et de gravures reçues du prince Napoléon et qui permettront de constituer, pendant un certain temps, un modeste musée à l’Institut canadien.

La rubrique Bibliographie (divisions 0 à 99 de la classification de Dewey) doit essentiellement son importance aux journaux et aux [134] périodiques. Soixante et onze titres (contre 42 en 1852) sont mentionnés dans le *Catalogue* et son *Supplément*: ce sont surtout des journaux et périodiques canadiens (32) que nous analyserons plus loin, français (20), britanniques (10) et étatsuniens (9).

La bibliothèque étatsunienne

Les perspectives Nord-Sud ont changé depuis 1852 ; à la tentation annexionniste et aux espoirs de la réciprocité commerciale ont succédé des échanges touristiques plus fréquents et une attention privilégiée à un événement majeur : la guerre de Sécession.

La bibliothèque étatsunienne de l’Institut canadien comprend toujours en 1876 des journaux et des périodiques américains, vraisemblablement plus nombreux d’ailleurs que ceux qui sont énumérés dans le *Catalogue* de 1870 ; on dispose de l’*American Newspapers Directory* de Rowell pour faire un choix qui inclut alors des journaux en langue française : *Le Courrier des États-Unis* depuis 1848, *Le Messager franco-américain* depuis 1864, la *Revue du Nouveau-Monde* de New York du journaliste et romancier Régis de Trobiand et des titres en langue anglaise : *Farmers’ Journal*, *Hunt’s Merchant Magazine*, *Harper’s Weekly* depuis 1860.

Les relations de voyages aux États-Unis se sont multipliées, de même que les études : *Le système pénitentiaire aux États-Unis* de Tocqueville et de Beaumont, *L’Europe et l’Amérique comparées* de Drouin de Barley, *Considerations on United States* de Buissot, les *Commentaires sur la Constitution des États-Unis* de P. Odent, à titre d’exemples. On dispose d’une bonne dizaine d’histoires générales des États-Unis en français (Laboulaye, Bancroft, W. Robertson) ou en anglais (R. Stewart, C. B. Taylor, Goodrich), de travaux sur l’histoire (O’Callaghan sur l’État de New York, Hoskins sur le Vermont, French et Gayarré sur la Louisiane) et sur l’agriculture de certains États. Sur la guerre civile, on dispose de l’*American Conflict*, *1860-1864* d’Horace Greely du *New York Tribune* qui fera une brève conférence à l’Institut canadien en 1867, de *La guerre américaine* (1865) de Louis-Antoine Dessaulles qui en fit d’abord le sujet d’une série de conférences publiques à l’Institut.

[13]

Octave Crémazie avait bien raison d’écrire en 1867 :

[...] le Canada aurait pu conquérir sa place au milieu des littératures du vieux monde, si parmi ses enfants il s’était trouvé un écrivain capable d’initier, avant Fenimore Cooper, l’Europe à la grandiose nature de nos forêts, aux exploits légendaires de nos trappeurs et de nos voyageurs. Aujourd’hui, quand bien même un talent aussi puissant que celui de l’auteur du Dernier des Mohicans se révélerait parmi nous, ses œuvres ne produiraient aucune sensation en Europe, car il aurait l’irréparable tort d’arriver le second, c’est-à-dire trop tard [[219]](#footnote-219).

Les œuvres de Fenimore Cooper apparaissaient dans le *Catalogue* de 1870 et son Supplément de 1876 : *Bravo*, *La prairie*, *Red River*, *Corsaire rouge*, *The* *Spy,* *Le dernier des Mohicans*, *Ontario*, *Œil-de- Faucon*, *Les pionniers*, *Robinson américain*.

Cet attrait pour l’exotisme américain est aussi corroboré par l’importance dans le *Catalogue* des romans « américains » de l’auteur populaire français Gustave Aimard et par les initiatives « américaines » du Français Henri-Emile Chevalier qui vit à Montréal de 1853 à 1860, y publie des feuilletons et s’active dans le réseau libéral de l’Institut canadien, du *Pays*, puis de *La Patrie*.

La bibliothèque canadienne

En 1852, la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal offrait 38 ouvrages et 42 journaux canadiens (soit, si l’on exclut les journaux, 5,9% du total des titres) comparativement à 122 titres d’ouvrages et 32 journaux canadiens (5,1%) en 1870 et 1876. Même proportion d’ouvrages donc, avec une diminution du nombre de journaux canadiens, vraisemblablement causée par une plus grande sélection idéologique.

En 1870 et 1876, 34 de ces ouvrages canadiens (un peu plus du quart) sont en langue anglaise, dont 23 qui concernent le Canada en général. Y dominent de façon presque majoritaire (41%) les ouvrages d’histoire (voir l’annexe 1), les « histoires » du pays de Charlevoix, Dussieux, Bibaud, Garneau, Christie, Brasseur, Smith, Parkman et Turcotte ; une dizaine de titres de récits ou de guides de voyages étaient aussi disponibles.

[136]

Dans cet Institut où les gens de droit assumaient une emprise évidente et où la politique traversait de part en part l’association « littéraire », les ouvrages de droit ou relatifs à l’administration publique de même que les essais et pamphlets politiques accaparaient l’essentiel du rayon Sociologie.

À côté des répertoires et histoires (Huston, Lareau, publié en 1874, *La littérature canadienne de 1850 à 1860*), le romanesque meublait surtout la bibliothèque littéraire canadienne-française (21 titres) de l’Institut : cinq titres d’H.-E. Chevalier, membre actif de l’Institut, *Jacques et Marie* de Napoléon Bourassa, *Une de perdue, deux de trouvées* de Pierre-Georges Boucher de Boucherville, Charles Guérin de P.-J.-O. Chauveau, *Jean Rivard* d’Antoine Gérin-Lajoie. Certains titres de romans importants ne s’y trouvaient pas : *Les fiancés de* 1812 (1844) de Joseph Doutre, membre très actif de l’Institut, *L’influence d’un livre* (1837) d’Aubert de Gaspé fils et *Les anciens Canadiens* (1863) d’Aubert de Gaspé père, *La terre paternelle* (1871) de Patrice Lacombe, *L’intendant Bigot* (1872) et *Le chevalier de Mornac* (1873) de Joseph Marmette, sans compter des romans comme *Hélika* (1872) de Charles Déguisé, *L’héritière d’un millionnaire* (1867) de Charles Mardi, *Le rebelle* (1842) du Français new-yorkais Trobriand aussi publié à Montréal, et deux titres traduits de Rosanna Leprohon, *Armand Durand* (1869) et le *Manoir de Viderai* (1861).

En théologie et en religion, deux titres dont l’ouvrage de Chiniquy, *Le prêtre, la femme et le confessionnal.* Quant aux Mandements des évêques de Montréal, ils ne sont point au *Catalogue*.

Vingt-deux titres de journaux et périodiques s’étaient ajoutés à la liste de 1852, signe manifeste, d’après la liste (voir l’annexe 1), que la guerre des mots était bien engagée entre *Le Pays*, *La Lanterne* et *La Minerve*, *Le Courrier du Canada*, *Le Nouveau Monde* et *Le Journal de Québec*. On connaissait, on lisait et on citait textuellement ses ennemis !

La circulation des volumes et l’Index

Avec un échantillon de 50% des titres empruntés de la bibliothèque de l’Institut canadien entre 1865 et 1875 et qui représentent 9 393 prêts consentis à 1 150 emprunteurs, Louis-Georges Harvey et [137] Mark V. Olsen ont démontré l’important écart entre la collection et la circulation de la bibliothèque de l’Institut canadien [[220]](#footnote-220). Leur analyse révèle un écart négatif, en regard de la collection, pour toutes les catégories de volumes (Histoire et Belles-Lettres, - 10% chacune), sauf pour le roman qui constitue 33% de leur corpus de la collection et 77% de celui de la circulation (+ 44%). Leur analyse précise encore la popularité croissante du roman français : il constitue 66,5% de la circulation totale en 1865 et 85% en 1875. Les 13 auteurs dont les ouvrages sont le plus empruntés - 7 titres d’Alexandre Dumas père et 3 d’Eugène Sue - constituent 8,5% de la circulation totale. À lui seul, Dumas père fait l’objet de 20% de tous les emprunts. En 1870, ces dix titres de Dumas et de Sue les plus empruntés sont tous à l’Index de l’Eglise catholique romaine.

De son point de vue, l’évêque Bourget avait raison en 1858 d’affirmer la présence de livres à l’Index au *Catalogue* de 1852. On peut évaluer à environ 4% le nombre de titres et à 14% celui des volumes à l’Index au Catalogue de 1852 [[221]](#footnote-221). Des 21 titres (sur 646) à l’Index, 8 sont des ouvrages d’histoire, 5 relèvent de la philosophie. Les romans populaires et leurs auteurs mis à l’Index, surtout après 1862, sont pourtant déjà sur les rayons en 1852 : Dumas père avec huit titres, Sue avec sept, Balzac avec ses œuvres complètes [[222]](#footnote-222).

En 1870, 288 des 2 283 titres (soit 12,6%) de la collection de la bibliothèque de l’Institut canadien apparaissent à l’Index [[223]](#footnote-223). Les romans constituent 9,5% des titres à l’Index, lequel s’est élargi depuis le début des années 1860 à cause de la condamnation romaine des romans et des romanciers populaires. En 1868, 50% des titres en circulation sont à l’Index, selon Harvey et Olsen, et 47% de ce total sont des romans.

Toujours d’après Harvey et Olsen, c’est le groupe socio- occupationnel des petits commerçants, des fonctionnaires et des commis qui emprunte le plus de titres entre 1865 et 1875 (2 028 titres, soit 43,6% du total) [[224]](#footnote-224) ; dans ce groupe, les commis (759 titres), les étudiants (281) et les douaniers (259) sont les principaux emprunteurs. Suit le groupe des marchands et des membres des professions libérales (1 361 titres, 29,4%), et parmi eux les marchands (530 titres), les avocats (420) et les médecins (175) empruntent le plus. [138] Dans le groupe des artisans (883 titres, 18,9%), ce sont les policiers (176 titres), les tailleurs (107) et les bouchers (96) qui s’avèrent les principaux emprunteurs. Le groupe des ouvriers qualifiés (168 titres, 3,2%) et celui des journaliers (16 titres, 0,3%) se partagent le reste des emprunts.

Petits commerçants, fonctionnaires, commis et artisans augmentent même leurs emprunts après la condamnation romaine de 1869, alors que les marchands et les gens de professions libérales, plus sensibles aux pressions cléricales selon Harvey et Olsen, diminuent les leurs. La majeure partie (72%) de la consommation romanesque s’avère celle des artisans, 67,4% celle des petits commerçants, des fonctionnaires et des commis.

CONCLUSION

Sur le plan méthodologique, la classification de Dewey de 1876 s’est révélée un bon outil d’analyse pour mettre en valeur les richesses du corpus classé. Ce n’est pas une mince affaire, si l’on se rappelle que les historiens de l’imprimé ne disposaient pas d’un système de classification pour le XIXe siècle. Dorénavant, la comparaison entre deux bibliothèques d’une même ville, de deux provinces ou de deux pays est possible.

Des archives d’une richesse plutôt exceptionnelle ont aussi permis l’analyse de la collection et celle de la circulation de la bibliothèque de l’Institut canadien. L’offre et la demande ont certes différé, mais le modèle de l’une et de l’autre était semblable au départ : le roman par exemple était dès 1852 majoritaire dans une littérature française elle-même dominante au *Catalogue*. Ajoutons, pour comprendre ce phénomène, la croissance « naturelle » de popularité du genre durant la seconde moitié du XIXe siècle. Il faut enfin distinguer entre ce que l’on peut appeler la lecture de divertissement et de détente (le roman, par exemple) et la lecture de travail ou de recherche. Cette distinction renvoie aux usages variés d’une bibliothèque de collectivité : emprunt, mais aussi consultation sur place. L’importance cruciale de la « salle de nouvelles » dans une bibliothèque du XIXe siècle (notamment la lecture des feuilletons romanesques) sera sans cesse le rappel de la signification de la lecture sur place.

[139]

Qu’offrait donc à lire chez soi et sur place la bibliothèque de l’Institut canadien durant un quart de siècle ? D’abord et avant tout de la littérature et de l’histoire. De la littérature française, du roman, et ce, de plus en plus de 1852 à 1876. De l’histoire moderne, française, postrévolutionnaire avec une évidente curiosité pour le personnage et l’époque de Napoléon ; aux ouvrages de Thiers et de Guizot en particulier allaient s’ajouter les travaux historiques de Lamartine. Histoire française, mais aussi anglaise dans un pays qui modifie certes son lien colonial tout en le maintenant. Histoire de France et de Grande-Bretagne, histoire aussi des pays qui connaissent la montée du libéralisme et du nationalisme : la Pologne, l’Italie. Ce pluralisme intellectuel se double d’un pluralisme réel ou rêvé : la popularité croissante de la littérature de voyage en témoigne.

Le libéralisme de l’Institut s’alimentait aussi à sa bibliothèque, dans les livres de philosophie politique et, de façon méconnue jusqu’à maintenant, dans des ouvrages d’économie politique, abondamment cités dans de nombreuses conférences publiques à l’Institut même sur le sujet. Ce libéralisme pouvait encore puiser son argumentation chez les philosophes des Lumières, et même chez Pierre Leroux et Joseph Proudhon. L’aspect anticlérical de ce libéralisme évolua dans ses sources jusqu’à faire place au courant positiviste d’analyse du phénomène religieux.

La proximité géographique, la conjoncture économique de la Réciprocité et la politique de la guerre de Sécession tout comme le modèle de la Grande République pour les libéraux montréalais incitent à mieux définir la bibliothèque étatsunienne de l’Institut canadien : l’actualité, l’histoire et la culture des États-Unis y sont présentées dans la presse, dans des ouvrages historiques et dans une littérature exotique à la Cooper.

Un volume sur 20 que la bibliothèque de l’Institut canadien offrait à lire était canadien, et ce, aussi bien en 1852 qu’en 1876. Autant par sa forme que par ses contenus, l’association culturelle du XIXe siècle constitue un signe de l’émergence d’une sphère publique, d’une vie publique. La bibliothèque de ce type d’institution ne fait qu’enrichir cette dimension : la presse, « la bibliothèque pour tous » et les documents parlementaires canadiens alimentent et enrichissent [140] l’opinion publique, la conscience politique. S’y superpose une conscience historique nouvelle qui, dans la bibliothèque, fait une place prépondérante aux histoires du pays. Le roman et les compilations de littérature « canadienne » témoignent enfin de l’émergence d’une symbolique et d’un imaginaire nouveaux.

Au terme de cette analyse du contenu de la bibliothèque de l’Institut canadien, il faut revoir la signification de la condamnation de l’Institut. Il y a d’abord lieu de distinguer les condamnations : celle de Mgr Bourget focalisée sur la bibliothèque, les livres et les journaux, et celle de Rome, plus générale, centrée sur la doctrine. Comme si l’évêque de Montréal avait été très sensible aux moyens, au média et à l’émergence d’un nouveau discours public.

Il faut ensuite comprendre comment et pourquoi les condamnations de Mgr Bourget visaient plus la doctrine que la moralité alors que la collection et surtout la circulation étaient dans un rapport inverse. Il est certes question du caractère « immoral » de certains titres dans les condamnations de l’évêque et les « romans passionnés » y sont mentionnés. Mais il y est beaucoup plus question du caractère doctrinal de la bibliothèque (« irreligieux », « hérétique », « impie », « libéral »). Cette position renvoie bien sûr à l’antagonisme entre l’Église et la bourgeoisie libérale plus radicale : c’est une lutte de pouvoir social et idéologique. Elle renvoie aussi au rapport entre les libéraux et les couches populaires et entre l’Église et ces mêmes couches populaires.

Les libéraux de l’Institut canadien ont tout de même fait place au roman dans leur bibliothèque ; il faut bien comprendre qu’ils ont vu dans ce roman un travail idéologique qui se rapprochait du leur. En ce sens, il faudra bien un jour qu’un littéraire dégage la signification idéologique de ce corpus de romans et de romanciers populaires... Divertissement romanesque et libéralisme sont-ils à ce point incompatibles comme le suggèrent Olsen et Harvey ?

Par ailleurs, si l’Église pouvait condamner, montrer du doigt et excommunier quelques avocats, médecins ou étudiants lecteurs de Lamennais, Voltaire ou Renan, pouvait-elle s’attaquer à une forme culturelle nouvelle et aussi populaire que le roman ? L’Église savait-elle faire la part des choses lorsque la doctrine était distillée dans le [141] divertissement, lorsque le pernicieux se joignait à l’agréable, lorsque le roman s’offrait par tranche dans une presse à grand tirage ? Les « papiers publics » devenus presse « populaire » défiaient dorénavant, tant par leur forme que par leur message, le pouvoir temporel de l’Église. La question sociale émergeait dans la culture. Elle allait bientôt prendre la forme d’une victoire des dirigeants du parc Sohmer pour faire légaliser (1893) l’ouverture du parc et la vente de bière le dimanche ; elle allait marquer le combat d’un Ernest Ouimet pour maintenir l’ouverture des salles de « vues animées » le dimanche. L’« immoralité » renvoyait à une autre morale sociale, à une nouvelle morale.

Il faut conclure enfin sur le destin de l’Institut canadien. Il fut certes condamné et disparut en 1880 de la vie culturelle montréalaise. Mais les libéraux résistèrent : par leur résolution d’avril 1858, malgré les 138 démissions, par les démarches auprès de l’évêque et les appels à Rome. Et malgré les condamnations locale et romaine, le pourcentage des titres à l’Index triple de 1852 à 1876, passant de 4% à 12%. Et surtout, le citoyen ordinaire, qui empruntait des livres à l’Institut, lisait de plus en plus des romans, des romans à l’Index. En un sens, Dessaulles, Doutre et quelques autres finirent par se taire ; mais on continua de lire...

[142]

ANNEXE 1

Institut canadien de Montréal,  
catalogue reconstitué de la bibliothèque canadienne (1852-1876)

**BIBLIOGRAPHIE** (0-99) : 3

*Annuaire de l’Institut canadien de Montréal de 1866 à 1870*

*Institut canadien, 1852-1855*

*Catalogue of the Mechanics’ Institute Library*

**Journaux et périodiques**

Déjà au *Catalogue* de 1852 :

*Canada Temperance* A*dvocate* (1859)

*Le Courier de Québec* (1806)

*Le Canadien* (1806)

L’*Encyclopédie canadienne* (1842)

*Le Fantasque* (1837-1840)

*Journal d'agriculture* (1850, 1851)

*L’Ordre social* (1850)

*Mélanges religieux* (1841- )

*La Minerve* (1826- )

*Le Canadien* (1842- )

Nouveaux :

*Bibliothèque canadienne* (1825)

*Canadian Agriculturist* (1849)

*Le Courrier du Canada* (1856-1866)

*Foyer canadien* (1864)

*Le Journal de Québec* (1853-1870)

*La Lanterne*

*Ladies Museum* (1832)

*L'Abeille canadienne* (1818)

*L’Agriculteur* (1860-1861)

*Magasin* *du Bas-Canada* (1832)

*Montreal Herald* (1861- )

*Le Nouveau Monde* (1867- )

*L’Observateur*

*Le Pays* (1852- )

*La Ruche littéraire et politique* (1853)

*La Revue canadienne* (1864)

*La* *Semaine* (1852)

*Semeur* (1842-1845)

*La* *Semaine* (1864)

*Soirées canadiennes* (1861)

**THÉOLOGIE** (200-299) : 2

Rev. J. D. Borthwick, *Harps of Canaan*

Rév. Chiniquy, *Le prêtre, la femme et le confessionnal*

[143]

**SOCIOLOGIE** (300-399) : 38

**Statistique** (310-319) : 2

Recensement du Canada, 1870-1871

Census of the Canadas, 1851-1852

**Politique** (320-329) : 15

*Débats sur la Confédération de l’Amérique du Nord*, 1865

*Journaux* des Assemblées législatives du Canada (avec appendices)

J. E. Alexander, *Canada as* It *Was and May Be*

Joseph-Charles Taché, *Esquisses sur le Canada*

Hector-Louis Langevin, *Essai sur le Canada*

[Arthur Buies], *Lettres sur le Canada*

Politique canadienne, pamphlets

*Rapport* sur le gouvernement civil du Canada, 1829

*Canadian Politics,* pamphlets and reports

*Settlers’ Guide*

*Conseiller du peuple*

A. Achintre, *Portraits et dossiers parlementaires*

H. Morgan, *Canadian Parliamentary Companion*

Pamphlets divers sur le Canada

*Proceedings* of the House of Assembly, Lower Canada, 1815

**Droit** (340-349) et **Administration** (350-359) : 20

Acte des municipalités et des chemins, 1835

*Actes et ordonnances du Bas-Canada*, 1843

*Actes* relatifs aux pouvoirs des juges de paix, 1853

E. Lefebvre de Bellefeuille, *Code civil du Bas-Canada*

Ch. Glackmeyer, *Charte et règlements de la cité de Montréal*, 1865

*Ordonnances*, Bas-Canada, 1777

Doutre, *Procédure civile*

*Refus de sépulture* (affaire Guibord)

*Statuts* du Canada

Desrivières Beaubien, *Traité sur les lois civiles du Bas-Canada*

*Règlements de police en force dans la cité de Montréal*, 1843

Bibaud jeune, *Commentaires sur les lois du Bas-Canada*

J. Crémazie, *Lois criminelles anglaises*

Doutre et Lareau, *Droit civil canadien*

*Affaire Guibord* (factum)

*Affaire Guibord* (plaidoiries)

*Guibord Case in Privy Council*

*Guibord Case, a History of the Case*

*Rapports annuels de la corporation de Montréal*

**Commerce et communications** (380-389) : 1

*Règles du chemin à rails du St-Laurent et de l’Atlantique*

**PHILOLOGIE** (400-499) : 1

Lacombe, *Dictionnaire de langue Crise*

[144]

**SCIENCES NATURELLES** (500-599) : 4

Jean-Baptiste Meilleur, *Cours abrégé de leçons de chimie*

A. Heatherington, *Gold Fields of Nova Scotia*

Abbé Léon Provancher, *La flore du Canada*

*Le Naturaliste canadien*

**ARTS UTILES** (600-699) : 1

*Transactions* of Board of Agriculture of Upper Canada, 1855

**BEAUX-ARTS** (700-799) : 2

W. Notman, *Photographic Sdlections*

*Plans d’un pont suspendu à Québec*

**LITTÉRATURE** (840-849) : 21

Henry Scadding, *Canada and Oxford*

Henry Wadsworth Longfellow, *Poems*

James Huston, *Légendes canadiennes*

Rosanna Leprohon, *Antoinette de* M*irecourt*

James Huston, *Le répertoire national*

*Littérature canadienne de 1850 à 1860*

Napoléon Bourassa, *Jacques et Marie*

Pierre-Georges Boucher de Boucherville, *Une de perdue, deux de trouvées*

Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, *Charles Guérin*

Henri-Emile Chevalier*, La Huronne*

*Dernier lroquois*

*Nez percés*

*Pieds noirs*

*Poignet d’acier*

G. B. Chapin, *Tales of the* St. *Lawrence*

Antoine Gérin-Lajoie, *Jean Rivard*

Joseph Marmette, *François de Bienville*

Arthur Buies, *Chroniques, humeurs et caprices*

Michel Bibaud, *Épîtres, satires, chansons, épigrammes*

Edmond Lareau, *Histoire de la littérature canadienne*

Hubert Larue, *Mélanges historiques, littéraires, etc*.

HISTO[1]

**Territoires de la culture québécoise**

INTRODUCTION

*La méthode : le chemin une fois parcouru.*

Georges DUMÉZIL.

[Retour à la table des matières](#tdm)

En ce temps-là, l’enseignement de la philosophie à la Faculté de philosophie de l’Université de Montréal était d’une indicible intemporalité. Descartes, Hume, Kant, Heidegger avaient avalé leur acte de naissance. Seul un cours sur la philosophie américaine, mal vu d’ailleurs dans la Faculté, invitait quelques étudiants à lire Perry Miller sur l’esprit de la Nouvelle-Angleterre, H. W. Schneider sur l’histoire de la philosophie aux États-Unis ou Henry David Thoreau, le philosophe dans les bois. Nous y découvrions l’espace et le temps dont Kant faisait pourtant les catégories à priori de l’entendement ! Le professeur Roland Houde, titulaire du cours sur la philosophie américaine, entreprit, l’année du centenaire de la Confédération canadienne, une recherche sur la philosophie au Canada à laquelle il associa quelques étudiants. Puis la maîtrise en philosophie terminée, ce fut l’inscription en histoire à l’Université Laval où œuvraient alors les historiens intéressés par l’évolution sociale et culturelle.

Un défi clair s’imposait : faire l’*histoire* *de la philosophie au Québec* [[225]](#footnote-225) et mener à terme une histoire des idées, du XVIIIe siècle à la Révolution tranquille, comme en connaissaient la France, l’Italie, les États-Unis et bien d’autres pays.

Cette histoire de la philosophie passait principalement par celle de l’éducation mais, déjà, une recherche plus ample s’imposait pour retracer la philosophie dans les imprimés, dans les bibliothèques personnelles ou publiques, dans la librairie, dans des conférences. L’histoire des idées philosophiques allait cette fois descendre au ras du sol, au niveau des hommes, des institutions, de la diffusion.

[2]

Premier défi : délimiter un territoire, placer les points cardinaux, déterminer les appellations : histoire des idées, histoire intellectuelle, histoire culturelle, histoire des mentalités. La première étape consistait à prendre acte de l’arpentage déjà effectué, à faire le point sur l’état des connaissances de l’histoire de la culture québécoise [[226]](#footnote-226).

Des historiens travaillaient certes sur des aspects de la culture - l’éducation, les relations France-Québec, les idées libérales ou ultramontaines -, sans toutefois cadastrer ce vaste domaine, sans trop se préoccuper de cartographier ce territoire, de repérer les terrains, d’observer leur juxtaposition. Il fallait s’engager, partir dans les pays d’En-Haut et d’En-Bas de la culture et montrer l’organisation et la cohérence de cet immense territoire de la culture.

La recherche des imprimés philosophiques mena à l’histoire de l’imprimerie [[227]](#footnote-227) au Québec et à l’histoire de la librairie [[228]](#footnote-228) ; celle des bibliothèques [[229]](#footnote-229) conduisit à des associations volontaires où la bibliothèque semi-publique était apparue. Il fallait explorer aussi à l’extérieur des murs des collèges, de ce groupe déjà privilégié de la bourgeoisie qui avait accès à l’éducation classique ; il convenait d’ouvrir socialement le « domaine » de la culture.

L’association se révéla d’abord propre à la ville ou au village. Ses activités typiques - conférences publiques et débats, bibliothèques et salles de journaux - mettaient d’ailleurs en valeur les deux médias du XIXe siècle : la tribune et la presse [[230]](#footnote-230). On entrait là dans un territoire nouveau, celui de la culture urbaine ; un terrain d’enquête s’imposait, Montréal [[231]](#footnote-231). Marquée socialement, la culture l’était aussi spatialement.

Nouveau départ, nouvelle exploration. La culture observée dans les associations du genre de l’Institut canadien de Montréal était celle, entre 1840 et 1870, de Québécois et de Montréalais instruits, lecteurs, parfois orateurs et écrivains. Mais il fallait baliser d’autres pistes, avancer dans le XIXe siècle, aller vers la fin du siècle et vers des Montréalais qui ne privilégiaient pas une culture de l’imprimé ou de l’éloquence. Le cinéma qui associait technologie et spectacle visuel parut un domaine prometteur pour explorer à la fois la culture urbaine et la culture dite de masse [[232]](#footnote-232). Par cette recherche quantitative sur la production, la distribution et la consommation du [3] cinéma, une trajectoire était chronologiquement franchie jusqu’à l’apparition de la radio et de la télévision. Le territoire de la culture n’était plus seulement celui des collèges, des bibliothèques, des associations. Ce n’était plus seulement le territoire réservé d’une élite ou d’une bourgeoisie libérale plus démocratique : la culture concernait, sur le mode du loisir offert et de la consommation, la majorité des citoyens. Avec la mise en place, en cette fin de siècle, d’un système de production, de distribution et de consommation de masse, il importait de dégager la signification des expressions culture de la majorité, culture populaire, culture ouvrière [[233]](#footnote-233), culture commerciale et culture de masse [[234]](#footnote-234). L’étude d’un parc d’attractions - le parc Sohmer - fut le moyen de comprendre le destin de la culture dans une société où l’économie tertiaire se développait et où la culture-loisir était devenue un bien offert au même titre que le journal ou le tramway [[235]](#footnote-235).

L’histoire des idées, l’histoire intellectuelle avait dégagé l’axe européen, français, de la culture québécoise et le privilège consenti dans ses médias au savoir, au livre, à la revue, au verbe. L’histoire culturelle avait non seulement sensibilisé aux formes d’expression d’autres groupes sociaux et au fait radicalement nouveau que la culture commerciale et le loisir créaient une société de consommateurs, mais elle avait surtout révélé l’axe nord-américain d’une culture visuelle du spectacle ou du cinéma. Il fallait donc aller plein sud, du côté des États-Unis, pour explorer non pas les « menaces de l’américanisation » mais la signification de l’américanité, de l’appartenance non seulement économique mais aussi culturelle du Québec au continent [[236]](#footnote-236).

La « vocation de la race française en Amérique » du théologien-philosophe Louis-Adolphe Pâquet prenait une tout autre signification [[237]](#footnote-237). Il fallut faire un bivouac et penser à la direction à prendre pour suivre l’évolution des idées au début du XXe siècle. La culture et le loisir de la majorité des Montréalais paraissaient tout à fait de leur époque, bien arrimés à la culture étatsunienne en pleine expansion occidentale. Comment le XXe siècle entrait-il dans les courants d’idées ? Direction : la modernité, c’est-à-dire la place, souvent faite de façon batailleuse, à l’innovation dans la création artistique ou scientifique [[238]](#footnote-238).

[4]

La prospection de ce souci d’innovation en sciences sociales conduisit à la poursuite d’un destin intellectuel, celui du dominicain Georges-Henri Lévesque [[239]](#footnote-239) et à la poursuite d’une piste belge, celle de l’origine de l’intérêt de Québécois pour la question sociale et pour les sciences sociales [[240]](#footnote-240). La biographie intellectuelle du père Lévesque bouclait chronologiquement un long circuit de biographies d’intellectuels - les abbés Odelin (1789-1841), Raymond (1810-1887) et Désaulniers (1811-1868), Louis-Antoine Dessaulles (1818-1895), l’abbé Louis-Adolphe Pâquet ( 1859-1942) [[241]](#footnote-241) - sans cesse parallèle à une recherche de l’expérience autobiographique québécoise qui dirait la conscience qu’eurent certains de leur itinéraire [[242]](#footnote-242).

Cette longue exploration a permis de cartographier le territoire de la culture québécoise et a mené à l’ouverture de grands chantiers : l’histoire sociale des idées au Québec, l’histoire socio-culturelle de Montréal.

[5]

**NOTES de l’introduction**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[6]

IRE (900-999) : 50

**Géographie et observations** (910-919) : 17

*Division des comtés*

*Maps of Canada*

*Plans of Various Lakes and Rivers*, 1853-1856

*Rapport d’exploration entre le lac Supérieur et la rivière Rouge*

Léon Gingras, *L’Orient*

de Basterot, *De* *Québec à Lima*

Rambles among the Blue Nose. A Tour through New Brunswick and Nova Scotia Travellers Guide to the Hudson River... and Quebec, 1864

Isaac Weld, *Voyage au Canada*, 1795

Gabriel Franchère, fils, *Voyage à la côte du Nord-Ouest*, 1810

Gabriel Franchère, *Voyage to the North-West* Coast *of America*

[145]

Benson, *Vie et voyage de Christophe Colomb*

Lacroix, *Canadian Guide*

Abbé Léon Provancher, *Carte portative du Canada*

Joseph Bouchette, *Topographie du Canada*

James MacPherson Le Moine*, Album du touriste*

*Géographie du Canada*

**Biographie** (920-929) : 4

Maximilien Bibaud, *Biographie des Sagamos illustres*

*Dictionnaire historique des hommes illustres du Canada*

*Panthéon canadien*

*Notice biographique sur François de Laval*

**Histoire moderne** (972) : 29

L. Dussieux, *Canada sous la domination française*

D. Dainville [pseud.], *Beautés de l’histoire du Canada*

R. H. Bonnycastle, *Canada and the Canadians*

*Eighty Years of Progress of British North America*

Louis-Antoine Dessaulles, *Guerre américaine*

Michel Bibaud, *Histoire du Canada sous la domination française*

François-Xavier Garneau, *Histoire du Canada depuis la découverte jusqu’à nos jours*

Abbé Brasseur, *Histoire du Canada, de son Église et de ses missions*

Robert Christie, *History of Lower Canada*

François-Xavier Charlevoix, *Histoire et description générale de la Nouvelle-France*

Charles Lindsay, *Life and Times of Wm MacKenzie*

*Mélanges sur le Canada*

*Quatre-vingt-douze résolutions*, 24 février 1834

*Souvenirs historiques sur le Canada*

*Life of Charles lord Sydenham*

*Précis touchant la colonie de lord Selkirk sur la rivière Rouge,* 1818

Bressany, *Relation abrégée de quelques missions des pères de la Compagnie de Jésus*

F.-B. Singer, *Souvenir* *d’un exilé canadien*

Thomas-Aimé Chandonnet, *Notre-Dame-des-Canadiens*

Stanislas Drapeau, *Colonisation du Bas-Canada de 1851 à 1861*

C. Horetzki, *Canada on the Pacific*

H. Kirke, *Conquest of Canada*

Francis Parkman, *Discovery of the Great-West*

*Jesuits in North America*

*Old Regime in Canada*

*France in the New World*

J. Roy, *History of Canada*

Smith, Canada, Past, *Present and Future*

Louis-Philippe Turcotte, *Le Canada sous l’Union*

[146]

**NOTES DU TEXTE 6.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[147]

[148]

[149]

**Territoires de la culture québécoise**

7

L’association culturelle  
au Québec au XIXe siècle :  
méthode d’enquête  
et premiers résultats. [[243]](#footnote-243)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le phénomène socio-culturel le plus important au Québec au milieu du XIXe siècle n’a pas encore fait l’objet d’une synthèse. Les associations, dites littéraires à l’époque, doivent leur importance à leur polyvalence culturelle : lieu d’émergence de bibliothèques de collectivités locales, lieu d’apprentissage de la parole et de l’écriture, source d’alimentation et lieu de diffusion du journalisme, foyer d’antagonisme idéologique et d’influences culturelles autant européennes qu’étatsuniennes.

Ces associations volontaires à caractère social et culturel empruntent morphologiquement au *Mechanics’ Institute* britannique, au cabinet de lecture et au cercle français aussi bien qu’au Lyceum et à l’Atheneum des États-Unis [[244]](#footnote-244). Avec un écart d’une décennie, le Québec participe au milieu du XIXe siècle aux tendances culturelles internationales. Le modèle anglo-saxon prédominant constitue un signe de la continentalisation hâtive des formes culturelles québécoises et rappelle qu’au Québec même, avant 1840, ces associations furent d’abord anglophones. Rappelons la Quebec Literary and Historical [150] Society fondée en 1824 [[245]](#footnote-245) et la Montreal Natural History Society établie en 1825.

La mesure du phénomène

Le phénomène associatif prend son essor après 1840, connaît son apogée au cours des années 1850 et décline vers 1875. Propre à la génération qui se lève après l’échec des insurrections de 1837 et de 1838, ce courant naît dans le contexte d’un nouveau défi, le libre-échange économique, et il en mime l’esprit et la sémantique : on veut « échanger » intellectuellement, favoriser le « progrès mutuel », créer une culture publique en multipliant les deux médias caractéristiques du XIXe siècle : la presse et la tribune [[246]](#footnote-246).

L’engouement pour le phénomène entraîne une troisième intervention gouvernementale en matière culturelle depuis 1792, après les lois sur l’instruction et sur la propriété littéraire : la loi sur les « associations de bibliothèques » de 1851 [[247]](#footnote-247) qui prévoit des subventions pour les associations, qui s’en prévalent. Le retrait de ces octrois entraînera d’ailleurs la disparition d’un certain nombre d’associations (voir le graphique du texte n° 5, p. 114).

Alors qu’aux États-Unis, par exemple, les Lyceums ont justifié l’organisation d’un réseau et d’une agence centrale de tournée pour les lecturers, au Québec le projet d’une fédération d’instituts canadiens de paroisses, de comtés puis de districts avec journal commun et système d’échanges, est resté lettre morte [[248]](#footnote-248).

Promu par la jeune génération, reconnu par l’instance gouvernementale, durable, le phénomène des associations fut présent sur l’ensemble du territoire québécois, dans les villes, les villages et quelques bourgs. Cartographié, le mouvement s’étend dans la vallée du Saint-Laurent, d’Aylmer à New-Carlisle [[249]](#footnote-249), avec une évidente densité dans le Haut-Saint-Laurent, entre Montréal et Trois-Rivières. Montréal en forme le centre avec une périphérie délimitée par Joliette et Lachute sur la rive nord, Beauharnois, Saint-Jean, Saint-Hyacinthe et Sorel sur la rive sud. La ville de Saint-Hyacinthe, on le verra, connut une vie associative remarquablement dynamique. Des concentrations d’associations se retrouvent dans les townships et autour [151] du noyau pionnier de L’Avenir. La ville de Québec compta autant d’associations que Montréal mais on peut avancer l’hypothèse que la fusion des associations au sein de l’Institut canadien et l’absence d’antagonisme idéologique limitèrent le dynamisme associatif tout en étant favorable à sa durabilité [[250]](#footnote-250). À l’est de Québec, les associations se firent plus clairsemées : à Baie-Saint-Paul, Bagotville et Chicoutimi sur la rive nord ; à Lévis, Saint-Michel-de-Bellechasse, Montmagny, L’Islet, Saint-Jean-Port-Joli, Rivière-du-Loup, L’Isle-Verte, Matane et New-Carlisle sur la rive sud.

Si les appellations de ces associations varient, la sémantique contemporaine se réfère le plus souvent à l’« association littéraire ». La qualification nécessite toutefois des explications. Ces associations ne pouvaient, au départ, être religieuses, politiques, voire partisanes : leurs constitutions prohibaient, au début, les conférences à teneur religieuse ou politique, avant que le mouvement devienne confessionnel et polarisé sur le plan idéologique. « Littéraire » paraissait donc plus neutre et véhiculait le sens que nous donnons aujourd’hui à l’épithète « culturel », peu en usage à l’époque. Mais « littéraires », ces associations le furent aussi et c’est là l’objectif de la présente étude : évaluer la part du phénomène associatif dans la constitution d’une littérature au Québec au XIXe siècle et proposer une méthode d’enquête. Le rapport entre les associations et la littérature n’épuise certes pas la richesse du phénomène associatif ; il est ici objet privilégié d’enquête.

Un modèle d’analyse appliquée :  
l’Institut canadien de Montréal (1844-1885)

Une association, dans le Québec du XIXe siècle, comprend des membres et parfois des abonnés de la bibliothèque qui peuvent être autres que des membres. L’association possède habituellement une bibliothèque et une « salle de nouvelles » (*news room*) où se fait la lecture de la presse périodique. L’association offre aussi des conférences publiques, présente des essais, organise des débats et occasionnellement des concours littéraires. Seul l’Institut canadien de Montréal disposa, pendant quelque temps, d’un musée d’art dont l’histoire reste à faire.

[152]

Les associations littéraires contribuèrent à la constitution d’une littérature en donnant aux écrivains l’occasion de participer à ses activités et de profiter de ses moyens. Guillaume Lévesque, Joseph Doutre, Joseph Lenoir, Hector Fabre, Arthur Buies, Henri-Emile Chevalier, James Huston furent membres de l’Institut. Étienne Parent, P.-J.-O. Chauveau, Joseph-Guillaume Barthe, Maximilien Bibaud, Louis-Antoine Dessaulles, Louis-Michel Darveau, Antoine Gérin-Lajoie participèrent à ses activités. Louis Fréchette en fut membre-correspondant, de même que Jules Michelet, Victor Hugo, Camille Flammarion et Victorien Sardou, tous membres-correspondants vers 1870. Des professeurs de français - Nicolas Claudel, Eugène Oudin, P. Doudiet, A. Joncas - y adhérèrent tout comme d’autres qui se présentèrent comme « écrivains » : François Bourassa, Noël Darche, Thomas R. et David Shaw Ramsay, sans parler de « rédacteurs » ou de propriétaires de journaux, d’imprimeurs ou de typographes. Ces associations contribuèrent aussi à la constitution d’une littérature en stimulant la création grâce à l’organisation de concours littéraires.

L’Avenir du 1er février 1856 annonçait la tenue d’un concours ouvert aux membres de l’Institut canadien dont le sujet était ainsi libellé : « Notice biographique et historique sur l’un des principaux membres décédés de l’ancienne Chambre d’assemblée du Bas-Canada ». Le concours ouvert jusqu’au 1er avril 1856 octroyait au lauréat une médaille offerte par M. Boivin. Charles Marcil remporta le concours avec un texte intitulé « Essai biographique et historique sur John Neilson » dont il fait l’objet d’une conférence à l’Institut le 3 mai 1856 et que Le Pays publiera [[251]](#footnote-251).

Mais il faut surtout, pour évaluer la contribution des associations culturelles à la constitution d’une littérature, distinguer les deux formes de culture symbolisées par la tribune et par la presse : la culture rhétoricienne et la culture livresque. La première englobe trois activités principales : la conférence publique, l’essai, les débats ou discussions. La culture livresque est celle de la bibliothèque et de la salle des journaux et revues.

La culture rhétoricienne

La rhétorique, l’éloquence, la parole constituent l’écologie culturelle principale du XIXe siècle. Le système éducatif consacre [153] cette opinion en ajoutant une classe de rhétorique aux études d’humanités. L’élève de rhétorique peut d’ailleurs appliquer immédiatement les préceptes de l’art en participant aux académies littéraires que tout collège ou séminaire doit établir. Que ce soit à l’église, au palais de justice, devant les hustings politiques, l’homme du XIXe siècle est exposé à l’éloquence. L’association relaie cette culture en l’amplifiant.

La conférence publique porte adéquatement son nom. Annoncée publiquement par la presse qui en rend compte et en publie fréquemment le texte, elle est offerte le plus souvent gratuitement par une association qui invite, sur la recommandation d’un comité de régie ou d’un comité de « lectures », un conférencier ou « lectureur » prestigieux.

Cent dix conférences ont été prononcées devant l’Institut canadien de Montréal (ICM) de 1845 à 1871 [[252]](#footnote-252). Quinze d’entre elles - soit 13,6% - portaient sur la littérature, troisième thème en importance dans notre classification (voir l’annexe 1) qui révèle la primauté des conférences publiques sur des sujets d’actualité (27, soit 24,5% du total), puis sur des sujets d’histoire (20, soit 18,1%). Dix des quinze conférences publiques sur la littérature à l’Institut canadien portent sur la littérature française, aucune sur la littérature canadienne-française et cinq abordent des genres littéraires (voir l’annexe 2).

Pendant une dizaine de jours en 1856, trois conférenciers entretiennent leur auditoire de Lamartine, dont l’un, Jean-Baptiste Desplace, l’ami de Lamartine, le promoteur de ses œuvres [[253]](#footnote-253) et en particulier du Cours familier de littérature [[254]](#footnote-254). Louis-Antoine Dessaulles fait aussi une conférence sur Lamartine [[255]](#footnote-255) - qu’il reprend à Saint-Hyacinthe - de même que Charles-Louis Marie, ancien rédacteur du Constitutionnel qui explique l’évolution politique de Lamartine du légitimisme au « parti social », le dégage du reproche de ne pas être religieux et se réjouit du « bonheur inouï qu’un aussi grand génie littéraire descende à faire un *Cours de littérature* comme celui qu’il a entrepris [[256]](#footnote-256) ». À part Mme de Staël, le sujet qui intéresse les conférenciers concerne la littérature classique (Molière, Boileau, Corneille, Racine), les genres littéraires, en particulier la poésie.

[154]

Ces conférences publiques sur la littérature surtout française sont de surcroît faites pour la moitié (7 sur 15) par des Français qui sont tous, sauf un, des journalistes. En cela, les conférences sur la littérature de l’Institut canadien reflètent une tendance générale : 26,3% de toutes les conférences publiques sont prononcées par des journalistes, 16,3% par des avocats, soit près de la moitié (42,6%). Atypiques, les conférences sur la littérature n’ont pas été publiées à l’époque, sauf deux extraits.

L’essai et le débat

Dans la sémantique du comité de régie de l’Institut canadien de Montréal, l’essai se définit en regard de la conférence publique : il est une présentation, une conférence faite par un membre en règle de l’Institut devant d’autres membres de l’association à l’occasion d’une « séance ordinaire ». Conférence privée donc, qui, dans l’ordre du jour habituel de l’Institut canadien, suit l’adoption du procès-verbal de la dernière réunion et la considération d’affaires courantes ou litigieuses, et qui précède, à l’occasion, un débat ou une discussion. En raison du temps disponible, une séance typique offre soit un essai, soit une discussion.

Soixante-huit essais sont présentés devant les membres de l’Institut canadien de 1845 à 1871. Quatre d’entre eux (5,8%) portent sur la littérature, dont trois sont des poèmes lus (voir le tableau 1).

Aucun de ces essais sur la littérature n’a été publié au cours des 12 mois suivant leur présentation, alors que 12 essais - tous sujets confondus - sont publiés dans la presse et que 3 paraissent en brochure ou en volume.

Quant aux débats ou discussions, troisième forme de l’éloquence dans ces associations, ils portent surtout sur des sujets d’actualité politique, sociale ou municipale. Dans de très rares cas, ces débats, où un protagoniste plaide le oui et un autre le non avant que l’auditoire ne vote, abordent la littérature. Voici deux exemples de sujet littéraire : « Doit-on substituer l’enseignement des sciences à l’enseignement des lettres ? » et « Le commerce a-t-il fait plus que les lettres pour la civilisation ? »

[155]

TABLEAU 1  
Institut canadien de Montréal,  
essais sur la littérature (1845-1871)

|  |  |
| --- | --- |
| 9 février 1860 | Gonzalve Doutre (avocat, 17 ans), « Essai sur les romans et les romanciers » |
| 3 octobre 1867 | M. Linger, « Longue pièce de poésie française » |
| 26 mars 1868 | Louis Fréchette (écrivain, 28 ans), « Voix d’un exilé », poème lu |
| 23 avril 1868 | Louis Fréchette, « Vers sur l’assassinat de d’Arcy McGee » |

Le discours sur le romanesque

À l’Institut canadien de Montréal, tout comme dans d’autres associations, le littéraire ne se trouve point seulement dans des formes rhétoriciennes ou dans des conférences et des essais portant sur la littérature. Des conférences publiques et des essais sur divers sujets véhiculent aussi une préoccupation du littéraire à travers un discours sur le roman et sur le romanesque.

En glanant des textes de l’époque, Yves Dostaler a fait voir Les infortunes du roman dans le Québec du XIXe siècle [[257]](#footnote-257), sans situer dans le temps ces infortunes ni en préciser la provenance idéologique. Devant des romanciers - Doutre publie ses Fiancés de 1812 en 1844 -, des conférenciers à l’Institut canadien décrient le roman et le romanesque. Les évêques et les rédacteurs des Mélanges religieux ne sont donc pas les seuls à condamner le genre ou à vouloir le christianiser et le nationaliser. Toutefois, le discours sur le roman chez certains conférenciers de l’Institut canadien doit être mis en contexte : il se tient principalement durant les cinq premières années de l’Institut et en opposition à une préoccupation contemporaine, le défi économique de la fin du protectionnisme britannique qui avive l’intérêt pour les questions d’économie politique.

Dès 1845, un essai de Charles Laberge sur la devise de l’Institut canadien, Travail et concorde, propose à la jeunesse d’aller chercher sa nourriture spirituelle dans des « études sérieuses » et de « bons ouvrages » et non pas dans la « lecture des romans » : « Votre cœur n’en retirera que de mauvaises impressions et votre esprit y trouvera le trouble au lieu du repos qu’il cherche [[258]](#footnote-258). » Laberge se livre à une [156] brève analyse des Mystères de Paris d’Eugène Sue, et met en question la moralité de Rodolphe et de Jacques Ferrand : « Y a-t-il rien de plus immoral que la scène du guichet et le Furens amoris [...] c’est le sublime de l’immoralité. »

Mais c’est Étienne Parent qui donne le ton à ce discours antiromanesque, lui qui recommande « 1. de l’économie politique, 2. de l’économie politique, 3. de l’économie politique ». Ex-journaliste, il sait que la presse est « le livre du peuple », que les journaux « débitent à la brasse » du roman et des nouvelles. Parent prescrit des tâches plus urgentes : le « menu fretin du feuilletonisme européen » - celui d’Eugène Sue et d’Alexandre Dumas - ne fait qu’« enivrer » : « Quel profit peut retirer des œuvres des feuilletonistes européens une population comme la nôtre, qui a des forêts à défricher, des champs à améliorer, des fabriques de toutes sortes à établir, des améliorations de tous genres à accomplir [[259]](#footnote-259) ? » Ces lectures romanesques qui font « fureur au salon » et en librairie « entretiennent l’imagination dans l’exaltation, et laissent l’esprit dans le vide et l’inaction ». Quant à la littérature « indigène », « qu’y trouve-t-on le plus souvent, à part des querelles de villages ? des efforts d’imitation vers le feuilletonisme français, de jolis riens quelquefois assez joliment tournés à la française ». Et le journaliste se muait dangereusement en moraliste et en prophète : « le temps de la littérature légère n’est pas encore arrivé et n’arrivera de sitôt pour le Canada ».

Ce discours favorable à l’économie politique et négatif à l’égard du roman est repris par Louis Labrèche-Viger qui regrette que les journaux ne parlent que « de politique et romans [[260]](#footnote-260) », par Antoine Gérin-Lajoie, le futur romancier, qui met des bouquins d’économie politique et non des romans dans ces bibliothèques publiques dont il propose l’établissement [[261]](#footnote-261), par Jean-Baptiste-Éric Dorion qui réitère le conseil des lectures sérieuses et non des « ouvrages légers [[262]](#footnote-262) ».

La culture livresque

Menée sur la plus importante des associations littéraires du Québec entre 1840 et 1880, l’enquête sur l’Institut canadien de Montréal fut nécessairement l’occasion d’une réflexion méthodologique : mention des sources, périodisation et cartographie du [157] phénomène associatif, distinction et analyse du membership et du *leadership*, énumération des activités, analyse du nombre et du contenu de ces activités, ici sous l’angle de la littérature. L’analyse de la culture rhétoricienne exige méthodologiquement une quantification des conférences publiques, des essais et des débats, le classement des thèmes dans des catégories valables pour une diversité d’associations (voir l’annexe 1), une analyse sociale des conférenciers, essayistes et discutants, le tout selon un programme informatique à 23 variables que nous avons mis au point.

L’étude de la culture livresque de l’Institut canadien de Montréal et celle des associations culturelles en général posait des problèmes méthodologiques plus importants. L’analyse du contenu littéraire des bibliothèques a été méthodologiquement bloquée par l’absence d’un système de classification universel, susceptible de permettre la comparaison entre deux catalogues d’une même bibliothèque, entre ceux de deux bibliothèques d’une même ville, de deux villes, de deux pays, de deux continents. Nous avons tenté de lever cet obstacle en proposant, pour l’analyse de la bibliothèque et de la librairie au XIXe siècle, l’adoption de la première édition (1876) de la classification décimale de Melvil Dewey [[263]](#footnote-263).

Il s’impose méthodologiquement de distinguer entre l’analyse de l’offre ou de la collection grâce au catalogue d’une bibliothèque, et l’analyse de la consommation, réelle ou probable, ou de la circulation grâce aux registres d’emprunt. Comme ce dernier type de document constitue une rareté sur le plan de la conservation archivistique, l’analyse de l’offre, de la collection, du catalogue s’imposera inévitablement.

Notre analyse de deux Catalogues de la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal - ceux de 1852 et de 1870 et le premier Supplément de 1876 - permet l’étude, durant plus d’un quart de siècle, du contenu de cette importante bibliothèque qui ouvre ses portes en 1845 et les ferme en 1880 [[264]](#footnote-264).

Le contenu littéraire de la collection

Si le littéraire ne constitue pas la dimension principale de la culture rhétoricienne de l’Institut canadien, il en va autrement de la culture livresque. La littérature compose le tiers de la collection de la [158] bibliothèque de l’Institut canadien en 1852 et presque la moitié en 1876, et ce, devant l’Histoire qui constitue le quart des titres [[265]](#footnote-265). Seule, durant ce quart de siècle, la littérature connaît une augmentation (13%) attribuable, toutes proportions gardées, autant à la littérature de langue française qu’à la littérature de langue anglaise.

Le roman domine en littérature française qui constitue elle-même 57% (120 titres sur 211) en 1852 et 80% (875 sur 1 099) en 1876 de la section Littérature (voir le tableau 2). Cette popularité du roman est croissante : 45% (54 titres sur 120) de la littérature française est romanesque en 1852, 89% (780 sur 875) en 1876. Dix-sept auteurs, dont les 492 titres forment près des deux tiers de la totalité des romans français en 1876, indiquent clairement la popularité des feuilletonistes français au catalogue (voir le tableau 6 du texte n° 6, p. 132).

Conférenciers, journalistes et amateurs trouvaient aussi des titres importants de l’histoire des littératures : les Cours de La Harpe - un « classique » de la théorie littéraire dans les collèges -, de Villemain et de Lamartine, l’*Histoire* d’Adolphe de Puibusque.

L’importance de la littérature des États-Unis, en anglais et en traduction, étonne. La littérature locale, principalement les romans de Fenimore Cooper, domine la littérature exotique française de Chateaubriand ou de Gustave de Beaumont.

Parallèlement aux associations littéraires anglophones, l’Institut canadien de Montréal contribua de façon exceptionnelle à l’ouverture d’un corridor culturel entre le Canada et les États-Unis. La « salle des nouvelles » contient en 1870 et 1876 un bon nombre de titres de journaux et de périodiques des États-Unis dont certains, en langue française, devront un jour être dépouillés et analysés dans la perspective d’une histoire intellectuelle et littéraire : *Le Courrier des États-Unis* depuis 1848, le *Messager franco-américain* depuis 1864, la *Revue du Nouveau-Monde* de New York, du journaliste et romancier Régis de Trobriand.

Les œuvres de Fenimore Cooper continuent de s’ajouter dans le *Catalogue* de 1870 et son *Supplément* de 1876 : *Bravo*, *La prairie*, *Red River, Corsaire rouge, The* *Spy,* *Le dernier des Mohicans*, *Ontario*, Œil-de-*Faucon*, [159] *Les pionniers*, *Robinson américain*. Octave Crémazie avait bien raison d’écrire en 1867 :

[...] le Canada aurait pu conquérir sa place au milieu des littératures du vieux monde, si parmi ses enfants il s’était trouvé un écrivain capable d’initier, avant Fenimore Cooper, l’Europe à la grandiose nature de nos forêts, aux exploits légendaires de nos trappeurs et de nos voyageurs. Aujourd’hui, quand bien même un talent aussi puissant que celui de l’auteur du Dernier des Mohicans se révélerait parmi nous, ses œuvres ne produiraient aucune sensation en Europe, car il aurait l’irréparable tort d’arriver le second, c’est-à-dire trop tard [[266]](#footnote-266).

Initier à l’exotisme, être lu et recevable dans son altérité, dans son étrangeté : il est étonnant que les écrivains canadiens-français, familiers avec un Gustave Aimard, n’aient pas joué cette carte. Le Français Henri-Émile Chevalier qui vit à Montréal de 1853 à 1860 y publie pourtant des feuilletons dans cette veine exotique et s’active dans le réseau libéral de l’Institut canadien, du *Pays* et de *La Patrie*.

TABLEAU 2.

Institut canadien de Montréal, la littérature dans la collection de la bibliothèque, selon les Catalogues de 1852 et de 1870 et le Supplément de 1876 (division 800 de la classification de Dewey de 1876)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | 1852 | 1870 et 1876 |
| 800 | LITTÉRATURE | 211 titres (32,7%) | 1 099 titres (45,6%) |
| 810 | Traités et collections |  |  |
| 820 | Anglaise | 37 | 107 |
| 830 | Allemande |  |  |
| 840 | Française | 120 | 875 |
| 850 | Italienne |  |  |
| 860 | Espagnole |  |  |
| 870 | Latine | 32 | 63 |
| 880 | Grecque |  |  |
| 890 | Autres littératures |  |  |

La collection canadienne de l’Institut canadien, autant en 1852 qu’en 1876, forme 5% de la bibliothèque totale [[267]](#footnote-267). Le roman canadien-français alors disponible s’y retrouve de même qu’une exceptionnelle collection de journaux et de revues qui rend possible la lecture du feuilleton tant européen qu’étatsunien et canadien-français. La salle des journaux de l’Institut canadien recevra jusqu’à 110 titres de périodiques différents et, selon toute vraisemblance, la [160] lecture des journaux à l’Institut fut probablement plus populaire que celle des livres.

La circulation des volumes et l’Index

L’offre des livres, la collection sont une chose ; la demande, la circulation en sont une autre. Grâce à la conservation des registres d’emprunt [[268]](#footnote-268), Louis-Georges Harvey et Mark V. Olsen ont fait apparaître un écart important entre la collection et la circulation [[269]](#footnote-269) : seul le roman connaît un écart positif, car il représente 33% de la collection selon leur corpus et 77% de la circulation (écart de 44%). Pour toutes les autres catégories de livres l’écart est négatif, c’est-à-dire qu’on sort et lit moins ces ouvrages compte tenu de leur importance procentuelle dans la collection et les Catalogues de l’Institut.

La deuxième révélation de l’analyse informatisée de Harvey et Olsen concerne la popularité croissante du roman français : 66,5% des titres en circulation en 1865 sont des romans, 85% en 1875. Les 13 romanciers dont les ouvrages sont le plus empruntés constituent 8,5% de la circulation totale (voir le tableau 3). À lui seul, Alexandre Dumas père totalise 20% de la circulation romanesque avec sept des dix titres les plus empruntés (voir le tableau 4).

TABLEAU 3

Institut canadien de Montréal, auteurs dont les romans  
sont le plus empruntés (1865-1875)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Auteur | Circulation  % | Index |
| 1. A. Dumas père | 20,7 | 1863 |
| 2. Gustave Aimard | 5,0 |  |
| 3. Eugène Sue | 4,8 | 1862 |
| 4. Paul Féval | 3,9 |  |
| 5. Frédéric Soulié | 2,3 | 1864 |
| 6. P. A. Ponson du Terrail | 2,2 |  |
| 7. Paul de Kock | 2,1 |  |
| 8. Abbé X | 1,9 |  |
| 9. A. Dumas fils | 1,9 | 1863 |
| 10. Émile Souvestre | 1,9 |  |
| 11. George Sand | 1,4 | 1863 |
| 12. Comtesse Ash | 1,3 |  |
| 13. Victor Hugo | 1,1 |  |

Source : Louis-Georges Harvey et Mark V. Olsen, « La circulation de la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal, 1865-1875 », Histoire sociale / Social History, 19,37 (mai 1986) : 151.

[161]

TABLEAU 4

Institut canadien de Montréal, titres les plus empruntés (1865-1875)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Titre | Auteur | Année d’édition | Circulation % |
| 1. Les Mohicans de Paris | Dumas père | 1854 | 1,2 |
| 2. Les mystères du peuple | Sue | 1849-1857 | 1,0 |
| 3. Le vicomte de Bragelonne | Dumas père | 1850 | 1,0 |
| 4. Le comte de Monte-Cristo | Dumas père | 1844 | 0,9 |
| 5. Le juif errant | Sue | 1844-1845 | 0,9 |
| 6. Les trois mousquetaires | Dumas père | 1844 | 0,9 |
| 7. Le collier de la reine | Dumas père | 1849 | 0,7 |
| 8. Vingt ans après | Dumas père | 1845 | 0,7 |
| 9. Les mystères de Paris | Sue | 1843 | 0,6 |
| 10. La reine Margot | Dumas père | 1847 | 0,6 |

Source : Voir la source du tableau 3.

En 1870, ces dix titres les plus empruntés sont tous à l’Index de l’Église catholique romaine. Ce ne sont pas les seuls. Harvey et Olsen évaluent à 12,6% (288 sur 2 283) le nombre de titres à l’Index dans la collection de l’Institut canadien en 1870 ; de ces 12,6% de titres à l’Index, 9,5% étaient des romans. Quant à la circulation des livres, 50% des titres en circulation en 1868 sont, selon Harvey et Olsen, à l’Index, dont 47% de romans. Car même si l’Église n’entreprend que dans les années 1860 de mettre les romanciers populaires à l’Index, bon nombre de leurs ouvrages étaient déjà sur les rayons de la bibliothèque de l’Institut canadien durant la décennie précédente.

Enfin, nous connaissons les occupations des lecteurs et leurs emprunts préférés entre 1865 et 1875. Les artisans qui empruntent 18,9% (883 titres) des ouvrages s’avèrent les plus forts consommateurs de romanesque : 72% de leurs emprunts sont des romans. Les utilisateurs les plus importants (2 028 titres, soit 43,6% du total), les petits commerçants, commis et fonctionnaires, lisent aussi surtout du roman qui constitue 67,4% de leurs emprunts. Dans le cas de ces deux groupes, comme le font remarquer Harvey et Olsen, les emprunts augmentent *après* la condamnation de l’Institut canadien par Rome et par Mgr Bourget. Cet état de fait tout comme la popularité du romanesque nous ont fait revoir la signification des condamnations épiscopales [[270]](#footnote-270).

[162]

L’Institut canadien de Montréal :  
une association littéraire typique ?

Si la méthode d’enquête peut - et doit pouvoir - s’appliquer à d’autres associations qu’à l’Institut canadien de Montréal, les résultats sont-ils généralisables ? Nous pouvons comparer les résultats d’une étude de 13 autres associations avec ceux qui concernent l’Institut canadien de Montréal (voir l’annexe 3). À vrai dire, les premiers résultats ici consignés exigent une enquête complémentaire : l’analyse du phénomène dans la ville de Québec et sans doute aussi à Trois-Rivières et à Sherbrooke. Il sera alors intéressant de voir les particularités du phénomène associatif dans ces milieux urbains [[271]](#footnote-271). Il convient aussi de rappeler qu’en raison des sources, il a été difficile, sauf pour l’Œuvre des bons livres et le Cabinet de lecture paroissial, de pousser aussi loin que pour l’Institut canadien de Montréal l’analyse de la culture livresque de ces associations. Nos premiers résultats privilégient conséquemment la culture rhétoricienne de ces 13 autres associations.

L’analyse monographique des débuts du phénomène associatif pourrait faire l’objet d’un mémoire ou deux, à coup sûr originaux. L’enquête portera sur le phénomène en milieu anglophone à Québec, à Montréal, à Sherbrooke et peut-être à Trois-Rivières et Saint-Hyacinthe, entre 1838 et 1845 ; l’adoption de l’anglicisme « lecture publique » (*public lecture*) en dit long sur le mimétisme culturel. L’étude traitera aussi des associations de ce type en milieu francophone dans les mêmes villes, à travers la presse locale, et ce, avant, pendant et après les projets d’Alexandre Vattemare [[272]](#footnote-272). À Montréal, la Société des amis (novembre 1844-octobre 1847), fondée un mois avant l’Institut canadien, semble un banc d’essai décisif du point de vue de la culture rhétoricienne : on y fait une soixantaine d’essais en trois ans, aucune conférence publique, aucune discussion. On y traite beaucoup de questions juridiques mais aussi de littérature ; des textes de création et des poèmes y sont lus, Louis-Auguste Olivier y fait un « Essai sur la littérature en Canada » qui paraît dans *La Revue cana- dienne*, publication quasi officieuse, avec *L'Album littéraire et musical* de *La Minerve*, de la Société des amis. James Huston reprendra six des essais présentés à la Société des amis dans son *Répertoire national* Le phénomène n’est pas encore public - ce sont des « essais » - sinon [163] par la publication qui indique déjà la corrélation entre la presse et l’association.

Sauf dans le cas de l’Institut des artisans canadiens de Montréal fondé tardivement (1865), les autres associations établies à Montréal - Institut national, Institut canadien-français (sécession en 1858 de l’Institut canadien), le Cabinet de lecture paroissial des sulpiciens, l’Union catholique des jésuites - le sont pour miner l’Institut canadien. Cette polarisation idéologique se transposera ailleurs, à Saint-Hyacinthe principalement.

L’Institut national, peu actif, n’organise que sept débats de 1852 à 1855, dont deux sur la littérature : « L’éloquence a-t-elle contribué plus que la poésie au développement de la civilisation ? » et « Quels sont les avantages et les désavantages du roman comme genre littéraire ? »

L’Institut canadien-français eut une présence publique certes moins importante que le Cabinet de lecture paroissial, mais son dynamisme associatif s’avéra plus grand, comme en témoigne le nombre de discussions (146) par rapport à celui des conférences publiques (38) et des essais (15). Hector Fabre, Paul Stevens, Rameau de Saint-Père et les sulpiciens Granet et Giband y ont été des orateurs actifs. Sur 38 conférences publiques, 5 portaient sur la littérature : 3 sont des créations - un récit historique, « La maison maudite » (légende) et « L’art de lire, de déclamer et de chanter » -, une est de la critique, « La satire chez les Anciens », et la dernière porte sur le rôle national et littéraire de l’Institut canadien-français. Trois essais sont des pièces critiques - considérations générales sur la poésie, la poésie lyrique de Victor Hugo, une analyse d’*Atala* - et un essai est un texte de création, « Une promenade matinale ». Des huit sujets de discussion, trois portent sur le littéraire au Canada : deux sur la liberté de la presse, l’autre sur le rôle du Canada en Amérique établi soit par les lettres soit par l’industrie, le commerce et l’agriculture.

Contrairement à ce qu’affirme Marcel Lajeunesse, le Cabinet de lecture paroissial n’imposa pas le genre de la conférence publique ni à Montréal ni au Québec : en 1857, l’Institut canadien de Montréal avait déjà présenté plus de 60 conférences publiques en 12 ans. [164] Les sulpiciens ont certes mis leurs moyens temporels et spirituels au service de l’association « paroissiale », mais le Cabinet paraît plus bourgeois, porté davantage sur la présence publique que sur le dynamisme démocratique interne. L’entreprise est cléricale. Financée par les seigneurs de l’île de Montréal, le Cabinet est aussi animé par les clercs : le tiers des conférenciers sont des prêtres, et les deux tiers de ceux-ci sont sulpiciens, parmi lesquels MM. Giband, Desmazures, Granet, Colin. Les conférenciers laïcs les plus actifs sont Paul Stevens, Maximilien Bibaud, Joseph Royal, Cyrille Boucher, Napoléon Bourassa.

Cas unique parmi les 14 associations étudiées ici, la littérature domine, au Cabinet, les sujets des conférences publiques (32 sur 146, soit 22%). Les textes de création - contes et poèmes - y sont les plus nombreux (22) et sur l’initiative de Paul Stevens surtout. Six conférences portent sur la littérature française, quatre sur la littérature ou la culture canadiennes-françaises : Louis-Wilfrid Marchand sur l’influence néfaste des mauvais romans, Maximilien Bibaud sur les progrès intellectuels au Canada, Laurent-Olivier David sur la littérature au Canada et Hector Fabre sur Napoléon Bourassa.

Tout comme à l’Institut canadien de Montréal, la littérature devient, à l’Œuvre des bons livres, au Cabinet de lecture paroissial puis au Cercle Ville-Marie, le secteur le plus important, et constitue 21%de la bibliothèque en 1845, 48,2% en 1862, 36,4% en 1898, 68% en 1904 [[273]](#footnote-273).

L’Institut des artisans canadiens de Montréal offrit aux artisans la culture rhétoricienne des autres : il n’y eut ni essai ni discussion, rien que des conférences - une quarantaine de 1865 à 1872 - faites par des clercs, dont des sulpiciens, et par des laïcs tels Napoléon Bourassa, Hector Fabre, Laurent-Olivier David, Oscar Dunn, et portant sur le travail et non sur la littérature. Ici, des cours du soir alternent avec les conférences publiques comme au Montreal Mechanics’Institute (1828- ).

Fondé en 1852, l’Institut des artisans de Saint-Hyacinthe ne connut qu’une dizaine de conférences publiques jusqu’en 1870, axées sur le mutuellisme et le travail. L’Institut prenait d’ailleurs la suite de [165] l’Association des ouvriers de Saint-Hyacinthe (1848- ) : 11 des 38 fondateurs de l’Institut avaient été membres de l’Association et, sur 38 fondateurs-pétitionnaires de l’Institut, 17 font une croix en guise de signature. Le phénomène associatif s’avère donc diversifié socialement et sur le plan de la morphologie culturelle.

Troisième association d’importance à naître à Saint-Hyacinthe, l’Institut canadien (1854-1868 ?) fut modérément actif : 21 conférences publiques, dont 9 par Louis-Antoine Dessaulles (5) et Honoré Mercier (4), dont une seule porta sur la littérature, celle de Dessaulles sur Lamartine faite plus tôt à l’Institut canadien de Montréal. Cinq discussions indiquent ici comme ailleurs le dynamisme de quelques membres, administrateurs de l’Institut, conférenciers et participants. Des conférences de Dessaulles - l’une par exemple sur la tolérance - connurent des répliques par les abbés Raymond et Désaulniers dans les associations catholiques de Saint-Hyacinthe. La polarisation idéologique - grâce à Dessaulles qui adhère à l’Institut canadien de Montréal en 1855 - se retrouve donc à Saint-Hyacinthe tout comme à Montréal.

Cette polarisation augmente avec la création du Cercle d’union de Saint-Hyacinthe, fort actif avec ses 51 conférences publiques en sept ans, dont la majorité sont faites par trois administrateurs-conférenciers : Pierre Boucher de la Bruère (14), Hubert Cabana (12) et Joseph Roy (9), tous gens de droit. L’histoire, en particulier l’histoire du Canada, passionne les conférenciers qui abordent quatre fois la littérature : un essai sur la littérature, une élégie, une conférence sur le discours de Mgr Pie aux zouaves et une dernière à propos de la supériorité de l’éloquence sur la poésie. Peu de discussions (7) et aucune qui aborde la littérature. Tout comme à Montréal, le Cercle d’union prend appui sur le séminaire local et son personnel. Cette allégeance explique qu’il faille que « lectures » et discours soient soumis au comité de régie avant d’être « débités ».

Contemporain un moment de l’Académie des lois (1861- ), le Cercle d’union est relayé par l’Union catholique de Saint-Hyacinthe, très active avec ses 93 conférences publiques et ses 12 discussions entre 1865 et 1871. Cette Union est bien catholique : outre que sa direction est assurée par le séminaire, 37 conférences sur 93 (40%) sont faites par des clercs, dont 32 par six prêtres du séminaire [166] et 34 autres (37%) par des avocats dont, de nouveau, Pierre Boucher de la Bruère (17). L’histoire, la biographie, les relations entre l’Église et la société y sont privilégiées, mais six conférences portent sur la littérature, dont trois sur la littérature canadienne-française : J.-A. Bernier sur Garneau (2 fois) et M. Huot sur les ouvrages de Philippe Aubert de Gaspé père.

L’annexe 3 révèle certes, pour Saint-Hyacinthe, un exceptionnel dynamisme : un minimum de 175 conférences publiques et de 24 discussions entre 1852 et 1871. Peu de discussions, tout compte fait, aucun essai. On n’est plus au temps de la Société des amis et la « lecture publique » fait partie de la vie sociale et culturelle. Mais il faut aussi retenir ce fait significatif : la ville dispose, pour des conférences publiques, d’un bassin de « gens de parole » : clercs du séminaire, avocats de la ville, journalistes actifs et jusqu’aux invités venus par chemin de fer. Il faudrait enfin porter attention à l’endogamie de ces associations maskoutaines : qui passe de l’une à quelle autre ?

En région - à L’Industrie (Joliette), à L’Avenir tout comme à Longueuil -, les débats s’avèrent toujours l’activité principale : 39 discussions contre 20 conférences à Joliette, 58 contre 5 à L’Avenir, 31 contre 3 à Longueuil où se font aussi 5 essais. Les gens de parole y sont moins nombreux, et *membership* et *leadership* - commerçants à Longueuil, cultivateurs à L’Avenir - déterminent les activités et leur contenu : à L’Avenir et à Longueuil, ceux qui parlent, discutent, débattent, le font sur des questions propres à la vie municipale et à son organisation. Deux menuisiers et quatre commerçants constituent 48% des participants aux 31 sujets de discussion à Longueuil. *Primum vivere, secundum parlare, tertium scrivere*.

Après une interruption de 13 ans, les sulpiciens donnent une suite au Cabinet de lecture paroissial avec le Cercle Ville-Marie (1884-1910). Le Cercle est bien catholique : 54 des 146 (37%) conférenciers et essayistes sont des clercs parmi lesquels on compte 15 sulpiciens et un bon nombre de prédicateurs français venus prêcher le « carême de Notre-Dame ». Lentement, parmi les laïcs, les anciens - P.-J.-O. Chauveau, L.-O. David, N. Bourassa, Jos. Royal - passent la main aux figures montantes : Gonzalve Désaulniers, Ægedius Fauteux, Benjamin Suite, Léon Gérin, Henri Bourassa, Édouard Montpetit.

[167]

Par ordre d’importance, la littérature avec ses 22 conférences vient après l’histoire (31) et la religion (27) d’après notre classification (voir l’annexe 1). Parmi les conférences historiques, l’histoire du Canada d’avant 1760 domine (14). Les conférences religieuses abordent une très grande diversité de sujets. En littérature, neuf conférences portent sur la littérature française, sept sur la littérature du Canada français, dont deux textes de création. Désaulniers fait deux conférences sur Crémazie et l’abbé Auclair aborde le même auteur. Chauveau, qui a donné une conférence à l’Institut canadien de Montréal en 1847, traite en 1885 du mouvement littéraire et des associations littéraires au Canada : le phénomène avait été marquant, du point de vue même d’un témoin. David, autre vieux routier, parle de « nos orateurs » et Fauteux traite des relations entre le Canada français et les écrivains étrangers.

Le déclin de l’association littéraire

Vers 1865, la cessation de l’aide gouvernementale aux associations et bibliothèques en vertu de la loi de 1851 avait porté un premier coup, principalement dans les petites agglomérations.

La condamnation épiscopale (1859) puis romaine (1869) de l’Institut canadien de Montréal constitua le signe ultime d’un antagonisme idéologique qui avait déjà suscité la création d’associations confessionnelles face au non confessionnel Institut canadien de Montréal. Ce clivage religieux et idéologique empêcha l’organisation d’un mouvement associatif plus durable, avec une plus grande circulation de conférenciers et la possible existence d’un journal commun.

Le besoin d’un réseau de bibliothèques n’était pourtant pas encore satisfait. Les villages et les petites villes du Québec, par rapport à ceux de l’Ontario ou de la Nouvelle-Angleterre, allaient longtemps souffrir de ce manque d’outil culturel. À Montréal, après bien des péripéties - refus de la Ville, de l’Université McGill, du Club canadien -, la bibliothèque de l’Institut canadien allait être acceptée par le Fraser Institute (1885) où elle se trouve toujours. Après la Westmount Public Library (1899), la Ville de Montréal (1917) puis de nouveau les riches sulpiciens avec la bibliothèque Saint-Sulpice (1915-1966) allaient doter Montréal de bibliothèques [168] valables. La généralisation, après 1880, de la presse à deux sous allait aussi rendre caduque la salle des périodiques des associations. La presse était dorénavant à la portée du citoyen mieux alphabétisé.

La concurrence socio-culturelle, à l’intérieur et à l’extérieur des associations, rendit cette formule vieillissante moins attrayante. Certaines associations firent place, après 1870, à des tables de billard et à d’autres jeux pour retenir ou attirer des membres. À l’extérieur, l’organisation de cours du soir et de syndicats donnait un autre sens au mutuellisme, à l’objectif initial du « progrès mutuel ». Quant aux chefs de file des associations - les administrateurs actifs, les conférenciers, les essayistes, les discutants, bref les gens de parole -, ils allaient, à Montréal à tout le moins, s’adonner entre eux, à l’Université Laval à Montréal (1876-1920), à ces plaisirs du cercle et de la conférence. De plus, les moyens de meubler les « longues soirées d’hiver » s’étaient diversifiés depuis 1840. Par exemple, le théâtre permanent francophone déplaça après 1880 l’attrait de la tribune vers la scène.

Si les bibliothèques de ces associations furent remplacées au XXe siècle - tel est le cas de l’Institut canadien de Québec -, la conférence publique se perpétua aussi. Après l’Union catholique (1859-1926) et le Cercle Ville-Marie (1884-1910), la conférence devint universitaire, stratégie didactique du *Nigog*[[274]](#footnote-274) ou activité de la bibliothèque Saint-Sulpice [[275]](#footnote-275) avant de prendre la forme de Radio-Collège ou de sociétés d’études et de conférences.

CONCLUSION

Le nombre total de conférences publiques, d’essais et de discussions (voir l’annexe 3) s’avère imposant et légitime d’accorder une place importante au phénomène associatif dans l’histoire socioculturelle du Québec. Il convenait donc, comme nous l’avons fait ici et ailleurs, de résoudre les problèmes méthodologiques pour constituer dans une longue durée des séries documentaires et quantitatives. Dorénavant, le phénomène apparaît à travers un corpus cohérent, une périodisation bien établie, des études significatives du membership et du leadership du point de vue social et des résultats concernant à la fois la culture livresque et la culture rhétoricienne.

[169]

Mais ces associations furent-elles vraiment « littéraires » ? Du point de vue de la culture livresque, la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal fut littéraire. Celle du Cabinet de lecture paroissial, de majoritairement religieuse qu’elle était en 1845, devient surtout littéraire vers 1860. La littérature n’y est pas la même certes, mais les titres de ce genre y dominent. Pour les autres, notamment celle de l’Institut canadien de Québec, il faudra une monographie pour le savoir.

Quant à la culture rhétoricienne, la conférence publique de 13 associations étudiées ici - sauf la Société des amis - porta sur la littérature dans environ 10% des cas. Il y eut certes des pourcentages plus forts de conférences publiques à sujet littéraire - 22% au Cabinet de lecture paroissial, 18% au Cercle Ville-Marie, 14% à l’Institut canadien de Montréal, 13% à l’Institut canadien-français de Montréal - mais la moyenne ne dépasse pas 10%. À Saint-Hyacinthe, la moyenne des conférences littéraires des quatre associations retenues est de 5%. Qu’en est-il de la ville de Québec ? La fiction émerge-t-elle d’ailleurs que de Montréal et de Québec au XIXe siècle ?

Il convient aussi de souligner que la conférence publique et l’essai à sujet littéraire ont fait surtout place à la critique mais aussi à la création. Une critique lue s’énonce parallèlement à celle qui s’écrit dans la presse périodique. Dans l’histoire de la critique au Québec, on devra tenir compte de ce phénomène.

La socio-biographie de l’écrivain canadien-français du XIXe siècle doit dorénavant inclure la participation à l’association « littéraire » (voir l’annexe 4), parallèlement à son activité journalistique ou à son occupation de fonctionnaire. L’écrivain canadien-français du XIXe siècle est membre d’une association littéraire.

À sa façon, le phénomène de l’association littéraire a participé à la constitution d’une littérature nationale. Comparativement aux quelques textes sur « la littérature en Canada » d’avant 1840, les essayistes de la Société des amis, les conférenciers du Cabinet de lecture paroissial et du Cercle Ville-Marie ont grandement contribué à la promotion et à l’orientation d’une littérature nationale et d’un progrès intellectuel. À compter de 1865, les auteurs nationaux - Napoléon Bourassa, François-Xavier Garneau, Philippe Aubert de Gaspé père - méritent de faire l’objet de conférences aux yeux des [170] contemporains. Après 1884, au Cercle Ville-Marie par exemple, Octave Crémazie et « nos orateurs canadiens » auront la faveur des conférenciers. L’histoire de l’institution littéraire canadienne-française au XIXe siècle devra ajouter à l’analyse des hommes et des œuvres celle de la genèse de la critique, de la réflexivité de la littérature sur elle-même tout comme celle de la disponibilité de cette littérature en bibliothèque et en librairie.

Il faut noter, à propos de la question d’une littérature nationale, les positions différentes de l’Institut canadien de Montréal et du Cabinet de lecture paroissial. Entre 1845 et 1850, on tient certes un certain discours sur le romanesque à l’Institut canadien : l’urgence est à l’économie et non à la littérature ou au symbolique, la « richesse des nations » signifie économie politique et certains répondraient non à un sujet de discussion typique : les lettres ont-elles plus que l’économie contribué à la civilisation ? Malgré cela, Doutre, Lenoir, Huston, Chevalier, tous membres de l’Institut, publient prose et poésie et se livrent à des activités éditoriales ; malgré cela, la bibliothèque offre et prête d’abord de la littérature et du roman. Il n’y a pas de discours sur la littérature nationale comme au Cabinet de lecture : on la fait ou on la compile. Les temps ont changé aussi au moment de l’activité du Cabinet de lecture : au cours des années 1860, la position de la littérature s’est modifiée et le discours qui associe la nationalité à la foi, à la langue et aux mœurs rurales est alors militant. Dans les associations catholiques, on commence, faute de pouvoir empêcher de l’adopter, d’adapter le roman : un certain type a une « influence néfaste » mais un autre doit pouvoir édifier. C’est un archétype socio-culturel au Québec : l’Eglise aura la même attitude face aux loteries et aux bazars qu’elle fera au profit des « bonnes œuvres », aux excursions dominicales en vapeur qu’elle mettra au service des pèlerinages, aux « vues animées » qu’elle essaiera de récupérer à défaut de les interdire.

L’étude de l’activité littéraire et de la culture rhétoricienne des associations au XIXe siècle aura aussi permis de remettre en cause les travaux théoriques québécois sur l’essai qui, faute d’une périodisation valable du genre, en ont donné une définition implicitement construite sur un corpus d’œuvres postérieures à la Seconde Guerre mondiale [[276]](#footnote-276). Notre étude aura d’abord révélé un répertoire qui ne se limite pas aux « conférences » d’Etienne Parent ou du Dr Joseph Painchaud ; [171] le phénomène s’avère plus durable et plus important quantitativement. À la suggestion de David Hayne qui a perçu le problème sans mener d’enquête systématique et sans avoir distingué les genres - conférence publique et essai [[277]](#footnote-277) -, il faudra tenir compte des occurrences lexicologiques du mot essai et être attentif au sens de son équivalent latin, *exagium*: pesée, épreuve, essai. Ce sens du tâtonnement apparaît dans le caractère plus privé de l’essai en regard du caractère public de la conférence. À l’Institut canadien de Montréal, les essais s’avèrent manifestement plus des « premières armes » que les conférences publiques : l’âge moyen des essayistes est de 24,4 ans, celui des conférenciers est de 38 ans. Quant aux occurrences lexicologiques, elles devront aussi être analysées à l’intérieur d’une constellation sémantique où essai est parfois synonyme de discours ou de causerie, à titre d’exemple.

En ce qui concerne le corpus publié de ces conférences et essais, leur publication semble fonction d’un certain nombre de variables : l’importance des moyens d’une association - Institut canadien de Montréal, Cabinet de lecture sulpicien -, la présence de périodiques - Montréal, Québec, Saint-Hyacinthe -, l’importance des conférenciers - Parent, Dessaulles, Raymond - qui entraînent même la publication sous forme de volumes ou de brochures.

[172]

ANNEXE 1

Classification thématique des conférences publiques, essais et débats  
des associations littéraires québécoises au XIXe siècle

|  |  |
| --- | --- |
| 00-09 | RELIGION |
| 01 | Œuvres de l’Église |
| 02 | Clergé et affaires temporelles |
| 03 | Question romaine |
| 04 | Théologie |
| 05 | Divers |
| 10-19 | |
| 10 | Droit |
| 11 | Philosophie |
| 12 | Économie et économie politique |
| 13 | Libertés et démocratie |
| 14 | Instruction et éducation |
| 15 | Musique et beaux-arts |
| 16 | Nationalisme canadien-français |
| 20-29 | HISTOIRE ET BIOGRAPHIE HISTORIQUE |
| 20 | En général, Antiquité |
| 21 | Européenne avant 1789 |
| 22 | Européenne après 1789 |
| 23 | Amériques (Canada exclu) |
| 24 | Canadienne avant 1760 |
| 25 | Canadienne après 1760 |
| 30-39 | GÉOGRAPHIE ET VOYAGES |
| 30 | Canada |
| 31 | Amériques (Canada exclu) |
| 32 | Europe, Asie, Océanie |
| 0-49 | SCIENCES ET TECHNIQUES |
| 40 | En général |
| 41 | Physique, mathématiques, astronomie |
| 42 | Naturelles |
| 43 | Médecine et hygiène |
| 44 | Techniques et technologies |
| 50-59 | LITTÉRATURE ET BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE |
| 50 | En France |
| 51 | Au Canada français |
| 52 | Sur le roman |
| 53 | Sur la fable et le conte |
| 54 | Sur la poésie |
| 55 | Sur l’éloquence |
| 56 | Sur le théâtre |
| 57 | Sur la chanson |
| [173] |  |
| 60-69 | **DÉBATS D’ACTUALITÉ SOCIALE ET POLITIQUE** |
| 60 | Europe, Afrique, Asie |
| 61 | Amériques |
| 62 | Canada (politique) |
| 63 | Canada (social) |
| 64 | Montréal et villes |
| 99 | **DIVERS** |

[174]

ANNEXE 2

Institut canadien de Montréal,  
conférences publiques sur la littérature (1845-1871)

|  |  |
| --- | --- |
| 26 juin 1847 | P.-J.-O. Chauveau (avocat), « Sur l’état de la littérature française depuis la Révolution de 1789 jusqu’à nos jours [extraits publiés] |
| 19 septembre 1854 22 septembre 1854 | Paul ARPIN\* (journaliste), « Littérature » |
| 27 avril 1855 | Narcisse Cyr (journaliste), « La poésie des Hébreux » |
| 7 mars 1856 | Narcisse Cyr, « Racine, le poète tragique » |
| 27 novembre 1856 | Jean-Baptiste DESPLACE (journaliste), « Lamartine et ses œuvres » |
| 28 novembre 1856 | Louis-Antoine Dessaulles (conseiller législatif), « Lamartine » |
| 2 décembre 1856 | Charles-Louis MARLE (journaliste), « Lamartine » [extraits publiés] |
| 9 janvier 1857 | Pierre Hervieux, « Le grand Corneille et la poésie en France avant lui » |
| 13 mars 1857 | Pierre Hervieux, « Molière » |
| 9 mars 1858 | Achille NICOLAS (médecin), « Histoire de la chanson » |
| 24 mars 1860 | Pierre Hervieux, « Boileau-Despréaux et la satire en France » |
| 23 décembre 1863 | Louis CORTEMBERT (journaliste), « La poésie au 17e siècle » |
| 30 décembre 1863 | Louis CORTEMBERT, « Molière » |
| 13 janvier 1864 | Louis CORTEMBERT, « La Fontaine et Boileau » |
| 27 février 1868 | Narcisse Duval, « Madame de Staël, sa vie et ses œuvres » |

\* Les noms en majuscules indiquent que les conférenciers sont d’origine française.

[175]

ANNEXE 3

Montréal et région, conférences publiques,  
essais, débats (1845-1880)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Association** | Conférences | Essais | Débats | Total |
| **MONTRÉAL \*** | | | | |
| Société des amis (1845-1847) | — | 64 | — | 64 |
| Institut canadien (1845-1871) | 110 | 68 | ±240 | ± 418 |
| Institut national (1852-1855 ?) | — | — | 7 | 7 |
| Cabinet de lecture paroissial (1857-1867) | 146 | — | — | 146 |
| Institut canadien-français (1858-1872) | 38 | 15 | 146 | 199 |
| Institut des artisans canadiens (1865-1872 ?) | 39 | — | — | 39 |
| Cercle Ville-Marie (1884-1910) | 126 | 20 | 30 | 176 |
| **Sous-total** | 459 | 167 | ±423 | ± 1 049 |
| **SAINT-HYACINTHE** | | | | |
| Institut des artisans (1852-1870) | 10 | — | — | 10 |
| Institut canadien (1854-1868 ?) | 21 | — | 5 | 26 |
| Cercle d’union (1858-1864) | 51 | — | 7 | 58 |
| Union catholique (1865-1871 ?) | 93 | — | 12 | 105 |
| **Sous-total** | 175 | — | 24 | 199 |
| **RÉGION** | | | | |
| Institut des artisans et Association de bibliothèque de L’Industrie (1856-1901) | 20 | — | 39 | 59 |
| Institut des artisans et Association de bibliothèque du comté de Drummond à L’Avenir (1856-1880) | 5 |  | 58 | 63 |
| Institut canadien de Longueuil (1857-1860) | 3 | 5 | 31 | 39 |
| **Sous-total** | 28 | 5 | 128 | 161 |
| **TOTAL** | 652 | 196 | ±575 | ±1 423 |

\* Le total exclut le Cercle Ville-Marie, postérieur à 1880, et n’inclut pas l’importante Union catholique de Montréal (1859-1926).

[176]

ANNEXE 4

Montréal et Saint-Hyacinthe,  
conférenciers actifs dans les associations littéraires (1844-1910)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom | SA | ICM | ICFM | IACM | UCM | CLP | CVM | IASH | ICSH | CUSH | UCSH |
| Boucher, Cyrille |  |  |  |  | x | x |  |  |  |  |  |
| Bourassa, Napoléon |  |  |  | x |  | x | x |  |  |  |  |
| Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier |  | x |  |  |  | x | x |  |  |  |  |
| David, Laurent-Olivier |  |  | x | x | x |  | x |  |  |  |  |
| Désaulniers, Isaac |  |  |  |  |  | x |  |  |  |  | x |
| Dessaulles, Louis-Antoine |  | x |  |  |  |  |  |  | x |  |  |
| Dunn, Oscar |  |  |  | x |  |  |  |  |  |  | x |
| Fabre, Hector |  | x | x | x | x |  |  |  |  |  |  |
| Giband, Antoine, p.s.s. |  |  | x |  |  | x |  |  |  |  |  |
| Granet, Dominique, p.s.s. |  |  | x |  |  | x |  |  |  |  |  |
| La Bruère, Pierre Boucher de |  |  |  |  |  | x |  |  |  | x | x |
| Lenoir, Joseph |  | x |  |  |  | x |  |  |  |  |  |
| Lévesque, Guillaume | x | x |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Mercier, Honoré |  |  |  |  |  |  |  | x | x |  |  |
| Rameau de Saint-Père, F.-E. |  |  | x |  |  | x | x |  |  |  |  |
| Raymond, Joseph-Sabin |  |  |  |  | x |  |  |  |  |  | x |
| Roy, Joseph |  |  |  |  |  |  |  | x | x | x |  |
| Royal, Joseph |  |  | x |  | x | x | x |  |  |  | x |
| Stevens, Paul |  |  | x |  | x | x |  |  |  |  |  |

SA Société des amis

ICM Institut canadien de Montréal

ICFM Institut canadien-français, Montréal

IACM Institut des artisans canadiens de Montréal

UCM Union catholique, Montréal

CLP Cabinet de lecture paroissial, Montréal

CVM Cercle Ville-Marie, Montréal

IASH Institut des artisans, Saint-Hyacinthe

ICSH Institut canadien de Saint-Hyacinthe

CUSH Cercle d’union de Saint-Hyacinthe UCSH Union catholique de Saint-Hyacinthe

[177]

**NOTES DU TEXTE 7.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[178]

[179]

[180]

[181]

**Territoires de la culture québécoise**

8

La librairie Hector bossange  
de Montréal (1815-1819) et  
le commerce international du livre. [[278]](#footnote-278)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le jeune Hector Bossange qui débarque à Québec en septembre 1815 transporte livres et valises. Ce qu’il dépose à quai s’avère toutefois bien peu par rapport à ce qui est déjà son bagage culturel.

Martin Bossange (1765-1865)

Son père, Martin Bossange (2 février 1765-24 octobre 1865) s’est établi libraire à Paris en 1785 - à 20 ans - dans une conjoncture favorable qui voit la disparition de la censure royale (1789), la libération des vieilles corporations et une augmentation du nombre des libraires-imprimeurs [[279]](#footnote-279) dont Panckoucke [[280]](#footnote-280) constitue la nouvelle figure dominante. Le défi sera toutefois, comme le souligne B. Vouillot, de se situer à l’égard du nouveau pouvoir.

Associé dès 1787 ou 1788 à Masson et Besson - la raison sociale la plus durable sera celle de Bossange et Masson -, le jeune libraire Martin Bossange est rapidement mis à contribution par le Comité de salut public qui, pour témoigner hors Paris du nouveau [182] pouvoir révolutionnaire, le charge en 1793 d’« aller ramasser les salpêtres fabriqués révolutionnairement dans les départements et de les diriger sur la raffinerie de l’Unité à Grenoble [[281]](#footnote-281) ». C’est dans ce contexte que naît le 9 Floréal, an III, c’est-à-dire le 29 avril 1795, un premier fils, Jean-Hector [[282]](#footnote-282).

Le jeune libraire affiche de mieux en mieux ses couleurs. Lié à Beaumarchais, il écoule, à compter de 1797, et à la demande de celui-ci, l’édition Kehl des œuvres de Voltaire. Établi rue et cours des Mathurins - Saint-Jacques en 1798 [[283]](#footnote-283) -, il fait vraisemblablement en 1799 sa première expérience dans le commerce extérieur, à la demande encore une fois du prince de Talleyrand, avec lequel « il est fort lié » et qui le charge d’« aller à Londres se procurer les cartes géographiques des côtes de l’Angleterre » qui pourront toujours servir aux visées de Bonaparte [[284]](#footnote-284). Cette mission lui fera connaître un marché d’avenir. La maison Bossange et Masson semble prospère : installée au 1133, rue de Tournon à compter de septembre 1800, Bossange fait l’acquisition en 1802 de l’hôtel Brancas, au 6, rue de Tournon, et le commerce y demeure jusqu’en 1813.

Attentifs à l’évolution politique récente, Bossange et Masson « suivent » les armées du Premier Consul et ouvrent dans le sillage de l’expédition (1801) au Cap-Français (Cap-Haïtien, Haïti) une première librairie dans les colonies. Ce sera, au dire d’un biographe, la seule « qui ne prospéra pas [[285]](#footnote-285) ». L’année suivante, veuf et père de cinq enfants, Martin Bossange se remarie [[286]](#footnote-286).

La production du livre connaît alors en France une expansion qui atteint son apogée à la fin de l’Empire. A Paris, le nombre des libraires passe de 285 en 1805 à 302 en 1811, à 376 en 1814 [[287]](#footnote-287), dans une conjoncture où le marché extérieur pose de nouveaux défis : blocus maritime des Britanniques à partir de mai 1806, réplique de l’empereur par le blocus qui ferme le continent aux Britanniques, de Brest à Hambourg. Contraint, Napoléon doit bientôt atténuer la rigueur du blocus par une loi sur les licences (1812) qui fait bondir les exportations françaises de livres vers la Grande-Bretagne (voir le tableau 1).

Martin Bossange, qui aurait été « nommé commissaire à la douane pour vérifier et estimer la valeur de chaque exportation [[288]](#footnote-288) », semble bien avoir fait son miel de cette loi grâce à la connaissance qu’il a de ses clauses. David Bellos écrit :

[183]

TABLEAU 1.

Livres importés de France par la Grande-Bretagne selon les montants,  
en livres sterling (1810-1815)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Reliés | Non reliés | Total |
| 1810 | 81 | 234 | 315 |
| 1811 | 570 | 3 438 | 4 008 |
| 1812 | 3 020 | 10 206 | 13 226 |
| 1813 |  |  |  |
| 1814 | 499 | 1 342 | 1 841 |
| 1815 | 3 802 | 7 101 | 10 903 |

Source : Giles Barber, « Treuttel and Würtz : Some Aspects of the Importation of Books from France, c. 1825 », The Bibliographical Society (1968) : 118-144. Les montants sont arrondis à la livre.

[...] et l’histoire quasiment fabuleuse des licences réduirait une mévente massive de la production accrue des dernières années de l’Empire. En 1814 [?], Napoléon octroya des licences pour l’importation de denrées coloniales en provenance de l’Angleterre, qui valaient en France, après les longues années de blocus, leur pesant d’or, mais seulement contre l’exportation de produits français à valeur (nominale) égale. L’imprimeur Martin Bossange (1766-1837) [sic] entre autres « exporta » des livres pour une valeur nominale de 18 736 959 francs et, une fois le navire hors des eaux françaises, les jeta à la mer [[289]](#footnote-289).

Ce système allait, selon E. Werdet auquel se réfère D. Bellos, permettre à Bossange et Masson de « détruire fructueusement les vieilles éditions [[290]](#footnote-290) » et de lancer sous la Restauration de nombreuses et magnifiques rééditions. Quoi qu’il en soit de l’exacte vérité à propos de ce système d’exportation de livres *ad usum delphinorum*, Bossange et Masson en retirent des profits en ce qui a trait tant à l’exportation qu’à l’importation de denrées en demande. L’expérience familiarise également Bossange avec les réglementations douanières, un marché londonien potentiel et les aléas d’un système de licences qu’il cherchera à éviter par la prospection de marchés plus stables.

L’apprentissage new-yorkais  
d’Hector Bossange (1813-1814)

C’est dans ce contexte et après la vaine tentative de Cap-Haïtien que Martin Bossange entreprend d’explorer le mirage américain [[291]](#footnote-291) en plaçant l’aîné de ses fils, Hector, chez l’un de ses correspondants-agents new-yorkais, Henry Chériot, qui se charge de son [184] apprentissage de la langue anglaise et de la tenue des livres [[292]](#footnote-292). Âgé de 18 et 19 ans, Hector Bossange séjourne à New York de février 1813 à mai 1814, et y fait l’apprentissage émotif d’un jeune Européen aux prises avec le mode de vie nord-américain. Il y apprend l’anglais - et l’espagnol pendant au moins trois mois -, tente de « placer » des livres à La Nouvelle-Orléans et à Philadelphie, aide Chériot puis Wilkes qui vendent du livre français fourni par Martin Bossange [[293]](#footnote-293). Bossange père tient à cet apprentissage pour son fils, malgré les difficultés du commerce dont il informe Hector le 22 décembre 1813 : il se dit « écrasé par les banqueroutes qui éclatent de tous côtés », « obligé de vendre [son] hôtel pour maintenir [son] crédit » mais déterminé « à sauver [son] honneur [[294]](#footnote-294) ». La situation n’est guère meilleure à New York. Le fils écrit à son père : « dans l’état actuel des affaires, on ne trouve pas la plus petite occupation » qui permettrait un apprentissage soutenu du commerce. En mars 1814, Hector souhaite « bientôt une paix générale [[295]](#footnote-295) » en Europe ; en avril, il pense quitter les États-Unis « sans doute bientôt après la paix en Europe qui selon [lui] ne peut tarder à être conclue [[296]](#footnote-296) ». Fin mai 1814, Henry Chériot informe Martin Bossange : « L’embargo et toutes les restrictions commerciales sont levés par notre Gouvernement, en sorte qu’il est entièrement libre, excepté les captures en mer, et le blocus de nos ports par les Anglais [[297]](#footnote-297). »

À 20 ans, Hector Bossange est familier avec le réseau commercial atlantique et celui de l’Hudson River ; il connaît la « colonie » française de New York et ses relations à Paris, à La Nouvelle-Orléans, à Philadelphie. Il a été initié par Chériot aux stratégies de crédit possible selon l’échelle des commandes ; il a appris l’anglais, suffisamment, croit son père, pour se « rendre utile dans une maison de commerce [[298]](#footnote-298) ».

Il s’embarque à destination de l’Europe, vraisemblablement en mai ou juin 1814. Il y séjourne près d’un an. Mais à Paris ou à Londres ? La question peut être posée, car la maison Bossange et Masson a ouvert en 1814, après la levée du blocus, une succursale à Londres, au 14, Great Malborough Street [[299]](#footnote-299). Hector passe certainement à Londres : il y arrive de France, à bord du *Caledonia* en juillet 1815 [[300]](#footnote-300) et s’y embarque à bord du *Sterling*, en août, à destination de Québec [[301]](#footnote-301). Pourquoi le Bas-Canada après Haïti, et non pas Boston, [185] New York, Philadelphie ou La Nouvelle-Orléans ? Les Bossange père et fils y virent-ils un marché en essor, à partir duquel pourrait aussi être exploré celui des États-Unis ? La levée du blocus qui rouvrait les ports des colonies britanniques au commerce français fit-elle privilégier le Bas-Canada colonial, d’autant plus que la maison de Londres pouvait compter sur les axes du commerce britannique et sur ceux de la République américaine ? Quelle connaissance avait-on chez les Bossange de cette ancienne colonie française décrite par des chroniqueurs et encore peu fréquentée par ces voyageurs dont les Bossange mettront très tôt les récits à leurs Catalogues ? Que savaient-ils des 335 000 habitants [[302]](#footnote-302) du Bas-Canada, des villes de Québec et de Montréal, de la demande culturelle potentielle 1 Questions sans réponses pour le moment, mais nous y reviendrons.

Hector Bossange à Montréal (1815-1819)

Fin octobre 1815, Hector Bossange est à Montréal où il vend des livres - surtout religieux - en consignation pour un certain François Durette de la ville de Québec [[303]](#footnote-303). Le 20 novembre paraît une première annonce de la librairie dans *The Montreal Gazette*. Dans la vieille ville encore entourée de fortifications, Bossange est établi « chez M. Louis Lamontagne devant l’Audience [[304]](#footnote-304) ». En septembre 1816, le commerce est rue Bonsecours [[305]](#footnote-305), en mai 1817 rue Saint-Vincent, dans « l’ancienne Poste, face au magasin de meubles de M. Rollo [[306]](#footnote-306) ». En mai 1818, Hector Bossange loue un magasin de R. Armour et G. Davies, rue Notre-Dame, près de l’imprimeur Brown [[307]](#footnote-307) ; Bossange est déjà associé - ou sur le point de le devenir - de son frère Adolphe, dans une société qui sera dissoute en 1827 [[308]](#footnote-308). Au dernier déménagement de la librairie en octobre 1819, au 2, rue Saint-Vincent [[309]](#footnote-309), Bossange est déjà associé à Denis-Benjamin Papineau. Il est d’ailleurs retourné à Paris vers février 1819.

La culture de l’imprimé à Montréal vers 1815

Au moment où Hector Bossange arrive à Montréal (1815), la ville compte 15 000 habitants ; il y en avait 9 000 en 1800, 12 000 en 1809, et elle en abritera 18 767 en 1821 [[310]](#footnote-310). La ville est toujours majoritairement francophone mais ses activités économiques et son dynamisme institutionnel sur le plan culturel sont l’apanage des anglophones, Écossais et Anglais.

[186]

Cette population habite, en 1815, si l’on se réfère à la carte de Joseph Bouchette, un périmètre restreint, délimité au sud par le fleuve, à l’est par les baraquements militaires et la chapelle Bonsecours, à l’ouest par le collège des sulpiciens et l’Hôpital général, à proximité de la rue Saint-Pierre, et au nord par la place d’Armes, le Champ-de-Mars et le cimetière, tandis qu’au nord de la Petite Rivière montent les terres cultivables.

Le voyageur qui regarde la ville du pont du navire dont il débarquera est sans doute d’abord frappé par les clochers d’églises. Vers 1815, ce sont ceux de l’église Notre-Dame des sulpiciens, de la chapelle Bonsecours ou de celle des récollets, de l’English Church, de la Scotch Presbyterian Church ; vers 1820 se seront ajoutés les clochers de la Protestant Episcopal Church, de la Presbyterian Chapel et de la Methodist Chapel. En déambulant plus tard dans la ville, le voyageur s’étonnera du nombre de constructions religieuses parmi les édifices publics importants : le séminaire-presbytère des sulpiciens adjacent à l’église Notre-Dame, le collège des sulpiciens, la maison des religieuses enseignantes de la congrégation de Notre-Dame, l’Hôtel-Dieu et l’Hôpital général sous la responsabilité de religieuses. Le palais de Justice (court house) et la prison attireront aussi le regard de l’étranger tout comme la présence militaire (baraques, Champ-de-Mars). Traduit en fonction d’un commerce de librairie, ce premier coup d’œil peut faire entrevoir une clientèle religieuse, scolaire et juridique.

Hector Bossange s’établit dans une ville où la culture de l’imprimé connaît un premier essor entre 1810 et 1820. Neuf périodiques y sont alors publiés, dont six pendant au moins une demi-année : *The Montreal Gazette* (1778- ), *Canadian Courant and Montreal Advertiser* (mai 1807-mars 1834), *The Montreal Herald* (octobre 1811-octobre 1957), *Le Spectateur canadien* (mai 1813-décembre 1829), *The Sun* (juin-juillet 1816), *L’Aurore* (mars 1817-septembre 1819), *L’Abeille* canadienne (août 1818-janvier 1819), *Western Star* (mars-septembre 1819), *Le Courrier du Bas-Canada* (octobre-décembre 1819) [[311]](#footnote-311). Ce sont d’ailleurs ces périodiques qui rendent les imprimeries viables et leur amènent d’autres travaux d’impression. L’édition locale est toutefois encore relativement faible au moment où Bossange établit son commerce de librairie.

[187]

Près du quart seulement (261 sur 1 115, 23%) des titres imprimés au Québec et au Bas-Canada de 1764 à 1820 le sont à Montréal [[312]](#footnote-312). La ville de Québec, siège du gouvernement et des évêchés catholique et protestant, détient toujours le titre de capitale culturelle du pays. À Montréal, l’essor de cette culture de l’imprimé date des années 1810 : 60% des titres imprimés de 1776 à 1820 le sont de 1810 à 1820 contre 40% de... 1776 à 1810. Reflet paradoxal de la démographie, ces titres sont à peine majoritairement en langue française (139 sur 261, 53%) comparativement à 36% (94 sur 261) en langue anglaise et 10% (21 sur 261) bilingues.

r

Les types d’imprimés indiquent manifestement que l’imprimerie est récente à Montréal. L’importance des feuilles volantes (68 sur 261, 26%) et des circulaires de deux à quatre pages (26 sur 261, 10%) laisse entrevoir leur fonction d’information primaire dans cette société coloniale. Calendriers, prospectus, tableaux des rues des faubourgs de la ville, « adresses » aux électeurs, ordres militaires, règlements des juges de paix constituent autant de feuilles volantes, de placards à coller sur les murs des édifices urbains ; par des « circulaires », le gouverneur fait ses proclamations, la Société d’agriculture publie ses avis. L’imprimé plus élaboré, le livre de 50 pages et plus, compte pour 37% (97 sur 261) de l’ensemble des titres montréalais et la brochure de 5 à 49 pages, pour 27% (70 sur 261). Il faut certes tenir compte des imprimés produits à Québec et disponibles à Montréal mais, si la production montréalaise correspond aux besoins de la ville - et on ne peut en douter à cette époque -, il semble bien que la culture de l’imprimé, de l’édition locale est d’abord constituée de feuilles imprimées, volantes ou peu volumineuses et que le livre - relié dirait-on - s’avère encore relativement rare. Il y a donc un créneau pour un libraire. Mais un créneau pour quels besoins, pour quels genres d’imprimés ? Le modèle de la production locale, montréalaise, peut être indicatif des besoins.

Quatre genres ou catégories constituent près de la moitié des titres imprimés à Montréal [[313]](#footnote-313). Les publications religieuses dominent avec une soixantaine de titres (21%) et incluent des titres d’ouvrages destinés aux protestants. Mais l’imprimé montréalais avant 1820 est d’abord religieux et catholique avec des ouvrages de doctrine, d’instruction chrétienne et de dévotion.

[188]

Viennent en seconde place (45 titres, 16%) les calendriers, d’une page le plus souvent. S’ajoutent à ces imprimés pratiques de la vie quotidienne les almanachs (11 titres, 4%), en quatrième position. Ces imprimés plus « locaux » forment donc une catégorie qu’un libraire - importateur et non imprimeur - a peu d’intérêt à offrir.

Le religieux, le pratique et le scolaire : tel est le schéma prédominant de la production montréalaise d’imprimés avant 1820. Le livre religieux et le manuel scolaire (18 titres, 6%), voués à la doctrine, à l’« instruction », donnent à penser que la formation d’une culture de l’imprimé se réfléchit en une culture de la formation, que la grammaire d’une culture de l’imprimé prend ici la forme d’une culture de grammaires, de la grammaire. Sans compter qu’une connaissance des tirages confirmerait, selon toute vraisemblance, cette vision...

Mettons donc ici un signet, pour revenir à cette question : la librairie d’importation d’Hector Bossange s’inspirera-t-elle des traits dominants de cette production locale d’imprimés ?

Si la presse périodique fait lire et permet la publicité du livre et si l’« édition » locale dessine les contours d’une certaine demande culturelle, qu’en est-il dans ce Montréal de 1815 à 1820 de la lecture collective et publique, des bibliothèques ? Quatre constats. D’abord, la bibliothèque de collectivité montréalaise est à cette époque essentiellement anglophone. La Montreal Library/Bibliothèque de Montréal, qui ouvre ses portes en mai 1796, s’annonce comme bilingue et présente un *Catalogue* en 1797 de 1 558 volumes dont 53% sont en langue anglaise et 47% en langue française. Cette proportion ira en diminuant au profit des ouvrages en anglais [[314]](#footnote-314). Deuxième constat : cette bibliothèque collective anglophone s’avère fortement associée à la lecture des journaux, comme en témoigne le Montreal News Room/Chambre de nouvelles de Montréal, le premier établissement du genre et qui se maintient durant deux ans (1817-1819). Troisième constat, encore hypothétique toutefois : le milieu anglophone ne privilégie-t-il pas la librairie d’abonnement à la librairie de vente, la circulation du livre à sa possession 1 Les trois *circulating libraries* qui s’ouvrent avant 1820 incitent à le penser. Ce sont la William Manson Circulating Library (1806- ), la J. Laughlin Circulating Library (août 1818-novembre 1819) rachetée par la Nickless and McDonell [189] Circulating Library and Reading Room, en activité à compter de mai 1819.

Dernier constat : les deux seules véritables bibliothèques de collectivités en milieu francophone sont celles du séminaire-presbytère de Notre-Dame et du collège de Montréal (1767), deux institutions sulpiciennes.

Marcel Lajeunesse a montré, dans sa contribution à *Livre et lecture au Québec* *(1800-1850),* que les sulpiciens font leurs propres affaires dans ce royaume terrestre et qu’ils achètent directement leurs livres à Paris et à Londres, occasionnellement chez les Bossange. De l’abbé Jean Holmes (1836) au *Rapport* Bouchard (1963), l’Église sera le principal concurrent de l’édition et de la librairie au Québec.

Dans le domaine de la librairie française, Bossange n’a pas de concurrent à Montréal. Le premier commerce de librairie-papeterie à s’y installer est celui de H. H. Cunningham (1809- ) qui s’appuie d’ailleurs sur l’infrastructure culturelle de l’imprimerie en s’associant (1809-1812) à Nahum Mower. À peu près contemporaine de l’initiative de Bossange, celle de P. Merrifield and Co. (juillet 1815- ) intègre les fonctions de librairie, de papeterie et de reliure. Qui plus est, la maison Nickless and McDonell (1818- ) offre la librairie, la papeterie, la reliure, la gravure, les instruments de musique et met aussi à la disposition de sa clientèle une *circulating library* [[315]](#footnote-315). Bossange fait une bonne lecture de la conjoncture : il est le seul libraire francophone et semble entrevoir le créneau montréalais au même moment que les anglophones.

Mais le commerce du livre ne passe pas alors uniquement par la librairie ; la concurrence vient aussi d’ailleurs, d’abord et avant tout des encanteurs. Yolande Buono a relevé dans la presse périodique montréalaise de 1778 à 1820 les annonces de 90 encans de livres ; plus de la moitié (46) ont lieu de 1811 à 1820, dont 26 de 1816 à 1820. Les principaux encanteurs - Fraser (16 encans de livres), Cuvillier (15), Spragg (13), Henry (10) - qui procèdent à leurs ventes dans leurs locaux ou dans les cafés de Teasdale, de Gillis, de Clamp ou de Sullivan, disposent de stocks importants ; on connaît au moins une dizaine d’encans de 500 livres et plus de 1815 à 1820, dont l’un de 8 000 volumes. On met aussi en vente de cette façon des bibliothèques [190] personnelles : celles de John Delisle, esquire, de John Ogilvie (700 volumes), de Pierre Foretier (600), d’un « Monsieur partant pour l’Angleterre » (800). Ces encans furent vraisemblablement aussi un lieu d’écoulement des laissés-pour-compte de l’édition française et peut-être britannique.

Enfin, mais de façon marginale, les imprimeurs et les marchands peuvent aussi concurrencer la librairie. Les premiers offrent surtout leurs propres publications ou celles de leurs confrères du Bas ou du Haut-Canada tandis que les seconds vendent accessoirement du livre, principalement en langue anglaise. Bossange, Merrifield, Nickless et McDonell doivent donc constituer ce secteur commercial et le faire, comme c’est le cas de Bossange, en diversifiant leur inventaire d’importation.

L’inventaire de la « librairie » Bossange

Le Bas-Canadien ou le Montréalais qui franchissait le seuil de la librairie Bossange de Montréal n’y trouvait pas que des livres. La librairie s’avère plutôt un commerce de produits importés qui incluent l’imprimé. Les stratégies de publicité de ces produits sont d’ailleurs bien différenciées : Bossange annonce de façon très générale ses livres dans la presse et avec beaucoup de précisions dans des *Catalogues*; il annonce ses produits d’importation de façon assez détaillée mais uniquement dans la presse.

De 1815 à 1822, la maison Bossange fait paraître au moins 57 annonces dans cinq journaux différents : *L'Aurore* (38), *The Montreal Gazette* (11), *Le Spectateur canadien* (6), *The Herald* (1) et le *Canadian Courant* (1). Cinquante-trois de ces annonces sont en français et 42 des 57 annonces paraissent en 1817 (26) et en 1818 (16). Cette apogée tient sans doute à la vitalité du commerce qui est mieux implanté, mais aussi à la parution (1817-1819) de *L’Aurore*, qui inclura 38 annonces de Bossange en 1817 (23) et en 1818 (15). Échanges de bons procédés aussi entre le libraire et l’imprimeur de *L’Aurore*, Delorme : il imprimera un *Catalogue* (1819) de Bossange et paiera au libraire ses achats de livres en espace publicitaire dans son hebdomadaire [[316]](#footnote-316).

Les gazettes annoncent donc des produits importés pour *l’intérieur domestique*: chaises en imitation de bois de rose, tables de chevet [191] en acajou, tapis, tapisserie française, garnitures de papier-tenture [[317]](#footnote-317). De la verrerie : verres, carafes, miroirs, images peintes sur verre [[318]](#footnote-318). Des tissus, des *vêtements* et des *chaussures*: étoffes de soie, dentelles « françaises », batiste, toile cirée de Bristol, houppelandes de drap, corsets « dans le dernier goût », cartes de divers modèles, bottes « dites de Wellington et à la Cobourg », souliers pour hommes et pour femmes [[319]](#footnote-319). Des articles de parfumerie : huile pour les cheveux, huile de Florence, pommades diverses, essence de Tyr, huile antique à la rose, savon de Windsor et de fantaisie [[320]](#footnote-320). De *l’alimentation fine* et des *vins*: huile d’olive, moutarde, citrons et oranges confits, marmelades, dragées, fromage de Gruyère, prunes sèches, raisins, câpres marinées ; vin de Porto et de « madeire », ratafias, bordeaux, sauternes, graves, saint-émilion, « Margot », saint-julien [[321]](#footnote-321). Des *objets de culte*: chapelets, crucifix de cuivre, d’os, d’ivoire, feuillets d’or, brocart, galon d’or et ornements pour les églises, drap d’or pour chasubles, cire blanche pour cierges [[322]](#footnote-322). Du *divers*: tabatières, fouets, graines de jardin, plantes, arbustes [[323]](#footnote-323), et de la *papeterie*: plumes, papier et panier à lettres, plis à cacheter, cire à cacheter [[324]](#footnote-324) ; de la musique en feuilles [[325]](#footnote-325), des gravures [[326]](#footnote-326) et des tableaux « peints par les premiers maîtres [[327]](#footnote-327) ».

La librairie Bossange annonce aussi des livres à vendre dans les périodiques. Mais c’est par le Catalogue, plus détaillé, qu’elle informe sa clientèle qui peut ainsi, à distance, faire choix et commande.

Le Catalogue de 1816

Le premier Catalogue [[328]](#footnote-328) de la maison Bossange, de 17 pages et vraisemblablement imprimé chez Cary de Québec [[329]](#footnote-329), est daté du 1er juin 1816. Quelle est donc sa portée quant à la connaissance de l’inventaire de ce commerce de librairie ? Il s’agit évidemment d’une mesure diachronique, à un moment donné, de livres *offerts*. On doit, de surcroît, envisager qu’il puisse ne pas consigner tous les titres *disponibles*. L’avertissement du *Catalogue* de 1816 invite, entre autres raisons, à cette prudence : « M. Bossange attend tous les jours un nouvel envoi de Paris, pour lequel il fera imprimer un supplément à ce catalogue. » En effet, la navigation vient de reprendre sur le Saint-Laurent.

On doit aussi envisager que le *Catalogue*, sans exclure les Montréalais, soit davantage destiné aux gens des autres villes et [192] villages et aux ruraux. De Saint-Cuthbert et de Sainte-Geneviève- de-Batiscan, les curés Lamothe et Hot en demandent un exemplaire à Bossange [[330]](#footnote-330). Le curé Lamothe utilise le sien pour réserver des titres [[331]](#footnote-331) tandis que le curé Gatien de Saint-Eustache se propose de commander d’autres titres à Bossange, « marchand libraire », lorsqu’il aura vu les « prix sur le catalogue du docteur Labrie [[332]](#footnote-332) ». Il s’agit donc d’un catalogue de livres offerts et pas nécessairement disponibles ; de livres offerts et pas nécessairement demandés ou achetés, sauf lorsqu’un correspondant nous apprend qu’il est preneur ; livres peut-être achetés et, dernière hypothèse, pas nécessairement lus...

La présentation des ouvrages offerts paraît au premier abord rudimentaire : à l’intérieur de trois grandes catégories de classification - Religion, Jurisprudence, Mélanges -, il s’agit d’une liste d’ouvrages décrits le plus souvent par ordre alphabétique d’auteurs et qui donne le nombre de volumes et le format de l’ouvrage. En deuxième lieu, la section des Mélanges qui couvre les pages 8 à 17 présente, par le seul recommencement de l’ordre alphabétique, sept nouvelles subdivisions [[333]](#footnote-333) susceptibles d’orienter l’usager, s’il les détecte. À ce compte, le Catalogue de 1817 de la librairie parisienne de Bossange père ne sera guère mieux classifié [[334]](#footnote-334).

Que contient donc le *Catalogue* de la maison Bossange en 1816 ? Classé par titre selon le système Furet-Roche (voir les tableaux 2 et 3), il comprend 448 titres et il offre d’abord des ouvrages en Sciences et Arts (134 titres, 30%), particulièrement en Arts spécialisés où nous avons regroupé nombre d’ouvrages (abécédaires, jeux) destinés à l’instruction de la jeunesse. La sous-catégorie Divers inclut des titres portant sur l’éducation familiale et civique et offre des codes de politesse ou de moralité « en action », « en exemples ». Parmi les Sciences dominent les ouvrages d’arithmétique et de mathématiques destinés à l’enseignement primaire et secondaire. Déjà se dessine une stratégie d’offre : l’instruction, à la fois scolaire et sociale. L’enseignement aura des ramifications du côté de l’école, du foyer et de la sociabilité « mondaine ».

Seconds en importance, les titres de Théologie et Religion (106 titres, 24%) dont plus de la moitié (54%) concernent la dévotion et la liturgie : prières, exercices spirituels, catéchismes, « conduites » pour les dimanches et fêtes. L’Apologétique a son importance

[193]

Catalogue a de la maison Bossange de Montréal (1816),  
répartition selon le nombre de titres

| Catégorie | Titres | % | Total | % |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **1. Théologie et Religion** b |  |  | 106 | 24 |
| A. Écriture Sainte, Bible, Interprètes Bible c | 18 | 17 |  |  |
| B. Pères de l’Église, Littérature conciliaire | 2 |  |  |  |
| C. Théologie et apologétique | (29) | 27 |  |  |
| 1. Catholique | 29 |  |  |  |
| 2. Non catholique | — |  |  |  |
| D. Liturgie et dévotion | 57 | 54 |  |  |
| **2. Droit et Jurisprudence** |  |  | 56 | 12 |
| A. Droit canon et ecclésiastique | 5 |  |  |  |
| B. Droit civil | 34 | 61 |  |  |
| 1. Droit ancien |  |  |  |  |
| 2. Droit naturel et public |  |  |  |  |
| C. Jurisprudence et pratique | 17 |  |  |  |
| **3. Histoire** |  |  | 63 | 14 |
| A. Histoire ecclésiastique | 7 |  |  |  |
| B. Histoire profane | (46) | 73 |  |  |
| 1. Ancienne | 9 |  |  |  |
| 2. Moderne (par État) | 34 | (74) |  |  |
| 3. Sciences auxiliaires d | 3 |  |  |  |
| C. Géographie, voyages et cartographie | 10 | 16 |  |  |
| **4. Sciences et Arts** |  |  | 134 | 30 |
| A. Philosophie | (15) | 11 |  |  |
| 1. Ancienne | — |  |  |  |
| 2. Logique | 9 |  |  |  |
| 3. Morale e | 6 |  |  |  |
| 4. Métaphysique | — |  |  |  |
| B. Sciences | (30) | 22 |  |  |
| 1. Physiques | 1 |  |  |  |
| 2. Mathématiques | (21) |  |  |  |
| a. *Astronomie* f | — |  |  |  |
| b. *Mécanique* | — |  |  |  |
| c. *Algèbre, arithmétique, géométrie* | 20 |  |  |  |
| d. *Sciences mathématiques appliquées* | 1 |  |  |  |
| 3. Naturelles | (8) |  |  |  |
| a. *Botanique* | 7 |  |  |  |
| b. *Minéralogie* | — |  |  |  |
| c. *Zoologie* | — |  |  |  |
| d. *Chimie* | 1 |  |  |  |
| 4. Médecine, chirurgie, pharmacie | — |  |  |  |
| C. Économie politique g | 1 |  |  |  |
| D. Agriculture et agronomie | 3 |  |  |  |
| [194] |  |  |  |  |
| E. Arts libéraux h | 7 |  |  |  |
| F. Arts mécaniques i | 2 |  |  |  |
| G. Arts spécialisés j | 47 | 35 |  |  |
| H. Divers k | 29 | 22 |  |  |
| **5. Belles Lettres** |  |  | 89 | 20 |
| A. Dictionnaires | 9 |  |  |  |
| B. Grammaire et Philologie l | 18 | 20 |  |  |
| C. Poésie | (50) | 56 |  |  |
| 1. Poésie | 27 | (54) |  |  |
| 2. Art dramatique | 4 |  |  |  |
| 3. Romans | 16 | (32) |  |  |
| 4. Correspondance | 3 |  |  |  |
| D. Orateurs | 7 |  |  |  |
| E. Facéties | — |  |  |  |
| F. Journaux et périodiques | 1 |  |  |  |
| G. Almanachs | 3 |  |  |  |
| H. Mélanges | 1 |  |  |  |
| **Total** |  |  | **448** | **100** |

a. Exemplaire à la bibliothèque du séminaire de Québec.

b. D’après la classification de la « librairie » de France au XVIIIe siècle de F. Furet et D. Roche, dans *Livre et société dans la France du* XVIIIe *siècle,* Paris et La Haye, Mouton, 1965, volume 1, p. 14-16.

c. Inclut les histoires de l’Ancien et du Nouveau Testament, les vies de Jésus.

d. Inclut les biographies et les mémoires.

e. Inclut la pédagogie et, dans notre étude, certains ouvrages philosophiques des Lumières.

f. Inclut les ouvrages sur la navigation.

g. Inclut l’administration, la politique, les finances, le commerce.

h. Inclut la musique, la peinture, la sculpture, la gravure, le dessin, l’architecture, la danse, l’art militaire, l’art d’écrire et la décoration.

i. Inclut les ouvrages sur le bois, les soies, les pierreries, le fer, le cuivre, les horloges, la laine, le feu, la pyrotechnique.

j. Inclut les jeux et les divertissements.

k. Comprend, dans notre étude, des ouvrages généraux sur les mœurs, la bienséance, la civilité.

l. Inclut les essais, la critique, la rhétorique.

(27%) avec Bergier et Chateaubriand, classés en Religion. De nouveau, autant de codes de doctrine, de dévotion privée ou publique. Avec 20% des titres (89), les Belles Lettres font surtout place à la poésie, aux ouvrages de grammaire et de philosophie, aux romans. Les titres en Histoire (63 titres, 14%) sont des ouvrages profanes et non religieux : histoire moderne de France avec six titres sur Napoléon (campagne de 1812) et deux sur la Révolution. Le *Catalogue* (p. 11) mentionne une *Histoire du Canada*, « folio manuscrit », un titre - de Félix de Beaujour - sur l’histoire des États-Unis de 1800 à 1810 et *La*

[195]

Catalogue de la maison Bossange de Montréal (1816),  
répartition selon le nombre de volumes

| Catégorie | Volumes | % | Total | % |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **1. Théologie et Religion** |  |  | 377 | 21 |
| A. Écriture Sainte, Bible, Interprètes Bible | 76 |  |  |  |
| B. Pères de l’Église, Littérature conciliaire | 9 |  |  |  |
| C. Théologie et apologétique | 176 | 47 |  |  |
| 1. Catholique | — |  |  |  |
| 2. Non catholique | — |  |  |  |
| D. Liturgie et dévotion | 116 | 31 |  |  |
| **2. Droit et Jurisprudence** |  |  | 220 | 12 |
| A. Droit canon et ecclésiastique | 9 |  |  |  |
| B. Droit civil | 112 | 51 |  |  |
| 1. Droit ancien | — |  |  |  |
| 2. Droit naturel et public | — |  |  |  |
| C. Jurisprudence et pratique | 99 | 45 |  |  |
| **3. Histoire** |  |  | 267 | 15 |
| A. Histoire ecclésiastique | 56 |  |  |  |
| B. Histoire profane | (171) | 64 |  |  |
| 1. Ancienne | 61 |  |  |  |
| 2. Moderne (par État) | 105 | (61) |  |  |
| 3. Sciences auxiliaires | 5 |  |  |  |
| C. Géographie, voyages et cartographie | 40 |  |  |  |
| **4. Sciences et Arts** |  |  | 523 | 29 |
| A. Philosophie | (182) | 35 |  |  |
| 1. Ancienne | — |  |  |  |
| 2. Logique | 122 | (67) |  |  |
| 3. Morale | 60 |  |  |  |
| 4. Métaphysique | — |  |  |  |
| B. Sciences | (135) | 26 |  |  |
| 1. Physiques | — |  |  |  |
| 2. Mathématiques | (37) |  |  |  |
| a. *Astronomie* | — |  |  |  |
| b. *Mécanique* | — |  |  |  |
| c. *Algèbre, arithmétique, géométrie* | 30 |  |  |  |
| d. *Sciences mathématiques appliquées* | 7 |  |  |  |
| 3. Naturelles | (88) |  |  |  |
| a. *Botanique* | 86 | (64) |  |  |
| b. *Minéralogie* | — |  |  |  |
| c. *Zoologie* | — |  |  |  |
| d. *Chimie* | 2 |  |  |  |
| 4. Médecine, chirurgie, pharmacie | 10 |  |  |  |
| C. Économie politique | 1 |  |  |  |
| D. Agriculture et agronomie | 3 |  |  |  |
| [196] |  |  |  |  |
| E. Arts libéraux | 32 |  |  |  |
| F. Arts mécaniques | 9 |  |  |  |
| G. Arts spécialisés | 84 | 16 |  |  |
| H. Divers | 77 | 15 |  |  |
| **5. Belles Lettres** |  |  | 400 | 22 |
| A. Dictionnaires | 16 |  |  |  |
| B. Grammaire et Philologie | 61 |  |  |  |
| C. Poésie | (298) | 75 |  |  |
| 1. Poésie | 85 |  |  |  |
| 2. Art dramatique | 78 |  |  |  |
| 3. Romans | 118 | (40) |  |  |
| 4. Correspondance | 17 |  |  |  |
| D. Orateurs | 13 |  |  |  |
| E. Facéties | — |  |  |  |
| F. Journaux et périodiques | — |  |  |  |
| G. Almanachs | 5 |  |  |  |
| H. Mélanges | 7 |  |  |  |
| Total |  |  | 1 787 | 100 |

*découverte de l’Amérique* de Campe, en trois volumes. La « bibliothèque » américaine de Bossange s’avère minimale en ces premiers mois d’activité du commerce. Enfin, le Droit civil constitue plus de la moitié des titres de Droit et Jurisprudence (56 titres, 12%).

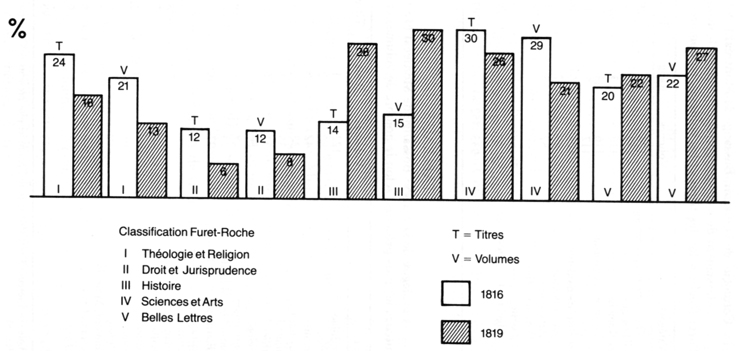
L’analyse de l’écart, en pourcentage, entre les titres et les volumes n’est pas significative (voir les tableaux 2 et 3, et le graphique 1) : jamais cet écart ne dépasse 3%. Toutefois, les huit premières sous-catégories de la classification Furet-Roche (voir le tableau 4) font ressortir deux traits. D’abord, elles regroupent, en nombres absolus, plus de la moitié du Catalogue dans chaque cas. Ensuite se dégagent trois différences, dont deux plus significatives : les romans occupent quant au nombre de volumes une place inédite. Il en est de même pour les ouvrages de jurisprudence, mais ce sont ici les « recueils » en plusieurs volumes qui confèrent son poids à cette sous-catégorie ; enfin, la Logique occupe le second rang dans le nombre absolu de volumes en raison de la double mention - volontaire ? - dans la catégorie Mélanges des Œuvres de Condillac.

En ce qui concerne les volumes offerts, Condillac s’avère l’auteur le plus présent au *Catalogue* de 1816, avec les réserves émises. On peut dégager cinq observations du tableau 5, qui porte sur les

[197]

GRAPHIQUE 1

Librairie Bossange de Montréal, Catalogues de 1816 et de 1819,  
selon le nombre de titres et de volumes



Source : Voir les tableaux 2, 3, 6 et 7.

[198]

Catalogue de la maison Bossange de Montréal (1816),  
classement de sous-catégories de la classification  
Furet-Roche selon les titres et les volumes, en nombres absolus

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Sous-catégorie | | Volumes | Rang | Titres | | Rang |
| IC | Théologie et apologétique | 176 | 1 | 29 | | 5 |
| 4A2 | Logique | 122 | 2 | — | |  |
| 5C3 | Romans | 118 | 3 | — | |  |
| ID | Liturgie et dévotion | 116 | 4 | 57 | | 1 |
| 2B | Droit civil | 112 | 5 | 34 | | 3 |
| 3B2 | Histoire moderne | 105 | 6 | 34 | | 4 |
| 2C | Jurisprudence | 99 | 7 | — | |  |
| 4H | Arts divers | 87 | 8 | 29 | | 6 |
| 4G | Arts spécialisés | — |  | 47 | | 2 |
| 5C1 | Poésie | — |  | 27 | | 7 |
| 4B2C | Algèbre et arithmétique | — |  | 20 | | 8 |
| Total |  | 935 (52%) | | | 277 (62%) | |

TABLEAU 5

Catalogue de la maison Bossange de Montréal (1816),  
auteurs les plus présents, selon le nombre de volumes et de titres

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Auteur | Volumes | Rang | Titres | Rang |
| \* Condillac | 122 | 1 |  |  |
| \* Buffon | 80 | 2 | — |  |
| Berquin | 42 | 3 | — |  |
| Blanchard | 38 | 4 | 15 | 1 |
| \* Anquetil | 35 | 5 | — |  |
| Pothier | 32 | 6 | — |  |
| \* Fénelon | 30 | 7 | — |  |
| Montesquieu | 29 | 8 | 6 | 8 |
| Montholieu, Mme de | 23 | 9 | — |  |
| La Fontaine | 22 | 10 | 6 | 9 |
| \* Baudran | — |  | 11 | 2 |
| Lacroix | — |  | 8 | 3 |
| Florian | — |  | 8 | 4 |
| Fréville | — |  | 7 | 5 |
| Garnier | — |  | 7 | 6 |
| \* Bossuet | — |  | 6 | 7 |
| Avrillon | — |  | 6 | 10 |
| \* Beaumont, Mme de | — |  | 6 | 11 |
| \* L’Homond | — |  | 6 | 12 |
| Le Tasse | — |  | 6 | 13 |
| Total | 453 (25%) | | 98 (22%) | |

Indique que l’auteur (8 en 1816) se trouve parmi les plus présents au Catalogue de 1819 (voir le tableau 8).

[199]

auteurs les plus mentionnés dans ce *Catalogue*. La première concerne la jeunesse comme clientèle cible de la librairie. Berquin, Mme de Beaumont, Fréville - et d’autres, telle Mme de Genlis, également au *Catalogue* - écrivent pour les enfants et les adolescents des livres récréatifs et instructifs qui sont avant tout moraux et moralisateurs. Bossange participe culturellement de cette pédagogie rousseauiste de l’époque, bien perçue par Robert Darnton, qui prend forme grâce à une littérature pour la jeunesse faite « pour distraire mais aussi pour développer la vertu » de l’enfant naturellement bon [[335]](#footnote-335). C’est toujours à cette jeunesse des écoles et des collèges que le Catalogue de Bossange destine les ouvrages d’arithmétique, de mathématiques et de géométrie de Garnier et de Lacroix, les fables de La Fontaine et les ouvrages de l’historien vulgarisateur Blanchard, auteur de Buffon, de Newton, de Plutarque, de Mythologie « pour la jeunesse ». Cette observation à partir des auteurs les plus présents au *Catalogue* de 1816 corrobore celle que nous avons faite plus haut sur l’importance relative des grandes catégories de la classification Furet-Roche.

Il en va de même pour la seconde observation : des auteurs comme Avrillon (religion « affective ») ou Baudran (« l’âme affermie, éclairée, élevée, embrasée, sanctifiée, fidèle ») confèrent une place importante aux ouvrages de dévotion tout comme Bossuet et Fénelon meublent le rayon Apologétique de la librairie. Des romanciers fortement présents - Florian, Mme de Montholieu - indiquent mieux que l’analyse de la classification générale la percée de popularité du roman. Il y a ici une piste - non battue - pour les littéraires [[336]](#footnote-336). Par ses auteurs les plus présents, l’Histoire se révèle axée sur la France d’Ancien Régime (Anquetil) et sur une histoire caractéristique de l’époque faite de « Beautés de l’histoire » de pays divers (Blanchard). Il est enfin assez peu surprenant de trouver Pothier comme auteur juridique le plus présent.

Le Catalogue de 1819

Le second *Catalogue* [[337]](#footnote-337) publié au printemps de 1819 [[338]](#footnote-338) par Bossange et son nouvel associé Denis-Benjamin Papineau est passé à 39 pages, comparativement à 17 pour celui de 1816. Le Catalogue de 1819 offre 791 titres (augmentation de 77% en regard de 1816) ou 2 928 volumes (augmentation de 64%) présentés tout simplement selon un ordre alphabétique de titres [[339]](#footnote-339).

[200]

Parmi les titres disponibles, le *Catalogue* de 1819 fait, par rapport à celui de 1816, une place significativement plus importante (+ 14%) à l’Histoire, aux dépens des ouvrages (-6%) de Théologie et Religion (voir les tableaux 2, 3, 6 et 7).

L’Histoire, qui regroupe 28% des titres, est de nouveau l’histoire profane, moderne, qui fait sa part à la Révolution et à l’ère napoléonienne [[340]](#footnote-340). Plus du quart de cette division - deux fois plus que dans le *Catalogue* de 1816 - est constitué de relations de voyages ou d’ouvrages sur des pays avec de bons « rayons » sur Paris [[341]](#footnote-341) et sur les Amériques [[342]](#footnote-342).

L’importance des Sciences et Arts (26%) tient aux ouvrages de mathématiques et de géométrie (39%) à l’usage des écoles et collèges et à ceux de philosophie où les titres de morale générale s’avèrent nombreux.

Les Belles Lettres, qui maintiennent leur troisième rang (22%), sont majoritairement constituées de titres de poésie (50%) et de romans (27% en comparaison de 32% en 1816 [[343]](#footnote-343)). Les ouvrages de Théologie et Religion concernent d’abord la liturgie et la dévotion (65%) : bréviaires, missels, paroissiens, recueils de cantiques, psautiers, instructions, exercices et prières, et des « conduites » pour différents temps liturgiques.

Le Droit (6%) est avant tout synonyme de droit civil (65%) ; le Catalogue offre les œuvres complètes d’Aguesseau, de Pothier, de Cochin, de Loyseau et maints traités : de la communauté, des donations, des minorités, des successions, de la subrogation, du droit des gens et des seigneurs.

L’attention portée à la sous-catégorie Divers des Arts du Catalogue de 1819 révèle les dimensions pratiques de l’imprimé offert. Bossange semble percevoir les besoins d’une sociabilité féminine naissante dans ce milieu urbain en proposant *Règles de bienséance* et *Civilité chrétienne*, *Almanach des dames*, *Conseils à une femme sur les moyens de plaire en société*, *Encyclopédie de beauté et de toilette des dames*, *Dictionnaire des gens du monde*. La sociabilité familiale pouvait se nourrir d’ouvrages sur les jeux, les échecs, le trictrac, l’Art de bien lire, l’*Art de lire à haute voix,* l’*Art de peindre*. Outre l’imprimé pour le salon, Bossange offrait des livres pour la cuisine et la salle à manger : le

[201]

Catalogue a de la maison Bossange et Papineau de Montréal (1819),  
répartition selon le nombre de titres

| Catégorie | Titres | % | Total | % |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **1. Théologie et Religion** |  |  | 145 | 18 |
| A. Écriture Sainte, Bible, Interprètes Bible | 12 |  |  |  |
| B. Pères de l’Église, Littérature conciliaire | 9 |  |  |  |
| C. Théologie et apologétique | 30 | 21 |  |  |
| 1. Catholique | — |  |  |  |
| 2. Non catholique | — |  |  |  |
| D. Liturgie et dévotion | 94 | 65 |  |  |
| **2. Droit et Jurisprudence** |  |  | 48 | 6 |
| A. Droit canon et ecclésiastique | 4 |  |  |  |
| B. Droit civil | 30 | 63 |  |  |
| 1. Droit ancien | — |  |  |  |
| 2. Droit naturel et public | — |  |  |  |
| C. Jurisprudence et pratique | 14 | 29 |  |  |
| **3. Histoire** |  |  | 223 | 28 |
| A. Histoire ecclésiastique | 24 | 11 |  |  |
| B. Histoire profane | (137) | 61 |  |  |
| 1. Ancienne | 30 |  |  |  |
| 2. Moderne (par État) | 69 | (50) |  |  |
| 3. Sciences auxiliaires | 38 |  |  |  |
| C. Géographie, voyages et cartographie | 62 | 28 |  |  |
| **4. Sciences et Arts** |  |  | 203 | 26 |
| A. Philosophie | (38) | 19 |  |  |
| 1. Ancienne | 10 |  |  |  |
| 2. Logique | 6 |  |  |  |
| 3. Morale | 21 | (55) |  |  |
| 4. Métaphysique | 1 |  |  |  |
| B. Sciences | (62) | 31 |  |  |
| 1. Physiques | 3 |  |  |  |
| 2. Mathématiques | (24) | (39) |  |  |
| a. Astronomie | 11 |  |  |  |
| b. Mécanique | — |  |  |  |
| c. Algèbre, arithmétique, géométrie | 11 |  |  |  |
| d. Sciences mathématiques appliquées | 2 |  |  |  |
| 3. Naturelles | (18) |  |  |  |
| a. Botanique | 12 |  |  |  |
| b. Minéralogie | 1 |  |  |  |
| c. Zoologie | 3 |  |  |  |
| d. Chimie | 2 |  |  |  |
| 4. Médecine, chirurgie, pharmacie | 17 |  |  |  |
| C. Économie politique | 5 |  |  |  |
| D. Agriculture et agronomie | 10 |  |  |  |
| E. Arts libéraux | 12 |  |  |  |
| F. Arts mécaniques | 8 |  |  |  |
| G. Arts spécialisés | 22 |  |  |  |
| H. Divers | 46 | 23 |  |  |
| **5. Belles Lettres** |  |  | 172 | 22 |
| A. Dictionnaires | 4 |  |  |  |
| B. Grammaire et Philologie | 33 |  |  |  |
| C. Poésie | (103) | 60 |  |  |
| 1. Poésie | 52 | (50) |  |  |
| 2. Art dramatique | 17 |  |  |  |
| 3. Romans | 28 |  |  |  |
| 4. Correspondance | 6 |  |  |  |
| D. Orateurs | 14 |  |  |  |
| E. Facéties | 2 |  |  |  |
| F. Journaux et périodiques | — |  |  |  |
| G. Almanachs | 3 |  |  |  |
| H. Mélanges | 13 |  |  |  |
| **Total** |  |  | **791** | **100** |

a. Exemplaire à la salle Gagnon de la bibliothèque de la ville de Montréal. Pour les autres notes, se reporter au tableau 2.

*Confiseur*, le *Confiturier*, le *Cuisinier* « royal », le *Parfait boulanger*, la Science *du maître d’hôtel cuisinier*, la *Gastronomie* de Berchoux, autant de titres susceptibles de créer une demande pour d’autres produits d’importation. Enfin, il y avait l’imprimé pour le jardin, le potager et les plaisirs de l’horticulture. Pour faire face aux défis nouveaux de cette société coloniale biethnique, le *Catalogue* Bossange proposait *Le maître d’anglais* de Cobbet, maints ouvrages de conversation anglaise et française et des grammaires anglaises.

Un mot enfin sur la comparaison des pourcentages en titres et en volumes entre les *Catalogues* de 1816 et de 1819. L’écart maximal - positif ou négatif - est de 5% et mérite une explication dans le cas des Belles Lettres qui incluent nombre d’« œuvres complètes » et les 67 volumes du Théâtre français, par exemple.

L’approvisionnement

L’offre, par catalogues et annonces, de livres et de produits importés nécessite un approvisionnement fréquent, rythmé toutefois

[203]

Catalogue de la maison Bossange et Papineau de Montréal (1819),  
répartition selon le nombre de volumes

| Catégorie | Volumes | % | Total | | % |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | |  |
| **1. Théologie et Religion** |  |  | 386 | | 13 |
| A. Ecriture Sainte, Bible, Interprètes Bible | 50 |  |  | |  |
| B. Pères de l’Eglise, Littérature conciliaire | 36 |  |  | |  |
| C. Théologie et apologétique | 125 | 32 |  | |  |
| 1. Catholique | — |  |  | |  |
| 2. Non catholique | — |  |  | |  |
| D. Liturgie et dévotion | 175 | 45 |  | |  |
| **2. Droit et Jurisprudence** |  |  | 243 | | 8 |
| A. Droit canon et ecclésiastique | 17 |  |  | |  |
| B. Droit civil | 94 | 39 |  | |  |
| 1. Droit ancien | — |  |  | |  |
| 2. Droit naturel et public | — |  |  | |  |
| C. Jurisprudence et pratique | 132 | 54 |  | |  |
| **3. Histoire** |  |  | 886 | | 30 |
| A. Histoire ecclésiastique | 78 |  |  | |  |
| B. Histoire profane | (596) | 67 |  | |  |
| 1. Ancienne | 191 | (32) |  | |  |
| 2. Moderne (par État) | 261 | (44) |  | |  |
| 3. Sciences auxiliaires | 144 |  |  | |  |
| C. Géographie, voyages et cartographie | 212 | 24 |  | |  |
| **4. Sciences et Arts** |  |  | 610 | | 21 |
| A. Philosophie | (158) | 26 |  | |  |
| 1. Ancienne | 34 |  |  | |  |
| 2. Logique | 66 | (42) |  | |  |
| 3. Morale | 54 | (34) |  | |  |
| 4. Métaphysique | 4 |  |  | |  |
| B. Sciences | (225) | 37 |  | |  |
| 1. Physiques | 9 |  |  | |  |
| 2. Mathématiques | (44) |  |  | |  |
| a. Astronomie | 15 |  |  | |  |
| b. Mécanique | — |  |  | |  |
| c. Algèbre, arithmétique, géométrie | 18 |  |  | |  |
| d. Sciences mathématiques appliquées | 11 |  |  | |  |
| 3. Naturelles | (138) |  |  | |  |
| a. Botanique | 123 | (89) |  | |  |
| b. Minéralogie | 1 |  |  | |  |
| c. Zoologie | 3 |  |  | |  |
| d. Chimie | 11 |  |  | |  |
| 4. Médecine, chirurgie, pharmacie | 34 |  |  | |  |
| C. Économie politique | 10 |  |  | |  |
| D. Agriculture et agronomie | 13 |  |  | |  |
| [204] |  |  | |  |  |
| E. Arts libéraux | 28 |  | |  |  |
| F. Arts mécaniques | 25 |  | |  |  |
| G. Arts spécialisés | 43 |  | |  |  |
| H. Divers | 108 | 17 | |  |  |
| **5. Belles Lettres** |  |  | | 803 | 27 |
| A. Dictionnaires | 7 |  | |  |  |
| B. Grammaire et Philologie | 102 | 13 | |  |  |
| C. Poésie | (435) | 54 | |  |  |
| 1. Poésie | 155 | (36) | |  |  |
| 2. Art dramatique | 142 | (33) | |  |  |
| 3. Romans | 121 | (28) | |  |  |
| 4. Correspondance | 17 |  | |  |  |
| D. Orateurs | 114 | 14 | |  |  |
| E. Facéties | 4 |  | |  |  |
| F. Journaux et périodiques | — |  | |  |  |
| G. Almanachs | 26 |  | |  |  |
| H. Mélanges | 115 | 14 | |  |  |
| Total |  |  | | 2 928 | 100 |

par les contraintes du climat sur la navigation fluviale. Les arrivages printaniers d’avril ou de mai enrichissent certes le *Catalogue* qui est toujours en retard de « quelques caisses de livres » nouvellement arrivées [[344]](#footnote-344).

Parler de l’approvisionnement, c’est poser la question de la propriété ou du financement du commerce d’Hector Bossange à Montréal entre 1815 et 1819. Faute de documents qui attesteraient la propriété du commerce par le père, Martin Bossange, par Hector ou momentanément par la société [[345]](#footnote-345) des frères Hector et Adolphe Bossange, on peut avancer l’hypothèse d’une vraisemblable participation du père qui informe ses clients en indiquant sur la couverture de l’un de ses plus importants *Catalogues* de l’époque : « Les diverses maisons établies par MM. Bossange et Masson en France, en Angleterre et en Amérique, leur donnent le moyen d’exécuter avec facilité et promptitude toutes les demandes qu’on voudra bien leur confier [[346]](#footnote-346). » Une réserve toutefois : le terme « Amérique » pourrait-il signifier exclusivement Buenos Aires ou Rio de Janeiro ?

La réponse à la question de la propriété n’est toutefois pas nécessaire pour affirmer que les maisons de Bossange et Masson constituent la principale source d’approvisionnement de la librairie [205] Bossange de Montréal. Pour en attester, il y a la correspondance d’un agent d’Hector Bossange à Québec qui dédouane des arrivages en provenance de Bossange et Masson [[347]](#footnote-347) ; ensuite, la publicité de la maison Bossange et Papineau précise que « les relations qui existent entre elle et les maisons établies par MM. Bossange et Masson en France et en Angleterre, mettront les soussignés à portée de servir le public avec précision et célérité [[348]](#footnote-348) ». Enfin, une analyse comparée du Catalogue de Bossange et Masson de 1818 et du Catalogue d’Hector Bossange et de D.-B. Papineau de 1819 le prouve : à une ou deux exceptions près, les auteurs les plus présents au Catalogue de 1819 de Bossange et Papineau (voir le tableau 8) sont offerts dans celui des maisons de Paris et de Londres. Une trentaine d’autres vérifications ponctuelles confirment cette tendance qui n’exclut certes pas des différences entre un catalogue montréalais qui offre 791 titres et un catalogue européen qui en compte 5 394 ! Une étude non systématique a tôt fait apparaître des différences dans les rubriques Sciences,

TABLEAU 8

Catalogue de la maison Bossange et Papineau de Montréal (1819),  
auteurs les plus présents, selon le nombre de volumes et de titres

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Auteur | Volumes | Rang | | Titres | Rang |
| Diderot et d’Alembert | 98 | 1 | | — |  |
| Guyot, Répertoire de jurisprudence | 97 | 2 | | — |  |
| \* Œuvres de Condillac | 93 | 3 | | 4 | 8 |
| Œuvres de Rollin | 92 | 4 | | 4 | 12 |
| \* Buffon, Histoire naturelle | 80 | 5 | | — |  |
| Théâtre français | 67 | 6 | | — |  |
| Cabinet des fées | 41 | 7 | | — |  |
| \* Bossuet, Œuvres | 40 | 8 | | 4 | 10 |
| Crevier (histoire ancienne) | 28 | 9 | | — |  |
| Lebeau (histoire ancienne) | 27 | 10 | | — |  |
| \* Avrillon | — |  | | 12 | 1 |
| \* Baudran | — |  | | 11 | 2 |
| \* Fénelon | — |  | | 7 | 3 |
| \* Mme de Beaumont | — |  | | 6 | 4 |
| \* Anquetil | — |  | | 5 | 5 |
| Voltaire | — |  | | 5 | 6 |
| Mme Cottin | — |  | | 4 | 7 |
| Sauri | — |  | | 4 | 9 |
| \* L’Homond | — |  | | 4 | 11 |
| Total | 663 (23%) | | 70 (9%) | | |

\* Indique que l’auteur (9 en 1819) était également parmi les plus présents au Catalogue de 1816.

[206]

Médecine, Économie politique et Beaux-arts, sans qu’il faille pour autant acquiescer à l’assertion de biographes de Martin Bossange selon laquelle il « écoula » dans ses succursales « tous les laissés-pour-compte de la littérature française depuis 1789 [[349]](#footnote-349) ». Dans le cas de Montréal, cette affirmation semble pour le moins excessive. Chose certaine, enfin, la documentation ne mentionne, à destination de la librairie Bossange de Montréal, aucun autre exportateur français que Bossange et Masson.

Cet approvisionnement français se fait pour l’essentiel par l’Angleterre. La correspondance et la publicité abondent de noms de bateaux - *Sterling, Hunter, Doris, Iris, Jaine, Marguerite* - dont on attend l’arrivée à Québec [[350]](#footnote-350). Les caisses de livres sont expédiées soit directement par Bossange et Masson de Londres, soit de Paris via Le Havre.

Les Bossange ont bien saisi la situation coloniale du Canada. La maison montréalaise fait affaire avec des entreprises londoniennes, par exemple celles d’Errard ou de John Hare qui fait des expéditions à Montréal à la demande de Martin Bossange [[351]](#footnote-351). D’ailleurs, la librairie Bossange de Montréal s’empresse d’accepter des commandes de livres en anglais [[352]](#footnote-352).

L’approvisionnement européen en livres et en produits divers se fait le plus souvent à partir des ports français via les ports anglais, ou des ports français directement vers New York, surtout durant la saison hivernale qui bloque le Saint-Laurent. Les relations amicales et commerciales des Bossange avec Chériot, puis Chériot, Wilkes and Co. de New York sont mises à contribution, en toute saison, pour accélérer l’expédition atlantique [[353]](#footnote-353). Chériot et Wilkes sont le plus souvent transitaires des marchandises expédiées via New York par la maison européenne à la maison canadienne [[354]](#footnote-354), mais ils approvisionnent aussi la maison montréalaise en graines et en plantes, en étoffes, et informent encore Hector Bossange des prix du marché du papier [[355]](#footnote-355). La maison montréalaise s’approvisionne aussi en horlogerie auprès de Ch. Mairet et Fils de New York qui règle d’ailleurs ses comptes avec Paris [[356]](#footnote-356).

Cette maison grandit grâce à un approvisionnement principalement européen, à des affaires avec les États-Unis, mais [207] aussi avec des agents à Québec, port de débarquement habituel des produits importés. Le principal agent (associé ?) d’Hector Bossange à Québec est la maison G. et B. Horan annoncée au *Catalogue* de 1816 comme dépositaire de livres. La maison Horan distribue des catalogues, répond à des demandes qui émanent de la région et elle est autorisée à recevoir des comptes pour Bossange [[357]](#footnote-357). Mais c’est d’abord avec François Durette que Bossange avait fait ses premières affaires canadiennes en 1815 et en 1816 [[358]](#footnote-358) avant de s’établir et de diversifier ses agents québécois qui incluent aussi, on l’a mentionné, un certain Michel Clouet [[359]](#footnote-359).

La clientèle

On ne peut, en raison du type de documentation disponible, faire la part de la clientèle montréalaise et de la clientèle des campagnes dans les affaires de Bossange : riche en renseignements sur cette dernière clientèle, la correspondance est évidemment muette sur la première.

Notre étude des institutions culturelles montréalaises liées à l’imprimé révélait l’importance des établissements anglophones, religieux, scolaires et juridiques. Les bibliothèques, les écoles, de même que les Montréalais de langue anglaise, achetaient selon toute vraisemblance leurs livres chez les concurrents anglophones de Bossange. Les deux seules bibliothèques francophones de Montréal avant 1820 - celles du presbytère de Notre-Dame et du collège - appartenaient aux sulpiciens qui assumaient, avec des religieuses, la responsabilité de l’instruction primaire. Sans exclure la possibilité d’achats par des sulpiciens chez Bossange de Montréal, il semble bien que ceux-ci s’approvisionnèrent souvent chez Bossange et Masson de Londres, attentifs à faire une généreuse remise à ces importants clients [[360]](#footnote-360) qui achètent aussi chez Dulau de Londres [[361]](#footnote-361). On peut donc émettre l’hypothèse que la clientèle montréalaise d’Hector Bossange fut celle d’individus - hommes de loi en particulier - plutôt que d’institutions.

On connaît mieux sa clientèle des campagnes qui compte, d’après la correspondance conservée, une très forte majorité de prêtres et de curés de la région de Montréal (Sault-au-Récollet, Saint-Eustache, Varennes, Boucherville, Châteauguay) et du pourtour du lac Saint-Pierre (Saint-Cuthbert, Sainte-Geneviève-de-Batiscan, [208] Berthier, Sainte-Anne-d’Yamachiche, Trois-Rivières). La publicité de Bossange s’adresse d’ailleurs au « clergé et au public en général », aux « curés et à messieurs les marchands de campagne [[362]](#footnote-362) ». Certains curés sont des clients assidus. L’abbé Lamothe de Saint-Cuthbert suit la publicité de Bossange dans le *Courant* et la *Gazette*, commande une histoire de la Révolution - en priant Bossange de lui « dire l’historien et le prix » - et tout Chateaubriand, « comme j’aime les ouvrages de cet auteur [[363]](#footnote-363) ». L’abbé Gatien de Saint-Eustache, aussi fervent de Chateaubriand, expédie commandes et liste de desiderata, achète un Paroissien romain pour l’une de ses ouailles, vend un livre par l’intermédiaire de Bossange en le priant de porter le montant de la vente à son crédit [[364]](#footnote-364). L’abbé Hot, de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, achète maints ouvrages de religion, s’enquiert de ce qui « reste à vendre », envoie ses commandes pour le printemps et prie Bossange de le rappeler « aux ressouvenirs de Monsieur Papineau, l’orateur de notre parlement [[365]](#footnote-365) ». La correspondance est parfois moralisatrice. L’abbé Desjardins de Québec écrit à Bossange : « Je vous félicite de vos promptes et bonnes affaires. Je vous en souhaite de meilleures encore surtout je vous prie d’être très délicat sur le choix des ouvrages. Puissiez-vous faire un heureux voyage dans les États et nous en rapporter d’excellents articles de goût, de piété, de saine littérature [[366]](#footnote-366). » Moralisatrice ici, la correspondance est ailleurs directe et franche à propos des prix et des concurrents...

L’abbé Dufresne veut bien prendre le *Traité de la religion* de Bergier si Bossange le lui laisse au même prix que « M. Besserer qui rentre d’Europe avec à peu près 77 valises de livres [[367]](#footnote-367) ». L’abbé Orfroy lui écrit : « Entre vous et moi, vos livres font très chers, et voilà le point principal. Je vous supplie de ne pas courir le risque de m’en adresser d’autres [[368]](#footnote-368). » L’abbé Hot se fait sans doute le porte-parole de quelques clients :

Je suis satisfait surtout de la bible mais le prix en est énorme. Elle est à £12 cartonnée et £ 14,14 reliée chez Duleau [Londres] et il faut que je vous en donne £30 ! Vous les aurez certainement et sans le plus petit retardement, mais je suis mortifié d’être obligé d’arrêter mes demandes. Je ne vous dirai pas le moindre mot qui ait l’air de vouloir vous raviser sur le commerce de livres dans ce païs-ci. Je ne vous parle que pour nos intérêts, et encore ce n’est pas parce qu’ils s’accordent avec les vôtres. Si vous ne vous mettriez pas faussement dans l’imagination de gagner cent pour cent avec nous, nous ne [209] serions pas privés du plaisir de monter nos bibliothèques, et vous, vous auriez la satisfaction de monter votre commerce sur un capital considérable, quoi qu’il en soit, je vous demande combien vous me vendrez la *Théologie* de Billuart [[369]](#footnote-369).

L’abbé Hot n’en démord pas ; il prie Bossange d’être « coulant », lui qui « gagne assez ». Pas un mois presque en 1816 sans qu’il ne veuille prouver à Bossange « l’énormité de [ses] gains [[370]](#footnote-370) ». Un agent de Bossange à Québec lui rappelle les bons prix du libraire Reiffenstein de la capitale et ceux d’un « monsieur de la maison B et W de Londres » qui vient de débarquer avec 15 caisses de livres reliés [[371]](#footnote-371). Bossange saura toutefois faire des réductions à l’occasion [[372]](#footnote-372).

Le retour en France (1819)

Débarqué à Québec en septembre 1815, Hector Bossange s’embarque pour l’Europe et la France vers février 1819 [[373]](#footnote-373). Associé à Denis-Benjamin Papineau depuis janvier 1819 [[374]](#footnote-374), Bossange garde officiellement ses intérêts dans la maison Bossange et Papineau de Montréal jusqu’au 31 décembre 1821, alors que la maison devient celle de Papineau et Lamontagne [[375]](#footnote-375). En mars 1820, Hector et son frère et associé Adolphe obtiennent leur brevet de libraires [[376]](#footnote-376), tiennent librairie au 60, rue Saint-André-des-Arts et publient leur premier Catalogue [[377]](#footnote-377).

Débarqué seul à Québec en 1815, Hector Bossange s’embarque pour la France début février 1819, marié à Marie-Julie Fabre (15 juin 1796-2 août 1883) depuis le 14 octobre 1816 [[378]](#footnote-378).

Au triple titre de libraire, de parent et d’ami, Hector Bossange entretiendra des relations continues avec les Canadiens français jusqu’à sa mort le 10 janvier 1884. L’histoire de ces relations épistolaires et de cette hospitalité parisienne des Fabre-Bossange après 1820 reste à faire. En laissant à notre collègue Nicole Felkay le soin d’établir l’histoire de la carrière européenne des Bossange, nous nous limiterons à quelques aspects qui concernent directement le devenir, après 1820, de la librairie Bossange et Papineau de Montréal et ses liens avec la carrière parisienne des Bossange.

Dès 1822, Martin Bossange accueille dans ses fameuses « Galeries » le beau-frère de son fils aîné, Edouard-Raymond Fabre qui y fait durant une année l’apprentissage du commerce de librairie. De [210] retour à Montréal en mai 1823 [[379]](#footnote-379), É.-R. Fabre s’est déjà porté acquéreur de la maison Papineau et Lamontagne [[380]](#footnote-380) qui deviendra, jusqu’à la mort de Fabre (1854), la librairie francophone la plus importante de Montréal [[381]](#footnote-381). Hector Bossange a-t-il eu des intérêts dans le commerce de son beau-frère ou fut-ce les simples liens familiaux qui permirent d’identifier en 1824 la « librairie de Bossange Frères » avec des adresses à Paris, à Leipzig et à « Mont-Réal (Bas Canada) [[382]](#footnote-382) » ?

Deux ans après son retour du Canada, Hector Bossange publie les *Beautés de l’histoire du Canada* [[383]](#footnote-383) d’un certain D. Dainville, identifié par Nicole Felkay comme étant Philarète Chasles [[384]](#footnote-384). Hector Bossange demeure le principal exportateur de livres français au Québec. Françoise Parent-Lardeur établit, dans sa contribution à *Livre et lecture au Québec* *(1800-1850)*, qu’il effectue environ le tiers des envois de livres français au Québec de 1824 à 1827, environ 80% des livres expédiés à Montréal.

Ses activités canadiennes apparaissent aussi au dépôt de son bilan (10 mars 1831) et au *Rapport* de sa faillite (16 juillet 1831). Les 8 138 francs que lui doivent ses six débiteurs montréalais ne constituent que 0,04% de la totalité de son actif (218 187 francs) en regard d’un passif de 646 141 francs [[385]](#footnote-385). L’actif fait mention d’un « emplacement au Canada » de 2 400 francs [[386]](#footnote-386).

Ces relations semblent toutefois avoir connu un point tournant en 1828 alors que Fabre diversifie ses approvisionnements, et se tourne en particulier vers la maison Gaume et Frères. Les rapports entre Fabre et Bossange paraissent alors tout simplement conflictuels.

Bossange visitera son beau-frère à Montréal en 1838 [[387]](#footnote-387) et publiera en 1855 *l’Esquisse sur le Canada* *considéré sous le point de vue économiste* de Joseph-Charles Taché [[388]](#footnote-388), écrit à l’occasion de l’exposition universelle de Paris. La même année, sur le modèle de *My English Library* d’Henry Stevens, il publie presque un testament, *Ma biblio- thèque française*, « recueil de renseignements à l’usage de mes amis d’Amérique » qui pouvaient y trouver 1 100 titres en 7 000 volumes [[389]](#footnote-389).

[211]

CONCLUSION

Dans cette histoire encore à faire du développement d’un système international d’échanges culturels antérieur même aux efforts d’un Vattemare [[390]](#footnote-390) ou d’un Smithson, il faudra faire place non seulement à la maison Treuttel et Würtz déjà étudiée par Giles Barber, mais surtout à l’entreprise Bossange qui multiplie ses établissements en Europe et en Amérique et inscrit dans ses *Catalogues* des ouvrages sur les langues et les littératures et des relations de voyages qui s’avèrent autant de signes d’une mobilité et d’une diplomatie nouvelles. À sa façon d’ailleurs, Hector Bossange aura contribué à poser le problème du respect du droit d’auteur à un moment, avant 1843, où l’habitude internationale est plutôt à la contrefaçon [[391]](#footnote-391). Les systèmes d’échanges culturels qui s’esquissent autour de 1840 misent sur l’imprimé et sur sa diffusion.

De la mission en Angleterre et de l’ouverture d’une librairie à Londres de Martin Bossange à l’expédition via Le Havre, Londres, Liverpool, New York et Québec de dizaines de caisses de livres destinées à la maison Bossange de Montréal en passant par l’apprentissage new-yorkais, les Bossange ont construit un réseau continental européen, bien ancré dans l’Angleterre métropolitaine avec laquelle il fallait compter pour commercer dans le Bas-Canada colonial et en rapport solide avec les États-Unis d’Amérique, marché et lieu de transit vers le Bas-Canada. Ce réseau s’établit sur un commerce de librairie prospère, sur une connaissance des pays d’implantation et de leur langue, française et anglaise dans le cas d’Hector Bossange. Mais, fondamentalement, ces ramifications peuvent se créer grâce à une conjoncture qui met fin aux années difficiles, en particulier 1813 et 1814. La levée du blocus économique aura, pour les Bossange tout comme pour le développement culturel du Bas-Canada, de Québec et de Montréal en particulier, des effets dont on n’a certainement pas épuisé l’analyse.

Cette attention des Bossange à la conjoncture et au démarrage qui accompagne la levée du blocus se porte aussi sur le Bas-Canada et sur Montréal qui connaissent alors, sur le plan culturel à tout le moins, un véritable essor. Le développement de la presse montréalaise et en particulier l’étroite collaboration de *L’Aurore* - quel signe ! - et de la librairie Bossange et, de façon globale, la prospérité de cette [212] librairie, de Bossange à Fabre (1854) indiquent que les Bossange avaient fait le bon choix au bon moment.

Notre analyse a fait voir que le modèle de l’imprimé offert de 1815 à 1820 par la maison Bossange de Montréal suivait bien les tendances de la culture naissante de l’imprimé local : même importance du religieux et du scolaire. Bossange importe des ouvrages dont le besoin s’avère par ailleurs confirmé par l’édition locale même. C’est du côté de l’imprimé pratique et du volume d’histoire que l’apport de Bossange paraît plus évident, plus original. Bossange offre en lecture l’histoire contemporaine de l’Europe et de la France en particulier dont la connaissance avait été réduite par les effets du changement de métropole, de la conjoncture révolutionnaire et du blocus. Les Catalogues de Bossange font apparaître l’accélération de l’histoire tout comme celle des voyages, du « voyage » et de ses « relations ».

Le livre pratique concerne à la fois les arts de la cuisine, du salon et du jardin. Cet imprimé du savoir-faire technique et moral et ces codes de comportement accompagnent en quelque sorte une variété de produits divers importés qui nourrissent la culture matérielle d’une bourgeoisie locale en affirmation. Par ces grammaires, ces manuels, ces « conduites », ces codes, l’histoire de la librairie et de la maison d’importation de Bossange se place pour l’essentiel sous le signe de l’enseignement religieux, scolaire et social. Cette histoire d’une culture de la grammaire s’est muée en une compréhension de la grammaire d’une culture urbaine. Et cela inclut, dans ce milieu colonial, la contrainte, pour la constitution d’une culture de l’imprimé, de la cherté reconnue et dénoncée du livre importé.

[213]

**NOTES DU TEXTE 8.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[214]

[215]

[216]

[217]

[218]

[219]

**Territoires de la culture québécoise**

9

Un almanach idéologique  
des années 1900-1929 :  
l’œuvre de Mgr L.-A. Pâquet,  
théologien nationaliste. [[392]](#footnote-392)\*

Un homme en deçà de la Crise

[Retour à la table des matières](#tdm)

Né en 1859 et mort en 1942, Mgr Louis-Adolphe Pâquet connut son apogée durant le premier quart du XXe siècle. C’est un homme en deçà de la crise de 1929 et de ses effets, un homme qui ne nous parle plus comme ce peut être le cas des hommes, des mouvements et des événements qui firent la renaissance des années 1930. Les hommes : le frère Marie-Victorin, André Laurendeau, Lionel Groulx, Jacques Rousseau (ceux de la génération de l’ACFAS et de La Relève). Les mouvements : les Jeune-Canada (1932), l’Action nationale et le programme de restauration sociale (1933) que fit sien l’Action libérale nationale, la Ligue du crédit social (1936). Quelques événements : la commission d’enquête sur les assurances sociales (1930), l’arrivée de Duplessis au pouvoir (1936), la commission Rowell-Sirois ( 1937-1940). La distance entre Pâquet et nous est ainsi déjà celle des vivants et des morts qui l’ont relégué, dans un passé lointain, sans médiation avec nous.

[220]

Pâquet fut de ces premiers contingents de clercs québécois qui passèrent à Rome pour y acquérir la formation savante requise de ses futurs professeurs par l’Université Laval (1852). Il y obtient un doctorat en théologie et un autre en philosophie avec des « maîtres romains » qui personnifièrent le thomisme naissant qu’il découvre alors. Jusqu’en 1896, l’enseignement universitaire le tient en retrait. En 1896, sa carrière publique s’ouvre par une lettre autorisée par les évêques, parue dans *L’Électeur* du 18 février, à propos du droit d’intervention épiscopale dans la question scolaire du Manitoba.

La constitution d’une doctrine et sa diffusion

La recherche d’une « doctrine » constitue le lieu de convergence d’une interrogation diffuse des années 1920 ; qu’elle ait été catholique, nationale ou sociale, cette quête d’une doctrine fut la réaction spontanée des élites traditionnelles aux bouleversements contemporains. Pâquet ne manquera pas, dans certains avant-propos de ses ouvrages, de souligner les « heures troublées » de la guerre et les tentatives impérialistes de l’après-guerre : « On a entrepris de déraciner l’âme canadienne, de l’incliner vers un nouveau destin, de lui assigner une mission nouvelle [[393]](#footnote-393). » Il dit ailleurs que « [...] l’Église catholique, ouvrière sublime, a fait la patrie canadienne-française, et que cette patrie [...] ne restera pour nous ce qu’elle est et ce qu’elle doit être que dans la mesure où elle-même demeurera fidèle à l’Église [[394]](#footnote-394) ».

Les travaux de Pâquet doivent être situés dans cet effort de redressement. Il a lui-même précisé les limites de son entreprise en parlant de ses « modestes travaux de théologie, d’apologétique, de droit social, de coopération intellectuelle et académique [[395]](#footnote-395) » et insisté sur les deux pôles d’attraction de son œuvre : « amour de l’Église et culte de la pensée et de la vie nationale [[396]](#footnote-396) ».

Quelle était donc cette doctrine de Pâquet, d’un homme attentif aux changements ? Il a formulé en 1930 ce qui fut sa préoccupation constante : « Et par doctrine, nous entendons cet ensemble de dogmes, de données et de thèses, ces expressions combinées de la foi et de la raison chrétiennes, ce faisceau de certitudes immatérielles, d’affirmations et de lois primordiales [[397]](#footnote-397). » Et il précisait que la doctrine [221] constitue « le foyer où s’alimente la flamme directrice de tout mouvement religieux, de tout effort rationnel, et de toute initiative sociale ».

Elaborée durant ses études romaines, la doctrine de Pâquet possédait toutes les garanties de l’orthodoxie. Appuyés sans cesse sur un thomisme romain, ses principes étaient sanctionnés par les encycliques et les documents pontificaux [[398]](#footnote-398) et leur interprétation demeurait celle des canonistes orthodoxes (Taparelli, Cavagnis...). La lecture de son *Droit public de l’Église* [[399]](#footnote-399) permet d’ailleurs de constater jusqu’où pouvait aller une pensée préoccupée de juridisme et de normativité et à quelles sources orthodoxes elle retournait sans cesse, à tout propos.

Orthodoxe, le corps de doctrine de Pâquet fut importé de l’étranger, sur l’axe ultramontain Québec-Rome. En ce sens, Pâquet perpétuait sous de nouvelles formes la tradition ultramontaine. *Roma locuta*... L’orthodoxie venait de l’extérieur, faute d’être le caractère d’une pensée originale qui, distancée un peu du hic et nunc canadien-français, eût pu assumer elle-même la réalité nationale.

Durant les années 1900 à 1930, la pensée de Pâquet a bénéficié des canaux de diffusion les plus diversifiés. Sa pensée s’est imposée à travers des mandements épiscopaux, des schémas préparatoires de conciles pléniers de Québec. Des politiciens prirent conseil auprès de lui, de sa chambre même du séminaire de Québec. Il a orienté sinon dirigé l’enseignement théologique et canonique. Il a collaboré à plus de 20 revues et journaux dont L’Action française, le Canada français, les *Mémoires de la Société royale du Canada*, la *Revue dominicaine*, *Le Devoir*, *L’Action catholique*. Il fut surtout de tous les mouvements religieux, intellectuels et sociaux : Société du parler français (1902), Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC, 1902), Ecole sociale populaire (1911), Semaines sociales du Canada (1920), Académie canadienne Saint-Thomas d’Aquin (1930). Sa participation à ces mouvements, souvent à titre d’interprète orthodoxe des problèmes, témoigne précisément de son souci constant de relier la doctrine à l’action, d’appliquer les « vieilles thèses d’écoles aux nécessités du jour [[400]](#footnote-400) ». Celui que l’on a nommé, en le comparant à Mgr d’Hulst, le « premier prêtre du Canada », fut ainsi présent à tous les paliers des activités. Les témoignages en rendent compte [[401]](#footnote-401).

[222]

L’idéologie

L'intérêt idéologique

Les travaux sur les idéologies au Canada français nous ont habitués à une typologie assez définie de « documents », prétextes à prélèvement idéologique : les imprimés de tous genres (1800-1810) inventoriés par Hare et Wallot, les journaux quotidiens ou hebdomadaires et les périodiques à tendance idéologique polarisée utilisés par le groupe de *Recherches sociographiques*, les hommes représentatifs (Laflèche, Dessaulles...). Quelques autres documents n’incluaient pas jusqu’à présent les pamphlets et les brochures qui furent souvent l’expression de polémiques idéologiques circonstanciées mais tout aussi importantes.

Les historiens du Québec de même que ceux qui ont retracé l’évolution de la pensée sociale n’ont pas manqué de tenir compte des activités de Paquet et d’en faire parfois un microcosme utile du premier quart de siècle [[402]](#footnote-402). L’historiographie confirme donc l’importance rétrospective de Pâquet. Ses déclarations devenues classiques, rapportées par les historiens et les témoignages de ses contemporains, concourent à faire de Pâquet un homme typique de son époque. Il serait inopportun aujourd’hui de miser sur ce caractère représentatif de Pâquet si nous n’avions pas, pour valoriser cet aspect, l’argument de l’existence d’une société alors élitiste, relativement homogène, dont il devint précisément la personnification à postériori. D’autant plus qu’à ce moment, comme le soutenait Jean Hamelin au cours des discussions du séminaire sur les idéologies, ce fut l’élite traditionnelle (clergé et professions libérales) qui élabora l’idéologie, et non la bourgeoisie d’affaires, anglaise, ni les travailleurs qui avaient certes des aspirations mais point d’idéologie précise. Ne serait-ce que par ce caractère représentatif mais non réductible de Pâquet, l’homme offrirait un intérêt évident pour l’analyse des idéologies.

Mais, en plus, les travaux de Pâquet nous mettent en présence pour une fois d’une pensée systématique qui n’en est pas moins hypothéquée par le temps et l’espace de son élaboration et de sa diffusion. Pensée systématique d’un homme qui vécut le passage du XIXe au XXe siècle canadien-français et qui personnifia en éminence grise l’autorité morale, l’orthodoxie reconduite jusqu’à l’opinion publique. Autre [223] intérêt: la pensée de Paquet se veut au-delà de l'immédiateté journalistique et s'alimente à une doctrine raréfiée, que ce soit la philosophie, la théologie morale, le droit public de l'Église catholique ou l'orthodoxie universaliste des documents pontificaux. Connaissance « universaliste » qui demande malgré tout une sociologie.

L'articulation de l'idéologie

Une lecture répétée des écrits de Paquet permet de conclure à l'existence d'un schème clef de sa pensée : la médiation entre l'universel et le particulier qui devient sans cesse la nécessité de rapporter la théorie à son application, « les principes » à « l'action ». Cette articulation constante de l'œuvre de Paquet constitue de fait l'hypothèque d'une pensée qui s'alimente ailleurs, c'est-à-dire à Rome. Le recours aux principes universels de l'Église catholique contraint Paquet à chercher sans cesse une interprétation locale à des visées universelles. C'était le prix à payer par le « théologien national » d'une société catholique d'abord, française ensuite, pour justifier « l'esprit romain [[403]](#footnote-403) », non particulariste. Enfin, ce souci de médiation représentait surtout une mentalité de compromis à faire entre la tradition et les innovations.

L'homme que l'on a associé au rôle de la vocation spirituelle de la race française en Amérique avait opté pour le « spiritualisme contre le matérialisme [[404]](#footnote-404) » et pour les principes [[405]](#footnote-405). Tête d'affiche de l'élite cléricale, Paquet a sans cesse dégagé les principes religieux, intellectuels, nationaux, sociaux et économiques que devaient diffuser une « action catholique », une « action intellectuelle », une « action nationale », une « action sociale » et une reconquête économique, clichés linguistiques d'une époque qu'il rejoint jusque dans sa terminologie quotidienne.

La doctrine religieuse et l'action catholique

La thèse essentielle de Paquet se résume dans la primauté de l'« idée religieuse », de l'esprit catholique [[406]](#footnote-406), « fait pour dominer toutes les influences ». Cette position justifiée par un souci de hiérarchie adopte idéologiquement la thèse ultramontaine par excellence de la subordination de l'État à l'Église. Paquet fit de cette question du partage des « pouvoirs » le pivot de son *Droit public* *de l'Église* et le point [224] tournant de sa conception de l’intervention épiscopale dans les conflits scolaires, du rôle de suppléance de l’État dans les questions « mixtes » et de divers sujets auxquels il faudra nous attarder [[407]](#footnote-407).

Cette omniprésence religieuse trouva aussi son expression dans le providentialisme de Pâquet qui voit dans l’histoire [[408]](#footnote-408) et dans le destin des peuples [[409]](#footnote-409) l’action de la Providence. La liste des textes qui glorifient le passé religieux du Canada français et l’action bénéfique de l’Église indiquerait plus qu’une nostalgie : une argumentation pour valoriser la relance de l’action nationale de l’Église. Moins partisane [[410]](#footnote-410), l’influence de l’Église n’en demeurait pas moins nécessaire dans l’esprit de Pâquet.

Ultramontain, Pâquet s’en remettait à la haute hiérarchie de l’Église : le pape et l’épiscopat. Quant à la participation du laïcat, ses limites semblent proportionnelles à la confiance que lui témoignait finalement Pâquet [[411]](#footnote-411).

Attentif enfin à la pratique religieuse (dévotions particulières), Pâquet insista moins sur l’action religieuse, catholique ; de fait, il inscrivit cet objectif dans toutes ses activités de 1900 à 1929.

Le thomisme et l’action intellectuelle

En 1893, Pâquet écrivait à l’abbé Stanislas-Alfred Lortie, alors à Rome : « Nous entrons dans des temps nouveaux qui vont exiger chez le clergé une plus forte dose de science que par le passé [[412]](#footnote-412). »

L’introduction et la propagation du thomisme fut l’œuvre de la carrière universitaire de Pâquet [[413]](#footnote-413), de même que la fondation de l’Académie canadienne Saint-Thomas d’Aquin (1930), version mi- théologique et mi-philosophique des Semaines sociales (de 1920 à nos jours). Académique et théorique, le thomisme n’en constituait pas moins pour Pâquet « un corps de doctrine fait pour répondre aux exigences les plus pressantes de notre époque [[414]](#footnote-414) ». Mais cette actualité en quelque sorte éternelle réfléchissait un passé idéal, celui de saint Thomas et de Louis IX : « Nous assistons là à une scène de l’Ancien Régime extraordinairement dramatique et touchante où apparaissent, dans toute leur grandeur idéale, les relations bienfaisantes de l’Église et de l’État, et qui, sauf changement d’acteurs et de décors, est faite, d’après le plan divin, pour être jouée dans tous les siècles et sous tous les régimes [[415]](#footnote-415). »

[225]

Le thomisme, idéologie d’importation, supposait la résolution du dilemme habituel : concilier les « thèses de l’Ecole » avec l’actualité, insérer les problèmes sociaux et nationaux dans des cadres de philosophie morale. La tentative de Pâquet n’était pas isolée [[416]](#footnote-416) ; une telle adhésion à l’abstraction nécessitait des justifications. En ce sens, comme le droit, la théologie morale et le droit canonique, la philosophie du Canada français représente une zone d’émergence d’idéologie « sublimée » à prospecter.

L’action intellectuelle de Pâquet se manifesta enfin sur le plan de l’éducation [[417]](#footnote-417) parascolaire dans le sillage des mouvements de jeunesse (ACJC), aux niveaux élémentaire, à l’occasion du débat sur l’école obligatoire [[418]](#footnote-418), et universitaire, précisément au moment de la division de l’Université Laval et des débuts de l’« ère scientifique » canadienne-française. « L’œuvre universitaire », secteur de « l’influence religieuse », devait déboucher sur les « nécessités sociales du jour » : « En dehors des leçons générales de métaphysique et de religion [...] qui sont la base des études sociologiques [...], l’Université a cru devoir inscrire, parmi les desiderata de son enseignement philosophique supérieur, une chaire spéciale de sociologie [[419]](#footnote-419). »

Cette réponse « savante » - l’organisation de la sociologie - à une conscience de changements sociaux est enfin l’un des multiples aspects intéressants qu’offre un type d’œuvre comme celui de Pâquet à la connaissance de la sociologie québécoise et à la sociologie de la connaissance.

La doctrine et l’action nationales

L’attitude de Pâquet face aux événements contemporains (problèmes scolaires du Manitoba et de l’Ontario, effort d’industrialisation et promotion de la colonisation, impérialisme de temps de guerre) ne peut se comprendre adéquatement qu’en rapport avec la conception qu’il se faisait des coordonnées nationales de la « race » canadienne-française. En 1902, Pâquet délimitait un projet collectif pour les Canadiens français, « une vocation » déjà esquissée par Mgr Laflèche, le juge Routhier, Mgr Racine [[420]](#footnote-420). Les citations qui suivent étaient l’escalade idéologique de cette « vocation de la race française en Amérique » :

[226]

J’ai formé ce peuple pour moi ; il publiera mes louanges.

[...] de proclamer une fois de plus, sans forfanterie comme sans faiblesse, prudemment, sagement, ce que nous avons été, ce que nous sommes, ce que nous devons et voulons être.

[...] à chacune de ces races, dans la hiérarchie des sociétés et des empires, un rôle propre et distinct.

[...] quelques-uns d’entre eux ont l’honneur d’être appelés à une sorte de sacerdoce.

[...] cette vocation religieuse et civilisatrice, c’est, je n’en puis douter, la vocation propre, la vocation spéciale de la race française en Amérique.

[...] ce que la France d’Europe a été pour l’ancien monde, la France d’Amérique doit l’être pour ce monde nouveau.

Pendant qu’autour de vous d’autres peuples imprimeront dans la matière le sceau de leur génie, notre esprit tracera plus haut, dans les lettres et les sciences chrétiennes son sillon « lumineux ».

Cette parole prophétique qu’un écho mystérieux apporte à mes oreilles [...] : « Vous serez mon peuple, et moi je serai votre Dieu. » [[421]](#footnote-421).

Cette mission religieuse d’une nouvelle France d’Amérique comportait, on le devine, les composantes idéologiques de l’identité nationale, du thème de la survivance : la foi, le passé et le sol, la langue, éléments significativement indissociables pour Pâquet. Ses travaux seront l’explicitation soutenue de ces piliers de la tradition et de l’avenir.

Pour Pâquet, l’Église catholique et son clergé ont été et demeurent le signe de la fidélité des Canadiens français à eux-mêmes. La possibilité de la survivance réciproque de l’Église et des Canadiens français justifiait l’attitude nationale militante de l’Église [[422]](#footnote-422). De même le passé, un passé lointain, constituait le recours unique d’une génération à la recherche d’une tradition, d’une identité, de la survivance [[423]](#footnote-423), et la garantissait contre une assimilation présente sur des fronts de plus en plus nombreux et variés. Et, en l’occurrence, le recours au passé signifierait un retour à la terre [[424]](#footnote-424), base économique des « harmonies profondes entre la foi et l’agriculture ».

Ponctuelle et mieux circonscrite, la défense de la langue française soumit le nationalisme canadien de Pâquet à une épreuve plus [227] précise et soutenue. La lutte pour le « droit naturel à la langue [[425]](#footnote-425) » et les fondements et les avantages historiques du « bilinguisme canadien [[426]](#footnote-426) » ne garantirent pas pour autant le respect des droits scolaires des minorités à l’extérieur du Québec, comme l’atteste la réaction énergique de Pâquet au Règlement XVII. Encore une fois, Pâquet se fit l’interprète de directives pontificales : « Ces directives [...] ne vont pas jusqu’à interdire toute réponse calme et motivée à des propos blessants, à des assertions provocantes, et à des accusations qui dénaturent le sens des griefs et l’étendue des réclamations des minorités [[427]](#footnote-427). »

Polarisée par la question scolaire, la langue française, on le soupçonne, mettait aussi en cause la religion au même titre que le droit à un clergé paroissial de langue française en certains endroits [[428]](#footnote-428).

Telle était donc la tradition religieuse, agricole et linguistique qui justifiait une vocation religieuse et civilisatrice en Amérique et qui délimitait l’option nationaliste canadienne de Pâquet. Mais, comme Bourassa, Pâquet ne mésestima pas la position d’équilibre instable de ce choix. La crise de la conscription le mit en face d’interrogations irrécusables. La conscription à peine adoptée, Pâquet publiait une « consultation doctrinale [[429]](#footnote-429) » sur la participation à la guerre. Il répondait négativement à l’« obligation morale » d’une « colonie » face à la « métropole » britannique de participer à la guerre. Pour Pâquet et l’épiscopat, il ne s’agissait point d’un « devoir de justice » puisqu’il n’y a ni contrat ni obligation stricte à un souverain, mais plutôt d’un « devoir de charité », c’est-à-dire d’une collaboration indirecte par voie économique. Enfin, comme il ne s’agissait pas d’une guerre où la « civilisation » est menacée, Pâquet n’y voyait pas d’impératif d’intervention. Deux ans plus tard, le doute persistait encore quant au nationalisme canadien : « Cette union politique (la Confédération) [...] a-t-elle répondu à toutes nos espérances ? et peut-on dire qu’elle a produit tout le bien auguré par nos chefs, et attendu par le peuple franco-canadien ? On nous permettra d’en douter [[430]](#footnote-430). »

La doctrine et l’action sociales

Pâquet ne fut pas de la génération du catholicisme social ; aîné du père Archambault, des abbés Lapointe, Paul-Emile Roy, Stanislas-Alfred [228] Lortie, d’Arthur Saint-Pierre [[431]](#footnote-431), il personnifia davantage les années des conflits politico-religieux et des « luttes constitutionnelles ». En ce sens, sa pensée sociale consista à définir les canons de l’orthodoxie, et les effets de son action en ce milieu furent secondaires.

Pâquet puisa dans saint Thomas [[432]](#footnote-432), et dans *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*, les principes sinon une préoccupation de l’action sociale catholique [[433]](#footnote-433). Ses communications aux Semaines sociales du Canada se révélèrent plus encourageantes. En 1927, il affirmait, à propos des « fondements de l’autorité [[434]](#footnote-434) », que « toute autorité provient de Dieu » et que la souveraineté populaire est condamnable. En 1929, Pâquet présentait une communication sur les « autorités sociales [[435]](#footnote-435) ». Il y déplorait la disparition, « sous le souffle égalitaire », des anciennes formes d’autorité et de hiérarchie tout en réaffirmant le principe de « l’inégalité nécessaire des conditions humaines [[436]](#footnote-436) ». Quant à ces autorités sociales (« forces hiérarchisées, foyers spéciaux d’influence, centres supérieurs d’activité et de vie [[437]](#footnote-437) »), elles sont d’ordre moral et le lecteur d’aujourd’hui peut s’étonner de ce « pouvoir » parallèle et si peu exécutif. Ces autorités sociales sont donc d’ordre « intellectuel » (recteurs, professeurs, journalistes), « moral » (famille, laïcat) et « économique » (chefs d’entreprises et groupements ouvriers). Même si le « solidarisme » ne suffit pas entre « classes élevées » et « classes inférieures », c’est en termes de « dévouement » et de « charité » que Pâquet décrivait leur rapport [[438]](#footnote-438). On s’étonne du silence de Pâquet sur l’autorité de l’État, un peu diffuse dans ces corps intermédiaires. Soucieux de ne pas modifier les rapports de pouvoir entre l’Église et l’État et conscient depuis 1917 de la montée socialiste [[439]](#footnote-439), Pâquet ne concédait à l’État qu’un « rôle de suppléance [[440]](#footnote-440) », confiant ainsi à l’initiative privée la responsabilité première de la « charité » et de l’assistance publiques [[441]](#footnote-441).

Quant à l’action sociale de Pâquet, il appuya l’effort catholique du premier quart de siècle dans la mesure justement où l’Action sociale catholique [[442]](#footnote-442) mettait à contribution, dans une tâche commune d’éducation, d’apologétique et de « purification sociale », les « autorités sociales » qu’il avait souhaitées [[443]](#footnote-443).

[229]

La doctrine et la « vocation » économiques

Dans son discours sur « la vocation de la race française en Amérique », Pâquet accordait plus d’importance à l’affirmation des valeurs religieuses et culturelles qu’à la négation complète d’une nouvelle tâche économique. Il n’en demeurait pas moins que la vocation spirituelle primait :

Notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées ; elle consiste moins à allumer le feu des usines qu’à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée.

Laissons à d’autres nations, moins éprises d’idéal, ce mercantilisme fiévreux et ce grossier naturalisme qui les rivent à la matière.

Nous ambitionnons avant tout l’honneur de la doctrine et les palmes de l’apostolat [[444]](#footnote-444).

En 1918, Pâquet pensait toujours ainsi : « On voulut bien ne pas trouver cette attitude étrange ni ce langage risqué. Notre opinion n’a point changé depuis [[445]](#footnote-445). »

En reprenant le mot du philosophe catholique Jacques Maritain, il déclarait en 1930 que nous avions besoin « de métaphysique beaucoup plus que de charbon [[446]](#footnote-446) ». Les événements de ces décennies, notamment la crise de 1929, l’incitèrent sans doute à nuancer sa position : « Pionniers du spiritualisme sur ce continent où le culte passionné de la matière exerce tant de ravages, nous avons donc le devoir, non de mépriser ce que Dieu a créé [...] mais d’imprimer sur le terrain économique le sceau de notre esprit et de nos croyances [[447]](#footnote-447). » Il faisait ensuite allusion à « l’ascension économique [[448]](#footnote-448) » des nôtres et à ces progrès économiques « dont nous aurions le droit d’être plus fiers, s’ils portaient davantage notre marque [[449]](#footnote-449) ».

Ces réserves d’un traditionaliste étaient justifiées par la primauté qu’il accordait à l’agriculture et par sa défiance face à l’urbanisation qui jouait en défaveur de la natalité [[450]](#footnote-450) : « Se suffire à soi-même est un avantage, devoir compter sur autrui cause une imperfection [[451]](#footnote-451). » D’où finalement cet appui à l’œuvre de colonisation : « Il serait imprudent d’attendre exclusivement des pouvoirs civils l’impulsion nécessaire au mouvement colonisateur [[452]](#footnote-452). »

[230]

Enfin, au sujet du capitalisme, Paquet l’approuvait en plaidant la cause du droit de propriété et le « rôle providentiel » des riches [[453]](#footnote-453) mais, comme ses contemporains, il ne pouvait en récuser les abus flagrants [[454]](#footnote-454). Quant à ses positions sur « l’organisation professionnelle [[455]](#footnote-455) » (non obligatoire légalement et confessionnelle), sur le travail et le salaire, elles confirmaient ce que d’autres militants catholiques du milieu syndical avaient déjà énoncé ou inscrit dans les faits.

CONCLUSION

L’analyse des travaux de Paquet se prête à l’analyse des idéologies dans la mesure où ceux-ci, *systématisés*, tout à fait *orthodoxes*, amplement *diffusés* et polarisés vers *l’action*, rendent possible un traitement opératoire de son œuvre et de ses activités.

Pour le lecteur qui connaît l’œuvre de Paquet mais qui interroge le passé en fonction des continuités et des ruptures historico-sociales, il est difficile de ne pas percevoir Pâquet comme un homme qui chevauche les XIXe et XXe siècles et qui peut personnifier ce passage des préoccupations politico-religieuses aux questions sociales.

Ultramontain, Pâquet continua, avec une docilité et une fréquence proportionnelles au rythme des changements, à importer de Rome les justifications de ses choix.

Alerté par les problèmes et les défis nouveaux, il eut une réaction de repli : reformulation globale des relations entre l’Église et l’État, effort de relèvement intellectuel du clergé, confiance renouvelée mais certainement plus critique en un nationalisme canadien, promotion énergique d’une vocation religieuse et française ébranlée par le progrès, appui répété des élites traditionnelles contre l’émergence de l’État, attention encore forte aux minorités françaises. En s’attardant sur ces positions de repli de Pâquet, le lecteur contemporain comprend mieux en quel sens Pâquet fut un Canadien français en deçà de la Crise, en deçà de la Seconde Guerre mondiale et de ses effets au Québec.

[231]

**NOTES DU TEXTE 9.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[232]

[233]

[234]

[235]

**Territoires de la culture québécoise**

10

L’influence culturelle américaine  
au Québec : un aller simple. [[456]](#footnote-456)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Henry David Thoreau, qui franchit « l’invisible barrière entre les États-Unis et le Canada » en 1850, avoue n’avoir conservé de son voyage au Québec qu’un rhume [[457]](#footnote-457). La formule peut être vraie pour le philosophe des bois mais elle ne qualifie certes pas adéquatement les relations culturelles entre les États-Unis et le Québec depuis 200 ans !

On s’interroge habituellement peu sur l’air ambiant, sauf au moment d’une crise... ou d’un rhume. Ce modèle de comportement nous semble valoir tout autant pour la culture et, singulièrement, pour ce que nous appellerions l’américanité ambiante de la culture québécoise. L’historiographie des influences américaines au Québec reproduit ce modèle d’une conscience culturelle qui s’inquiète et s’éveille à des moments de crise ou lors d’événements qui s’avèrent correspondre à des seuils, à des changements d’échelle. L’analyse historique de l’influence culturelle américaine au Québec reste à faire ; des plaidoyers et des aperçus existent certes, mais point de synthèse qui marquerait de façon décisive l’histoire culturelle et intellectuelle à la fois du Québec et des États-Unis [[458]](#footnote-458).

[236]

Il nous apparaît symptomatique que les études au Canada et au Québec sur la présence culturelle américaine soient ponctuelles et intermittentes depuis les années 1930 : tantôt la radio, tantôt les lettres et les arts, tantôt les publications, puis de nouveau la radio, les arts. Comme si la recherche culturelle était amnésique et ne se donnait pas les moyens susceptibles de fournir une mesure suivie et exacte des situations. Tel est le cas au Québec où la recherche sur la présence culturelle américaine se limite à des radiographies sectorielles et intermittentes.

La pauvreté relative de cette recherche tient pour une large part au peu d’attention accordée à la question par l’élite intellectuelle tournée culturellement et linguistiquement vers la France et éloignée d’une culture populaire et de masse québécoise foncièrement américaine. Elle s’explique aussi par le lent éveil à cette dimension américaine d’une pensée de gauche anticapitaliste peu friande, jusqu’à tout récemment, d’empirisme.

On peut expliquer ces carences de la recherche mais on ne les comprend pas pour autant si l’on rappelle qu’après le commerce et les investissements, c’est bien la culture qui lie davantage le Québec et les États-Unis. L’écart entre la réalité d’une culture de masse américaine (médias, publicité) omniprésente et les limites de la connaissance que nous en avons n’est pas le moindre des paradoxes ; les conséquences culturelles et politiques de cet état de choses nous semblent décisives dans une conjoncture où les technologies de communication (câble, satellite, télévision payante, ordinateur) ont déjà renforcé et assureront davantage l’influence américaine au Québec et dans le monde.

L’étude de la trame historique de ces influences culturelles américaines au Québec nous apparaît la tâche la plus urgente et la plus susceptible de donner lieu à des suivis systématiques. Tout en situant dans le temps l’évolution de ces influences, nous essaierons de montrer leur ancienneté depuis la Révolution américaine, le changement d’échelle qui se produit à la fois dans l’infrastructure et dans la conscience culturelle après la Première Guerre mondiale et leur intensification après la Seconde Guerre mondiale avec le développement des médias.

[237]

Des idées et des divertissements

Au XVIIIe siècle et au moins jusqu’à la guerre de Sécession, les idées républicaines et l’image de la « grande République » ne cessent de fasciner les démocrates au Québec. Les historiens s’accordent pour reconnaître que L’appel du Congrès aux Canadiens du 26 octobre 1774 a trouvé quelque écho et surtout qu’à peine 15 ans après la conquête militaire par les Britanniques, la « neutralité bienveillante » des Canadiens français à l’égard des troupes américaines annonçait quelque chose [[459]](#footnote-459). Une certaine ambivalence était née qui allait nous faire vivre dans un espace et un temps culturels tridimensionnels : l’espace lointain et passé de la France « éternelle », l’espace laurentien et toujours présent des colonies de l’Amérique britannique du Nord et l’espace laurentien et américain d’un possible avenir.

Un demi-siècle plus tard, lors des insurrections de 1837 et de 1838, nos Fils de la liberté allaient trouver dans la Déclaration d’indépendance américaine des principes et des énoncés de droits inspirants, avant de bénéficier, en exil, de l’hospitalité « bienveillante » des citoyens du Vermont, du Maine ou de l’État de New York [[460]](#footnote-460).

Après l’abolition en 1846 par l’Angleterre des *corn laws* et du protectionnisme, le mouvement d’annexion aux États-Unis de 1849 allait de nouveau révéler la propension spontanée et continue des habitants du Québec pour les « États », même à l’intérieur d’une « logique du désespoir » où l’annexion semblait préférée à la disparition par la récente union des Canadas [[461]](#footnote-461). Le grand intellectuel et démocrate Louis-Antoine Dessaulles réexprimait dans une série de conférences cette fascination pour « la colossale république du Nouveau-monde » et condamnait « tout principe politique qui n’est pas la souveraineté du peuple, toute organisation qui n’est pas la république [[462]](#footnote-462) ». En évoquant l’exemple de la Louisiane française et de la liberté des cultes aux États-Unis pour rassurer le nationalisme de ses compatriotes, Dessaulles optait néanmoins en démocrate. Ce faisant, il formulait clairement un des dilemmes classiques de la tradition intellectuelle et politique québécoise : nationalisme-démocratie, nationalisme-socialisme.

[238]

Mais déjà, au moment de la Confédération, l’admirable république avait damé le pion culturel à ce Québec qui se rêvait dans une Amérique française. Le lucide libraire, poète et exilé Octave Crémazie écrivait nostalgiquement :

[...] le Canada aurait pu conquérir sa place au milieu des littératures du vieux monde, si parmi ses enfants il s’était trouvé un écrivain capable d’initier, avant Fenimore Cooper, l’Europe à la grandiose nature de nos forêts, aux exploits légendaires de nos trappeurs et de nos voyageurs. Aujourd’hui, quand bien même un talent aussi puissant que celui de l’auteur du Dernier des Mohicans se révélerait parmi nous, ses œuvres ne produiraient aucune sensation en Europe, car il aurait l’irréparable tort d’arriver le second, c’est-à-dire trop tard [[463]](#footnote-463).

De la Révolution américaine à la Première Guerre mondiale, l’influence culturelle américaine ne se limita pas au ciel des idées républicaines. Une culture continentale se constituait dans une infrastructure diversifiée. Au-delà de l’expérience symbolique d’un Fleury Mesplet venu de Philadelphie avec sa presse, les historiens de l’imprimé au Québec ont non seulement noté le nombre important d’imprimeurs américains à Québec ou à Montréal, mais bien établi que la production et la diffusion de l’imprimé au Québec s’étaient faites, au moins jusqu’à la moitié du XIXe siècle, à l’américaine - rôle central de l’imprimeur-éditeur-libraire - plutôt qu’à la française où le libraire assume ce rôle [[464]](#footnote-464). Très tôt d’ailleurs, l’importation en provenance des États-Unis d’imprimés, de matériel d’imprimerie ou d’objets artistiques se révèle pour certains produits supérieure à celle qui arrive de Grande-Bretagne et de France [[465]](#footnote-465). Dans le domaine de l’imprimé, l’implantation du télégraphe en 1846 et l’axe télégraphique de la côte atlantique américaine en passant par Albany, par exemple, modifient déjà la pratique journalistique. Dès 1868, l’Association de la presse américaine fournit de l’information aux journaux du Québec qui deviendront après 1880 - *La Presse* date de 1884 - des journaux d’information à l’américaine [[466]](#footnote-466). Cette culture continentale s’appuie alors tout autant sinon davantage sur une culture non livresque, orale et visuelle, associée au spectacle : troupes de tournée théâtrales venant de Paris via La Nouvelle-Orléans ou New York et qui jouent en français à Montréal [[467]](#footnote-467), cirques et spectacles d’attractions de toutes sortes [[468]](#footnote-468), notamment le burlesque qui sera à Montréal, de 1880 à 1930, essentiellement américain [[469]](#footnote-469). Le grand révélateur de cette tendance [239] sera les « vues animées » projetées dès l’été 1896 à Montréal et dont la popularité dès avant la Première Guerre mondiale marque un seuil nouveau pour les influences culturelles américaines au Québec.

De 1775 à 1920, l’influence culturelle américaine s’inscrit dans un cadre politique colonial britannique et l’attrait pour le voisin républicain révèle sans ambiguïté une culture politique Nord-Sud. Cette culture continentale qui se constitue tout au long du XIXe siècle suit aussi, souvent, les axes de l’économie dont le mouvement annexionniste et le Traité de réciprocité rappellent on ne peut mieux la dimension continentale. Mais surtout, et dès la fin du XIXe siècle, un clivage social est devenu évident dans les pratiques culturelles : une certaine bourgeoisie vit à l’heure culturelle de Paris alors que ce qu’on appelle le peuple ou la masse consomme une culture-divertissement surtout visuelle et spectaculaire à l’américaine. Une claire conscience de cette situation nouvelle s’exprime de façon véhémente au cours des années 1920.

L’américanisation :  
nouvelle « conquête » (1920-1945)

On a montré la secousse idéologique et culturelle produite entre la fin de la guerre et la crise de 1929 par les investissements américains au Québec [[470]](#footnote-470). Les hommes des années 1920 ont rapidement ajusté leur langage à la réalité et abondamment utilisé un mot nouveau, « l’américanisation », terme parfois vague mais qui recouvre néanmoins un phénomène omniprésent et qui décrit une nouvelle ambiance.

Le cinéma fut sans doute le média le plus important de cette nouvelle culture visuelle américaine. Au temps du cinéma muet, Montréal connaît, après la Première Guerre mondiale, l’expansion la plus forte de ses salles commerciales : 46 en 1915, 73 en 1921, alors que le Québec en compte, en 1930, 148 dont 51 à Montréal. Les films importés au Canada entre 1919 et 1930 provenaient en moyenne à 96% des États-Unis et il n’y a pas de raison sérieuse pour ne pas reconnaître généralement la valeur de cet ordre de grandeur pour le Québec et pour Montréal [[471]](#footnote-471). Car il est évident pour tous que la guerre de 1914-1918 interrompt la production et l’exportation de films français, qu’elle ouvre dorénavant le marché aux États-Unis et qu’il se crée au Québec, jusqu’à l’arrivée du « parlant français » après [240] 1930, une habitude de plus de 15 ans de consommation de cinéma essentiellement américain [[472]](#footnote-472). D’ailleurs, les périodiques de l’industrie américaine du cinéma ont une perception toute « continentale » du cinéma au Québec et au Canada : « The Dominion of Canada is regarded by members of American film industry, as part of its domestic market [[473]](#footnote-473). » Cette omniprésence américaine se répète aussi dans l’exploitation commerciale des salles ; Famous Players (Paramount) qui achète en 1923 la principale chaîne canadienne de cinémas regroupe à Montréal, en 1925, 8 des 51 salles dont le fameux Capitol et trois autres *first run houses* [[474]](#footnote-474).

Cette américanisation marque aussi la presse ; au-delà de la nouvelle sensationnelle, des photographiés, des bandes dessinées ou même du jaunisme, la presse du dimanche bénéficie de l’implantation du tabloïd (1919) et voit s’inaugurer une tradition avec *Le Petit Journal* (1925) puis *La Patrie du dimanche* (1935) [[475]](#footnote-475). Le parc automobile québécois, limité à 400 véhicules en 1908, est multiplié par dix entre la guerre et la Crise, et passe de 14 159 véhicules en 1916 à 140 802 en 1930 [[476]](#footnote-476). Cet essor de l’automobile n’est que le premier grand front d’une culture de biens de consommation en voie d’implantation et déjà associée à l’*American way of life*. C’est bien cette nouvelle culture matérielle qui fera du Nord du 25e parallèle le miroir du Sud du 25e parallèle. La montée des stations privées de radio et de publicité après 1936 témoigne encore, globalement, de l’attraction de l’expérience américaine [[477]](#footnote-477). Quant à l’envahissement du sport professionnel, il vient mettre en cause une certaine perception traditionnelle et catholique du corps tant valorisé par ailleurs par le cinéma et le cabaret [[478]](#footnote-478).

Cette américanisation hante littéralement la conscience culturelle de l’époque. Elle afflue dans la production romanesque [[479]](#footnote-479) et constitue l’un des chevaux de bataille de cette nouvelle conscience culturelle personnifiée par le groupe de la revue *L’Action française* qui commence à paraître en 1917 [[480]](#footnote-480). Pour ces hommes d’avant la Crise, l’américanisation constitue « le plus grand malheur de notre histoire, plus encore que la conquête anglaise [car celle-ci] nous fut imposée sans qu’on pût dompter notre âme française tandis qu’aujourd’hui notre âme elle-même fléchit et passe à l’étranger [[481]](#footnote-481) ». On parlera même d’« une âme qui a déjà changé », d’« un esprit qui s’est métissé [[482]](#footnote-482) ».

[241]

Ces influences culturelles américaines qui suivent le mouvement des investissements financiers s’intensifient précisément au moment de l’urbanisation du Québec et de la croissance démographique de Montréal [[483]](#footnote-483).

On peut certes imaginer un processus d’industrialisation et d’urbanisation per se, de façon à pouvoir départager ce qui, dans ce processus, serait spécifiquement de l’ordre de l’influence américaine. Mais la réalité est tout autre au moment, entre 1911 et 1921, où le Québec devient surtout urbain. Dorénavant, les capitaux investis au Québec sont majoritairement américains et non plus britanniques ; les compagnies sont continentales. Dans la ville, l’urbanisme et l’architecture s’américanisent, tout comme la culture matérielle domestique et le divertissement. C’est en ce sens que l’urbanisation, synonyme de modernité, est aussi équivalente d’américanisation, d’américanité. « C’est comme aux États », dira-t-on pendant un bon moment.

Cette urbanisation et cette américanisation simultanées choquent manifestement l’élite intellectuelle de l’époque, tout autant la bourgeoisie conservatrice que le clergé. L’idéal rural, la famille, le mariage, la langue, la foi sont contestés par de nouvelles pratiques et de nouvelles valeurs et, sous la plume de ces « gens bien élevés », les mots « peuple » et « masse » ont dorénavant un sens socialement hiérarchisé sinon péjoratif [[484]](#footnote-484). Le clivage social dans la culture québécoise s’intensifie en s’explicitant, tout comme la démarcation entre l’axe d’une culture atlantique, élitiste et française, et l’axe d’une culture continentale, américaine et populaire.

Cette intensification de l’influence culturelle américaine obligeait les nationalistes et les intellectuels de l’époque à trouver une identité dans une diversité nouvelle, faite de valorisation de la culture française, de claire conscience d’une différence et d’un éloignement de la culture canadienne-anglaise et d’une continentalité de plus en plus prégnante. Cette critique et cette dénonciation de l’américanisation amorcée dès les années 1920 s’accentuent après cette décennie à cause de forts investissements américains au Québec et à la suite du malaise créé par la Crise. On assiste ainsi, entre 1930 et 1936, à la fin du régime libéral et au moment de la montée de l’Alliance libérale nationale et du parti de Maurice Duplessis, à une offensive de la jeunesse contre les trusts américains auxquels on [242] oppose parfois une solution d’indépendance nationale dans des journaux comme *La Nation* ou *L’Indépendance*. Mais cette critique ne porte pas encore sur l’emprise d’une « industrie culturelle » américaine dans le secteur des médias ou du divertissement. Bref, la thèse de l’impérialisme culturel américain n’est pas encore construite, articulée, formulée.

Cette nouvelle conscience culturelle de l’américanisation dans tous les secteurs provoque un tournant décisif dans la conscience de soi des Canadiens français de l’époque. Le rêve d’une certaine Amérique française à la mesure de l’espace nord-américain doit faire place à un nouveau rêve, celui de la Laurentie qui devra toujours et davantage faire face et place à la continentalité.

« Bringing it all to Montreal » (1945- )

Si les États-Unis n’ont pas attendu la culture de masse médiatique pour peser de tout leur poids sur la culture québécoise, il n’en demeure pas moins qu’après la Seconde Guerre mondiale, la culture américaine au Québec fait le grand bond en avant avec l’implantation extrêmement rapide de la télévision (1952). La puissance de ce média s’ajoutera en le renforçant à un processus de libéralisation et les valeurs traditionnelles s’effriteront après 1960 : le tarissement du recrutement religieux et l’étatisation des régimes d’éducation et de santé marqueront la fin d’une époque. La baisse dramatique de la natalité et le nombre record de divorces changeront radicalement la réalité et la signification du mariage et de la famille. La « différence » s’amenuisera, réduite pour plusieurs à la langue devenue objet de lois cruciales et qui fait des Québécois, de plus en plus, des Américains parlant français.

Cette boîte à sons et à images qu’est la télévision, sorte d’industrie de la conserve culturelle, permet par exemple à une station privée, anglophone et montréalaise, de se présenter quotidiennement comme « bringing it all to Montreal », expression dans laquelle « ail » signifie surtout des États-Unis [[485]](#footnote-485). Cette association réductrice de la culture américaine aux médias est en quelque sorte encouragée par les travaux récents sur l’impérialisme culturel américain qui se focalisent essentiellement sur les médias [[486]](#footnote-486).

[243]

Malgré les lacunes de la recherche, des données n’en permettent pas moins de dresser un certain portrait-robot de la présence culturelle américaine contemporaine au Québec.

La culture de l’automobile à l’américaine qui prend forme avec les « services à l’auto » et les « lave-autos » prend son véritable essor au Québec après 1950, alors que le nombre de véhicules croît régulièrement : il passe de 287 657 en 1950 à 1 485 757 en 1969 [[487]](#footnote-487). La radio privée qui diffuse la publicité et le palmarès, et qui mousse tout autant le savon que les disques, dispose de 25% de la puissance émettrice au Canada en 1936, de 70% en 1956 [[488]](#footnote-488). Entre 1950 et 1959, les périodiques et les magazines américains dont le tirage est aux mains de ABC accaparent de 60% à 65% du marché canadien [[489]](#footnote-489). Que diffuse au Québec Benjamin News par rapport à l’agence de distribution française qu’est Périodica ?

L’américanisation de l’industrie et de la culture cinématographiques sur le plan international est un processus amorcé depuis la Première Guerre mondiale. De 1946 à 1966, le Canada est le troisième pays importateur de longs métrages américains, devancé par l’Irlande et l’Italie (voir le tableau 1). Si l’on observe une période plus longue, de 1946 à 1976, le Canada a importé en moyenne des États-Unis plus de la moitié des longs métrages distribués en salle, avec des sommets atteints avant l’arrivée de la télévision en 1952 [[490]](#footnote-490). On ne dispose pas avant 1958 de données ventilées pour le Québec, mais il paraît néanmoins vraisemblable que cette moyenne a été légèrement inférieure, compte tenu d’une importation de longs métrages français particulièrement active après 1930. De 1971 à 1981, 34,9% (voir le tableau 2) des longs métrages visés par le Bureau de surveillance du cinéma du Québec viennent des États-Unis, c’est-à-dire deux fois et demie les importations de France [[491]](#footnote-491). De 1958 à 1978, les longs métrages présentés en primeur à Montréal proviennent en moyenne à 37,3% des États-Unis, à 19,3% de France et à 4,2% du Canada [[492]](#footnote-492). Quant à l’exploitation commerciale, la concentration américaine dans la propriété des salles s’est amplifiée. En 1950, quatre compagnies possèdent 50,5% des cinémas de Montréal et détiennent 62% des sièges disponibles. United Amusements - qui passera sous la direction de Famous Players Canadian Corporation en 1966 et qui sera dorénavant connu sous la raison sociale Les Cinémas unis - possède en

[244]

TABLEAU 1

Divers pays, longs métrages importés des États-Unis, en pourcentage (1946-1967)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| PAYS | 1946 | 1947 | 1948 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | Moyenne |
| Irlande\* |  |  |  |  |  | 87 | 83 | 79 | 65 | 75 | 69 | 69 | 67 | 65 | 50 | 55 | 54 | 52 | 60 | 59 | 58 |  | 65 |
| Italie | 70 | 64 | 76 | 75 | 73 | 67 | 62 | 62 | 68 | 66 | 63 | 65 | 64 | 54 | 41 | 47 | 51 | 56 | 52 | 52 | 58 |  | 61 |
| Danemark\* |  | 44 | 55 | 77 | 75 | 71 | 69 | 66 | 65 | 53 | 40 | 17 | 44 | 58 | 58 | 52 | 51 | 45 | 49 | 50 | 46 | 49 | 54 |
| Canada | 80 | 76 | 77 | 72 | 71 | 68 | 75 | 60 | 44 | 58 | 60 | 56 | 52 | 47 | 41 | 43 | 37 | 37 | 33 | 42 | 36 | 34 | 54 |
| Royaume-Uni |  |  |  | 69 | 69 | 72 | 64 | 62 | 57 | 61 | 59 | 57 | 56 | 50 | 40 | 38 | 36 | 37 | 38 | 35 | 40 |  | 52 |
| Finlande | 60 | 58 | 58 | 65 | 69 | 69 | 65 | 61 | 53 | 49 | 48 | 54 | 53 | 48 | 40 | 34 | 29 | 32 | 41 | 42 | 36 | 43 | 50 |
| Norvège | 48 | 57 | 49 | 55 | 61 | 59 | 62 | 55 | 50 | 48 | 51 | 48 | 49 | 40 | 41 | 38 | 44 | 47 | 48 | 45 | 37 |  | 49 |
| Suède \* |  |  |  |  | 63 | 63 | 61 | 59 | 53 | 49 | 53 | 48 | 48 | 50 | 43 | 39 | 40 | 38 | 39 | 38 | 40 | 35 | 48 |
| Pays-Bas | 40 | 59 | 66 | 69 | 67 | 64 | 59 | 56 | 48 | 52 | 50 | 45 | 47 | 43 | 35 | 29 | 28 | 31 | 32 | 30 | 32 |  | 47 |
| Allemagne de l’Ouest |  |  |  |  |  | 49 | 57 | 49 | 43 | 46 | 41 | 41 | 41 | 37 | 33 | 29 | 29 | 32 | 29 | 31 | 29 |  | 38 |
| Espagne | 58 | 49 | 48 | 41 | 35 | 37 | 40 | 40 | 47 | 41 | 21 | 17 | 18 | 32 | 32 | 26 | 27 | 25 | 31 | 26 | 24 |  | 34 |
| France |  |  |  |  |  | 40 | 40 | 39 | 36 | 33 | 32 | 33 | 32 | 32 | 30 | 28 | 29 | 27 | 27 | 27 | 25 |  | 32 |

\* Longs métrages soumis à la censure.

Sources : Thomas H. Guback, *The International Film Industry*, Bloomington, Indiana University Press, 1969, passim ; Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *Le cinéma au Québec. Essai de statistique historique (1896 à nos jours),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981, tableaux 126 et 129. Les pourcentages et les moyennes sont nôtres.

[245]

TABLEAU 2  
Québec, longs métrages visés par le Bureau  
de surveillance du cinéma, disponibles auprès de  
distributeurs faisant affaires au Québec, selon le lieu d’origine  
(cumulatif, de mai 1971 à décembre 1981)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Origine | Nombre | % |
| Québec | 287 | 2,76 |
| Canada | 555 | 5,33 |
| France | 1 548 | 14,86 |
| Autres pays francophones | 90 | 0,86 |
| États-Unis | 3 638 | 34,92 |
| Grande-Bretagne et autres pays anglophones | 876 | 8,41 |
| Pays de langue étrangère | 3 423 | 32,96 |
| Total | 10417 | 100,00 |

Source : Rapports mensuels du B.S.C.Q., de mai 1971 à décembre 1981 inclusivement. Voir Jean-Paul Baillargeon (dir.), Statistiques culturelles du Québec, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985, chapitre 11.

1950, au moment de l’âge d’or de la consommation de cinéma, 25,3% des salles montréalaises et 29,3% des sièges. Famous Players dirige alors 6% des salles montréalaises, 13,9% des sièges et deux des trois salles de 2 000 sièges et plus. Près de 30 ans plus tard, la concentration s’est intensifiée. Au Québec, trois compagnies ont en main le tiers (34,2%) des salles de cinéma : Les Cinémas unis (Famous Players) 16,7%, Odéon (canadienne) 8,7%, France film (québécoise) 8,6%. À Montréal, ces mêmes compagnies détiennent les deux tiers (66,8%) des salles ; à elle seule, la compagnie américaine Les Cinémas unis en possède 37,8%, Odéon 21,3% et France film 7,7% [[493]](#footnote-493).

Sans prétendre analyser systématiquement les contenus américains des stations de télévision « bringing it all to Montreal » depuis la politique (1961) du « contenu canadien » du Conseil de la radio-télévision canadienne, il est néanmoins possible de prendre une certaine mesure de l’emprise américaine sur la télévision québécoise. Une analyse par échantillonnage des dix émissions les plus populaires diffusées par les réseaux francophones entre 1973 et [246] 1982 indique une présence de plus en plus forte d’émissions américaines. En 1979, trois émissions américaines occupent les sixième, septième et dixième places du classement ; en 1982, trois émissions américaines diffusées par le réseau TVA dans dix stations différentes et avec des cotes d’écoute de deux à trois millions de téléspectateurs occupent cette fois les première, deuxième et cinquième positions. Ces émissions américaines de 60 minutes d’antenne sont évidemment diffusées aux heures de grande écoute (voir les tableaux 3 à 6). À ces *top ten* s’ajoutent une kyrielle d’autres émissions américaines, notamment les longs métrages mis en ondes. En 1980, près de la moitié des longs métrages présentés aux deux principaux réseaux francophones - Radio-Canada (45,9%) et TVA (44,4%) - proviennent des États-Unis. Ce pourcentage grimpe à 57,3% pour la station anglophone de Radio-Canada de Montréal et à 67,9% pour celle de Québec ; 71,4% des longs métrages présentés à la station privée CTV proviennent des États-Unis (voir le tableau 7).

A ces contenus correspondent des données sur l’auditoire. Deux enquêtes identiques menées en 1971 et en 1979 indiquent que l’auditoire francophone a accru de 8% son écoute de la télévision américaine comparativement à 20% pour les anglophones. Alors qu’ils représentaient 81% de la population en 1971, les Québécois francophones constituaient, en 1979, 72% de l’auditoire de la télévision américaine au Québec et 75% de celui de la télévision de langue anglaise. Cette écoute de divertissement plus que d’information est fonction chez les francophones du revenu, de la scolarité, de la situation géographique (Montréal) mais surtout du degré de bilinguisme et de l’âge [[494]](#footnote-494). Les jeunes, comme un peu partout dans le monde, semblent particulièrement réceptifs à cette culture anglophone et américaine de plus en plus à leur portée et dont l’accessibilité sera décuplée par l’expansion prochaine de l’électronique. Une enquête [[495]](#footnote-495) menée auprès d’élèves de 15 à 17 ans démontre la pénétration de l’anglais par la consommation de médias parlés (voir le tableau 8).

Dans cette consommation culturelle quotidienne où les médias occupent la première place [[496]](#footnote-496), il est donc évident que la culture mode in USA occupe au Québec les créneaux culturels les plus populaires : télévision, radio, périodiques, disques. Cette forte consommation de culture américaine semble inquiéter actuellement davantage à cause

[247]

TABLEAU 3

Les dix émissions les plus populaires parmi les émissions diffusées  
par les réseaux francophones TVA et Radio-Canada (5-18 mars 1973)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Rang | Titre | Cote d’écoute (000) | Réseau | Origine | Horaire | | Durée (minutes) | Genre | Stations émettrices (N) |
| 1 | *Les Berger* | 2 836 | TVA | QC | lu | 19 h 30 | 30 | feuilleton | 9 |
| 2 | *Rue des Pignons* | 2 515 | RC | QC | ma | 21 h | 30 | feuilleton | 17 |
| 3 | *Symphorien* | 2 371 | TVA | QC | ma | 20 h 30 | 30 | feuilleton | 9 |
| 4 | *Quelle famille* | 2 156 | RC | QC | di | 19 h | 30 | feuilleton | 17 |
| 5 | *Mont Joye* | 1 943 | RC | QC | lu | 20 h 30 | 30 | feuilleton | 17 |
| 6 | *La p’tite semaine* | 1 797 | RC | QC | lu | 21 h | 30 | feuilleton | 17 |
| 7 | *Cinéma Kraft* | 1 775 | TVA | (variée) | je | 19 h 30 | 90 | long métrage | 8 |
| 8 | *Les forges de Saint-Maurice* | 1 749 | RC | QC | lu | 20 h | 30 | feuilleton | 17 |
| 9 | *Hawai 5-0* | 1 632 | TVA | É.-U. | ma | 19 h 30 | 60 | feuilleton | 8 |
| 10 | *La soirée du hockey* | 1 563 | RC | QC | sa | 20 h | 158 | sport | 15 |

Source : BBM, Télévision Network Program Report, 5-18 mars 1973, Toronto, 1973. Compilation de Christine Eddie, dans Jean-Paul Baillargeon (dir.), op. cit., chapitre 13.

[248]

TABLEAU 4

Les dix émissions les plus populaires parmi les émissions diffusées  
par les réseaux francophones TVA et Radio-Canada  
(23 février-14 mars 1976)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Rang | Titre | Cote d’écoute (000) | Réseau | Origine | Horaire | | Durée (minutes) | Genre | Stations émettrices (N) |
| 1 | *Rue des Pignons* | 2 538 | RC | QC | ma | 21 h | 30 | feuilleton | 18 |
| 2 | *Les Berger* | 2 508 | TVA | QC | lu | 19 h 30 | 30 | feuilleton | 6 |
| 3 | *Y’a pas de problème* | 2 294 | RC | QC | lu | 20 h | 30 | feuilleton | 18 |
| 4 | *Symphorien* | 2 073 | TVA | QC | ma | 20 h 30 | 30 | feuilleton | 4 |
| 5 | *Avec le temps* | 1 984 | RC | QC | lu | 20 h 30 | 30 | feuilleton | 18 |
| 6 | *La p’tite semaine* | 1 805 | RC | QC | ma | 20 h | 30 | feuilleton | 18 |
| 7 | *La petite patrie* | 1 784 | RC | QC | di | 19 h | 30 | feuilleton | 18 |
| 8 | *Télé-sétection* | 1 689 | RC | (variée) | lu | 21 h | 90 | long métrage | 18 |
| 9 | *Le monde de Disney* | 1 393 | RC | É.-U. | ma | 19 h | 60 | émission jeunesse | 15 |
| 10 | *Le 60* | 1 385 | RC | QC | ma | 21 h 30 | 60 | information | 18 |

Source : BBM, Télévision Réseaux, printemps 1976, Toronto, 1976. Compilation de Christine Eddie, dans Jean-Paul Baillargeon (dir.), op. cit.

[249]

TABLEAU 5

Les dix émissions les plus populaires parmi les émissions diffusées  
par les réseaux francophones TVA et Radio-Canada  
(26 février-14 mars 1979)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Rang | Titre | Cote d’écoute (000) | Réseau | Origine | Horaire | | Durée (minutes) | Genre | Stations émettrices (N) |
| 1 | *Grand-papa* | 2 646 | RC | QC | ma | 20 h | 30 | feuilleton | 20 |
| 2 | *Jamais deux sans toi* | 2 401 | RC | QC | ma | 20 h 30 | 30 | feuilleton | 20 |
| 3 | *Dominique* | 2 258 | TVA | QC | lu | 19 h | 30 | feuilleton | 8 |
| 4 | *Terre humaine* | 2 086 | RC | QC | lu | 20 h | 30 | feuilleton | 20 |
| 5 | *Le clan Beaulieu* | 2 006 | TVA | QC | lu | 19 h 30 | 30 | feuilleton | 8 |
| 6 | *La petite maison dans la prairie* | 1 903 | TVA | É.-U. | me | 19 h 30 | 60 | feuilleton | 8 |
| 7 | *La femme bionique* | 1 795 | RC | É.-U. | sa | 19 h | 60 | feuilleton | 14 |
| 8 | *Les grands films* | 1 793 | RC | (variée) | je | 20 h 30 | 120 | long métrage | 19 |
| 9 | *Du tac au tac* | 1 657 | RC | QC | je | 19 h 30 | 30 | feuilleton | 20 |
| 10 | *Le monde de Disney* | 1 609 | RC | E.-U. | ma | 19 h | 60 | émission jeunesse | 19 |

Source : BBM, Télévision Réseaux, 26 février-14 mars 1979, Toronto, 1979. Compilation de Christine Eddie, dans Jean-Paul Baillargeon (dir.), op. cit.

[250]

TABLEAU 6

Les dix émissions les plus populaires parmi les émissions diffusées  
par les réseaux francophones TVA et Radio-Canada  
(1er-7 mars 1982)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Rang | Titre | Cote d’écoute (000) | Réseau | Origine | Horaire | | Durée (minutes) | Genre | Stations émettrices (N) |
| 1 | *La petite maison dans la prairie* | 2 347 | TVA | É.-U. | lu | 18 h 30 | 60 | feuilleton | 10 |
| 2 | *Chips* | 2 167 | TVA | É.-U. | ma | 18 h 30 | 60 | feuilleton | 10 |
| 3 | *Terre humaine* | 1 873 | RC | QC | lu | 20 h | 30 | feuilleton | 20 |
| 4 | *Marisol* | 1 870 | TVA | QC | lu | 19 h 30 | 30 | feuilleton | 10 |
| 5 | *Drôles de dames* | 1 782 | TVA | É.-U. | je | 18 h 30 | 60 | feuilleton | 10 |
| 6 | *Chez Denise* | 1 668 | RC | QC | di | 19 h | 30 | feuilleton | 20 |
| 7 | *Le temps d’une paix* | 1 538 | RC | QC | me | 20 h | 30 | feuilleton | 20 |
| 8 | *Les grands films* | 1512 | RC | (variée) | je | 20 h | 120 | long métrage | 20 |
| 9 | *Boogie Woogie’48* | 1 421 | RC | QC | je | 19 h 30 | 30 | feuilleton | 20 |
| 10 | *Les beaux dimanches* (première partie) | 1 353 | RC | QC | di | 19 h 30 | 75 | variétés | 20 |

Source : BBM, Télévision Réseaux, 1er-7 mars 1982, Toronto, 1982. Compilation de Christine Eddie, dans Jean-Paul Baillargeon (dit.), op. cit.

[251]

TABLEAU 7

Québec, répartition en pourcentage des longs métrages mis en ondes à partir  
de la station émettrice, selon le pays d’origine (janvier-décembre 1980)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Station | | Canada | États-Unis | Autres pays anglophones a | France | Autres pays francophones b | Italie | Autres pays | Inconnu | Total | |
| RQ | CIVM-Montréal c | 10,3 | 13,2 | 6,6 | 37,5 | 1,5 | 15,5 | 14,7 | 0,7 | 100,0 | 136 |
| RC | CBFT-Montréal d | 3,9 | 34,9 | 10,2 | 33,4 | 3,3 | 6,4 | 6,6 | 1,3 | 100,0 | 699 |
| CHAU-Carleton | 3,9 | 36,2 | 10,4 | 31,9 | 3,7 | 5,6 | 6,9 | 1,4 | 100,0 | 629 |
| CKSH-Sherbrooke | 2,2 | 57,7 | 7,9 | 16,2 | 1,4 | 7,3 | 5,8 | 1,5 | 100,0 | 1 035 |
| CKRS-Jonquière | 2,5 | 48,2 | 8,2 | 23,8 | 1,6 | 6,0 | 7,6 | 2,1 | 100,0 | 939 |
| CKTM-Trois-Rivières | 2,2 | 52,6 | 10,5 | 19,5 | 1,5 | 6,7 | 5,9 | 1,1 | 100,0 | 1 028 |
| TVA | CFTM-Montréal e | 0,4 | 40,7 | 12,1 | 22,1 | 0,1 | 16,1 | 8,4 | 0,1 | 100,0 | 751 |
| CJPM-Chicoutimi | 0,4 | 46,5 | 12,5 | 20,1 | 0,1 | 12,9 | 7,4 | 0,1 | 100,0 | 690 |
| CHLT-Sherbrooke | 0,6 | 42,6 | 12,0 | 22,0 | 0,1 | 14,2 | 8,2 | 0,3 | 100,0 | 718 |
| CHEM-Trois-Rivières | 0,5 | 40,8 | 11,0 | 22,2 | 0,1 | 15,8 | 8,7 | 0,1 | 100,0 | 798 |
| CFCM-Québec | 0,4 | 51,7 | 11,1 | 18,7 | — | LR8 | 6,2 | 0,1 | 100,0 | 828 |
| CBC | CKMI-Québec | 5,9 | 67,9 | 18,2 | 1,1 | — | 5,3 | 1,1 | 0,5 | 100,0 | 187 |
| CBMT-Montréal | 9,6 | 57,3 | 253 | 23 | — | 23 | 2,2 | 03 | 100,0 | 136 |
| CTV | CFCF-Montréal | 5,8 | 71,4 | 15,3 | 1,8 | — | 2,4 | 1,8 | 1,5 | 100,0 | 615 |

a. Comprend la Grande-Bretagne, l’Australie et la Nouvelle-Zélande.

b. Comprend la Suisse, la Belgique et le Luxembourg.

c. Vaut aussi pour CIVQ-Québec, CIVO-Hull, CIVN-Rouyn-Noranda et CIVA-Val-d’Or.

d. Vaut aussi pour CJBR-Rimouski, CBGAT-Matane, CBVT-Québec, CKRT-Rivière-du-Loup, CBOFT-Ottawa et CKRN-Rouyn-Noranda.

e. Vaut aussi pour CFER-Rimouski, CIMT-Rivière-du-Loup, CHOT-Hull et CFEM-Rouyn-Noranda.

Source : Compilations de Christine Eddie, à partir de TV'Hebdo, volume XX, n° 52, 29 décembre 1979-4 janvier 1980 à volume XXI, no 52, 27 décembre 1980-2 janvier 1981 (pages « Cinéma-tv cette semaine »). Voir aussi Jean-Paul Baillargeon (dir.), *op. cit*.

[252]

TABLEAU 8.

Consommation, en anglais, de certains médias,  
élèves francophones de 15 à 17 ans (1978) (%)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Radio | Télévision | Spectacles (chanteurs) | Cinéma | Disques  ou cassettes |
| Québec | 16 | 22 | 35 | — | 45 |
| Jonquière | 13 | 21 | 26 | 1 | 41 |
| Montréal francophone | 32 | 29 | 32 | 39 | 46 |
| Montréal anglophone | 51 | 44 | 45 | 17 | 57 |
| Montréal allophone | 41 | 37 | 40 | 6 | 60 |
| Hull | 56 | 49 | 45 | 29 | 66 |

Source : Édith Bédard et Daniel Monnier, Conscience *linguistique des jeunes Québécois. Influence de l’environnement linguistique chez les élèves francophones de niveau secondaire IV et V*, Québec, Conseil de la langue française, 1981, tome I, p. 51-52.

de ses conséquences sur la langue des Québécois et particulièrement des jeunes que pour ses effets d’intégration à une culture continentale d’abord, internationale ensuite. Sur le plan politique, on aura noté que la législation québécoise porte davantage sur la langue de travail et d’affichage qu’elle ne traite des médias, de compétence fédérale, et qui constituent le contentieux le plus important et le plus révélateur culturellement entre Québec et Ottawa. En un sens, la continentalité de la culture québécoise nous semble non seulement acquise mais valorisée, intériorisée tout autant dans une poésie à l’enseigne de la « terre d’Amérique » que dans la chanson populaire d’un Robert Charlebois ou d’un Sylvain Lelièvre ou dans le roman d’un Roger Lemelin [[497]](#footnote-497). Quant à la conscience des dépendances et des impérialismes culturels - au pluriel -, elle s’est affermie. Avec l’affaire Hachette dans le domaine du livre et l’échec cuisant des pourparlers avec la France concernant la postsynchronisation au Québec de films américains pour le marché francophone international, on a découvert que ces impérialismes pouvaient venir, en deux langues, des deux côtés de l’Atlantique.

L’étude de la trame historique et la périodisation des influences culturelles américaines au Québec auront aussi permis de préciser les carences et les besoins de la recherche. Les pistes sont nombreuses [253] et devraient sortir de certains sentiers battus, trop limités jusqu’ici à scruter le discours officiel d’une bourgeoisie conservatrice qui résiste depuis le début du siècle à l’américanisation. Il y a donc lieu de s’attarder à la culture de la majorité et de déborder l’écrit. Une première piste de recherche prometteuse concerne le développement, au tournant du siècle, d’une culture matérielle domestique et technologique qui implante, en milieu urbain, le fameux *American way of life*. Une analyse différentielle de l’environnement quotidien permettrait de mieux documenter la continentalité de l’habitat, de l’habillement, bref, du modèle de consommation du Québécois moyen.

Une analyse systématique de l’histoire et des contenus des médias permettrait une mesure plus exacte de l’américanité du Québec. L’étude de la structure financière et culturelle de la télévision, de la câblodistribution et de la récente télévision payante de même que celle de l’évolution socio-culturelle de la programmation télévisuelle depuis 1952 révéleraient des modifications importantes dans le schème des valeurs et, singulièrement, sans doute dans celui de la famille. Une attention plus grande à l’infrastructure de la culture, aux industries qui y sont liées (par exemple, celle du disque) permettrait aussi de mettre le doigt sur l’un des problèmes majeurs de la culture québécoise contemporaine, le marché.

CONCLUSION

Il est révélateur que l’influence culturelle américaine au Québec ait beaucoup emprunté la voie des médias, le cinéma à une époque, la télévision à une autre. Ces industries culturelles du divertissement et de la communication devraient rappeler l’importance fondamentale du marché dans leur établissement et leur développement. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est devenu évident que culture est synonyme de médias et de marché. Et l’on sait la place prépondérante des États-Unis sur ce marché et dans la planétarisation de sa culture.

Il nous semble que l’ambiguïté conceptuelle fondamentale de la situation culturelle, autant au Canada qu’au Québec, pourra être levée lorsqu’on trouvera une réponse valable à la question suivante : comment, dans un contexte de culture de masse, c’est-à-dire de [254] culture de marché, les pays à marché restreint et insuffisant tirent-ils leur épingle du jeu ?

La question de la culture de masse se trouve d’abord posée pour le Québec ; l’exercice n’est pas si banal qu’il peut paraître, puisque traditionnellement la culture nommée fut celle des élites. Il faut surtout ajouter que, depuis plus de 200 ans, la question de la culture québécoise n’a pu se poser qu’en rapport avec le nationalisme et que ce binôme culture-nationalisme nous apparaît irréductible. Or, voilà que depuis les années 1960, cette culture québécoise s’est nommément identifiée à une nation et plus explicitement à un État qui l’a prise en charge à travers des ministères (Affaires culturelles, Éducation, Communications, Tourisme). Mais voilà aussi que l’échec du référendum du Parti québécois semble faire lever une question nouvelle : et si l’identité culturelle québécoise ne passait pas par la souveraineté culturelle, par la souveraineté politique ? Tel nous semble le message culturel actuel d’une majorité.

Ces gouvernements, cet État ont pourtant conçu une politique culturelle, investi dans le secteur culturel, sont intervenus dans le symbolique, le patrimonial et dans certains secteurs de la culture (livre, théâtre, danse). Mais là réside le paradoxe : cet État est interventionniste là où il le peut mais non dans le secteur crucial de la culture contemporaine, celui de la culture de masse, bref, celui du marché. Ce marché, cette culture de la majorité, du Québécois moyen, sont américains.

En soulevant cette épineuse mais fondamentale question du marché, on perçoit, il nous semble, le point nodal de la question culturelle québécoise : comment l’État promoteur d’une culture nationale et, par nécessité, un État interventionniste peut-il se reconnaître dans une majorité qui a dit non et qui consomme et apprécie la culture de masse ? Comment cet État interventionniste ne révèle-t-il pas finalement son libéralisme en n’agissant pas culturellement là où la culture veut dire marché, marché américain ?

Curieusement, ces paradoxes nous semblent véhiculer ce qui est le plus américain dans la culture québécoise, à savoir un libéralisme sans cesse implicite, consenti pour le Québécois moyen, obligé pour le gouvernement ou même l’État. C’est très précisément ce que signifie tranquille dans l’expression Révolution tranquille.

[255]

On remarquera que le défi est à peu près identique pour le Québec et le Canada [[498]](#footnote-498) à l’égard de la culture américaine. Et d’ailleurs, on peut se demander si les contentieux culturels du Québec avec Ottawa en ce qui concerne les communications par exemple ne distraient pas du véritable face-à-face avec les États-Unis. La question peut aussi s’adapter au cas des relations culturelles entre le Québec et la France. Mais ici on doit noter une évolution et reconnaître que la récente activité du ministère des Affaires intergouvernementales du Québec aux États-Unis constitue une nouvelle politique d’ajustement à la réalité continentale, tant culturelle que politique.

Nos conclusions pourraient se résumer par une question-scénario : en quoi la politique culturelle du Québec serait-elle différente si le P.D.G. du réseau de télévision le plus populaire du Québec assumait la direction du ministère des Affaires culturelles ? L’américanité de la culture québécoise ressortirait-elle autrement, davantage ?

[256]

**NOTES DU TEXTE 10.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[257]

[258]

[259]

**Territoires de la culture québécoise**

11

La modernité au Québec :  
pour une histoire des brèches  
(1895-1950) [[499]](#footnote-499)\*

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le colloque sur « L’avènement de la modernité au Québec » a tenté de faire une histoire des temps modernes intellectuels au Québec, en cherchant les signes d’une modernité non plus seulement romanesque ou poétique ou théâtrale ou picturale ou musicale ou scientifique, mais aussi d’une modernité intellectuelle, c’est-à-dire d’une modernité des idées, d’une certaine sensibilité et des pratiques conséquentes. La recherche des convergences était intentionnelle. D’où ce premier arpentage de la modernité et le découpage de ses lieux : lieux de l’expression artistique (littérature, peinture, musique, danse, théâtre), lieux du travail scientifique (sciences exactes et sciences sociales).

Cette prospection avait un à priori : la notion de modernité ne se réduit pas au précepte de l’unité du lieu. La notion peut être la trame de plus d’un lieu, d’un discours ; en d’autres termes, la notion est exportable d’un lieu à un autre. Mais l’est-elle de façon absolue, sans réserve ? Répondre à la question est déjà départager, distinguer. Ainsi, peut-on exporter la notion, le substantif de modernité à une [260] société en général, et parler de la modernité de la société québécoise ou sénégalaise ? Mieux vaut retenir les acquis de la réflexion et de la recherche en sociologie et en science politique, et parler de la modernisation d’une société, modernisation reconnaissable à certaines caractéristiques - industrialisation, urbanisation, innovation technologique, stratification sociale, intervention de l’État [[500]](#footnote-500). Toutefois, cette distinction - modernité et modernisation - n’empêche nullement d’évoquer la modernité d’un discours ou d’un savoir social qui, on le sait, s’inspire historiquement de la modernisation, tout en provoquant souvent sa mise en place. En ce sens, il y aurait lieu de prospecter la modernité de penseurs sociaux et politiques tels que Léon Gérin, Erroll Bouchette, Olivar Asselin, à titre d’exemples.

L’exportabilité de la notion de modernité soulève une autre question. Prospectée dans des lieux et des formes spécifiques d’expression - écrite, peinte, jouée, exécutée -, cette notion de modernité peut-elle s’appliquer à d’autres formes d’expression autrement articulées, différemment construites ? Peut-il y avoir une modernité culturelle « populaire », c’est-à-dire de formes autres d’expression, de pratiques non énoncées, non formulées ou non formalisées ? Des éléments de réponse à cette question viendront du développement de notre réflexion.

Dire la modernité

Le défi était bien d’essayer de caractériser, grâce à une exploration historique, cette notion de modernité. De ces lieux inventoriés se dégage une première constante : l’importance même, la *valorisation de l’expression de la personne*. La modernité s’affirme, s’énonce, se nomme, se dit. La modernité a une voix, elle prend la parole, elle s’inscrit.

Le sujet de la modernité :  
la modernité du sujet

De la poésie, du roman, de la peinture, du théâtre, de la danse, de la musique, de la sociologie, depuis le début du XXe siècle, au Québec, se dégage une autre constante de la modernité : une préoccupation récurrente à propos du sujet du discours. Ceux que l’on qualifie à postériori de modernes se sont, à des moments différents, battus pour la libération des thèmes du discours, pour la liberté du [261] sujet, des sujets [[501]](#footnote-501). Ils avaient compris que la liberté du sujet était le sujet même de la liberté, créatrice et culturelle. Etre moderne, dans des modalités diverses, selon les discours et les moments, c’est s’opposer à une intentionnalité réductrice de la création, refuser l’annexion de l’expression aux impératifs et aux impérialismes socio-culturels.

Au commencement était le verbe, celui de l’abbé Camille Roy, qui proposait - avant de l’imposer, avec d’autres - « la nationalisation de la littérature canadienne », la nécessité de ne pas « s’égarer sur des sujets étrangers, ou [de] gâter par des procédés exotiques notre littérature canadienne [[502]](#footnote-502) ». Un large consensus idéologique, bien orchestré et appuyé par une critique littéraire fortement impérialiste, imposa donc le culte de la couleur locale, l’impératif nationaliste de la feuille d’érable ou de « l’heure des vaches », le blason de la ceinture fléchée [[503]](#footnote-503), au moment où renaissait un nationalisme canadien-français que l’on aurait objectivement tort, par ailleurs, de réduire à ces poncifs. Nelligan était manifestement visé [[504]](#footnote-504) et les rédacteurs du Nigog (1918) y allèrent de leur « dard » critique. Au seuil des années 1930, l’un d’eux, Marcel Dugas, dira le contenu et le sens de cette action pour la liberté du sujet en poésie ou en art :

Imaginez des esprits toujours tendus dans l’héroïsme des morts, l’éloquence des hommes d’État, l’amour des fleurs de lis et de « La Marseillaise », quel délassement ce fut lorsque Nelligan, en vers, voulut bien nous parler d’une négresse. C’était le rêve entrant dans une galerie d’ancêtres, un parfum d’exotisme flottant au-dessus de poussières mille fois célébrées. On respira [[505]](#footnote-505).

Hors du terroir, le salut !

La proposition-imposition du sujet national était manifestement un alignement idéologique, à la fois un consentement et un refus. Consentement à soi, à une identité collective bien définie. Mais le refus de l’exotisme est celui de la France, de la France *contemporaine*, de la France républicaine, laïque et combiste. L’abbé Camille Roy est là-dessus explicite : « Notre plus grande ennemie, c’est la littérature française *contemporaine* [et une littérature nôtre sera] bien distincte de la littérature française contemporaine [[506]](#footnote-506). » Or, que proposait *Le Nigog* sinon le projet d’être contemporain et international, et non passéiste et national :

[262]

Pour atteindre les objectifs que se proposait *Le Nigog*, il fallait en arriver à établir en face de l’école du Devoir les raisons de la modernité française, à la faire goûter dans un art, une littérature, une musique d’aujourd’hui. Des noms inconnus allaient être prononcés et les esprits invités à se nourrir de leurs œuvres. Le but du Nigog fut d’amener le public canadien à la connaissance de la production française contemporaine [[507]](#footnote-507).

La liberté du sujet est plus qu’un caprice ; c’est un projet social de culture, projet moderne, contemporain.

Certains disaient non à l’embargo sur la pensée, sur l’écriture, sur le sujet [[508]](#footnote-508). D’autres, d’une modernité moins militante, n’en inscrivaient pas moins, dans leur pratique, l’affirmation de la liberté du sujet : le peintre Adrien Hébert, par exemple, qui, dans les années 1920, substitue la ville aux champs, le travail portuaire au labour, l’animation des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis à la somnolence pastorale, l’économie tertiaire de la consommation et de la publicité à l’économie primaire de la cueillette du foin et du sirop d’érable. De nouveau, libération du sujet pictural et, de surcroît, expression d’un sujet moderne c’est-à-dire contemporain : la ville « moderne », avec ses nouvelles figures, l’électricité, les moyens de locomotion et de mobilité (bateaux, chemin de fer, automobiles, tramways). Sujet nouveau, thématique moderne, c’est-à-dire contemporaine, à la hauteur de son temps [[509]](#footnote-509).

Dans ce premier quart du XXe siècle, d’autres tentatives de renouvellement du sujet s’expriment à la suite de Nelligan, Guy Delahaye, René Chopin, *Le Nigog*, Adrien Hébert. Jacques Allard et Jacques Blais les ont tirées du magma traditionnel : ce sont les romans d’Errol Bouchette ([*Robert Lozé*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.boe.rob), 1903), de Rodolphe Girard (*Marie Calumet*, 1904), d’Arsène Bessette (*Le débutant*, 1914), d’Albert Laberge (*La scouine*, 1918), de Jean-Charles Harvey (*Marcel Faure*, 1922), et la poésie de Jean-Aubert Loranger (*Les atmosphères*, *Le passeur*, 1920).

Chacune de ces tentatives, à sa façon, plaide pour la libération et la liberté du sujet. Par le fait même, cette modernité s’oppose à la culture qui institutionnalise quelque primauté ou autorité du sujet, de la thématique. En ce sens, la modernité sera toujours le verso d’un recto, l’envers du décor en place, un regard critique et une pratique [263] militante face à l’institution, jusqu’à ce que la modernité elle-même s’institutionnalise et se positionne en orthodoxie... C’est bien cette pratique et ce regard inédits qui plaident pour une mise en situation historique de la notion de modernité. Sans quoi, faute d’ancrage temporel, la modernité ne pourra être qu’une notion vague ou réductible à des impératifs d’annexion, soit par le seul formalisme ou par tout autre aspect.

Libération, liberté du sujet. Cette caractéristique récurrente de la modernité culturelle au Québec connaît aussi des approfondissements successifs. Car on aura deviné que l’affirmation de la liberté du sujet nécessite l’affirmation de la liberté du sujet-créateur, sujet écrivant, sujet peignant, etc. La modernité a d’abord une voix personnelle, une figure d’individu, de créateur. S’opposer à l’embargo du sujet, c’est s’opposer aussi à ceux qui créent l’embargo.

La modernité, durant la première moitié du XXe siècle culturel canadien-français, c’est l’affirmation du créateur, de l’individu irréductible à un groupe, à une société, à un peuple. Cette affirmation du « je » contre un « nous » réducteur, par son exclusivisme, s’avère une volonté d’exprimer et de faire reconnaître la subjectivité du créateur. Cette étape, dans l’approfondissement de la modernité, est franchie dans les années 1930 et on peut en voir l’indice dans l’apparition du « je » dans la narrativité romanesque. Jacques Allard a bien montré comment l’écriture à la première personne constitue un point tournant, un seuil au-delà duquel l’univers personnel, intérieur, commence à s’imposer, face à l’extériorité de la thématique romanesque traditionnelle [[510]](#footnote-510). La préoccupation du thème, du sujet, du « quoi dire ? » se mue en questionnement sur le sujet écrivain. Le « quoi dire ? » renvoie la subjectivité au « comment se dire ? », en superposant, *partes extra partes*, la libération du sujet de création et la libération du sujet-créateur.

Cet aspect de la modernité, qui met l’accent à la fois sur la liberté du sujet et sur celle du sujet-créateur, jette un éclairage important sur la question de la possibilité d’une modernité culturelle « populaire ». Si celle-ci se réduit à ce qu’en a exploré l’historien Elzéar Lavoie, à savoir l’invention de la presse à imprimer et ses répercussions sur l’imposition de la langue « vulgaire », à travers la presse, puis la radio et la télévision, bref, si la modernité populaire est [264] synonyme de moyens ou de médias d’expression ou de communication, on ne voit pas comment ces moyens *collectifs* d’expression font place à la liberté la plus complète du sujet et du créateur. Car, avec les médias, n’est-on pas le plus souvent sinon toujours du côté de la consommation plutôt que de celui de la création ? Peut-il y avoir modernité populaire, collective en somme ? Ou n’y a-t-il pas lieu de considérer les médias technologiques comme des indices et des moyens de la modernisation ? On aura plus que posé la question ; on aura exploré cette possible modernité populaire, sans pour autant épuiser le sujet. Une étude morphologique de la nouvelle presse à grand tirage après 1880, une sémiologie de la programmation radiophonique ou une analyse de l’écriture radiophonique et télévisuelle révéleraient peut-être une modernité propre à cette culture nouvelle. Les études sur le roman populaire IXE-13 ne suggèrent-elles pas que quelque chose a changé, du côté de l’écrit comme du côté des lecteurs ?

Approfondissements successifs de la liberté du sujet-créateur, de l’affirmation du « je », écrivions-nous, à propos de caractérisation de la modernité. Cette quête du « je », de la subjectivité, est portée plus loin dans la modernité et l’est, de façon cruciale au Québec, en peinture, et en tout premier lieu dans l’expérience automatiste. Dès 1942, Paul-Émile Borduas a entrepris de faire reculer les frontières de la subjectivité, jusqu’alors trop rationnelle, trop « intentionnelle » pour reprendre la sémantique du [*Refus global*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030179036). À un de ses moments, dans l’affirmation de la liberté du sujet-créateur, la modernité est l’expérience d’une brèche faite dans la subjectivité consciente, pour faire place au subconscient, « au magique butin magiquement conquis à l’inconnu [[511]](#footnote-511) », aux « monstres familiers », pour reprendre la formule de François Hertel [[512]](#footnote-512). Pour Borduas, cet univers sera un jour le sujet du tableau : « Nous avons la conviction que ce monde-là [le monde intérieur], comme pour le physique, le tableau finisse par nous le rendre familier, dût-il y consacrer les siècles à venir d’une civilisation nouvelle [[513]](#footnote-513). »

Discours de la modernité,  
discours de la méthode

Quoi dire, notamment sur soi ? Mais aussi, autre trait récurrent de la modernité intellectuelle, au Québec, durant la première moitié du XXe siècle, comment dire ? Une fois libérés la thématique et le [265] sujet-créateur, comment écrire, comment peindre, comment composer, comment jouer au théâtre, comment danser ? À la réflexivité sur soi s’ajoute la réflexivité sur son moyen d’expression, sur son art. La recherche d’une forme adéquate, pour l’expression d’un univers personnel libéré, traverse l’entreprise de ceux que nous qualifions aujourd’hui de modernes. Le défi est bien d’énoncer à un autre niveau, à un second degré, en mots - parfois en manifestes - ou dans sa pratique même les conséquences formelles de visions nouvelles.

La poésie trouvera dans le refus de la rime ou de la ponctuation, dans l’affirmation du vers libre, la forme adéquate d’un dire nouveau. Le roman évoluera, selon l’expression de Jacques Allard, du roman de la description à la description du roman. Le narrateur se voudra à la fois le passant dans la rue et le spectateur à la fenêtre. Le défi de l’originalité culminera dans la création, non plus seulement d’un univers propre, mais surtout dans la description inédite d’un univers, dans ce que Allard appelle une narrativité propre au roman québécois. Le romancier se fera même théoricien du roman, comme ce fut d’abord le cas de Robert Charbonneau, qui publie Connaissance du personnage en 1944.

Le peintre est confronté au défi des procédés picturaux. Thème ou espace pictural différent chez Marc-Aurèle Fortin, Adrien Hébert ou Marian Scott, comme l’a montré Esther Trépanier dans ses recherches. Cette exigence de recherche formelle est particulièrement évidente chez Pellan et Borduas. Cette démarche sera-t-elle formalisée sous le vocable d’abstraction, de non-figuratif, d’automatisme surrationnel ? En effet, comment exprimer cet « univers intérieur » sur le tableau ? Comment exprimer, dans l’espace, ce qui ne l’a jamais été ? Sur quoi miser dans l’abstraction, sinon sur les formes et les couleurs, éléments fondamentaux de l’espace pictural ?

Comment le sociologue - qui n’est plus exclusivement un sociologue catholique - nommera-t-il sa vision positive, qui n’est plus une vision normative, doctrinale ? Comment ce qui se présentait comme morale sociale devient-il science sociale, sinon par une méthode d’enquête qui ne soit plus une quête doctrinale ? Et il en va de même pour le compositeur qui explore l’univers de l’atonal, pour le danseur qui entend, comme Françoise Sullivan, exprimer l’inconscient.

[266]

Dans la modernité, l’exigence de la recherche formelle s’avère justement l’exigence d’une méthode, d’un discours de la méthode. Entreprise toujours révolutionnaire, subversive. Et dans cet univers moderne où s’affirme la liberté du sujet, la liberté du sujet-créateur, donc la subjectivité, la figure de Descartes, père de la modernité philosophique, s’impose naturellement. Il n’est pas sans intérêt de remarquer que ce cheminement de la modernité intellectuelle au Québec, durant la première moitié du XXe siècle, peut aussi être formulé par l’affirmation d’un « je », de l’individualité, de la personne, d’un sujet que la réflexion philosophique, ici, a mis entre parenthèses depuis 1830. On ne prendra jamais assez conscience du fait que la tradition philosophique du thomisme, au Québec, est à l’origine un débat à la fois avec Descartes et avec 1789. À la raison individuelle, au « sens privé », on opposera le « sens commun » qui est la raison de tous, puis la raison divine, puis celle de l’Église. À l’autorité de l’évidence (cartésienne), on préférera l’évidence de l’autorité (Lamennais). Au total, la formulation d’une philosophie catholique se fera au prix d’un retour au Moyen Âge, c’est-à-dire en deçà de Descartes [[514]](#footnote-514). Retrouver, entre autres choses, le *cogito ergo sum*, c’est, en ce sens, renouer avec le commencement de la philosophie occidentale... moderne. De ce point de vue, l’étude de l’itinéraire philosophique d’un Jacques Lavigne, contemporain du *Refus global* et collaborateur de l’*Amérique* *française*, pourrait être révélatrice, tout comme celle de la pénétration du personnalisme, au Québec, qui avait des allures d’affirmation de la personne, du sujet, individuel et social.

On profitera de cette mention de la recherche formelle, dans la caractérisation de la modernité, pour proposer une définition d’un terme connexe, le modernisme. Le retour réflexif sur les possibilités et les limites d’un art mène le créateur à définir les fondements de son moyen d’expression et à fonder sa démarche à partir de l’intérieur même de son art. C’est cette « pratique autoréférentielle de l’art » que nous appellerions modernisme, en proposant que la modernité ne se réduit pas à la recherche formelle, au formalisme, mais plutôt que le modernisme, entendu dans sa dimension plus proprement formaliste, constitue, comme le soulignait Esther Trépanier, un moment second de la modernité.

[267]

Les « temps modernes »

La tâche d’identification de la modernité - valorisation de l’expression, souci de la contemporanéité, liberté du thème et du sujet-créateur, recherche formelle - peut être poussée plus loin, dans un effort de périodisation, pour faire le point sur les moments et les points de non-retour de la modernité. Que sont donc les « temps modernes » de l’histoire intellectuelle du Québec ?

D’abord un plaidoyer, pour rappeler qu’il faudra bien un jour projeter cette modernité québécoise sur la modernité européenne et étatsunienne ; superpositions ou décalages seront alors encore plus éclairants. Et puis, un rappel : la modernité occupe, dans l’histoire intellectuelle du Québec, une position marginale et marginalisée en regard de la tradition, de l’institution. On évitera donc de prendre rétrospectivement ses désirs pour la réalité ! Enfin, un projet : rapprocher ces brèches, faites par des expériences créatrices modernes, de ces autres brèches ou ruptures opérées ailleurs, dans le milieu culturel.

Unemodernité en pointillé (1895-1929)

Avant la crise de 1929, de façon isolée ou rangée, les tentatives de Nelligan, de Delahaye, de Chopin, de Morin, de l’éphémère Nigog ou de Turc - Victor Barbeau - mènent à un même combat moderne, « exotique », contre le régionalisme, qui est le versant littéraire du nationalisme de l’époque, lequel se pose en « doctrine » et en « action » dans *L’Action française* (1917-1928). L’intentionnalité de cette « action intellectuelle » est nationale, sur le plan culturel, et religieuse, sur le plan social ; c’est l’époque (1920) de la formule syllogistique du jésuite Joseph-Papin Archambault, selon laquelle toute question sociale est morale, donc religieuse. Telles sont les intentionnalités réductrices à dissocier et à déconstruire pour une pensée qui se veut moderne.

Avant 1929, la ligne de la modernité au Québec apparaît plutôt discontinue, en pointillé. Mais elle reprend un tracé important de l’histoire intellectuelle du Québec, au XIXe siècle, celui des rapports avec la France et surtout avec la France d’après 1789, cette France de la Révolution, républicaine et laïque, à laquelle on oppose [268] une France d’Ancien Régime, monarchiste et favorable à l’Église. C’est ce que nous percevons de nouveau et de fondamental dans les efforts du Nigog pour renouer avec la France contemporaine, à travers la littérature et la culture en général. En utilisant une métaphore toute régionaliste, une sève - différente - recommence à circuler et cela est essentiel pour la suite de la modernité !

Ordre, désordre, nouvel ordre :  
les années 1930

La crise de 1929 - qui dure jusqu’en 1937 - est plus qu’une crise de l’économie libérale et capitaliste ; elle est aussi une crise des valeurs, de la civilisation, et mène à une recherche inquiète d’un « nouvel ordre ». L’expérience de la modernité se vit alors dans une conjoncture socio-culturelle particulière.

La décennie 1930-1940 est témoin, on le sait, d’un début d’affirmation du « je », de la personne, de l’homme : Saint-Denys Garneau en poésie ; Jovette Bernier, Rex Desmarchais, Jean-Charles Harvey dans le roman. Henri Girard propose, en art, de faire place à l’homme : « L’art canadien s’il veut s’imposer au monde doit pourtant revenir, lui aussi, à l’expression de l’homme [[515]](#footnote-515). » Cette place faite à l’homme, à la conscience individuelle, s’inscrit dans un nouvel ordre. Le critique de *La Presse*, Reynald, a bien saisi les enjeux de ce tournant : « L’émotion peut-elle demeurer le seul critère ? [...] Le Beau doit-il rester l’affaire d’une libre conscience individuelle comme le protestantisme - une fort relative relativité ? [...] La poursuite essoufflée de l’autonomie du « moi » ne mène-t-elle point souvent au [sic] névrose même en art ? [[516]](#footnote-516) »

Mais cette subjectivité, ce « je » ne doivent pas, à l’image du régionalisme qui réduisait au confinement, devenir une prison, une île. Cette affirmation du « je », de l’homme, devient de plus en plus aussi une quête des autres, une sortie vers l’humanité. La tentative d’un Alain Grandbois ou d’un Saint-Denys Garneau est de cet ordre, comme l’a bien dégagé Jacques Blais.

Ces réalités, ces signes, sont cruciaux en ce qu’ils constituent un dépassement du débat entre régionalisme et exotisme, entre la « feuille d’érable » et la « négresse », entre nous et les autres, entre l’ici et Tailleurs. Dépassement qui cherche un nouveau chiasme entre [269] l’homme individuel et l’humanité, entre le particulier et l’universel, problème philosophique le plus quotidien de tout homme, de toute société.

Ce travail de la modernité s’inscrit d’ailleurs dans un débat culturel plus large qui véhicule une préoccupation similaire. C’est l’époque ( 1935) où Henri Bourassa se demande si le nationalisme est un péché et où l’abbé Groulx essaie de minimiser les effets des « désastreuses » conférences de cet homme politique. Un troisième intervenant, qui est aussi la voix d’une troisième génération, André Laurendeau, évoquera un nationalisme nouveau qui serait ce cheminement, par étapes, vers l’international, vers l’universel [[517]](#footnote-517). Un « je » nouveau, un « nous » culturel inédit, qui rejoint un « nous » humain, universel, international. La convergence de ces préoccupations, durant les années 1930, est frappante, décisive pour la culture de l’époque ; cette question du particulier (nationalisme) et de l’universel (internationalisme) refera surface en 1950, dans Cité libre, et s’y révélera la pierre d’achoppement entre les fédéralistes et les néo-nationalistes qui argumenteront qu’on n’accède pas à l’universel par abstraction.

Les ruptures de la modernité se font de façon concomitante avec d’autres désaccords. Une première brèche significative est faite, en 1935 encore, dans la forteresse du nationalisme traditionnel, qui unit indissolublement religion et langue. Le jeune père Georges-Henri Lévesque, dominicain - eux, déjà ! - polémique avec le père spirituel d’un certain nationalisme, l’abbé Lionel Groulx, et prétend que le catholicisme n’est pas plus français que le français n’est catholique. En d’autres termes, il faut dissocier action catholique et action nationale [[518]](#footnote-518). Le débat n’est pas banal : on entreprend alors de dissocier une des grandes intentionnalités de la culture canadienne-française. Ce qui est alors inauguré, c’est le régime de la séparation - religion- langue, catholicisme-nationalisme -, et cela mène, on le sait, depuis le XIXe siècle, à une éventuelle séparation de l’État et de l’Église. Cette brèche dans la culture s’ouvre sur un horizon connu, refusé : le libéralisme doctrinal, celui de l’affirmation de l’individu contre l’État, de la séparation entre l’Église et l’État, de la promotion des libertés.

En 1938, le dominicain Georges-Henri Lévesque - encore lui, encore eux ! - fonde l’Ecole des sciences sociales à l’Université Laval. [270] Réflexe quasi obligé, par la Crise, de faire face aux problèmes contemporains et moyen de construire un nouvel ordre social, cette école va progressivement élaborer un nouveau savoir qui sera, comme l’a suggéré Marcel Fournier, le signe d’un rapport nouveau à la culture et à la société. Désormais, le *sujet* de la science ne sera plus la « doctrine » sociale de l’Église, la « doctrine » nationaliste de *L’Action française* ou de *L’Action nationale*. Pour se constituer en savoir moderne, en science, ce savoir devra récuser le « savoir » nationaliste traditionnel qui est une forme de contamination, un obstacle épistémologique à la science. De la même façon, ce savoir moderne devra récuser l’intentionnalité morale de la doctrine sociale catholique pour se constituer en science objective. Cette rupture intellectuelle, dans le sujet de cette discipline, est décisive ; elle dissocie, sépare ce qui était traditionnellement uni. Ce qui est social n’est plus nécessairement moral, donc religieux. On entreprend une nouvelle marche à l’étoile, celle de la rationalité, du positivisme, et non plus celle du dogmatisme, de la « doctrine ».

Ces nouvelles pratiques de dissociation, de séparation, sont inaugurales. Elles constituent un retour au libéralisme doctrinal du XIXe siècle, en assurant une suite aux éphémères tentatives du *Nigog*. Dans un contexte de critique et de réaffirmation (*Le Jour*) du libéralisme économique, ces ruptures renouent avec le libéralisme doctrinal par l’affirmation de l’individu et de la séparation des valeurs religieuses et profanes. Certes, la modernité, ici, ne peut être de... retourner au XIXe siècle ! Mais il faut bien voir que l’échec et la mise entre parenthèses du libéralisme, autour de 1880, et ce, au profit de l’ultramontanisme, de l’autoritarisme, ont dévié le cours de ce qui aurait pu être une modernité plus hâtive. Il faut bien voir que l’idéologie de la primauté de Dieu, de la religion, du céleste bloquait l’affirmation de l’homme, du sujet, réduisait à la portion secondaire un espace terrestre, profane, matériel. C’est à cette idéologie que s’attaquaient ceux qui proposaient la liberté du créateur, ceux qui, comme l’isolé Adrien Hébert, optaient pour une thématique picturale du terrestre, du profane, de la ville.

Les années 1940 :  
la fin d'une quarantaine

Grâce à une masse critique de discours, d’événements, de pratiques, la modernité franchit une étape irréversible durant les [271] années 1940. Un témoin fiable et perspicace, Jean Le Moyne, le note et précise : « De toutes les manifestations de la vie artistique et intellectuelle au Canada français, la peinture nous semble la plus « avancée », la plus sûre de soi, celle qui fait preuve de la plus certaine maturité [...] Son éclatante rupture avec l’académisme nationaliste [...] est un scandale réconfortant [[519]](#footnote-519). »

Avec la fondation, en 1939, de la Société d’art contemporain, la fameuse exposition « Art of Our Day » (mai 1939), la rétrospective Pellan (juillet et octobre 1940), l’exposition de l’Ermitage (avril 1942), celle des Sagittaires (avril 1943), celle des Automatistes (1946) ; grâce à une présence soutenue de la critique, à des interventions dans des textes ou des manifestes - *Prisme d’yeux* (février 1948), *Refus global* (août 1948) -, à des débats, il est devenu évident, par ces pratiques et ces discours, qu’une rupture s’opère. Le combat pour la liberté du sujet et du sujet-créateur prend des accents nouveaux pour les Automatistes : on passe au « sujet » non figuratif, en même temps que la subjectivité, celle de « l’univers intérieur », de « l’inconscient », devient ce qui est à exprimer, à « figurer ». La recherche formelle passe alors au premier plan. L’automatisme se pluralise et suscite des expériences d’écriture poétique (Claude Gauvreau) ou théâtrale (C. Gauvreau, Thérèse Renaud), des expériences dans la danse (Françoise Sullivan), des initiatives de fusion des arts : poésie et art plastique dans l’édition, musique et danse, scénographie, décors et peinture [[520]](#footnote-520).

Contemporaines de ces ruptures, d’autres brèches s’ouvrent, s’élargissent. Le sujet et la méthode du savoir social prennent un nouveau virage. La société québécoise s’objective en devenant l’objet, le sujet d’une recherche empirique, à l’Ecole des hautes études commerciales, avec l’équipe d’Esdras Minville, à la nouvelle (1943) Faculté des sciences sociales de l’Université Laval. Les sociologues - de plus en plus laïques - délaissent progressivement l’enseignement normatif (« devoir » social) au profit d’un enseignement positif (faits sociaux). Ce que l’on a qualifié d’enseignement « dualiste » était bien une formulation autre de la « séparation » des valeurs [[521]](#footnote-521). Ce débat sur la sécularisation - c’est bien de cela qu’il s’agit - se poursuit et s’amplifie. Animateur du mouvement coopératif, le dominicain G.-H. Lévesque - toujours lui, toujours eux ! - se prononce en 1946 pour la non-confessionnalité du mouvement. Le coopératisme, initiative [272] socio-économique, n’a pas à être catholique, pas plus que les consommateurs ou le beurre produit ! Appuyé par son supérieur dominicain - encore eux ! -, le père Lévesque impose son point de vue, partagé aussi par Mgr Charbonneau, qui avait lui-même favorisé la non-confessionnalité de la Corporation des infirmières (1946). La brèche dans les valeurs est bien ouverte - pour paraphraser un titre de Jean-Jules Richard, *Le feu dans l’amiante*. D’autres brèches s’étaient aussi faites : pendant que la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) entreprend, en 1943, son processus de sécularisation, une loi sur l’instruction obligatoire est votée, après un siècle de débat, sur l’intervention possible de l’État dans le domaine crucial de la reproduction sociale et culturelle : l’éducation.

CONCLUSION

Sans mettre un terme au débat, le colloque sur la modernité culturelle a manifestement contribué à clarifier et à préciser la notion de modernité. Son apport aura été aussi de chercher, dans la diversité des questionnements, des convergences, une trame sur laquelle pourra se poser une compréhension plus définitive de cette modernité intellectuelle du Québec qui nous interroge encore.

Au terme de cette réflexion, la modernité a enfin une temporalité, une détermination dans le temps. Parce qu’elle émerge, pour l’essentiel, du débat entre régionalisme et exotisme, au début du XXe siècle, cette modernité se nomme en pointillé, jusqu’à la crise de 1929, participe ensuite à la recherche d’un « nouvel ordre » et met un terme à une « quarantaine » culturelle dans les années 1940. Les brèches qui s’additionnent depuis un demi-siècle atteignent, au seuil des années 1950, une ouverture critique, irréversible, qui culminera en débâcle après 1960.

Cette prospection temporelle de la notion de modernité a ainsi fait apparaître des constantes dans des discours culturels variés : libération et liberté des sujets ou des thématiques ; affirmation de la liberté du sujet-créateur, du « je », de la subjectivité qui mène aussi loin qu’à l’inconscient ; souci de la contemporanéité de l’œuvre et de son ouverture sur l’universel, sur l’international ; préoccupation centrale du formel, de la recherche d’un discours de la méthode, pour nommer le discours nouveau. Telles sont les brèches qui s’ouvrent sur les temps modernes au Québec.

[273]

**NOTES DU TEXTE 11.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[274]

[275]

**Territoires de la culture québécoise**

12

Le Père Georges-Henri Lévesque,  
un homme de la Crise  
(1933-1950) [[522]](#footnote-522)\*

[...] seuls des actes, des actes positifs prudemment audacieux de réforme.

G.-H. Lévesque, 25 avril 1950.

[Retour à la table des matières](#tdm)

À 50 ans de la relance (1938) de l’École des sciences sociales de l’Université Laval, on ne manquera pas de souligner après Marcel Fournier et Michael Behiels [[523]](#footnote-523) l’apport déterminant du père Georges-Henri Lévesque. Mais le père Lévesque est-il surtout l’homme des sciences sociales ?

Le propos de la présente étude est de montrer que, plus globalement, le père Lévesque est un homme de la crise économique et sociale des années 1930 et que l’enseignement des « sciences » sociales, sans doute la plus importante de ses activités, ne constitue qu’une facette réductrice des activités du dominicain. Telle est la vision qui ressort de la lecture et de l’analyse d’une quarantaine de ses articles, à l’exclusion toutefois de ses textes relatifs à la Commission sur les arts, les lettres et les sciences au Canada (1949-1951).

En 1933, le jeune dominicain Lévesque revient au Canada. De 1931 à 1933, en pleine crise économique, son ordre l’envoie se spécialiser en sciences sociales à l’Université catholique de Lille, en pays minier du nord de la France. Il se met aussi en contact avec le [276] catholicisme social belge et l’une de ses figures inspiratrices, le dominicain Ceslas Rutten. Le catholicisme belge a dû apprendre à faire face à l’industrialisation et à la « question sociale [[524]](#footnote-524) ». Un demi-siècle plus tard, le mémorialiste le reconnaîtra : on ne peut comprendre son cheminement sans comprendre ses expériences belges [[525]](#footnote-525).

De 1933 à 1938, année où il « restaure » l’École des sciences sociales de l’Université Lavai (1932), le jeune dominicain participe de façon fébrile à cette recherche d’un nouvel « ordre social ». Ses écrits de l’époque indiquent une convergence : quelle peut être cette « troisième voie » entre le capitalisme vicié et le socialisme vicieux [[526]](#footnote-526) ? Question typique des années 1930 dont la version politique concerne l’existence possible d’un tiers parti entre les « vieux partis ».

Dès 1933, le père Lévesque énonce son diagnostic des causes de la Crise et les principes directeurs de sa recherche d’une troisième voie. Pour lui, la Crise vient d’une « mystique de la production » génératrice d’une surproduction et surtout d’une négligence de la protection de la consommation, du consommateur. « Désordre inévitable, écrit-il, faute de n’avoir pas considéré la fin avant tout [1933b : 98]. »

La « fin », voilà le mot clef de la pensée de G.-H. Lévesque. Tout au long de ses écrits, son argumentation pivote sur la notion de respect de « cette loi sacrée de la hiérarchie des devoirs et des valeurs [1933b : 113-114] ». Notion paradoxale en un sens, car elle est dans la pensée catholique québécoise l’argument logique et moral de l’ultramontanisme, de l’affirmation de la primauté du spirituel sur le temporel vite muée en affirmation de la primauté du religieux sur le civil, de l’Église sur l’État. Mais, on l’aura noté, le paradoxe tient aux usages faits de l’argument. Contre « cette prétendue indépendance de l’économie vis-à-vis de la morale [1934 : 45] » et contre la suprématie indue des valeurs économiques, matérialistes, le père Lévesque réitère que la Crise « n’est pas seulement un déséquilibre économique mais avant tout un déséquilibre moral [1933a : 35] ». Dans le régime des fins, il faut humaniser puis diviniser l’économie :

Nos réformes doivent tendre vers ce sommet : rechristianiser notre société, c’est-à-dire commencer par l'humaniser en y ordonnant les choses aux hommes, et pour finir, la diviniser en soumettant l’homme à Dieu [1934 : 47].

[277]

L’action *sociale* du père Lévesque sera d’abord et avant tout catholique ; « la reconstruction de l’ordre social [se fera] sur le roc inébranlable des principes chrétiens [1938a : 25] ».

« L’action » catholique sera définie comme « la participation du laïcat à l’apostolat hiérarchique » ; cette « légitime laïcisation [1938a : 26] » du travail social signe la reconnaissance, chez certains membres du clergé, que l’approche de la charité sociale de l’Église tout comme ses institutions de bienfaisance deviennent anachroniques avec l’ampleur de la Crise. Pour rechristianiser, il devient dorénavant impérieux de faire appel aux laïcs, à la division du travail, à « l’apostolat spécialisé » dans les milieux particuliers de vie par ceux qui y vivent. Feu la polyvalence de la « charité » catholique : « l’action » est à mener chez les jeunes ouvriers (JOC), chez les jeunes étudiants (JEC), chez les jeunes agriculteurs (JAC) et bientôt chez les jeunes intellectuels laïcs de l’Ecole des sciences sociales. JOC, JEC, JAC, ESS, même combat du laïcat !

Des voies inacceptables ou partielles

C’est donc à la lumière de ces principes que le jeune dominicain considère et jauge les voies vers un nouvel ordre social qui se multiplient en ce temps de crise économique et sociale. Sans être comme les jésuites de l’École sociale populaire la figure de l’anticommunisme [[527]](#footnote-527), le père Lévesque sera de 1933 à 1943 la voix autorisée de l’Église catholique québécoise à propos du socialisme canadien et de la Cooperative Commonwealth Fédération (CCF) [[528]](#footnote-528). Pour lui, le socialisme à la CCF est du « communisme larvé » et s’avère inacceptable pour les catholiques pour trois raisons : sa faible autonomie face au communisme de la lutte des classes, son programme de socialisation susceptible de mettre en cause l’intervention sociale de l’Église et, plus globalement, sa pensée matérialiste, primordialement économiste (1933a et 1933b). Son analyse du programme de la CCF révèle son opposition à l’étatisme, à la gestion de l’État qui doit plutôt assumer une surveillance, une fonction régulatrice (1933a : 30 ; 1933b : 106). Cette analyse révèle par le fait même le libéralisme du père Lévesque en matière économique : le socialisme porte atteinte « à des droits naturels de propriété déjà existants et antérieurs à l’État [1933a : 30 ; [278] 1933b : 104] ». S’il récuse « cet individualisme meurtrier qu’a enfanté un libéralisme économique inhumain [1933b : 93] », il n’en demeure pas moins libéral :

Ce n’est pas le socialisme qui changera la nature humaine ; le seul souci du bien commun ne suffira jamais à rendre les foules laborieuses et empressées. Elles ont besoin d’être *intéressées* pour faire bien et beaucoup [1933a : 29-30].

Contrairement à l’École sociale populaire des jésuites, le corporatisme a peu tenté le père Lévesque, même comme « troisième voie » entre le capital et le travail [[529]](#footnote-529). Une école de relations industrielles sera pour lui une solution plus pratique. Déjà en 1933, il retiendra de la CCF l’idée d’un conseil économique national plutôt qu’une intervention de l’État (1933b : 96). C’est l’idée qu’il exposera en quatre pages : un conseil intercorporatif, « entre les professions, mais aussi au-dessus d’elles, constituera un excellent Conseil économique [1937a : 109-110] ». Il acquiescera à un corporatisme politique mais non à un corporatisme d’État ( 1937b). Attentif à voir dans le coopératisme et le corporatisme deux « institutions différentes mais susceptibles d’être accordées ensemble » dans le Québec où elles « sont en train de prendre simultanément une égale et rapide extension », le père Lévesque opte plutôt pour la solution économique, la coopération, que pour la solution professionnelle, la corporation (1940c).

Une véritable « troisième voie » :  
le coopératisme

Au moment où, en 1933, il accepte l’esprit coopératif de la « Cooperative » Commonwealth Federation tout en récusant sa technique ou ses modalités socialisantes (1933b : 93 ; 1944a : 824), le père Lévesque est familier avec l’expérience coopérative de Rochdale et l’approche coopérative belge. Non seulement la formule coopérative lui apparaît-elle « actuellement comme la plus apte à nous tirer des décombres d’un capitalisme vicié comme à nous préserver des pseudo-réformes d’un socialisme révolutionnaire », mais elle est aussi présentée comme « l’idée-force de toute [la] doctrine [1938b : 217- 218] » de la nouvelle Ecole des sciences sociales de Laval, au moment où le père Lévesque entreprend de lui donner un véritable statut d’institution d’enseignement supérieur.

[279]

Fondateur-président (1940-1945) du Conseil supérieur de la coopération, il présente dans Ensemble, mensuel du mouvement dont il est le directeur, la coopération comme « aussi opposée à l’étatisme envahisseur du socialisme qu’à l’individualisme du capitalisme libéral [1940a : 3] ». Le coopératisme est l’aube d’« une civilisation inédite [qui] se prépare. La coopération y jouera un rôle de premier plan. Sans doute, cela ne saurait arriver sans un amoindrissement de l’influence capitaliste [1940b : 4]. »

Cette distanciation à l’égard du capitalisme s’avère d’ailleurs l’occasion d’une distinction, typique chez le père Lévesque : catholicisme et capitalisme ne sont pas interchangeables. Il écrit : « Le christianisme n’est pas plus essentiellement lié à aucune formule économique qu’à aucune forme de gouvernement ; [c’est une erreur] d’allier ainsi trop étroitement le Trône ou la Banque à l’autel [1940b : 3-4] ! »

Critique du programme de la CCF en 1933, le père Lévesque rédige lui-même le manifeste du Conseil supérieur de la coopération en 1940. L’affirmation de « la primauté du consommateur » et du « caractère démocratique de la coopération [1940e, 1941b] » s’avère l’occasion d’ajouter une plus-value politique à cette solution économique qu’est la coopération. En ces temps où la démocratie parlementaire est elle-même en crise [[530]](#footnote-530) et à laquelle le père Lévesque propose d’ajouter « le suffrage corporatif et social [1937b] », la coopération permet précisément un contrôle démocratique par les adhérents : « on veut avoir la démocratie politique mais que peut-elle être sans la démocratie économique [1944a : 820, 824] ? » Ce sera aussi le souci démocratique qui motivera la création d’un service d’éducation aux adultes à l’École des sciences sociales (1947a : 502).

Établir des distinctions

Cet homme de la coopération, de la « troisième voie », s’avère logiquement l’homme de la distinction. Ce fut sa démarche essentielle : distinguer entre capitalisme et socialisme, entre capitalisme et catholicisme, entre coopératisme et corporatisme. Ce dominicain formé à la scolastique du *distinguo* avait fait sienne, de son propre aveu, la maxime de Platon : « Donnez-moi quelqu’un qui sait distinguer et je le suivrai comme un dieu. »

[280]

Le père Lévesque se révèle encore un homme de la Crise par trois distinctions fondamentales qu’il s’emploie à expliquer entre 1935 et 1947 : distinction du catholique et du national à propos des mouvements de jeunesse ; distinction du normatif et du positif à propos de la doctrine et de la science sociales ; distinction entre la neutralité et la non-confessionnalité à propos des coopératives.

Ces distinctions à propos de questions fondamentales dans la société de l’époque font appel à la raison, à l’analyse, à la séparation ; elles sont à l’origine de ce que l’on a qualifié de dualisme chez le père Lévesque et de ce qui constitue la modernité de sa pensée [[531]](#footnote-531).

Action catholique, action nationale

Encore peu connu, le père Lévesque fait le 5 avril 1935 une conférence sur « La mission des intellectuels canadiens-français » à la demande de l’Action catholique de la jeunesse canadienne-française, l’ACJC. Celle-ci, fondée en 1902, connaît depuis 1931 une crise d’identité et de recrutement : la jeunesse - celle de la JOC, de la JEC, de la JAC, des Jeune-Canada, des Jeunes patriotes - va ailleurs, et les dirigeants de l’ACJC, appuyés par le cardinal Villeneuve et Mgr Gauthier, prétendent faire l’unité en fédérant tous ces mouvements de jeunesse. Le père Lévesque, qui donne comme sous-titre à sa conférence « Qu’ils soient un » (1935a : 16 ; 1938a : 35-37) a d’autres vues au moment où l’action *sociale* catholique des jeunes prend son essor. Mais sa pensée est encore hésitante :

Certes, par définition même, la religion catholique n’est essentiellement liée à aucune langue, elle transcende toute culture et n’est le monopole d’aucune race. Mais, pour nous, Canadiens français, il s’agit d’une question de fait : notre patriotisme et notre foi ont trop vécu l’un de l’autre pour ne pas être unis bien intimement, pour ne pas être devenus, dans une certaine mesure, interdépendants, pour ne pas ressentir en tout cas leurs blessures réciproques [1935a : 7].

Fin avril et début mai, Bourassa sort de l’ombre pour mater les turbulents Jeune-Canada et pour témoigner sur ces « blessures réciproques ». Dans trois conférences qui posent la question « Le nationalisme est-il un péché ? », l’homme qui se souvient de son audience papale de 1926 et de la condamnation du nationalisme de *L’Action française* de Maurras, se repent : après le conflit entre Irlandais et [281] Canadiens français catholiques en Ontario et après celui du mouvement sentinelliste chez les Franco-Américains, il faut éviter le risque de division dans l’Église et cesser d’associer la langue et la religion. La langue ne doit plus être la gardienne de la foi comme l’avait soutenu Bourassa en 1918 ; les combats perdus depuis 1890 ont rendu fragile et risquée cette association [[532]](#footnote-532).

Désarroi dans les milieux nationalistes : Groulx réplique vertement à Bourassa et le jeune André Laurendeau rétorque au nom des Jeune-Canada [[533]](#footnote-533). C’est dans ce contexte de remise en question que s’engage entre le père Lévesque et l’abbé Groulx - alias Jacques Brassier et André Marois - une discussion cruciale sur les rapports entre les mouvements d’action catholique et les mouvements d’action nationale [[534]](#footnote-534).

Pour l’homme de la crise économique qu’est le père Lévesque, le défi premier des nouveaux mouvements d’action catholique de jeunes est de rechristianiser le social, et ce, à la lumière du principe, toujours, de la hiérarchie des fins. Son propos est clair : « Le catholicisme n’est pas plus essentiellement français que le français n’est essentiellement catholique [ 194ld : 231]. »

Rechristianiser et refranciser ne sont pas une même chose : « Ici du surnaturel, là du naturel. » Il s’agit donc ni de mêler ni d’opposer l’action catholique et l’action nationale, mais de les unir « dans une légitime subordination » et selon une unité d’ordre : « Et l’ordre existe quand l’inférieur est sous la direction du supérieur [1935b : 318 ; 1941 d : 232]. » D’abord le surnaturel, le divin, le céleste ; ensuite le naturel, l’humain, le terrestre. Il faut spécialiser les activités, « compartimenter les associations » - l’ACJC, la JOC, la JEC - en raison de « l’exigence de la grande loi sociale de la division du travail [1941 d : 237] ». De surcroît, « il est périlleux pour la cause divine de se lier trop étroitement aux causes humaines, comme il est dangereux pour les causes humaines de prendre des allures trop cléricales [1941 d : 235] ».

L’abbé Groulx qui a eu vent du texte et auquel le père Lévesque est allé, le 17 novembre, expliquer expressément un point de vue qu’il savait percutant, soulève le problème dans *L’Action nationale*: « Aux groupes de jeunesse qui sont de l’action catholique, l’action [282] nationale serait interdite. » Fondateur, il y a 30 ans, de l’ACJC, il craint cet « indifférentisme national », cette séparation. « Et songent-ils qu’en somme ils visent à introduire, dans l’âme des jeunes canadiens-français, un dualisme moral des plus douloureux et des plus dangereux, leur donnant à choisir entre leur foi et leur nationalité [[535]](#footnote-535) ? » Groulx ne fait pas la même distinction : « Nous admettons autant que personne une hiérarchie des valeurs. Mais nous ne voulons pas d’une césure entre le spirituel et le temporel, entre le patriotisme et la foi [[536]](#footnote-536). »

Groulx avouera s’être rangé à l’avis du père Lévesque - « Politique et national seront trop mêlés en notre vie, d’ici de longues années » -, mais quelque chose avait été brisé en lui, au point de penser à se retirer de la vie active :

Quant à moi, je vous l’avoue, je suis comme un homme qui aurait à redresser l’axe de sa vie. Tant que les deux actions, catholique et nationale, ont paru, à l’esprit de notre peuple, parfaitement imbriquées, compénétrées, l’une par l’autre, je n’ai pas senti de scrupules à faire ce que j’ai fait. Maintenant que les deux actions évolueront en des cadres dissociés, vous ne pourrez faire qu’en l’esprit de notre peuple, elles n’apparaissent très profondément dissociées.

Quant au père Lévesque, le débat sera cause d’un grand désenchantement : s’ajoutait à la déception de la politique corrompue de l’époque la découverte d’un certain « fanatisme », celui des pseudonymes-masques de Groulx dont il ne fut pas dupe et l’effet de ce fanatisme, la censure de son texte.

Il n’est reste pas moins que cette distinction du catholique et du national avait introduit, certes d’un point de vue catholique, la question du rapport entre le social et le national, et cela aux dépens, en même temps, d’une certaine vision du national en milieu catholique. La JOC, la JEC n’allaient pas se mêler de politique mais plutôt travailler dans le milieu. La jeunesse étudiante catholique allait perdre son caractère confessionnel pour n’être qu’une jeunesse étudiante. Le virus de la laïcisation était dans le laïcat auquel on dut faire appel. Suivrait le laïcisme pour une cité libre. Quant au national, on allait découvrir dans ces milieux que la vision de Duplessis n’avait rien d’attrayant pour les militants sociaux : entre nationalisme et progrès social, le fossé allait s’élargir avec la Seconde Guerre [283] mondiale. On l’apprit plus rapidement qu’ailleurs à l’École des sciences sociales, à la JOC, à la JEC, à Asbestos avant de l’écrire publiquement dans *Cité libre*, *Vrai*, *Situations*, de le dire publiquement au petit écran de Radio-Canada.

Normatif et positif

La science s’avère pour le père Lévesque la première des qualités de l’action catholique : l’enrôlement dans l’action catholique ne fait pas « un sociologue chrétien », la « science sociale chrétienne » n’est pas infuse (1938a : 28-29). Partie prenante de la rechristianisation et de « l’œuvre de restauration économico-sociale qui s’impose 11938b : 221] », la science sociale permettra, selon le cardinal Villeneuve qui couvre l’entreprise du « chapeau cardinalice », d’« inoculer à l’organisme social ce ferment salutaire et purificateur qu’est l’influence chrétienne [[537]](#footnote-537) ». La « science » encore chrétienne ici n’est guère différente de la « doctrine » sociale.

La distinction que le père Lévesque établit entre le normatif et le positif permettra cette médiation, ce passage d’une doctrine à une science acceptable pour les milieux catholiques. Cette distinction, il la fait formellement à Québec en mai 1947 devant la Société canadienne de science politique (1947a) et en décembre de la même année à l’intention de Mgr Roy, pour rassurer l’assemblée des évêques du Québec inquiétée par le débat (1946) sur la non-confessionnalité des coopératives (1947b). Il s’agit de dédouaner, sur le plan de la doctrine, la provocante Faculté des sciences sociales.

Le père Lévesque maintient donc parallèles aux faits sociaux, aux jugements de faits, au positif, à la science, des devoirs sociaux, des jugements de valeur, du normatif sans pour autant appeler ce normatif « doctrine ». Être et devoir être, science et philosophie sociales, physiologie et téléologie assurent donc un passage. Les niveaux ne doivent pas interférer, mais il n’est pas impossible qu’ils interfèrent (1947a : 505).

Certes adressée aux évêques, cette défense de l’enseignement de la Faculté des sciences sociales n’en contient pas moins un « point de vue apologétique » qui légitime « un apostolat de la compétence ». Les cours normatifs « contiennent et développent à plein la [284] doctrine de l’Église » rendue assimilable pour les étudiants laïcs : « nous cherchons à éviter un apriorisme et un dogmatisme aussi maladroits que rebutants ». Dès 1944, cette vision rassurante de la « science » avait encadré la légitimation des départements de la Faculté. Le service social est présenté comme « une technique mise au service de la charité », une « rationalisation de la bienfaisance et de l’assistance », une « formation moderne de nos antiques œuvres de miséricorde corporelle et spirituelle [1944b : 3, 4-5, 7 ; 1947a : 502 ; 1948b ; 1951a et 1951b] ». Les relations industrielles ont une intentionnalité morale et spirituelle : « il ne saurait y avoir d’ordre social sans bonnes relations industrielles [1946b : 1, 8 ; 1947a : 502 ; 1948a et 1948b] ».

Cette distinction du normatif et du positif est polysémique : tout en révélant le maintien, chez le père Lévesque, de l’intentionnalité morale, elle n’en ouvre pas moins une brèche en ce qu’elle fait place à du différent, au positif, à la science. Place était faite à l’analyse, à la science, à l’empirisme et ceux-là - les professeurs de la deuxième génération - qui voudraient en faire l’essentiel de leur programme le pourraient. La doctrine et la philosophie sociales devenaient des fruits mûrs : ils pouvaient tomber. Le père Lévesque pouvait passer le témoin... L’intentionnalité morale - la hiérarchie des fins - perpétuait un langage de caution adressé à des personnalités aussi susceptibles d’assurer une caution. Ce qui ne fut pas pour autant toujours le cas...

Neutralité ou non-confessionnalité  
des coopératives

Au moment où le père Lévesque soulève cette question à propos des coopératives, une certaine déconfessionnalisation est amorcée en milieu catholique. En 1943, le syndicalisme catholique, la CTCC, juge stratégiques l’admission de membres non catholiques et le retrait du veto des aumôniers des syndicats.

Le texte du directeur du Conseil supérieur de la coopération sur la non-confessionnalité des coopératives est déjà rédigé en 1942 [[538]](#footnote-538) et approuvé par les jésuites Jacques Cousineau et Émile Bouvier. Sans soulever de tollé, « la non-confessionnalité, la neutralité politique et ethnique des coopératives » sont déjà affirmées en 1944 (1944a : 822).

[285]

Fin 1945, soucieux de l’unité et de l’efficacité du mouvement coopératif, le père Lévesque rappelle ses buts essentiellement économiques, l’impératif des relations avec le coopératisme au Canada et dans le monde et la non-pertinence pour la coopération d’« une solidarité institutionnelle avec l’Église [1945b : 5] ». De nouveau, il distingue entre la neutralité « qui signifie la non-acceptation tant intérieure qu’extérieure de la foi » et qu’il récuse parce qu’elle « n’est pas autre chose que de l’indifférentisme en matière de religion », et la non-confessionnalité, qui relève de « la vertu de prudence » et qui signifie « l’acceptation intérieure de la foi mais sans sa manifestation extérieure ». Coopérants et coopératives doivent s’unir au-delà des frontières religieuses pour assurer le plein développement du mouvement. Face à une levée de boucliers, de crosses et de mémoires secrets, le père Lévesque distingue de nouveau deux mois plus tard : « Ceux qui craignent que mon article ne soit utilisé pour recommander la non-confessionnalité des associations professionnelles, des écoles, des hôpitaux » doivent se rendre compte qu’une coopérative n’est pas une école (1946a). (On se rappellera qu’en 1943 le gouvernement libéral réformiste d’Adélard Godbout avait enfin réussi à faire passer une loi sur l’instruction obligatoire et que, la même année, les évêques du Québec lèvent, pour les catholiques, l’interdiction de voter pour la CCF.)

L’Ecole sociale populaire ne tarde pas à réagir et à donner voix aux évêques conservateurs de Sherbrooke, de Trois-Rivières et de Rimouski qui commençaient à craindre pour « leurs » œuvres sociales. Les jésuites soumettent un mémoire au délégué apostolique et repèrent dans l’article du père Lévesque une interprétation fautive de saint Thomas, une idée « trop naturelle » et « trop économique » du mouvement coopératif et un point de vue « qui s’est donné couleur de directive en matière sociale [[539]](#footnote-539) ».

À son tour, le provincial des dominicains, le père Gaudrault, réplique dans un volume qui porte le nihil obstat de deux grandes figures du milieu de la philosophie, les dominicains Forest et Lachance et l'imprimatur de l’évêque de Montréal, Mgr Charbonneau, qui vient de reconnaître la non-confessionnalité de la Corporation des infirmières du Québec [[540]](#footnote-540). Le père Gaudrault entend qu’on laisse aux laïcs le soin de gérer leurs « affaires profanes » : « Dans les choses profanes [286] et d’argent, l’Église et le clergé sont toujours en mauvaise posture lorsqu’ils sont trop engagés [...] Dans notre Province, on accuse déjà trop le clergé d’être un « Trust » et de vouloir mettre la main sur tout [[541]](#footnote-541). » Pour ne pas être, comme en Europe, dépouillée « même des choses de son propre domaine », l’Église doit être prudente et se préparer un meilleur avenir. Le supérieur du père Lévesque doit de nouveau imposer les mains sur la vieille question : « Je crains, sans l’affirmer positivement, qu’en certains milieux, qu’on ne veuille faire de la confessionnalité une étroite question de nationalisme. » En désaccord avec l’École sociale populaire qui avait écrit : « Heureusement que, dans notre pays, français est synonyme de catholique », le père Gaudrault réplique : « J’ai toujours cru que catholique avait un sens d’universalité [[542]](#footnote-542). » L’ouverture du catholicisme même supposait de distendre le lien nationaliste.

Ayant laissé « tomber la poussière et la fumée », le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, adresse une lettre de huit pages - à simple interligne - au père Lévesque. Il lui reproche on ne peut plus clairement d’avoir « agi imprudemment », de n’avoir pas consulté tout en connaissant « la portée psychologique » de son initiative, d’avoir pris « un ton libérateur, par trop doctoral et transcendant ». Solide logicien, le cardinal découvre « l’équivoque foncière » de l’argumentation du dominicain : peut-on transposer aux institutions la définition qu’il donne de la non-confessionnalité et qu’il applique à l’individu ? Ne voudra-t-on pas « élargir et teinter de libéralisme » ces arguments « discutables » ? Est-ce là « la doctrine de Laval », demande le cardinal qui recommande « plus de prudence dans votre enseignement, des attitudes moins tranchées à l’égard de vos contre-opinants [...] et enfin une application plus constante à imprégner votre Faculté du vrai sens catholique de notre doctrine sociale [[543]](#footnote-543) ».

Le père Lévesque avait porté le débat sur la place publique : ce débat aurait et eut une « portée psychologique ». La nouvelle distinction contribuait à dégager le profane, le temporel d’un excès de spirituel, mieux, d’un excès de cléricalisme. L’Église comme « Trust » n’était plus une qualification de « rouge » du XIXe siècle ; elle était celle du supérieur du père Lévesque. À la critique nationaliste des monopoles financiers s’ajoutait la critique du monopole clérical. Il fallait désolidariser l’institution ecclésiastique des domaines non [287] spirituels. Tel est le sens de la distinction : séparer. C’était, 100 ans après les libéraux de Montréal et 15 ans avant le Parti libéral de Jean Lesage, une ouverture sur le libéralisme, sur la séparation de l’Église et de l’État.

CONCLUSION

Au terme d’une lecture et d’une analyse de ses écrits, le père Lévesque se révèle fondamentalement un homme de la Crise, un homme qui se heurte tôt dans sa vie aux problèmes sociaux. Homme de la crise de 1929, le père Lévesque participe activement à la recherche d’un nouvel ordre social, en récusant les abus du capitalisme, le socialisme, le communisme, le crédit social, le corporatisme et en optant pour sa « troisième voie », la coopération. Dominicain, il maintiendra un projet de rechristianisation du social, de la société, en assumant les conséquences d’un recours au laïcat pour mener cette action sociale catholique qui deviendra... les affaires sociales.

Cette recherche d’une troisième voie et ce projet de rechristianisation de la société industrielle et urbaine secouée par la Crise sont menés à la lumière d’un principe directeur : la fin, la hiérarchie des fins de l’homme. Tel est le principe qui permet de distinguer entre les voies possibles de sortie de la Crise : entre capitalisme et socialisme, entre coopératisme et corporatisme, entre catholicisme, capitalisme et coopératisme. Tel est encore le principe régulateur qui préside à trois autres distinctions.

Distinction entre l’action catholique et l’action nationale qui suppose l’émergence de la nouvelle question sociale par rapport à la traditionnelle question nationale et qui indique surtout que le renouvellement du catholicisme doit correspondre à celui du nationalisme : le catholicisme social, pour être et faire la rechristianisation, ne doit pas être limité par le catholicisme « national ». Distinction entre le normatif et le positif qui s’avère une adhésion prudente mais adhésion tout de même à la raison, à l’empirique, à la science. Distinction entre neutralité et non-confessionnalité qui s’avérait, de l’intérieur même de l’Église, une critique d’un certain cléricalisme.

Ces distinctions font voir que la pensée dualiste du père Lévesque déborde ce à quoi on l’avait limitée, à savoir le normatif et le positif dans l’enseignement à la Faculté des sciences sociales de [288] Laval. Cette pensée « qui sait distinguer » est une pensée analytique, qui fait appel à la raison et qui lui fait place dans le positif des sciences sociales. Foi et raison ont ici de nouveaux rapports en regard de leur histoire dans la philosophie catholique et thomiste d’ici depuis un siècle.

Cette ouverture sur la raison constitue un premier signe du libéralisme du père Lévesque. La volonté de distinguer a aussi eu pour effet de rendre à César ce qui est à César, de désolidariser l’institution cléricale de causes humaines, profanes, et de reconnaître l’inéluctabilité d’un régime de séparation entre des causes divines trop politisées et des causes humaines trop cléricalisées. Cette ouverture sur un régime de séparation entre l’Église et le laïcat, entre l’Église et l’État constitue un autre signe de libéralisme, auquel il faut ajouter un évident souci de démocratie.

Si l’on considère ce dominicain qui évoque « l’indifférentisme en matière de religion », qui parle d’alliance risquée entre « le Trône ou la Banque [et] l’autel », qui réfère à *Mirari vos*, il est légitime de voir le père Lévesque comme celui qui, dans l’Église du Québec, renoue, grâce au catholicisme social, avec un catholicisme libéral refusé depuis un siècle. Car, tout en n’oubliant pas son principe directeur « ultramontain » de la hiérarchie des fins, il convient de voir ce que le père Lévesque a *dénoué* de la pensée ultramontaine : primauté du spirituel, oui ; primauté du clérical, non.

[289]

ANNEXE 1

Écrits du père Georges-Henri Lévesque (1933-1952) [[544]](#footnote-544)\*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1933a | | « La Co-Operative Commonwealth Fédération », *Pour la restauration sociale au Canada*, Montréal, Ecole sociale populaire (ESP), Tracts nos 232-233 (mai-juin 1933), p. 18-37. |
| 1933b | | « Socialisme canadien. La C.C.F. », *L'Action nationale*, 2, 3 (octobre 1933) : 91- 116. |
| 1934 | | « Les réformes sociales », *Journées anti-communistes*, Montréal, ESP, Tracts nos 251-252 (septembre 1934), p. 42-48. |
| 1935a | | [*La* *mission des intellectuels canadiens-français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.leg.mis), Montréal, L’Imprimerie populaire (« Le Document », n° 19), 1935, 16 p. |
| 1935b | | « L’action catholique, agent d’éducation sociale », *Semaines sociales du Canada* (SSC) (1935) : 309-319 ; repris dans *Catholique, es-tu social ?,* Québec, Université Laval (« Cahiers de l’Ecole des sciences sociales, politiques et économiques », no 4), 1942, p. 5-21. |
| 1936a | | « Primauté du consommateur », *Revue dominicaine* (février 1936) : 65-68. |
| 1936b | | *Crédit social et catholicisme*, Ottawa, Collège dominicain, 1936, 25 p. |
| 1937a | | « Le conseil intercorporatif constituerait un excellent conseil économique », *Organisation corporative*, Montréal, Grand Séminaire, 1937, p. 107-111. |
| 1937b | | « Le complément normal de l’organisation corporative, c’est la représentation professionnelle », *ibid*., p. 115-123. |
| 1938a | « L’action catholique, agent de restauration sociale », SSC (1938) : 403-412 ; repris dans *Catholique, es-tu social ?,* p. 25-38. | |
| 1938b | « La nouvelle chaire de coopération à l’Université Laval », *L’Action nationale*, 12, 3 (novembre 1938) : 217-221. | |
| 1940a | « Présentation », *Ensemble* (janvier 1940) : 3. | |
| 1940b | « Coopératisme, catholicisme, capitalisme », *Ensemble* (mars 1940) : 3-4. | |
| 1940c | « Corporatisme, coopératisme. Position du problème », *L’Action nationale*, 16, 2 (octobre 1940) : 92-96. | |
| 1940d | « Pour coopérer », *Ensemble* (novembre 1940) : 3-5. | |
| 1940e | « Le caractère démocratique de la coopération », *Ensemble* (décembre 1940) : 3-4- | |
| 1940f | « La France et nous », *L’Action nationale*, 16, 4 (décembre 1940) : 335-336. | |
| 1941a | « Croire », *Ensemble* (janvier 1941) : 3. | |
| 1941b | « La coopération au service du peuple », *Ensemble* (février 1941) : 3-5, 20 (suite de 1940e). | |
| 1941c | « Le rôle social de l’Action catholique », SSC ( 1941 ) : 200-212. | |
| 1941d | « Action catholique et Action nationale », *Revue dominicaine*, 47, 2 (juillet-août 1940 : 230-237 [texte de novembre 1935]. | |
| [290] |  | |
| 1942a | | *Catholique, es-tu social ?,* Québec, Université Laval (« Cahiers de l’École des sciences sociales, politiques et économiques », no 41 ), 1942, 40 p. [voir 1935b et 1938a]. |
| 1942b | | « Bâtisseurs de coopératives », *Ensemble* (novembre 1942) : 3-4. |
| 1943a | | « La coopération, facteur de survivance française », *Ensemble* (janvier 1943) : 5-7. |
| 1943b | | « La place et le sens du mouvement coopératif dans l’économie nationale », *La Terre de chez nous* (10 mars 1943) : 4 et 27. |
| 1944a | | « L’idée coopérative », *L'Enseignement primaire*, 3, 10 (juin 1944) : 818-826. |
| 1944b | | « Service social et charité », *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l’Université Laval*, 3, 2 (1944), Québec, Éditions du cap Diamant, 24 p. |
| 1945a | | « Le sens social », *Ensemble* (juin-juillet 1945) : 2-3. |
| 1945b | | « La non-confessionnalité des coopératives », *Ensemble* (décembre 1945) : 2-5 ; repris en brochure, sous le même titre, par le Conseil supérieur de la coopération, Québec, 1945 (« Documents coopératifs », no 12), 15 p. |
| 1946a | | « Cet article sur la non-confessionnalité », *Ensemble* (avril 1946) : 3-5. |
| 1946b | | « L’université et les relations industrielles », Rapport du premier congrès des relations industrielles de Laval, Québec, Département des relations industrielles de la Faculté des sciences sociales de l’Université Laval, 1946, p. 1-11. |
| 1946c | | « Les fondements chrétiens du sens social », *La Vie des communautés religieuses* (1946) : 189-194. |
| 1947a | | « Principlcs and Facts in the Teaching of Social Sciences », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 13, 4 (novembre 1947) : 501-506 [voir 1948b]. |
| 1947b | | *L’enseignement de la doctrine sociale de l’Église à la Faculté des sciences sociales de Laval*, Québec, polycopié, 10 p. ; publié dans *Ad usum sacerdotum*, 4 (octobre 1948) : 1-13. |
| 1948a | | « Théologie du travail », *Rapport du troisième congrès des relations industrielles de Laval*, Québec, Département des relations industrielles de la Faculté des sciences sociales de l’Université Laval, 1948, p. 157-169. |
| 1948b | | « Sciences sociales et progrès humains », *Revue de l’Université Laval,* 3, 1 (septembre 1948) : 37-41 ; reprend, pour l’essentiel, 1947a. Reproduit dans Roger J. Bédard (dir.), *L’essor économique du Québec*, Montréal, Beauchemin, 1969, p. 228-232. |
| 1948c | | « Pour des coopératives authentiques et autonomes », *Ensemble* (novembre 1948) : 10-12. |
| 1949 | « L’expérience économique américaine », *Semaines sociales de France*, Lille. | |
| 1950 | « Le communisme et les chrétiens », *Rapport du cinquième congrès des relations industrielles de Laval*, Québec, Département des relations industrielles de la Faculté des sciences sociales de l’Université Laval, 1950, p. 177-180. | |
| 1951a | « Sciences sociales et service social », *Service social*, 1, 1 (avril 1951) : 3-6. | |
| 1951b | « Integrating the Social Work Curriculum into the Social Sciences », *Social Work Journal* (avril 1951) : 63-69. | |
| 1952 | « Humanisme et sciences sociales », *Revue dominicaine*, 58 (juillet-août 1952) : 212-223 ; *Canadian Journal of Economics and Political Science* (août 1952) : 263-270. | |
| 1983 | *Souvenances*, Montréal, Éditions La Presse, 1983, tome I, 368 p. | |
| 1988 | *Souvenances*, Montréal, Éditions La Presse, 1988, tomes II et III, chapitre VII. | |

[291]

**NOTES DU TEXTE 12.**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[292]

[293]

TABLE DES MATIÈRES

Introduction [1]

1. L’histoire culturelle et intellectuelle du Québec : tendances et aspects méthodologiques [7]

2. La recherche sur l’histoire socio-culturelle du Québec depuis 1970 [25]

3. Une problématique de culture urbaine : Montréal (1820-1920) [49]

4. La sociabilité et l’histoire socio-culturelle : le cas de Montréal, 1760-1880 [71]

5. Les associations au Bas-Canada : de nouveaux marchés aux idées (1840-1867) [105]

6 La bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal (1852-1876) : pour une analyse multidimensionnelle [117]

7. L’association culturelle au Québec au XIXe siècle : méthode d’enquête et premiers résultats [149]

8. La librairie Hector Bossange de Montréal (1815-1819) et le commerce international du livre [181]

9. Un almanach idéologique des années 1900-1929 : l’œuvre de Mgr L.-A. Pâquet, théologien nationaliste [219]

10. L’influence culturelle américaine au Québec : un aller simple [235]

11. La modernité au Québec : pour une histoire des brèches (1895-1950) [259]

12. Le père Georges-Henri Lévesque, un homme de la Crise (1933-1950) [275]

Cet ouvrage a été composé  
en caractères Goudy  
par l’atelier Compélec inc.,  
de Québec, en janvier 1991.

Achevé d'imprimer  
en février 1991 sur les presses  
des Ateliers Graphiques Marc Veilleux Inc.  
Cap-Saint-Ignace, Qué.

1. Voir : Yvan Lamonde, [*Historiographie de la philosophie au Québec (1853-1971),*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151128) Montréal, HMH, 1972 ; [*La philosophie et son enseignement au Québec (1665-1920),*](file://localhost/uillez%20utiliser%20cette%20adresse%20(DOI)%20pour%20citer%20ce%20document/%20http/::dx.doi.org:doi/10.1522:030163877) Montréal, HMH, 1980 ; « Classes sociales, classes scolaires. Une polémique sur l’éducation en 1819 », dans Société canadienne d’histoire de l’Église catholique, *Rapport 1974-1975*, p. 43-59 ; Yvan Lamonde et Benoît Lacroix, « Les débuts de la philosophie universitaire à Montréal. Les Mémoires du doyen Ceslas-Marie Forest, o.p. ( 1885-1970) », *Philosophiques*, 3 (octobre 1976) : 55-79 ; Yvan Lamonde, « L’histoire de la philosophie au Canada français (1920 à nos jours) », *Philosophiques*, 6 (octobre 1979) : 327-339 ; « Le destin de Descartes au Québec (1665-1920) et la tradition philosophique occidentale », *La Petite Revue de philosophie*, 8, 2 (printemps 1987) : 151-158. [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir, dans le présent ouvrage, les textes nos 1 et 2. Voir aussi : Yvan Lamonde, « Histoire, sciences humaines et culture au Québec (1955- 1970) », *Revue d'histoire de l’Amérique française*, 25, 1 (juin 1971) : 106-113 ; *L’histoire des idées au Québec (1760-1960*). Bibliographie des études, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1989 ; « L’histoire culturelle et intellectuelle du Québec (1960-1990) : bibliographie des études », *Littératures*, 4 (1989) : 155-189. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir : Yvan Lamonde, « La recherche récente en histoire de l’imprimé au Québec », dans Yvan Lamonde (éd.), *L'imprimé au Québec : aspects historiques (18e-20e siècles),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 9-24 ; « Les revues dans la trajectoire intellectuelle du Québec », *Écrits du Canada français*, 67 (1989) : 25-38 ; Manon Brunet, Yolande Buono, Yvan Lamonde et André Vanasse, *Bibliographie des études québécoises sur l’imprimé (1970-1987),* Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1991. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir, dans le présent ouvrage, le texte no 8. Voir aussi Yvan Lamonde, *La librairie et l’édition à Montréal (1776-1920),* Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1990. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir : Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-l9e siècles) : sources et problèmes*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979 ; « Social Origins of the Public Library in Montréal », *Canadian Library Journal*, 38, 6 (décembre 1981) : 363-370 ; Yvan Lamonde et Daniel Olivier, *Les bibliothèques personnelles. Inventaire analytique et préliminaire des sources*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1983 ; « A Universal Classification for the Study of Nineteenth-Century Libraries and Booksellers », *Libraries and Culture*, 24, 2 (printemps 1989) : 158-197 ; « Une classification universelle pour l’étude des bibliothèques et de la librairie au XIXe siècle », *Documentation et bibliothèques*, 35, 2 (avril-juin 1989) : 53-58. Voir aussi, dans le présent ouvrage, le texte no 6. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir, dans le présent ouvrage, les textes nos 5 et 7. Voir aussi : Yvan Lamonde, « Le membership d’une association au XIXe siècle : le cas de l’Institut canadien de Longueuil (1857-1860) », *Recherches sociographiques*, 16, 2 (mai-août 1975) : 219-240 ; Gens de parole. *Conférences publiques, essais et débats à l’Institut canadien de Montréal (1845-1871),* Montréal, Éditions du Boréal, 1990. [↑](#footnote-ref-6)
7. Voir, dans le présent ouvrage, les textes nos 3 et 4. [↑](#footnote-ref-7)
8. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *Le cinéma au Québec. Essai de statistique historique (1896 à nos jours),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981. [↑](#footnote-ref-8)
9. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc, *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920). Bilan historiographique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982. [↑](#footnote-ref-9)
10. Yvan Lamonde, « Pour une histoire de la culture de masse et des médias », *Cultures* (UNESCO), 8 (1981) : 9-17. [↑](#footnote-ref-10)
11. Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal (1889-1919). Un lieu urbain de culture populaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986. [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir, dans le présent ouvrage, le texte n° 10. Voir aussi : Yvan Lamonde, « Un voisin qui fait écran : le cinéma au Canada et au Québec et les États-Unis », dans *Les grands voisins*, Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles, 1984, p. 227-249 ; « Possibles et impossibles du nationalisme québécois », *Possibles*, 9, 3 (printemps 1985) : 125- 129 ; « Le cheval de trois », *Possibles*, 9, 4 (été 1985) : 15-19. [↑](#footnote-ref-12)
13. Voir, dans le présent ouvrage, le texte n° 9. Voir aussi Yvan Lamonde, Louis-Adolphe Paquet (1859-1942), Montréal, Fides, 1972. [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir, dans le présent ouvrage, [le texte no 11](#Territoires_texte_11). [↑](#footnote-ref-14)
15. Voir, dans le présent ouvrage, [le texte no 12](#Territoires_texte_12). [↑](#footnote-ref-15)
16. Yvan Lamonde, « La trame des relations entre la Belgique et le Québec (1830-1940) : la primauté de la question sociale », dans Ginette Kurganvan Hentenryk (éd.), *La question sociale en Belgique et au Canada (19e-20e siècles*), Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles, 1988, p. 173-183. [↑](#footnote-ref-16)
17. Voir : Yvan Lamonde et Louise Marcil-Lacoste, « Jacques Odelin », *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, PUL, 1988, volume VII, p. 710-712 ; Yvan Lamonde, « Joseph-Sabin Raymond », *ibid*., 1982, volume XI, p. 803- 805 ; « Isaac Lesieur-Désaulniers », *ibid*., 1977, volume IX, p. 512-513 ; Jean-Paul Bernard et Yvan Lamonde, « Louis-Antoine Dessaulles », *ibid*., 1990, volume XII, p. 274-279 ; Yvan Lamonde et Éliane Gubin, *Un Canadien français en Belgique au XIXe siècle. La correspondance d’exil de Louis-Antoine Dessaulles (1875-1878),* Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1991. [↑](#footnote-ref-17)
18. Voir : Yvan Lamonde, *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983 ; « L’autobiographie et l’autoportrait au Québec », *Romantisme*, 56 (1987) : 123-125 ; « Psychanalyse et topique historique », *Frayages* (revue de psychanalyse), 3 (1987) : 15-22. [↑](#footnote-ref-18)
19. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans Revue d’études canadiennes ! *Journal of Canadian Studies*, 24, 3 (automne 1989) : 80-91. [↑](#footnote-ref-19)
20. Voir, dans le présent ouvrage, le texte no 2. [↑](#footnote-ref-20)
21. Yvan Lamonde, « L’historiographie des mouvements intellectuels (1855-1985) », dans Yvan Lamonde, *L’histoire des idées au Québec (1760-1960). Bibliographie des études*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1989, p. 23-24, #1-16. Nous nous reportons directement à cette bibliographie pour ne pas alourdir indûment les notes. [↑](#footnote-ref-21)
22. Voir l’index de notre bibliographie dans *L’histoire des idées au Québec* [...]. [↑](#footnote-ref-22)
23. Voir : Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc, *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920). Bilan historiographique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 147-153 ; Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *Le cinéma au Québec. Essai de statistique historique (1896 à nos jours),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981 ; Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal (1889-1919). Un lieu populaire de culture urbaine*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986. [↑](#footnote-ref-23)
24. Voir : Mason Wade, « The Culture of French Canada », dans Julian Park (éd.), *Culture of Contemporary Canada*, Ithaca, Cornell University Press, 1957, p. 367-395 ; « An Introduction to French-Canadian Intellectual History », dans Laurier Lapierre (éd.), *French-Canadian Thinkers of the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Montréal, McGill University Press, 1966, p. 9-22. [↑](#footnote-ref-24)
25. Sur la sociabilité, voir, dans le présent ouvrage, le texte no 4. Sur le rapprochement entre histoire culturelle et anthropologie, on lira le débat à propos de l’étude de Robert Darnton, *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l’ancienne France* [*The Great Cats Massacre*, 1984], dans Roger Chartier, « Text, Symbols and Frenchness », *Journal of Modern History*, 57, 4 (décembre 1985) : 682- 695, et la réplique de Robert Darnton, « The Symbolic Element in History ». [↑](#footnote-ref-25)
26. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans *Loisir et société/ Society and Leisure*, 6, 1 (printemps 1983) : 9-41. [↑](#footnote-ref-26)
27. Yvan Lamonde, « Histoire, sciences humaines et culture au Québec (1955- 1970) », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 25, 1 (juin 1971) : 106-113. [↑](#footnote-ref-27)
28. Pour les références à ces travaux, voir Manon Brunet, Yolande Buono, Yvan Lamonde et André Vanasse, *Bibliographie des études québécoises sur l’imprimé (1970-1987),* Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1990. [↑](#footnote-ref-28)
29. Pour une suite à Yvan Lamonde, « La recherche sur l’histoire de l’imprimé et du livre québécois », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 28, 3 (décembre 1974) : 405-414, voir, du même auteur, « La recherche récente en histoire de l’imprimé au Québec », dans Yvan Lamonde, *L’imprimé au Québec : aspects historiques (18e-20e siècles),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983. [↑](#footnote-ref-29)
30. Voir : Elzéar Lavoie, « Le journal Le Canadien, 1806-1807 », mémoire de licence, Québec, Université Laval, 1955 ; « La clientèle du Courrier du Canada », *Culture*, 30, 4 (décembre 1969 : 299-309 ; *ibid*., 31, 1 (mars 1970 : 40-57 ; André Beaulieu et Jean Hamelin, « Aperçu sur le journalisme québécois d’expression française », *Recherches sociographiques*, 7, 3 (1966) : 305-348 ; Jean-Pierre Kesteman, « Les premiers journaux du district de St-François », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 31,2 (septembre 1977) : 239-253 ; Yves Tessier, « Ludger Duvernay et les débuts de la presse périodique aux Trois-Rivières », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 18, 3 (décembre 1964) : 387-404 ; *ibid*., 18,4 (mars 1965) : 566-581 et 624-627 ; Jean-Pierre Kesteman, « *Le Progrès », 1874-1878 : étude d’un journal de Sherbrooke*, Sherbrooke, Groupe de recherche en histoire des Cantons-de-l’Est, Université de Sherbrooke, 1979. [↑](#footnote-ref-30)
31. Jean-Pierre Wallot, « La religion catholique et les Canadiens au début du XIXe siècle » (1971), dans Jean-Pierre Wallot, Un Québec qui bougeait. *Trame socio-politique du Québec au tournant du XIXe siècle*, Québec, Boréal Express, 1973, p. 183-224 ; Richard Chabot, *Le curé de campagne et la contestation locale au Québec (de 1791 aux troubles de 1837-38*), Montréal, Hurtubise HMH, 1975 ; Alan Greer, « L’habitant, la paroisse rurale et la politique locale au XVIIIe siècle : quelques cas dans la vallée du Richelieu », dans Société canadienne d’histoire de l’Église catholique, *Sessions d’étude*, 47 (1980) : 19-33. [↑](#footnote-ref-31)
32. Voir les contributions de Guy Massicotte sur le Bas-Saint-Laurent et de Guy Laperrière sur les Cantons-de-l’Est dans [*Questions de culture*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/Questions_de_culture/Questions_de_culture_no_05/QdeC_no_05.html), 5 (1983) : 35-60 et 109-130. [↑](#footnote-ref-32)
33. Voir Maurice Lemire (dir.), *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, tome 1, *Des origines à 1900*, Montréal, Fides, 1978. [↑](#footnote-ref-33)
34. André Beaulieu et William F. Morley, *La province de Québec*, Toronto, University of Toronto Press, 1971. [↑](#footnote-ref-34)
35. René Hardy, Serge Gagnon, Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc ont utilisé ces sources dans leurs travaux. André Beaulieu, Jean Hamelin et collab., *La presse québécoise des origines à nos jours*, tome IV, 1896-1910, et tome V, 1911- 1919, ont mis la main sur des bulletins paroissiaux : à Salaberry-de-Valleyfield (1902-1943), à Saint-Georges (L’Action ouvrière, 1907-1918), à L’Immaculée-Conception de Montréal (1909-1976), à Lévis (1910-1912), à Saint-Pierre de Montréal (1910-1938), à Saint-Sauveur de Québec (1940- ). [↑](#footnote-ref-35)
36. Voir : Paul Bélanger, s.j., *Le scoutisme canadien-français*, Montréal, Bellarmin, (coll. « L’Œuvre des tracts », 44), 1931 ; les papiers du jésuite Adélard Dugré (1881-1970) dans les archives de la Société de Jésus ; Pierre Savard, « Affrontement de nationalismes aux origines du scoutisme canadien-français », *Débats et mémoires de la Société royale du Canada*, 4e série, 17 (1979) : 41-56. [↑](#footnote-ref-36)
37. Sur les patronages, voir les périodiques : *Les Fleurs de la charité (1896-1964),* Québec ; L’Écho du patronage (1909- 1938), Saint-Hyacinthe. Voir aussi : Émile Piché, *Comment préserver notre jeunesse. Les patronages*, Montréal, Édition sociale populaire, 1911 ; les archives des religieux de Saint-Vincent-de-Paul. [↑](#footnote-ref-37)
38. Voir : *Les Grèves. Au paradis des petits colons*, préface par Olivier Maurault, Montréal, Senécal, 1930 ; le journal personnel de l’abbé Ludovic Desrosiers (1873-1953), fondateur des Grèves, dans les Archives de l’Université du Québec à Montréal. [↑](#footnote-ref-38)
39. Voir la bibliographie sur l’urbanisation, *Recherches sociographiques*, 9, 1-2 (1968) : 188-193. Voir aussi les archives municipales et celles des « cours juvéniles ». [↑](#footnote-ref-39)
40. À titre d’exemples, Shawinigan, 1923- ; Grand-Mère, 1939- ; Cap-de-la-Madeleine, 1940. [↑](#footnote-ref-40)
41. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans [*Questions de culture*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dumont_fernand/Questions_de_culture/Questions_de_culture_no_05/QdeC_no_05.html), 5 (1983) :131-148. [↑](#footnote-ref-41)
42. Ralph Turner, « The Cultural Significance of the Early English Industrial Towns », dans C. W. Kiewiet, *Studies in British History*, lowa, University of lowa Press, 1941, p. 32-77. [↑](#footnote-ref-42)
43. Asa Briggs, *Mass Entertainment. The Origins of a Modern Industry*, Adelaide (Australie), The Griffin Press, 1960. [↑](#footnote-ref-43)
44. Helen Meller, *Leisure and the Changing City, 1870-1914*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1976. Parmi les études plus centrées sur des phénomènes culturels ou de divertissement que sur leur insertion urbaine, voir : R. W. Malcomson, *Popular Recreations in English Society, 1700-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1973 ; Peter Bailey, *Leisure and Class in Victorian England*. *Rational Recreation and the Contest for Control, 1830-1950*, Londres, Routledge and Kegan Paul, et Toronto, University of Toronto Press, 1978 ; James *Walvin, Leisure and Society, 1830-1950*, Londres, Longman, 1978 ; Chris Waters, « All Sorts and any Quantity of Outlandish Recreations : History, Sociology and the Study of Victorian Leisure », communication, Halifax, Société historique du Canada, juin 1981. [↑](#footnote-ref-44)
45. Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir* [*The Theory of the Leisure Class*, 1899], Paris, Gallimard, 1970. [↑](#footnote-ref-45)
46. Blake McKelvey, *The Urbanization of America, 1860-1915*, New Brunswick (N.J.), Rutgers University Press, 1963. [↑](#footnote-ref-46)
47. Outre les travaux de Carl Bode, ceux de Neil Harris, également l’auteur d’une étude sur Barnum et d’un article plus global, « Four Stages of Cultural Growth : the American City », dans A. Mann, *The History and Role of the City in American Life. Lectures, 1971-1972*, Indianapolis, Indiana Historical Society, 1972, p. 24-49 ; Lefkowitz Horowitz, *Culture and the City. Cultural Philanthropy in Chicago from the 1880’s to 1917*, Lexington, University of Kentucky Press, 1976 ; Alan Trachtenberg, *The Incorporation of America : Culture and Society, 1865-1893*, New York, Farrar, Strauss and Giroux, 1980. [↑](#footnote-ref-47)
48. Alan R. Havig, « American Historians and the Study of Popular Culture », *Journal of Popular Culture*, 11, 1 (été 1977) : 180-192 ; D. A. Somers, « The Leisure Revolution : Recreation in the American City, 1820-1920 », *Journal of Popular Culture*, 5, 1 (été 1971) : 125- 147. [↑](#footnote-ref-48)
49. Roberts S. et Helen M. Lynd, *Middletown*, New York, Hartcourt, Brace and Co., 1929 ; les résultats de la nouvelle enquête de 1935 ont été publiés en 1937 dans *Middletoum in Transition*. [↑](#footnote-ref-49)
50. Gunter Barth, City People. *The Rise of Modern City Culture in Nineteenth Century America*, New York, Oxford University Press, 1980. [↑](#footnote-ref-50)
51. Richard Senneth, *Les tyrannies de l’intimité* [*The Fall of Public Man*, 1974], Paris, Seuil, 1979. [↑](#footnote-ref-51)
52. Richard Senneth, *La famille contre la ville. Les classes moyennes de Chicago à l’ère industrielle (1872-1890*) [*Families against the Cities*, 1970], postface de Philipe Ariès, Paris, Editions Recherches, 1980. [↑](#footnote-ref-52)
53. Pour un aperçu synthétique, voir Maurice Agulhon, « Les citadins et leurs cultures » et « Les citoyens et la politique », dans Georges Duby (dir.), *Histoire de la France urbaine*, Paris, Seuil, 1983, tome 4, p. 359-470, 563- 632. [↑](#footnote-ref-53)
54. Maurice Crubellier, *Histoire culturelle de la France (XIXe-XXe siècles),* Paris, Armand Colin, 1974 ; on trouve aussi quelques aperçus dans Paul Gerbod, *L’Europe culturelle et religieuse de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, 1977, p. 61- 152. [↑](#footnote-ref-54)
55. Jean-Guy Daigle, *La culture en partage. Grenoble et son élite au milieu du 19e siècle*, Ottawa, Editions de l’Université d’Ottawa, et Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1977. [↑](#footnote-ref-55)
56. Voir : Maurice Agulhon, *Le cercle dans la France bourgeoise, 1810-1848. Étude d’une mutation de sociabilité*, Paris, Armand Colin, 1977 ; « Le problème de la culture populaire en France autour de 1848 », *Romantisme*, 9 (1975) : 50-64 ; Françoise Parent, « Les cabinets de lecture dans Paris : pratiques culturelles et espace social sous la Restauration », *Annales*, 34, 5 (septembre-octobre 1979) : 1016-1040 ; *L’haleine des faubourgs*, numéro spécial de *Recherche*, 29 (décembre 1977). [↑](#footnote-ref-56)
57. Voir : Mgr Olivier Maurault, « Montréal intellectuel, 1642-1942 », Moisson de Ville-Marie, Montréal, Fides, 1942, p. 121-150 ; « Montréal, ville intellectuelle, artistique et musicale », Culture, 12 (1951) : 356-372. [↑](#footnote-ref-57)
58. On trouvera un bilan dans Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc, *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920). Bilan historiographique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982. [↑](#footnote-ref-58)
59. Voir : Yvan Lamonde, « L’enseignement de la philosophie au collège de Montréal (1790-1876) », *Culture,* 31, 2 (juin 1970) : 109-123 ; *ibid.,* 31, 3 (septembre 1970) : 213-223 ; *ibid.,* 31, 4 (décembre 1970) : 312-326. [↑](#footnote-ref-59)
60. Voir, dans le présent ouvrage, le texte no 5. Voir aussi Yvan Lamonde, « Les archives de l’Institut canadien de Montréal (1844-1900). Historique et inventaire », *Revue d'histoire de l’Amérique française, 28,* 1 (juin 1974) : 77- 93. [↑](#footnote-ref-60)
61. Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-l9e siècles),* Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979. [↑](#footnote-ref-61)
62. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *Le cinéma au Québec. Essai de statistique historique (1896 à nos jours),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981. [↑](#footnote-ref-62)
63. Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal (1889-1919). Un lieu populaire de culture urbaine,* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986. [↑](#footnote-ref-63)
64. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc, *op. cit.* [↑](#footnote-ref-64)
65. Voir : Carol Kirsh, Brian Dixon et Michael Bond, *Les loisirs au Canada, 1972,* Ottawa, Secrétariat d’État, 1973 ; Rolf E. Schliewen, *Les loisirs au Canada, 1975,* Ottawa, Secrétariat d’État, 1977 ; gouvernement du Québec, Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, *Participation des Québécois aux activités de loisirs,* 1978. [↑](#footnote-ref-65)
66. Yvan Lamonde, « Pour une histoire de la culture de masse et des médias », *Cultures* (UNESCO), 8, 1 (1981) : 9-17. [↑](#footnote-ref-66)
67. Elinor Kyte Senior, *British Regulars in Montreal. An Imperial Garrison,* Montréal, McGill-Queen’s University Press, 1981. [↑](#footnote-ref-67)
68. Louis-Octave Le Tourneux, « La société canadienne » (1845), *Le répertoire national,* Montréal, 1849, III, p. 295. [↑](#footnote-ref-68)
69. Trevor Williams, « Cheap Rates, Spécial Trains and Canadian Sport in the 1850’s », *Revue canadienne de l'histoire des sports / Canadian Journal of History of Sport*, 12, 2 (décembre 1981) : 84-93. [↑](#footnote-ref-69)
70. Edward B. Moogk, *En remontant les années. L’histoire et l'héritage de l’enregistrement sonore au Canada (des débuts à 1930),* Ottawa, Bibliothèque nationale du Canada, 1975. [↑](#footnote-ref-70)
71. Pour un aperçu de la culture et de la sociabilité bourgeoises, voir : Brian Young, *Georges-Étienne Cartier, bourgeois montréalais*, Montréal, Boréal Express, 1982, chapitres 1 et 2 ; Jean-Claude Robert, « Les notables de Montréal au XIXe siècle », *Histoire sociale/Social History*, 8, 15 (mai 1975) : 54-76. [↑](#footnote-ref-71)
72. Pierre Savard, « Affrontement de nationalismes aux origines du scoutisme canadien-français », *Débats et mémoires de la Société royale du Canada*, 4e série, 17 (1979) : 41-56. [↑](#footnote-ref-72)
73. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans *Communications historiques/Historical Papers* (1987) : 86-111. [↑](#footnote-ref-73)
74. Jacques Le Goff, « Les mentalités. Une histoire ambiguë », dans Jacques Le Goff et Pierre Nora, *Faire l’histoire : nouvelles approches*, Paris, Gallimard, 1974, tome III, p. 76. [↑](#footnote-ref-74)
75. Robert Darnton, *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l’ancienne France* [*The Great Cats Massacre*, 1984], Paris, Robert Laffont, 1985, p. 240. Sur l’histoire quantitative au troisième niveau, voir Pierre Chaunu, « Un champ nouveau pour l’histoire sérielle : le quantitatif au troisième niveau » (1973), dans Pierre Chaunu, *Histoire quantitative, histoire sérielle*, Paris, Armand Colin, 1978, p. 216- 230. [↑](#footnote-ref-75)
76. Robert Darnton, *op. cit*., p. 12. [↑](#footnote-ref-76)
77. Roger Chartier, « Text, Symbols and Frenchness », *Journal of Modern History*, 54, 4 (décembre 1985) : 682-695. [↑](#footnote-ref-77)
78. Roger Chartier, « Culture populaire », dans André Burguière, *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, p. 174-179 ; « Histoire intellectuelle et histoire des mentalités. Trajectoires et questions », *Revue de synthèse*, 111-112 (1983) : 277-308, aussi accessible en anglais dans D. La Capra et S. Kaplan, *Modern European Intellectual History. Reappraisals and New Perspectives*, Ithaca, Cornell University Press, 1982, p. 13-46 ; « Du livre au lire », dans Roger Chartier (dir.), *Pratiques de la lecture*, Marseille et Paris, Editions Rivages, 1985, p. 61-88. [↑](#footnote-ref-78)
79. Roger Chartier, « Text, Symbols and Frenchness », *op. cit*. : 688. [↑](#footnote-ref-79)
80. Roger Chartier, « L’histoire culturelle », dans Marc Guillaume, *L’état des sciences sociales en France*, Paris, La Découverte, 1986, p. 71-73. [↑](#footnote-ref-80)
81. Roger Chartier, « Text, Symbols and Frenchness », *op. cit*. : 688-694. Voir la réplique de Robert Darnton, « The Symbolic Element in History », *Journal of Modern History*, 58, 1 (mars 1986) :218-233. [↑](#footnote-ref-81)
82. André Burguière, « La notion de mentalités chez Marc Bloch et Lucien Febvre : deux conceptions, deux filiations », *Revue de synthèse*, 111-112 (1983) : 333-348, aussi accessible en anglais dans « The Fate of the History of « Mentalités » in the *Annales*», *Comparative Studies in Society and History*, 24 (1982) : 424-437. [↑](#footnote-ref-82)
83. Jacques Revel, « Mentalités », dans André Burguière, *Dictionnaire des sciences historiques*, p. 450-456. Philippe Ariès, en faisant son propre bilan, se réfère à la « sociabilité traditionnelle - ou celle du XIXe siècle - qui est peut-être l’une des conquêtes les plus riches de la nouvelle histoire ». Voir aussi, du même auteur, « L’histoire des mentalités », dans Roger Chartier, Jacques Le Goff et Jacques Revel, *La nouvelle histoire*, Paris, CEPL, 1978, p. 418. [↑](#footnote-ref-83)
84. Jacques Revel, « Mentalités », *op. cit*., p. 450-456. [↑](#footnote-ref-84)
85. Maurice Agulhon, *Pénitents et francs-maçons de l’ancienne Provence* (1966), Paris, Fayard, 1984, chapitres 7 et 8. [↑](#footnote-ref-85)
86. Maurice Agulhon, *Le cercle dans la France bourgeoise, 1810-1848. Étude d’une mutation de sociabilité*, Paris, Armand Colin, 1977, chapitres 6, 7 et 9. Benoît Lecoq, « Les cercles parisiens au début de la Troisième République : de l’apogée au déclin », *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, 32 (octobre-décembre 1985) : 591-616, porte la même attention au recrutement social et à l’étagement des cercles. [↑](#footnote-ref-86)
87. Maurice Agulhon, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Plon, 1970, P. 188-284. [↑](#footnote-ref-87)
88. Maurice Agulhon, *Pénitents et francs-maçons* [...], chapitre 15, « Une vie des formes ? ». [↑](#footnote-ref-88)
89. Maurice Agulhon et Maurice Crubellier, « Les citadins et leur culture », dans Georges Duby, *Histoire de la France urbaine*, Paris, Seuil, 1983, tome 4, p. 359-470. [↑](#footnote-ref-89)
90. Maurice Agulhon, « Working-Class and Sociability in France before 1848 », dans P. Thane, G. Crossick et R. Floud, *The Power of the Past : Essays for Eric Hobsbawm*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 37-66. Sur ce thème, voir : Yves Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1977, volume 2, p. 181-204 ; « Jalons pour une histoire de la culture ouvrière en France », *Milieux*, 7-8 (octobre 1981- janvier 1982) : 79. [↑](#footnote-ref-90)
91. L’essentiel de la réflexion de Maurice Agulhon sur la notion de sociabilité se trouve en préface au *Cercle dans la France bourgeoise* [...] qui reprend « La sociabilité, la sociologie et l’histoire », L’Arc, 65, Hommage à Emmanuel Le Roy Ladurie (1976) : 76-84, et en préface des *Pénitents et francs-maçons* [...]. La longue introduction (« Le avventure della sociabilità ») de Giutiana Gemelli et Maria Malatesta à leur recueil de textes, *Forme di sociabilità nella storiographia francese contemporanea*, Milan, Feltrinelli, 1982, constitue l’effort le plus accompli pour situer la notion dans l’historiographie française et, en particulier, dans la mouvance des *Annales*. Pour les résultats d’une enquête sur la Sociabilité, voir : Marcel Gillet, « Patrimoine industriel et patrimoine ethnologique : l’aire culturelle septentrionale (nord de la France- Belgique) », *Annales*, 35 (janvier-février 1980) : 167-175 ; « Sociabilité et mémoire collective », *Revue du Nord* (avril-juin 1982) ; Yves Castan, *Honnêteté et relations sociales en Languedoc*, *1715-1780*, Paris, Plon, 1974 ; Gérard Bouchard, « La dynamique communautaire et l’évolution des sociétés rurales québécoises aux 19e et 20e siècles. Construction d’un modèle », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 40, 1 (été 1986) : 51-71. [↑](#footnote-ref-91)
92. André Burguière, « Elias », dans André Burguière, *Dictionnaire des sciences historiques*, p. 239-242. [↑](#footnote-ref-92)
93. Georg Simmel, « Soziologie der Geselligkeit [Sociologie de la sociabilité] », *Urbi*, 3 (1980) : XCI-CIV. [↑](#footnote-ref-93)
94. Georges Gurvitch, « Les formes de la sociabilité », dans *Essais de sociologie*, Paris, Sirey, 1938, p. 9-122. Sur le destin de la notion de sociabilité en sociologie, voir le trop bref article de Bernard Valade, « Sociologie. À la recherche de la sociabilité », *Universalia* (1983) : 338-342, qui ne fait pas le point sur l’histoire de la sociologie des associations. Pour un usage récent de la notion, voir M. Bezon, *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1984, qui avait déjà publié « Quelques emplois du concept de sociabilité », *Cahiers universitaires de la recherche urbaine*, 4 (1978) : 87-88. [↑](#footnote-ref-94)
95. Voir : Raymond N. Morris, « British and American Research on Voluntary Associations : a Comparison », *Sociological Inquiry*, 35 (printemps 1965) : 186-200 ; Leslie Sklair, « The Development of the Sociology of Voluntary Associations in the United States », *Archives internationales de sociologie de la coopération et du développement*, 24 (juillet-décembre 1986) : 29-53 ; Bartolomeo J. Palisi, « A Critical Analysis of the Voluntary Association Concept », *Sociology and Social Research*, 52 (1986) : 392-405 ; C. E. Smith et A. Freedman, *Voluntary Associations. Perspectives on the Literature*, Cambridge, Harvard University Press, 1972 ; Albert Meister, *Vers une sociologie des associations*, Paris, Éditions ouvrières, 1972. [↑](#footnote-ref-95)
96. Maurice Agulhon, *Pénitents et francs-maçons* [...]. Sur la chambrée, voir, du même auteur : *La République au village* [...] ; « Les chambrées en Basse-Provence : histoire et ethnologie », *Revue historique*, 246, 498 (avril-juin 1971) : 337-368 ; *Le cercle dans la France bourgeoise* [...] ; Maurice Agulhon et Maryvonne Bodiguel, *Les associations au village*, Le Paradou, Actes du Sud, 1981. Parmi les travaux récents, voir : Pierre Goujon, « Associations et vie associative dans les campagnes au XIXe siècle : le cas du vignoble de Saône et Loire », *Cahiers d’histoire*, 26 (1981) : 107-150 ; Benoît Lecoq, « Les cercles parisiens [...] », *op. cit*. [↑](#footnote-ref-96)
97. André Burguière, « Anthropologie historique », dans André Burguière, *Dictionnaire des sciences historiques*, p. 58. [↑](#footnote-ref-97)
98. Maurice Agulhon, *Pénitents et francs-maçons* [...], p. 7. [↑](#footnote-ref-98)
99. *Ibid*., p. 8. [↑](#footnote-ref-99)
100. *L’impossible prison*, recherches sur le système pénitentiaire au XIXe siècle réunies par Michelle Perrot, Paris, Seuil, 1980, présentation de Maurice Agulhon, p. 5. [↑](#footnote-ref-100)
101. J.-C. Chamboredon, « Compte rendu de Les associations au village », *Annales*, 39,1 (janvier-février 1984) : 52-58. Voir aussi Rémy Ponton, « Note critique. Une histoire des sociabilités politiques » (sur Le cercle dans la France bourgeoise [...]), *Annales*, 35, 6 (novembre-décembre 1980) : 1269-1280. [↑](#footnote-ref-101)
102. Outre les références mentionnées à la note 17, voir : Maurice Agulhon, « Sociabilité populaire et sociabilité bourgeoise au XIXe siècle », dans G. Poujol et R. Labourie, *Les cultures populaires*, Toulouse, Privat-INEP, 1979, p. 81-91 ; « Le problème de la culture populaire en France autour de 1848 », *Romantisme*, 9 (1975) : 50-64. Sur la fête, voir : les travaux de Mona Ozouf, Michel Vovelle et Rosemonde Sanson ; le collectif sur *Le charivari* (CNRS) ; certains travaux d’Emmanuel Le Roy Ladurie ; Maurice Agulhon, « Fêtes spontanées et fêtes organisées à Paris en 1848 », dans J. Ehrard et P. Viallaneix, *Les fêtes de la Révolution*, Paris, Société des études robespierristes, 1977, p. 243-271. Sur la grève, voir le classique de Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève : France, 1871-1890*, Paris, Mouton, 1974, 2 volumes. [↑](#footnote-ref-102)
103. Voir : Maurice Agulhon, Marianne au combat. *L’imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*, Paris, Flammarion, 1971 ; « La place des symboles dans l’histoire, d’après l’exemple de la République française », *Bulletin de la Société d’histoire moderne*, 7 (1980) : 9-20 ; « Imagerie et décor urbain dans la France au XIXe siècle », *Ethnologie française*, 5 (1975) : 33-56 ; « Le langage des façades », Exposi*tion du centenaire de la reconstruction de l’hôtel de ville* [de Paris], Paris, Bibliothèque administrative, 1982, p. 51-58. [↑](#footnote-ref-103)
104. Yves Lequin, « Sociale (histoire) », dans André Burguière, *Dictionnaire des sciences historiques*, p. 639. [↑](#footnote-ref-104)
105. Maurice Agulhon, *Pénitents et francs-maçons* [...], p. 234. [↑](#footnote-ref-105)
106. *Ibid*., p. 8-13, et préface au Cercle dans la France bourgeoise [...]. Voir aussi : Maurice Agulhon et Maryvonne Bodiguel, *op. cit*., p. 11 ; Marcel Gillet, « Patrimoine industriel et patrimoine ethnologique [...] », *op. cit*. : 175. [↑](#footnote-ref-106)
107. Jean-Claude Robert, « Montréal, 1821- 1871 : aspects de l’urbanisation », thèse de 3e cycle, Paris, EHESS, 1977, p. 167-168. [↑](#footnote-ref-107)
108. Voir : Gerald J. J. Tulchinsky, *The River Barons. Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation, 1837-1853*, Toronto, University of Toronto Press, 1977 ; Jean-Paul Bernard, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, « La structure professionnelle de Montréal en 1825 », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 3 (décembre 1976) : 383-415. [↑](#footnote-ref-108)
109. Voir : Joanne Burgess, « L’industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870. Le passage de l’artisanat à la fabrique », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 2 (septembre 1977) : 187-210 ; Jean-Claude Robert, « Montréal, 1821-1871 : aspects de l’urbanisation », *op. cit*., p. 284-289. [↑](#footnote-ref-109)
110. Bettina Bradbury, « L’économie familiale et le travail dans une ville en voie d’industrialisation : Montréal dans les années 1870 », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d’école. Femmes, famille et éducation dans l’histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 287-318. [↑](#footnote-ref-110)
111. *Ibid*., p. 315-317. Voir aussi Bettina Bradbury, « Pigs, Cows and Boarders. Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families, 1861-1891 », *Le Travail/Labour*, 14 (automne 1984) : 9-48. L’admission de pensionnaires semble avoir été le fait de familles qui disposaient d’espace et qui étaient capables d’en assumer les dépenses. Pratique courante dans une ville d’immigrants (Irlandais), de migrants ruraux (Canadiens français) et de couturières célibataires, la pension a été évoquée - pour un milieu social de classe moyenne - dans La pension Leblanc (1927) de Robert Choquette, roman devenu *La pension Velder* à la télévision. [↑](#footnote-ref-111)
112. Voir : Bettina Bradbury, « The Fragmented Family : Life Cycle, Poverty and Death among Mid-Nineteenth Century Montreal Families », dans Joy Parr, *Childhood and Family in Canadian History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, p. 109-128 ; Micheline Dumont-Johnson, « Des garderies au XIXe siècle : les salles d’asile des sœurs grises à Montréal », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *op. cit*., p. 261-285 ; Huguette Lapointe-Roy, *Charité bien ordonnée*, Montréal, Editions du Boréal, 1987 ; France Gagnon, « Le rôle de la famille dans l’adaptation des migrants de la plaine de Montréal au milieu montréalais, 1845- 1875 », mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 1986. [↑](#footnote-ref-112)
113. Voir, dans le présent ouvrage, le texte n° 8. [↑](#footnote-ref-113)
114. À titre d’exemple, voir Charles Mondelet, « Sur la position de la femme au Canada », conférence prononcée à l’Institut canadien de Montréal, *L'Avenir*, 31 décembre 1847. [↑](#footnote-ref-114)
115. Voir : H. Kallman, R. Fisher et G. Potvin, *Encyclopédie de la musique au Canada*, Montréal, Fides, 1983 ; Maria Calderisi, *L’édition musicale au Canada*, Ottawa, Bibliothèque nationale du Canada, 1976. [↑](#footnote-ref-115)
116. Lynda Price, *Introduction to the Social History of Scots in Quebec (1780-1840),* Ottawa, Musée national de l’homme, 1981. [↑](#footnote-ref-116)
117. Voir : Janice Harvey, « Upper Class Reaction to Poverty in Mid-Nineteenth Century Montreal : a Protestant Example », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université McGill, 1978 ; Jan Noël, « God’s Scots : Montreal Merchants of the Millenium », communication, Société historique du Canada, 1984. [↑](#footnote-ref-117)
118. Raymond Montpetit, « Culture et exotisme : les panoramas itinérants et le jardin Guilbault à Montréal au XIX' siècle », *Loisir et société/Society and Leisure*, 6, 1 (printemps 1983) : 71-104. Helen Meller a porté attention aux réseaux bourgeois de sociabilité dans *Leisure and the Changing City, 1870- 1914*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1976. Voir aussi, dans le présent ouvrage, le texte n° 3. [↑](#footnote-ref-118)
119. Nous avons déjà traité ce sujet sous un angle particulier dans *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17*e*-l9e siècles) : sources et problèmes*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979, p. 15-32. Benoît Lecoq, « Les cercles parisiens [...] », *op. cit*., a développé cette idée de même que B. Bledstein, Th*e Culture of Professionalism : the Middle Class and the Development of Higher Education in America*, New York, Norton, 1976. [↑](#footnote-ref-119)
120. Newton Bosworth, *Hochelaga Depicta or the Early History of Montreal* (1839), Toronto, Coles, 1974, p. 150-152. [↑](#footnote-ref-120)
121. Jürgen Habermas, *L’espace public. Archéologie de la publicité comme dimension de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1986, p. 27. [↑](#footnote-ref-121)
122. André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, PUL, 1973, tome I, 1764-1859. [↑](#footnote-ref-122)
123. Voir : Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal* [...], p. 40-41, 49, 51, 61 et 96 ; Gerald J. J. Tulchinsky, *op. cit*., p. 30-31. [↑](#footnote-ref-123)
124. Owen Klein, « The Opening of Montreal’s Theatre Royal, 1825 », *Theatre History in Canada*, 1 (printemps 1980) : 24-39. [↑](#footnote-ref-124)
125. Voir : Alan Metcalfe, « Organized Sport and Social Stratification in Montreal, 1840-1901 », dans R.S. Gruneau et J.G. Albinson, *Canadian Sport. Sociological Perspectives*, Don Mills, Ontario, Addison-Wesley, 1976, p. 77-101 ; « The Evolution of Organized Physical Recreation in Montreal, 1840-1895 », *Histoire sociale/Social History*, 9, 21 (mai 1978) : 144-166 ; « Le sport au Canada français au 19' siècle : le cas de Montréal (1800- 1914) », *Loisir et société/Society and Leisure*, 6, 1 (printemps 1923) : 105-120. [↑](#footnote-ref-125)
126. Louis-Octave Le Tourneux, « La société canadienne » (1845), Le *répertoire national*, Montréal, 1849, III, p. 295. [↑](#footnote-ref-126)
127. Jean-Baptiste-Éric Dorion, « Un mot sur le commerce... », conférence prononcée à l’Institut canadien de Montréal, 27 mars 1852, *Le Pays*, 1er avril 1852. [↑](#footnote-ref-127)
128. James Huston, « De la position et des besoins de la jeunesse canadienne-française », conférence prononcée à l’Institut canadien de Montréal, 12 août 1847, *Le répertoire national*, Montréal, 1850, IV, p. 124. [↑](#footnote-ref-128)
129. Joseph Doutre, « Le sixième anniversaire de l’Institut canadien », conférence prononcée à l’Institut canadien de Montréal, 17 décembre 1850, *L’Avenir*, 29 janvier 1851. [↑](#footnote-ref-129)
130. Charles Mondelet, « Les jeunes gens au Canada », conférence prononcée à l’Institut canadien de Montréal, 3 février 1848, *L’Avenir*, 12 février 1848. [↑](#footnote-ref-130)
131. Voir la note 56.[Dans cette édition numérique, voir la notre 125 plus haut.] [↑](#footnote-ref-131)
132. « [Éducation, association] », *L’Avenir*, 6 novembre 1847. [↑](#footnote-ref-132)
133. J. O. Bureau, « Société pour la diffusion des connaissances utiles », *L’Avenir*, 30 octobre 1850. [↑](#footnote-ref-133)
134. « [Association] », *L’Avenir*, 11 septembre 1847. Pour une étude plus générale, voir, dans le présent ouvrage, le texte n° 5. [↑](#footnote-ref-134)
135. « Sociétés d’études », *L’Aurore*, 17 mars 1843. [↑](#footnote-ref-135)
136. « De l’association », *La Minerve*, 5 juin 1843. [↑](#footnote-ref-136)
137. « De l’association », *Le Pays*, 1er mars 1852. [↑](#footnote-ref-137)
138. Sur ce phénomène international de l’association volontaire au XIXe siècle, outre les travaux de Maurice Agulhon pour la France, voir : David Mead, *Yankee Eloquence in the Middle West*. The Ohio Lyceum (1850-1870), East Lansing, Michigan State College Press, 1951 ; Carl Bode, *The American Lyceum*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 1968. Parmi les nombreuses études sur le *Mechanics’ lnstitute* écossais et anglais, se reporter à un classique : Mable Tylecote, *The Mechanics’ lnstitute of Lancashire and Yorkshire before 1851*, Manchester, Manchester University Press, 1957. [↑](#footnote-ref-138)
139. Sur l’historiographie de cette sociabilité associative au Québec, voir, dans le présent ouvrage, le texte no 2. [↑](#footnote-ref-139)
140. D’après une étude longitudinale - la seule possible sur le plan documentaire - des membres de l’Institut canadien de Montréal de 1855 à 1880, menée par Yvan Lamonde et Céline Beaudet, et demeurée inédite. [↑](#footnote-ref-140)
141. Mgr Jean-Jacques Lartigue à Mgr Joseph Signay, 11 septembre 1830, Archives de la chancellerie de l’archevêché de Montréal. [↑](#footnote-ref-141)
142. Pour une intéressante étude de cas, voir Marcel Lajeunesse, *Les sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au* XIXe *siècle*, Montréal, Fides, 1982. Cette sociabilité de tension entre le civil et le religieux, entre le libéralisme et l’ultramontanisme, parcourt l’histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste et de la fête (24 juin) des Canadiens français. Voir Michèle Guay, « La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal (1834-1909) », mémoire de maîtrise en histoire, Université d’Ottawa, 1972. [↑](#footnote-ref-142)
143. *The Vindicator*, 4 avril 1834, cité dans Joanne Burgess, « L’industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870 [...] », *op. cit*. : 196, dont s’inspirent les paragraphes qui suivent. [↑](#footnote-ref-143)
144. *The Montreal Gazette*, 28 octobre 1849, cité dans Joanne Burgess, « L’industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870 [...] », *op. cit*. : 199. [↑](#footnote-ref-144)
145. *Le Pays*, 11 septembre 1869, cité dans Joanne Burgess, « L’industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870 [...J », *op. cit*. : 208. [↑](#footnote-ref-145)
146. Joanne Burgess, « L’industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870 [...] », *op. cit*. : 200-201. La sociabilité liée à la manifestation ouvrière (grève, fête du 1er mai) n’a pas fait l’objet d’études systématiques. On en trouve des aperçus dans : Raymond Boily, *Les Irlandais et le canal Lachine : la grève de 1843*, Montréal, Leméac, 1980 ; Margaret Heap, « La grève des charretiers à Montréal, 1864 », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 31, 3 (décembre 1977) : 371-395. Sur la période postérieure à 1880, voir Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc, *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920). Bilan historiographique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982. [↑](#footnote-ref-146)
147. Voir : Jean Provencher, « Charles McKiernan », *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, PUL, 1982, volume XI, p. 622-624 ; Peter de Lottinville, « Joe Beef of Montreal. Working-Class Culture and Tavern, 1869-1889 », *Le Travailleur/Labour*, 8-9 (1981- 1982) : 9-40. [↑](#footnote-ref-147)
148. Newton Bosworth, *op. cit*., p. 192. [↑](#footnote-ref-148)
149. Voir : Jan Noël, « God’s Scots : Montreal Merchants of the Millenium », communication, Société historique du Canada, 1984 ; Ghislaine Blais-Hildebrand, « Les débuts du mouvement de tempérance dans le Bas-Canada, 1828-1840 », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université McGill, 1975. [↑](#footnote-ref-149)
150. Voir : Peter de Lottinville, « Joe Beef of Montreal [...] », *op. cit*. : 32 ; Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectévités à Montréal* [...], p. 83. [↑](#footnote-ref-150)
151. Jean Hamelin, « Médéric Lanctôt », *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, PUL, 1972, volume X, p. 461-467. [↑](#footnote-ref-151)
152. Noël Bélanger et Jacques Bernier, *Les travailleurs québécois, 1851-1896*, Montréal, PUQ, 1973. [↑](#footnote-ref-152)
153. Yvan Lamonde, « Pour une histoire de la culture de masse et des médias », *Cultures* (UNESCO), 8 (1981) : 9-17. [↑](#footnote-ref-153)
154. Nous avons analysé la constitution de ces espaces et de ces temps nouveaux de sociabilité dans Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal (1889-1919). Un lieu populaire de culture urbaine*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986. [↑](#footnote-ref-154)
155. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans *Histoire sociale /Social History*, 3, 16 (novembre 1975) : 361-369. [↑](#footnote-ref-155)
156. Voir, dans Recherches sociographiques, 16, 2 (mai-août 1975) : Pierre Leduc, « Notes sur les origines et la première phase du développement du mouvement des *Mechanics’ Institutions* en Grande-Bretagne », p. 249-260 ; Marcel Lajeunesse, « Les cabinets de lecture à Paris et à Montréal au XIXe siècle », p. 241-247 ; Yvan Lamonde, « Inventaire des études et des sources pour l’étude des associations littéraires québécoises francophones au 19e siècle (1840-1900) », p. 261-275. [↑](#footnote-ref-156)
157. Pour des points de vue plus théoriques sur le sujet, voir, dans le présent ouvrage, les références données à la note 22 du texte no 4. [↑](#footnote-ref-157)
158. Une partie des recherches ont été faites grâce à l’aide financière de l’Université McGill au cours de l’été 1973. Les travaux et les critiques de Céline Beaudet et de Jean Véronneau ont été d’un apport décisif. Nous les remercions vivement de leur sens de l’association et de la collaboration. En plus de sources diverses, les journaux suivants ont été dépouillés systématiquement : *La Minerve* (1842-1855), *L’Aurore des Canadas* (1843-1849), *L’Avenir* (1847-1857) et *Le Pays* (1852-1871). [↑](#footnote-ref-158)
159. Voir : Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850) : structure et conjoncture*, Montréal, Fides, 1966, p. 467-472 ; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, p. 53 et 61. [↑](#footnote-ref-159)
160. *La Minerve*, 30 mars 1843. Extrait des *Mélanges religieux*. [↑](#footnote-ref-160)
161. J. H. [James Huston], « Notre club [Institut canadien de Montréal] », *L’Aurore des Canadas*, 3 octobre 1845. [↑](#footnote-ref-161)
162. James Huston, « De la position et des besoins de la jeunesse canadienne-française », conférence prononcée à l’Institut canadien de Montréal, 12 août 1847, *Le répertoire national*, Montréal, 1850, IV, p. 125. [↑](#footnote-ref-162)
163. A. Z., « Aux jeunes gens de la province », *La Minerve*, 20 février 1843. [↑](#footnote-ref-163)
164. T. L. C., « Education », *La Minerve*, 12 novembre 1846. Extrait du Journal de Québec. [↑](#footnote-ref-164)
165. Voir la note 8. [Dans cette édition numérique, voir la note 158. JMT.] [↑](#footnote-ref-165)
166. « Institut canadien », *L’Aurore des Canadas*, 4 novembre 1845. [↑](#footnote-ref-166)
167. Voir la publication de la conférence citée à la note 7, p. 124. [↑](#footnote-ref-167)
168. Joseph Doutre, « Le sixième anniversaire de l’Institut canadien », conférence prononcée à l’Institut canadien de Montréal, 17 décembre 1850, *L’Avenir*, 29 janvier 1851. [↑](#footnote-ref-168)
169. Fernand Ouellet, « Structures des occupations et ethnicité dans les villes de Québec et de Montréal (1819- 1844) », dans Fernand Ouellet, *Éléments d’histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, Hurtubise HMH, 1972, p. 177-202. [↑](#footnote-ref-169)
170. *La Minerve*, 30 mars 1843. Extrait des *Mélanges religieux*. [↑](#footnote-ref-170)
171. « De l’association », *La Minerve*, 5 juin 1843. Extrait de *L’Économiste*. [↑](#footnote-ref-171)
172. Voir la publication de la conférence citée à la note 7, p. 140-151. [↑](#footnote-ref-172)
173. Louis-Octave Le Toumeux, « La société canadienne » (1845), *Le répertoire national*, Montréal, 1849, III, p. 294-297. [↑](#footnote-ref-173)
174. *Loc. cit*. [↑](#footnote-ref-174)
175. *Loc. cit*. [↑](#footnote-ref-175)
176. J. O. Bureau, « Société pour la diffusion des connaissances utiles », *L’Avenir*, 30 octobre 1850. [↑](#footnote-ref-176)
177. *Ibid*. Voir aussi G. B., « Principe d’association. Sociétés en commandite », *La Minerve*, 26 novembre 1846. [↑](#footnote-ref-177)
178. Voir la note 16. [Voir la note 166 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-178)
179. Voir l’article de *La Minerve* mentionné à la note 22. [↑](#footnote-ref-179)
180. Jean-Baptiste-Éric Dorion, secrétaire, « Prospectus de la Société mercantile d’économie », *L’Avenir*, 20 novembre 1847. [↑](#footnote-ref-180)
181. Voir la note 16. [Voir la note 166 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-181)
182. Archives nationales du Québec, *Papiers Duvernay*, no 471, Amiot à Duvernay, 3 février 1841. [↑](#footnote-ref-182)
183. Voir la note 8. [Voir la note 158 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-183)
184. Voir la publication de la conférence citée à la note 7, p. 134-139. [↑](#footnote-ref-184)
185. Voir la note 13. [Voir la note 166 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-185)
186. « De l’avantage de l’association », *L'Aurore des Canadas*, 14 février 1843. [↑](#footnote-ref-186)
187. Voir la note 21. [Voir la note 171 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-187)
188. « [Éducation, association] », *L’Avenir*, 6 novembre 1847. [↑](#footnote-ref-188)
189. Voir la note 11. [Voir la note 162 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-189)
190. Voir la note 5. [Voir la note 155 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-190)
191. Voir la note 9. [Voir la note 159 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-191)
192. Marcel Lajeunesse, « L’évêque Bourget et l’instruction publique au Bas-Canada, 1840-1846 », dans Marcel Lajeunesse, *L’éducation au Québec (19e et 20e siècles),* Montréal, Boréal Express, 1971, p. 41-48. [↑](#footnote-ref-192)
193. Voir la note 13. [Voir la note 163 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-193)
194. Voir la note 13. [Voir la note 163 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-194)
195. Voir la note 5. [Voir la note 155 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-195)
196. [Rodolphe Laflamme], « Besoins d’association », *L’Aurore des Canadas*, 28 janvier 1847. Voir des extraits empruntés à Félicité de Lamennais, « L’esprit d’association », *L’Avenir*, 2 août 1849 ; « Union, espérance, charité », *L’Avenir*, Ier décembre 1849. [↑](#footnote-ref-196)
197. « [Association] », *L’Avenir*, 11 septembre 1847. [↑](#footnote-ref-197)
198. Jean Beauregard, « L’histoire du droit des compagnies », dans James Smith et Yvon Renaud, *Manuel du notaire. Droit québécois des corporations commerciales*, Montréal, s.éd., 1973, volume 1, p. 3-29. [↑](#footnote-ref-198)
199. « Sociétés d’études », *L’Aurore des Canadas*, 17 mars 1843. Extrait de *L’Artisan*. [↑](#footnote-ref-199)
200. Voir la note 21. [Voir la note 171 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-200)
201. Voir la note 16. [Voir la note 166 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-201)
202. « De l’association », Le Pays, 1er mars 1852. [↑](#footnote-ref-202)
203. « Esprit d’association, journalisme, etc. », L’Aurore des Canadas, 5 mai, 14 juillet et 1er août 1843 ; *La Minerve*, 12 juin 1843. [↑](#footnote-ref-203)
204. Voir la note 18. [Voir la note 168 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-204)
205. Voir la note 13. [Voir la note 164 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-205)
206. Voir la note 7. [Voir la note 157 de cette édition numérique. JMT.] [↑](#footnote-ref-206)
207. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 41, 3 (hiver 1988) : 335-361. [↑](#footnote-ref-207)
208. Voir : *Catalogue de la bibliothèque de l’Institut canadien,* Montréal, W.-H. Rowen, février 1852 ; *Catalogue des livres de la bibliothèque de l’Institut canadien,* Montréal, Imprimerie de Alphonse Doutre et Cie, 1870, classé par ordre de matière et arrangé alphabétiquement par A. Boisseau ; *Catalogue des livres de la bibliothèque de l’Institut canadien. Supplément n° 1,* Montréal, Imprimerie de Alphonse Doutre et Cie, 1876. Malgré la datation de 1870 en page couverture (1876 en page 1), ce *Supplément* est bien de 1876 : en témoignent les titres sur l’affaire Guibord, *l’Histoire de la littérature canadienne* (1874) de Lareau, les *Chroniques, humeurs et caprices* (1873) d’Arthur Buies, et *Le Canada sous l’Union* (1871-1872) de L.-P. Turcotte. [↑](#footnote-ref-208)
209. Voir : Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-19e siècles) : sources et problèmes,* Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979, p. 53-60 ; « Les archives de l’Institut canadien de Montréal (1844-1900). Historique et inventaire », Revue *d’histoire de l’Amérique française,* 28, 1 (juin 1974) : 77-93. Armande Lebeau a déjà étudié la collection littéraire dans « L’Institut canadien de Montréal (1844-1883). Le contenu littéraire de la bibliothèque », mémoire de maîtrise en littérature, Montréal, Université McGill, 1981. Louis-Georges Harvey et Mark V. Olsen ont, par analyse informatique, étudié la collection, la circulation et les titres à l’Index : Louis-Georges Harvey, « Etude de la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal », mémoire de maîtrise en histoire, Université d’Ottawa, 1982 ; Louis-Georges Harvey et Mark V. Olsen, « A Quantitative Study of Book Circulation : the Library of the Institut canadien de Montréal », *Historical Methods,* 18, 3 (1985) : 97- 103 ; « La circulation de la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal, 1865-1875 », *Histoire sociale/ Social History,* 19,37 (mai 1986) : 139- 160. [↑](#footnote-ref-209)
210. Voir : Yvan Lamonde, « Une classification universelle pour l’étude des bibliothèques et de la librairie au 19e siècle », *Documentation et bibliothèques,* 35, 2 (avril-juin 1989) : 53-58 ; « A Universal Classification for the Study of Nineteenth-Century Libraries and Booksellers », *Libraries and Culture,* 24, 2 (printemps 1989) : 158-197. [↑](#footnote-ref-210)
211. La trame des événements et des documents est exposée dans Léon Pouliot, s.j., Monseigneur *Bourget et son temps,* Montréal, Bellarmin, 1976, volume 4, *Affrontement avec l’Institut canadien, 1858'1870,* bien que son interprétation demeure discutable. Les trois lettres de 1858 se trouvent dans les *Mandements des évêques de Montréal,* tome III, p. 356-375 et 380-441, tome VI, p. 24-38, et les documents de la condamnation de 1869, tome VI, p. 38-50. [↑](#footnote-ref-211)
212. Parmi les principaux titres, on trouve : La bibliothèque des romans (80 volumes), les *Œuvres complètes* de Voltaire (70), le Dictionnaire de la conversation et de la lecture (66), *Le courrier des États-Unis* (20), *La bibliothèque germanique* (17), un *Dictionnaire d'histoire naturelle* (15), les *Œuvres complètes* de Mably (15) et de Molière (12). [↑](#footnote-ref-212)
213. Pour une analyse plus détaillée, voir Yvan Lamonde, « Institution et association littéraires au Québec au 19e siècle : le cas de l’Institut canadien de Montréal (1845-1876) », Littératures (McGill), 1 (1988) : 47-76. [↑](#footnote-ref-213)
214. Yvan Lamonde, *Gens de parole*. *Conférences publiques, essais et débats à l’Institut canadien de Montréal (1845-1871),* Montréal, Éditions du Boréal, 1990. [↑](#footnote-ref-214)
215. Les plus importants sont : *L’Avenir* (1847-1851), *La Minerve* (1827-1837), *Mélanges religieux* (1840-1846), *Le Fantasque* (1837-1840), *Journal d’agriculture* (1848-1851), en français et en anglais. On y trouve également d’anciens journaux : *Le Canadien* (1807-1808), *La Gazette de Québec* (1807- 1811), *Le Constitutionnel* (1823-1824), *Le Courier de Québec* (1807-1808). On peut aussi consulter les albums de *La Minerve* et de la *Revue canadienne*, *L’Ami de la religion et de la patrie* (1848), *L’Artisan* (1842), *Le Coin du feu*, *L’Encyclopédie canadienne* (1842-1843), *Le Journal de Québec* (1846), *Le Ménestrel* (1844), *Le Moniteur canadien* (1849), *L’Ordre social* (1850), *La Quotidienne*, *Canada Temperance Advocate* ainsi que *Le répertoire national*. [↑](#footnote-ref-215)
216. En voici quelques exemples : *Bibliothèque des dames* (107 volumes), *Bibliothèque des romans* (80), *Œuvres* de Voltaire (70), *Dictionnaire de la conversation* (68), *Encyclopédie* de Diderot et d’Alembert (36), *Encyclopédie et annuaire* du *XIXe* siècle (34), *Œuvres* de Condillac (33), *Correspondance de Napoléon Ier* (32). Nous remercions Claudine Rochat qui, sous notre supervision, a classé les titres du *Catalogue* de 1870. [↑](#footnote-ref-216)
217. Philippe Sylvain, « La visite du prince Napoléon au Canada (1861) », *Mémoires de la Société royale du Canada*, 4e série, 2 (1964) : 105-127. [↑](#footnote-ref-217)
218. Voir : Philippe Sylvain, « Lamartine et les catholiques de France et du Canada », *Revue d’histoire de l’Amérique française,* 4,1 (juin 1950) : 29-60 ; *ibid.,* 4, 2 (septembre 1950) : 233-248 ; *ibid.,* 4, 3 (décembre 1950) : 375-397 ; Séraphin Marion, « Lamartine et l’Institut canadien de Montréal », dans Séraphin Marion, *Lettres canadiennes d’autrefois,* Hull, Éditions Éclair, 1954, volume 8, p. 39-75. [↑](#footnote-ref-218)
219. Lettre à Henri-Raymond Casgrain, 29 janvier 1867, citée dans Guildo Rousseau, *L’image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930),* Sherbrooke, Éditions Naaman, 1981, p. 114. [↑](#footnote-ref-219)
220. Louis-Georges Harvey et Mark V. Olsen, « La circulation de la bibliothèque [...] »*, op. cit.,* tableaux 3 et 5. [↑](#footnote-ref-220)
221. Louis-Georges Harvey, « Étude de la bibliothèque [...] », p. 55-62. Cette évaluation est fondée sur l’analyse que Harvey fait des volumes du *Catalogue* de 1870 qui sont dans l’édition de 1853 de l’Index, et sur notre étude du *Catalogue* de 1852 selon le nombre de titres à l’Index. [↑](#footnote-ref-221)
222. Les ouvrages d’Alexandre Dumas père sont les suivants : *Ange* Pitou, Le collier de la reine, La dame de Monsoreau (3 exemplaires), Le comte de Monte-Cristo (3), La reine Margot, Les trois mousquetaires (2), *Vingt ans* après (2), Le vicomte de Bragelonne. Ceux d’Eugène Sue sont : *La* bonne aventure, Les enfants de l’amour, Histoire de la marine française, Le juif errant (2), Martin l’enfant trouvé (2), Les mystères de Paris, Les sept péchés capitaux. [↑](#footnote-ref-222)
223. Ce total de Harvey et Olsen est composé des titres du *Catalogue* de 1870 et de 700 titres en circulation de 1865 à 1870 qui n’apparaissent pas au *Catalogue* de 1870. [↑](#footnote-ref-223)
224. Évaluation basée sur 50% des 1 150 emprunteurs dont la profession est connue, et portant sur 4 456 prêts, soit 47,4% de la totalité (9 393) des prêts. [↑](#footnote-ref-224)
225. Voir : Yvan Lamonde, [*Historiographie de la philosophie au Québec (1853-1971),*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151128) Montréal, HMH, 1972 ; [*La philosophie et son enseignement au Québec (1665-1920),*](file://localhost/uillez%20utiliser%20cette%20adresse%20(DOI)%20pour%20citer%20ce%20document/%20http/::dx.doi.org:doi/10.1522:030163877) Montréal, HMH, 1980 ; « Classes sociales, classes scolaires. Une polémique sur l’éducation en 1819 », dans Société canadienne d’histoire de l’Église catholique, *Rapport 1974-1975*, p. 43-59 ; Yvan Lamonde et Benoît Lacroix, « Les débuts de la philosophie universitaire à Montréal. Les Mémoires du doyen Ceslas-Marie Forest, o.p. ( 1885-1970) », *Philosophiques*, 3 (octobre 1976) : 55-79 ; Yvan Lamonde, « L’histoire de la philosophie au Canada français (1920 à nos jours) », *Philosophiques*, 6 (octobre 1979) : 327-339 ; « Le destin de Descartes au Québec (1665-1920) et la tradition philosophique occidentale », *La Petite Revue de philosophie*, 8, 2 (printemps 1987) : 151-158. [↑](#footnote-ref-225)
226. Voir, dans le présent ouvrage, les textes nos 1 et 2. Voir aussi : Yvan Lamonde, « Histoire, sciences humaines et culture au Québec (1955- 1970) », *Revue d'histoire de l’Amérique française*, 25, 1 (juin 1971) : 106-113 ; *L’histoire des idées au Québec (1760-1960*). Bibliographie des études, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1989 ; « L’histoire culturelle et intellectuelle du Québec (1960-1990) : bibliographie des études », *Littératures*, 4 (1989) : 155-189. [↑](#footnote-ref-226)
227. Voir : Yvan Lamonde, « La recherche récente en histoire de l’imprimé au Québec », dans Yvan Lamonde (éd.), *L'imprimé au Québec : aspects historiques (18e-20e siècles),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 9-24 ; « Les revues dans la trajectoire intellectuelle du Québec », *Écrits du Canada français*, 67 (1989) : 25-38 ; Manon Brunet, Yolande Buono, Yvan Lamonde et André Vanasse, *Bibliographie des études québécoises sur l’imprimé (1970-1987),* Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1991. [↑](#footnote-ref-227)
228. Voir, dans le présent ouvrage, le texte no 8. Voir aussi Yvan Lamonde, *La librairie et l’édition à Montréal (1776-1920),* Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1990. [↑](#footnote-ref-228)
229. Voir : Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-l9e siècles) : sources et problèmes*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979 ; « Social Origins of the Public Library in Montréal », *Canadian Library Journal*, 38, 6 (décembre 1981) : 363-370 ; Yvan Lamonde et Daniel Olivier, *Les bibliothèques personnelles. Inventaire analytique et préliminaire des sources*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1983 ; « A Universal Classification for the Study of Nineteenth-Century Libraries and Booksellers », *Libraries and Culture*, 24, 2 (printemps 1989) : 158-197 ; « Une classification universelle pour l’étude des bibliothèques et de la librairie au XIXe siècle », *Documentation et bibliothèques*, 35, 2 (avril-juin 1989) : 53-58. Voir aussi, dans le présent ouvrage, le texte no 6. [↑](#footnote-ref-229)
230. Voir, dans le présent ouvrage, les textes nos 5 et 7. Voir aussi : Yvan Lamonde, « Le membership d’une association au XIXe siècle : le cas de l’Institut canadien de Longueuil (1857-1860) », *Recherches sociographiques*, 16, 2 (mai-août 1975) : 219-240 ; Gens de parole. *Conférences publiques, essais et débats à l’Institut canadien de Montréal (1845-1871),* Montréal, Éditions du Boréal, 1990. [↑](#footnote-ref-230)
231. Voir, dans le présent ouvrage, les textes nos 3 et 4. [↑](#footnote-ref-231)
232. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *Le cinéma au Québec. Essai de statistique historique (1896 à nos jours),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981. [↑](#footnote-ref-232)
233. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc, *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920). Bilan historiographique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982. [↑](#footnote-ref-233)
234. Yvan Lamonde, « Pour une histoire de la culture de masse et des médias », *Cultures* (UNESCO), 8 (1981) : 9-17. [↑](#footnote-ref-234)
235. Yvan Lamonde et Raymond Montpetit, *Le parc Sohmer de Montréal (1889-1919). Un lieu urbain de culture populaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986. [↑](#footnote-ref-235)
236. Voir, dans le présent ouvrage, le texte n° 10. Voir aussi : Yvan Lamonde, « Un voisin qui fait écran : le cinéma au Canada et au Québec et les États-Unis », dans *Les grands voisins*, Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles, 1984, p. 227-249 ; « Possibles et impossibles du nationalisme québécois », *Possibles*, 9, 3 (printemps 1985) : 125- 129 ; « Le cheval de trois », *Possibles*, 9, 4 (été 1985) : 15-19. [↑](#footnote-ref-236)
237. Voir, dans le présent ouvrage, le texte n° 9. Voir aussi Yvan Lamonde, Louis-Adolphe Paquet (1859-1942), Montréal, Fides, 1972. [↑](#footnote-ref-237)
238. Voir, dans le présent ouvrage, [le texte no 11](#Territoires_texte_11). [↑](#footnote-ref-238)
239. Voir, dans le présent ouvrage, [le texte no 12](#Territoires_texte_12). [↑](#footnote-ref-239)
240. Yvan Lamonde, « La trame des relations entre la Belgique et le Québec (1830-1940) : la primauté de la question sociale », dans Ginette Kurganvan Hentenryk (éd.), *La question sociale en Belgique et au Canada (19e-20e siècles*), Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles, 1988, p. 173-183. [↑](#footnote-ref-240)
241. Voir : Yvan Lamonde et Louise Marcil-Lacoste, « Jacques Odelin », *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, PUL, 1988, volume VII, p. 710-712 ; Yvan Lamonde, « Joseph-Sabin Raymond », *ibid*., 1982, volume XI, p. 803- 805 ; « Isaac Lesieur-Désaulniers », *ibid*., 1977, volume IX, p. 512-513 ; Jean-Paul Bernard et Yvan Lamonde, « Louis-Antoine Dessaulles », *ibid*., 1990, volume XII, p. 274-279 ; Yvan Lamonde et Éliane Gubin, *Un Canadien français en Belgique au XIXe siècle. La correspondance d’exil de Louis-Antoine Dessaulles (1875-1878),* Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1991. [↑](#footnote-ref-241)
242. Voir : Yvan Lamonde, *Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983 ; « L’autobiographie et l’autoportrait au Québec », *Romantisme*, 56 (1987) : 123-125 ; « Psychanalyse et topique historique », *Frayages* (revue de psychanalyse), 3 (1987) : 15-22. [↑](#footnote-ref-242)
243. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans Maurice Lemire (dir.), *La constitution de la littérature québécoise*, Montréal, L’Hexagone, 1991, coll. « Centre de recherche en littérature québécoise ». [↑](#footnote-ref-243)
244. Aux études internationales sur ce phénomène décrites dans Yvan Lamonde, « Inventaire des études et des sources pour l’étude des associations « littéraires » québécoises francophones au 19e siècle (1840-1900) », *Recherches sociographiques*, 16, 2 (mai-août 1975) : 261-275, il convient d’ajouter les ouvrages de Françoise Parent-Lardeur, Lire à Paris au temps de Balzac. *Les cabinets de lecture à Paris, 1815-1830*, Paris, EHESS, 1981, repris dans Les cabinets de lecture. *La lecture publique à Paris sous la Restauration*, Paris, Payot, 1982, et de Maurice Agulhon, *Le cercle dans la France bourgeoise*, *1810-1848*. *Étude d’une mutation de sociabilité*, Paris, Armand Colin, 1977. [↑](#footnote-ref-244)
245. Ginette Bernatchez, « La Société littéraire et historique de Québec (The Literary and Historical Society of Québec), 1824-1890 », *Revue d’histoire de l'Amérique française*, 35, 2 (septembre 1981) : 179-192. [↑](#footnote-ref-245)
246. Voir, dans le présent ouvrage, [le texte n° 5](#Territoires_texte_05). [↑](#footnote-ref-246)
247. Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-l9e siècles) : sources et problèmes*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979, p. 21. [↑](#footnote-ref-247)
248. Un document de 36 pages, « Le jeune Canada enrégimenté », conservé aux Archives de l’Université du Québec à Trois-Rivières, cote 102/2/65, décrit en détail ce grand projet. [↑](#footnote-ref-248)
249. L’énumération de ces quelque 80 associations se trouve dans Yvan Lamonde, « Liste alphabétique de noms de lieux où existèrent des associations « littéraires » au Québec (1840-1900) », *Recherches sociographiques*, 16, 2 (mai-août 1975) : 277-280 ; le trop grand nombre de renseignements a empêché la production d’une carte à échelle réduite. [↑](#footnote-ref-249)
250. Daniel Gauvin annonce la publication de son étude, *L'Institut canadien et la vie culturelle à Québec, 1848-1914*. Quelques études récentes complètent la bibliographie mentionnée à la note 1 et celle de notre article, « La recherche récente en histoire de l’imprimé au Québec », dans Yvan Lamonde (éd.), *L’imprimé au Québec : aspects historiques (18*e*-20*e *siècles),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 9-24 ; *Canadian Library Journal*, 38, 6 (décembre 1981), numéro spécial sur les *Mechanics’ lnstitutes* au Canada ; Armand Auclaire, « L’Institut mécanique du village du canton de Chambly », Les *Cahiers de la seigneurie de Chambly*, 1, 2 (octobre 1979) : 18-24 ; Pierre Rajotte, « Stratégies discursives dans les conférences du Cabinet de lecture paroissial », mémoire de maîtrise en lettres, Québec, Université Laval, 1987 ; Claude Beauchamp, « Notes sur l’associationnisme agricole au Québec, 1760-1930 », *Cahiers internationaux d’histoire économique et sociale* (Italie), 8 (1978) : 87-104. [↑](#footnote-ref-250)
251. Le texte du gagnant du concours est publié dans *Le Pays* des 8 et 10 mai 1856. [↑](#footnote-ref-251)
252. Yvan Lamonde, Gens de parole. *Conférences publiques, essais et débats à l’Institut canadien de Montréal (1845-1871),* Montréal, Éditions du Boréal, 1990. On y trouve, entre autres choses, un programme de traitement informatisé du phénomène. [↑](#footnote-ref-252)
253. *Le Pays*, 29 novembre 1856. [↑](#footnote-ref-253)
254. Voir, dans le présent ouvrage, la note 11 du texte no 6. [↑](#footnote-ref-254)
255. *Le Pays*, 2 décembre 1856, et L’Avenir, 11 décembre 1856. [↑](#footnote-ref-255)
256. *Le Pays*, 2,10, 12 et 17 décembre 1856, et *La Patrie*, 3 décembre 1856. Une conférence de Joseph Duhamel à l’Institut, le 23 décembre 1856, « Progrès littéraire et scientifique au 19e siècle », offre une vision littéraire intéressante de cette période. Le texte en a été reproduit dans *Le Pays* du 31 décembre 1856 et dans les numéros suivants. [↑](#footnote-ref-256)
257. Yves Dostaler, *Les infortunes du roman dans le Québec du XIXe siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1977. [↑](#footnote-ref-257)
258. Essai présenté le 16 octobre 1845 et reproduit dans *La Revue canadienne*, 15 novembre 1845, p. 126-128. [↑](#footnote-ref-258)
259. « Importance de l’étude de l’économie politique », conférence prononcée le 19 novembre 1846 et reproduite dans Jean-Charles Falardeau (éd.), [*Étienne Parent, 1802-1874*](file:///Users/jean-marietremblay/Desktop/classiques.uqac.ca/contemporains/falardeau_jean_charles/Etienne_Parent/Etienne_Parent.html), Montréal, Éditions La Presse, 1975, p. 129-132. [↑](#footnote-ref-259)
260. « L’agriculture comme moyen de conserver notre nationalité », essai présenté le 21 janvier 1847 et reproduit dans *L’Aurore des Canadas*, 2 février 1847. [↑](#footnote-ref-260)
261. « Bibliothèques publiques. Leur importance », essai présenté vers le 12 mai 1847 et reproduit dans René Dionne, *Antoine Gérin-Lajoie, homme de lettres*, Sherbrooke, Éditions Naaman, 1978, p. 375. [↑](#footnote-ref-261)
262. « Un mot sur le commerce », conférence prononcée le 27 mars 1852 et reproduite dans Jean-Baptiste-Éric Dorion, *L’Institut canadien en 1852*, Montréal, W.-H. Rowen, 1852, p. 235. [↑](#footnote-ref-262)
263. Yvan Lamonde, « A Universal Classification for the Study of Nineteenth-Century Libraries and Booksellers », *Libraries and Culture*, 24, 2 (printemps 1989) :158-197. [↑](#footnote-ref-263)
264. Pour une étude globale, voir, dans le présent ouvrage, le texte no 6. [↑](#footnote-ref-264)
265. Nous communiquons ici l’essentiel de notre étude plus détaillée, « Institution et association littéraires au Québec au 19e siècle : le cas de l’Institut canadien de Montréal (1845-1876) », Littératures (McGill), 1 (1988) : 47-76. Voir aussi Marc Angenot, « Le roman français dans la bibliothèque de l’Institut canadien de Montréal (1845- 1876) », *Littératures*, 1 (1988) : 77-90. [↑](#footnote-ref-265)
266. Lettre à Henri-Raymond Casgrain, 29 janvier 1867, citée dans Guildo Rousseau, *L’image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930),* Sherbrooke, Éditions Naaman, 1981, p. 114. [↑](#footnote-ref-266)
267. Nous avons reconstitué cette bibliothèque canadienne dans « Institution et association littéraires [...] », *op. cit.*: annexe III, p. 71-76. [↑](#footnote-ref-267)
268. Yvan Lamonde, « Les archives de l’Institut canadien de Montréal (1844-1900). Historique et inventaire », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, 28, 1 (juin 1974) : 77-93. [↑](#footnote-ref-268)
269. Voir, dans le présent ouvrage, les travaux de Louis-Georges Harvey et Mark V. Olsen décrits à la note 2 du texte n° 6. [↑](#footnote-ref-269)
270. Yvan Lamonde, « Institution et association littéraires [...] », *op. cit*. : 68-69. [↑](#footnote-ref-270)
271. Marcel Lajeunesse a étudié le Cabinet de lecture paroissial et le Cercle Ville-Marie des sulpiciens ; pour sa part, Johanne Ménard a traité de l’Institut des artisans et de l’Association de bibliothèque du comté de Drummond à L’Avenir. Les références aux travaux publiés sur ces 13 associations se trouvent dans les bibliographies citées aux notes 1 et 7. [↑](#footnote-ref-271)
272. Claude Galarneau, « Le philanthrope Vattemare, le rapprochement des « races » et des classes au Canada, 1840-1855 », dans W.L. Morton, Le *bouclier d’Achille / The Shield of Achilles*, Toronto, McClelland and Stewart, 1968, p. 94-110. [↑](#footnote-ref-272)
273. Marcel Lajeunesse, Les *sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIXe siècle*, Montréal, Fides, 1982, p. 197. [↑](#footnote-ref-273)
274. Jean-Guy Hudon, « Robert de Roquebrune », dans François Gallays, Sylvain Simard et Paul Wyczynski (dir.), *Le Nigog*, Montréal, Fides, 1987, p. 112- 115. [↑](#footnote-ref-274)
275. Jean-René Lassonde, *La bibliothèque Saint-Sulpice, 1910-1931*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1986. [↑](#footnote-ref-275)
276. Entre autres, des textes de Robert Vigneault, dont « L’essai québécois : préalables théoriques », *Voix et images*, 8, 2 (hiver 1983) : 311-329. [↑](#footnote-ref-276)
277. David M. Hayne, « L’essai au Québec : des origines à la Confédération », dans Paul Wyczynski, François Gallays et Sylvain Simard, *L’essai et la prose d’idée au Québec*, Montréal, Fides, 1985, p. 11-27. [↑](#footnote-ref-277)
278. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans Claude Galarneau et Maurice Lemire (dir.), Livre et lecture au Québec (1800-1850), Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, p. 59-92. [↑](#footnote-ref-278)
279. B. Vouillot, « La Révolution et l’Empire : une nouvelle réglementation », dans H.-J. Martin et R. Chartier, *Histoire de l’édition française*, Paris, Promodis, 1984, tome II, p. 527-535. [↑](#footnote-ref-279)
280. Suzanne Tucoo-Chala, *Charles-Joseph Panckoncke et la librairie française, 1736-1798*, Pau, Editions Marvimpouez Jeune, et Paris, Librairie Jean Touzot, 1977. [↑](#footnote-ref-280)
281. Sur Martin Bossange, voir : Nicole Felkay, « Le Musée encyclopédique du libraire Bossange », *Bulletin du bibliophile* (1984) : 32-39 ; J.-B. Werdet, *De la librairie française*, Paris, E. Dentu, 1859, p. 169-171 ; P. Delalain, *L'imprimerie et la librairie à Paris de 1789 à 1813* [...], Librairie Delalain Frères, 1899, p. 20-21 ; Prévost et d’Amat, *Dictionnaire de biographie française*, Paris, s.éd., 1954, p. 1144 ; H. Lauzac, M. Bossange, Paris, *Bureau de la Galerie historique*, 1865 ; J.-M. Quérard, *Quelques mots sur M. Bossange père*, Paris, Imprimerie de A.-R. Laine et J. Havard, 8 février 1863, qui reprend Lauzac ; abbé B. P. d’Andrezel, « Discours prononcé le jour du mariage de M. Martin Bossange avec Mlle Reine Voilant en 1802 », Paris, 1863. Sur la librairie, voir : René Moulinas, *L’imprimerie et la librairie à Rouen au* XVIIIe *siècle*, Paris et La Haye, Mouton, volume 1,1965, volume II, 1970 ; Frédéric Barbier, *Trois cents ans de librairie et d’imprimerie*, Berger-Levrault, Genève, Droz, 1979. [↑](#footnote-ref-281)
282. Renseignement fourni par Nicole Felkay. [↑](#footnote-ref-282)
283. P. Delalain, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-283)
284. H. Lauzac, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-284)
285. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-285)
286. Abbé B. P. d’Andrezel, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-286)
287. Voir : B. Vouillot, *op. cit*., p. 532 ; Frédéric Barbier, « Le commerce international de la librairie française au XIXe siècle (1815-1913) », *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1981, p. 95. [↑](#footnote-ref-287)
288. H. Lauzac, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-288)
289. David Bellos, « La conjoncture de production », dans H.-J. Martin et R. Chartier, *op. cit*., tome II, p. 553. [↑](#footnote-ref-289)
290. J.-B. Werdet, *op. cit*., p. 170. [↑](#footnote-ref-290)
291. Voir : Howard Mumford, *America and French Culture, 1750-1848*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1927 ; Frank Monaghan, *French Travellers in the United States, 1765-1865*, New York, Scribner’s, 1933 ; Durand Echeverria, *Mirage in the West : a History of French Image of American Society to 1815*, Princeton, Princeton University Press, 1956 ; René Rémond, *Les États-Unis devant l’opinion française, 1815-1852*, tome I, Paris, Colin, 1962. Sur l’activité française dans le monde de l’imprimé aux États-Unis avant l’apprentissage de Bossange, voir : Samuel J. Marino, « French-Language Printing in the United States, 1711-1825 », dans David Kases, *Books in America’s Past*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1966, p. 43- 61 ; Madeleine B. Stern, « Joseph Nancrède : Franco-American Bookseller-Publisher, 1761-1841 », dans Madeleine B. Stem, *Books and Book People in 19th Century America*, New York, R.C. Bowker, 1978, p. 47-117. [↑](#footnote-ref-291)
292. Voir le fonds de 35 copies de lettres ou de billets datés de New York aux Archives nationales du Québec à Québec (ANQ-Q), Fonds Bossange. Seize lettres d’Hector Bossange à Henry Chériot, quatorze d’Henry Chériot à Hector Bossange et cinq d’Henry Chériot à Martin Bossange. Trente-trois lettres sont datées de 1814, deux de 1813. Jean-Louis Roy fit connaître ce fonds en travaillant à son étude, *Édouard-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien (1799-1854),* Montréal, Hurtubise HMH, 1974. [↑](#footnote-ref-292)
293. ANQ-Q, Hector Bossange à Henry Chériot, 9 mars 1814. [↑](#footnote-ref-293)
294. *Ibid*., Martin Bossange à Hector Bossange, billet inséré dans une lettre de mai 1814. [↑](#footnote-ref-294)
295. *Ibid*., Hector Bossange à Martin Bossange, 5 mars 1814. [↑](#footnote-ref-295)
296. *Ibid*., Hector Bossange à Martin Bossange, 12 avril 1814. [↑](#footnote-ref-296)
297. *Ibid*., Henry Chériot à Martin Bossange, 20 mai 1814. [↑](#footnote-ref-297)
298. *Ibid*., Martin Bossange à Hector Bossange, mai 1814. [↑](#footnote-ref-298)
299. H. Lauzac, op. cit., et Prévost et d’Amat, *op. cit*., donnent 1814, tandis que Giles Barber, « Treuttel and Würtz : Some Aspects of the Importation of Books from France, c. 1825 », *The Bibliographical Society* (1968) : 139, donne 1815. [↑](#footnote-ref-299)
300. Archives Saint-Sulpice de Montréal, correspondance Le Saulnier, boîte 51, M. Chêné à M. Le Saulnier. [↑](#footnote-ref-300)
301. ANQ-Q, Fonds Bossange, reçu du 3 août 1815 pour le prix du passage sur le Sterling. [↑](#footnote-ref-301)
302. Georges Langlois, *Histoire de la population canadienne-française*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1934, p. 267, fait état de 427 465 habitants en 1822 ; Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966, p. 599, en mentionne 364 546 pour la même année. Le *Journal de la Chambre d’assemblée du Bas-Canada* parle d’une population de 479 288 habitants en 1825. [↑](#footnote-ref-302)
303. ANQ-Q, Fonds Bossange, François Durette, Québec, à Hector Bossange, 28 octobre 1815. [↑](#footnote-ref-303)
304. *The Montreal Gazette*, 20 novembre 1815. Nous remercions ici Yolande Buono de la Bibliothèque nationale du Québec qui a généreusement mis à notre disposition sa documentation sur le commerce du livre tirée de la presse périodique montréalaise de 1778 à 1820. [↑](#footnote-ref-304)
305. *Le Spectateur canadien*, 9 septembre 1816. [↑](#footnote-ref-305)
306. Comme en font foi de nombreuses annonces dont la première est parue dans *L’Aurore*, 26 mai 1817. [↑](#footnote-ref-306)
307. *L’Aurore*, 2 mai 1818. [↑](#footnote-ref-307)
308. Archives de la ville de Paris, tribunal de commerce, D'' V' no 6 de 1827, communiqué par Nicole Felkay. [↑](#footnote-ref-308)
309. Thomas Doige, *An AIphabetical List of Merchants, Traders and Housekeepers Residing in Montreal*, Montréal, James Lane, 1818, p. 78. [↑](#footnote-ref-309)
310. Jean-Claude Robert, « Montréal 1821-1871 : aspects de l’urbanisation », thèse de 3e cycle, Paris, EHESS, 1977, p. 167-168. [↑](#footnote-ref-310)
311. André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, Québec, PUL, 1973, tome I, 1764-1859, p. 4-39. [↑](#footnote-ref-311)
312. Nos renseignements et calculs proviennent de Milada Vlach et Yolande Buono, *Catalogue collectif des impressions québécoises, 1764-1820*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec. Il s’agit, à 10% près, de la bibliographie rétrospective définitive du Québec. [↑](#footnote-ref-312)
313. Yolande Buono, « Imprimerie et diffusion de l’imprimé à Montréal, 1776- 1820 », mémoire de maîtrise en bibliothéconomie, Université de Montréal, 1980. Cette étude nous a servi pour l’analyse des types d’imprimés. [↑](#footnote-ref-313)
314. Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17e-19e siècles) : sources et problèmes*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1979, p. 35-40. [↑](#footnote-ref-314)
315. Yolande Buono, « Imprimerie et diffusion de l’imprimé [...] », p. 116-137. [↑](#footnote-ref-315)
316. ANQ-Q, Fonds Bossange, compte de J. N. Delorme, daté du 17 juillet 1818. [↑](#footnote-ref-316)
317. *Le Spectateur canadien*, 9 septembre 1816 et 19 décembre 1818. [↑](#footnote-ref-317)
318. *L’Aurore*, 30 mai 1818 ; Le Spectateur canadien, 19 décembre 1818. [↑](#footnote-ref-318)
319. *The Montreal Gazette*, 3 juin 1816 ; *Le Spectateur canadien*, 9 septembre 1816, 19 décembre 1818 et 19 février 1820. [↑](#footnote-ref-319)
320. *L’Aurore*, 30 mai 1818 ; *Le Spectateur canadien*, 19 décembre 1818 et 19 février 1820. [↑](#footnote-ref-320)
321. *Le Spectateur canadien*, 19 décembre 1818 et 19 février 1820 ; *The Montreal Gazette*, 23 août 1820. [↑](#footnote-ref-321)
322. *The Montreal Gazette*, 3 juin 1816 ; *Le Spectateur canadien*, 19 décembre 1818 et 19 février 1820 ; ANQ-Q, Fonds Bossange, L. Lamothe, prêtre, Saint-Cuthbert, à Hector Bossange, 6 juin 1816. [↑](#footnote-ref-322)
323. *Le Spectateur canadien*, 9 septembre 1816 ; *L’Aurore*, 30 mai 1818 ; ANQ-Q, Fonds Bossange, Henry Chériot, Wilkes and Co., New York, à Hector Bossange, 23 mai 1818. [↑](#footnote-ref-323)
324. *Le Spectateur canadien*, 19 décembre 1818 et 19 février 1820. [↑](#footnote-ref-324)
325. *The Montreal Gazette*, 26 août 1816. [↑](#footnote-ref-325)
326. *Le Spectateur canadien*, 19 décembre 1818. [↑](#footnote-ref-326)
327. *L’Aurore*, 22 novembre 1817, 7 mars, 21 mars, 11 avril et 30 mai 1818. [↑](#footnote-ref-327)
328. *Catalogue des livres qui se trouvent aux magazins de Mssrs. G. et B. Horan, à Québec et chez Mr. H. Bossange, à Montréal*, [Québec, Th. Cary, 1er juin 1816]. Exemplaire à la bibliothèque du séminaire de Québec. [↑](#footnote-ref-328)
329. ANQ-Q, Fonds Bossange, Horan, Québec, à Hector Bossange, 12 juin 1816. [↑](#footnote-ref-329)
330. *Ibid*., L. Lamothe, prêtre, Saint-Cuthbert, à Hector Bossange, 14 juin 1816 ; Charles Hot, prêtre, Sainte-Geneviève-de-Batiscan, à Hector Bossange, 17 juin 1816. [↑](#footnote-ref-330)
331. *Ibid*., L. Lamothe à Hector Bossange, 27 septembre 1816. [↑](#footnote-ref-331)
332. *Ibid*., Gatien, prêtre, Saint-Eustache, à Hector Bossange, 2 juillet 1816. [↑](#footnote-ref-332)
333. Ces sept subdivisions sont, dans nos termes : logique et philosophie ; livres pour la jeunesse ; livres à l’usage des dames ; arithmétique, mathématiques et géométrie ; belles-lettres, langue française et rhétorique ; œuvres de... ; voyages et géographie. [↑](#footnote-ref-333)
334. *Catalogue des livres de fonds et d’assortiment français, anglais, italiens, espagnols et latins qui se trouvent chez Bossange et Masson* [...], Paris, De l’imprimerie de Bossange, 1817. À qui voudrait construire, pour les besoins d’une histoire du commerce du livre français au XIXe siècle, une classification « universelle », le Fonds Bossange de la Bibliothèque nationale de France, cote Q 10 B, bien mis en valeur par Christine Delacroix, offre un corpus de catalogues fort riche. L’Université de Toronto et l’Université Laval possèdent un Catalogue de 1816 : Bossange et Masson, *Catalogue des livres français, italiens, espagnols, grecs, latins, etc... qui se trouvent chez Bossange et Masson à Londres, à Paris* [...], à Québec et à Montréal, Londres, Sehulze et Dean, 1816. [↑](#footnote-ref-334)
335. Robert Darnton, *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l’ancienne France* [The Great Cats Massacre, 1984], Paris, Robert Laffont, 1985, p. 223-224. [↑](#footnote-ref-335)
336. Daniel Ligou, « La part du roman dans quelques bibliothèques du XVIIIe siècle », *Roman et Lumières au XVIIIe siècle*, Paris, Seuil, 1970, p. 48-63. [↑](#footnote-ref-336)
337. *Catalogue des livres à vendre par Bossange et Papineau* [...], Montréal, J.V. Delorme, 1819. Exemplaire à la bibliothèque de la ville de Montréal, salle Gagnon. Le *Catalogue* offre exceptionnellement quatre titres en langue anglaise. [↑](#footnote-ref-337)
338. Une annonce *dans Le Spectateur canadien*, 19 février 1820, précède ce moment de publication du *Catalogue* de 1819. [↑](#footnote-ref-338)
339. Les catalogues de la maison parisienne de Martin Bossange, père d’Hector, n’inspirent manifestement pas le mode de présentation du *Catalogue* de 1819. [↑](#footnote-ref-339)
340. Voir, parmi les principaux titres : *Galerie militaire ou notices historiques sur les généraux et amiraux qui ont commandé dans la guerre de la Révolution* (7 volumes) ; *Histoire du clergé pendant la Révolution*, de Barruel (2) ; *Histoire abrégée de la Révolution* de Lemaire (3) ; *Histoire de la Vendée et des Chouans* de Beauchamps (3) ; *Histoire du procès du maréchal Ney* (2) ; *Politicien ou Recueil des meilleurs discours prononcés pendant la première assemblée nationale de France* (6) ; *Tableau historique de Bonaparte* de Michaud ; *Tableau de la campagne de Moscou* de Bourgeois. [↑](#footnote-ref-340)
341. *Description historique de Paris* de Piganiol de la Force (10 volumes) ; *Tableau de Paris* de Mercier (12) ; *Curiosités de Paris*, *Campagne de Paris, Échos des salons de Paris depuis la Restauration*. [↑](#footnote-ref-341)
342. Deux titres portent sur le Canada : Charlevoix et Weld ; Chastellux, *Voyage dans l'Amérique septentrionale*, 2 volumes ; La Rochefoucauld-Liancourt, *Voyage aux États-Unis d’Amérique*. En outre, quatre titres traitent de l’Amérique du Sud. [↑](#footnote-ref-342)
343. Outre les « œuvres » romanesques de Mme Leprince de Beaumont, de Florian de Gessner, de Mme de La Fayette, on trouve de nombreux titres de Mme L. Cottin, de Mme de Montholieu, de Ducray Duminil. [↑](#footnote-ref-343)
344. À titre d’exemple, dans l’annonce du *Spectateur canadien*, 19 février 1820. [↑](#footnote-ref-344)
345. Voir la note 31. [de l’édition papier. JMT.] [↑](#footnote-ref-345)
346. Bibliothèque nationale de France, Fonds Bossange, cote Q 10 B : *Catalogue des livres français, italiens* [...], Paris, De l’imprimerie de Bossange, 1818. [↑](#footnote-ref-346)
347. ANQ-Q, Fonds Bossange, Michel Clouet, Québec, à Hector Bossange, 12 mai 1818. [↑](#footnote-ref-347)
348. *The Montreal Gazette*, 6 janvier 1819. [↑](#footnote-ref-348)
349. Prévost et d’Amat, *op. cit*., p. 1144. [↑](#footnote-ref-349)
350. *The Montreal Gazette*, 3 juin, 26 août et 23 septembre 1816 ; *L’Aurore*, 8 novembre 1817. [↑](#footnote-ref-350)
351. ANQ-Q, Fonds Bossange, Errard, Londres, à Hector Bossange, 18 mars 1816 ; John Hare, Londres, à Hector Bossange, 29 avril 1816. [↑](#footnote-ref-351)
352. *The Montreal Gazette*, 25 novembre 1816. [↑](#footnote-ref-352)
353. ANQ-Q, Fonds Bossange : Henry Chériot, New York, à Hector Bossange, 27 janvier 1816 ; Chériot, Wilkes and Co., à Hector Bossange, 17 août 1816. Un certain Quesnel écrit à Hector Bossange le 10 juillet 1816 : « [...] la voie des États-Unis sera la plus expéditive pour l’importation du télescope qu’il désireroit recevoir cet hiver ». [↑](#footnote-ref-353)
354. *Ibid*., Henry Chériot, New York, à Hector Bossange, 26 juin 1816 ; Wilkes, New York, à Hector Bossange, 20 juin 1818. [↑](#footnote-ref-354)
355. *Ibid*., Henry Chériot, New York, à Hector Bossange, 26 juin 1816 ; Henry Chériot, Wilkes and Co., New York, à Hector Bossange, 23 mai 1818. [↑](#footnote-ref-355)
356. *Ibid*., Henry Chériot, New York, à Hector Bossange, 9 juillet 1816. [↑](#footnote-ref-356)
357. *Ibid*., Horan, Québec, à Hector Bossange, 12 juin 1816 ; abbé Charles Hot à Hector Bossange, 17 juin, 26 septembre et 15 octobre 1816 ; Jean-Denis Daulé, prêtre, à Hector Bossange, 29 octobre ( ?) 1816. [↑](#footnote-ref-357)
358. *Ibid*., François Durette, Québec, à Hector Bossange, 28 octobre 1815 et 6 octobre 1816. [↑](#footnote-ref-358)
359. *Ibid*., Michel Clouet, Québec, à Hector Bossange, 12 mai 1818. [↑](#footnote-ref-359)
360. Archives Saint-Sulpice de Montréal, M. Le Saulnier, prêtre de Saint-Sulpice, « Bought to Bossange et Masson, french booksellers, no 14, Great Malborough St. et 100 New Bond Street », 18 mars 1817 (?) ; autre facture de juin 1816. [↑](#footnote-ref-360)
361. *Ibid*., facture de Dulau et Cie, Londres, à M. Le Saulnier, 1817. [↑](#footnote-ref-361)
362. *The Montreal Gazette*, 3 juin et 23 septembre 1816. [↑](#footnote-ref-362)
363. ANQ-Q, Fonds Bossange, sept lettres de L. Lamothe, prêtre, à Hector Bossange, du 6 juin au 28 décembre 1816. [↑](#footnote-ref-363)
364. *Ibid*., Gatien, prêtre, à Hector Bossange, 14 lettres de 1816 à 1818. [↑](#footnote-ref-364)
365. *Ibid*., abbé Charles Hot, à Hector Bossange, 11 lettres du 11 juin au 20 décembre 1816. [↑](#footnote-ref-365)
366. *Ibid*., J. Desjardins, prêtre, Québec, à « M. Bossange fils », 4 janvier 1816. [↑](#footnote-ref-366)
367. *Ibid*., abbé Dufresne à Hector Bossange, 15 octobre 1816. [↑](#footnote-ref-367)
368. *Ibid*., abbé Orfroy, Trois-Rivières, à Hector Bossange, 26 octobre 1816. [↑](#footnote-ref-368)
369. *Ibid*., abbé Charles Hot, Trois-Rivières, à Hector Bossange, 15 octobre 1816. [↑](#footnote-ref-369)
370. *Ibid*., abbé Charles Hot, Trois-Rivières, à Hector Bossange, 24 novembre et 7 décembre 1816. [↑](#footnote-ref-370)
371. *Ibid*., François Durette, Québec, à Hector Bossange, 12 juin 1816. [↑](#footnote-ref-371)
372. *Ibid*., H. Desrivières Beaubien, Varennes, à Hector Bossange, 27 octobre 1816 ; abbé Daulé à Hector Bossange, 29 octobre ( ?) 1816 ; L. Lamothe, prêtre, Saint-Cuthbert, à Hector Bossange, 14 novembre et 17 décembre 1816. [↑](#footnote-ref-372)
373. *Ibid*., Michel Clouet, Québec, à Hector Bossange, 15 janvier et 10 février 1819. [↑](#footnote-ref-373)
374. *The Montreal Gazette*, 6 janvier 1819. Sur D.-B. Papineau, voir : Claude Baribeau, « Denis-Benjamin Papineau », *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, PUL, 1985, volume VIII, p. 753-755 ; Joseph Doutre, « Notice biographique sur l’honorable D.-B. Papineau », *Le Pays*, 10 et 13 juin 1854. [↑](#footnote-ref-374)
375. Ils sont toujours associés selon l’ouvrage de Thomas Doige, *op. cit*., 1819, p. 61, 1820, p. 45. Voir aussi Le Spectateur canadien, 19 février 1820 ; *The Montreal Gazette*, 23 août 1820 et 26 septembre 1821. La dissolution de la société est annoncée dans *The Montreal Gazette*, 16 janvier 1822 ; voir aussi *Canadian Courant*, 10 août 1822. D.-B. Papineau est « procureur fondé » d’Hector Bossange auprès de la compagnie d’assurance après l’incendie de la librairie, les 26 et 27 octobre 1819, et la destruction de « quelques mille volumes », d’après une lettre de Joseph Papineau à Louis Guy, 20 janvier 1820, citée dans *Rapport de l’archiviste de la province de Québec*, 1951-1952 et 1952-1953, p. 186-190. [↑](#footnote-ref-375)
376. Nicole Felkay, *op. cit*., p. 37. [↑](#footnote-ref-376)
377. Exemplaire du Catalogue de 1820 à la Bibliothèque nationale de France, Fonds Bossange, cote Q 10 B. [↑](#footnote-ref-377)
378. E. Fabre Surveyer, « Edouard-Raymond Fabre d’après sa correspondance et ses contemporains », *Mémoires de la Société royale du Canada*, section I, 1944, p. 91. [↑](#footnote-ref-378)
379. *Ibid*., p. 94 ; Joseph Doutre, « Notice biographique sur feu Edouard R. Fabre, écuyer », *Le Pays*, 23 août 1854. [↑](#footnote-ref-379)
380. Lettre de E.-R. Fabre à L. Duvernay, Paris, 1er janvier 1823, citée par Yolande Buono, op. cit., p. 126. La société Bossange et Papineau est dissoute le 21 décembre 1821 ; voir *The Montreal Gazette*, 16 janvier 1822. [↑](#footnote-ref-380)
381. Jean-Louis Roy, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-381)
382. Tel que décrit dans le titre du Catalogue de 1824. Exemplaire à la Bibliothèque nationale de France, Fonds Bossange, cote Q 10 B. [↑](#footnote-ref-382)
383. D. Dainville, *Beautés de l’histoire du Canada*, Paris, Bossange Frères, rue de Seine no 12, 1821. Cet ouvrage est annoncé ainsi dans les *Catalogues* de 1821 à 1824 : « Se trouve aussi chez Bossange et Papineau, libraires à Montréal (Bas-Canada). » [↑](#footnote-ref-383)
384. Claude Pichois, *Philarète Chasles et la vie littéraire au temps du romantisme*, Paris, José Corti, 1965, tome 1, p. 128-130. [↑](#footnote-ref-384)
385. Archives de Paris, D" U’ 86, faillite (6948) d’Hector Bossange, 10 mars 1831. Renseignement aimablement communiqué par Nicole Felkay. [↑](#footnote-ref-385)
386. Jean-Louis Roy, *op. cit*., p. 78-79. [↑](#footnote-ref-386)
387. André Ouimet, Montréal, à E. E. Rodier, Rouses Point, 14 août 1838. Voir *The Canadian Antiquarian and Numismatic Journal* (1910) : 84. [↑](#footnote-ref-387)
388. Paris, Hector Bossange et Fils, 1855. [↑](#footnote-ref-388)
389. Paris, Hector Bossange et Fils, quai Voltaire no 25,1855. La salle Gagnon de la bibliothèque de la ville de Montréal possède un Extrait *du catalogue de la bibliothèque d’un amateur*. Ouvrages sur l’Amérique, s.l., s.d., tiré à 150 exemplaires et publié par Hector Bossange. [↑](#footnote-ref-389)
390. Voir : Élisabeth Revai, *Alexandre Vattemare. Trait d’union entre deux mondes*, Montréal, Bellarmin et Desclée de Brouwer, 1975 ; C.-L. Frigolini, « L’œuvre passionnée du mime et ventriloque français Alexandre Vattemare (1796-1864) dans les échanges internationaux [...] », *Revue française d'histoire du livre*, 23 (avril-juin 1979) : 381-411. [↑](#footnote-ref-390)
391. Frédéric Barbier, *op. cit*., p. 96-100. [↑](#footnote-ref-391)
392. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey et Jean-Paul Montminy (dir.), [*Idéologies au Canada français, 1900-1929*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174938)**,** Québec, PUL, 1974, p. 251-265. [↑](#footnote-ref-392)
393. Études et appréciations. *Mélanges canadiens* (EAMC), Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1918, p. VII. [↑](#footnote-ref-393)
394. *Discours et allocutions* (DA), Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1915, p. VIII ; *Études et appréciations. Nouveaux mélanges canadiens* (EANMC), Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1919, avant-propos. [↑](#footnote-ref-394)
395. Noces d’or sacerdotales de Mgr L.-A. Pâquet, Québec, *L’Action catholique*, 1933, p. 90. [↑](#footnote-ref-395)
396. *Ibid*., p. 136-137. [↑](#footnote-ref-396)
397. « Allocution d’ouverture », *Académie canadienne Saint-Thomas d’Aquin* (ACSTA), Québec, Imprimerie de l’Action sociale, 1932, session de 1930, p. 25. [↑](#footnote-ref-397)
398. « Les programmes pontificaux depuis un siècle », 1923, *Études et appréciations. Nouveaux fragments apologétiques* (EANFA), Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1932, 2e édition, p. 31-56. Voir aussi « L’hommage dû aux encycliques », ACSTA, Québec, 1938, session de 1936, p. 7-23. [↑](#footnote-ref-398)
399. Québec, Imprimerie de l’Action sociale, 1908-1915, tome I, 1908, *Principes généraux*, tome II, 1912, *L’organisation religieuse et le pouvoir civil, L’Événement*, tome III, 1915, *L’action religieuse et la loi civile, Laflamme et Proulx*, tome IV, 1909, *L’Église et l’éducation*. Chaque tome consacre un nombre de pages important à l’aspect « canadien » de ces questions théoriques. [↑](#footnote-ref-399)
400. Noces d’or [...], p. 138. [↑](#footnote-ref-400)
401. Voir : Mgr Cyrille Gagnon, « Mgr L.-A. Pâquet », ACSTA, 1945, 12' session, p. 11-33 ; Philippe Perrier, « L’apostolat intellectuel de Mgr Pâquet », *Canada français*, 20, 6 (février 1933) : 489-496 ; chanoine P.-Marie Gaudrault, « L’œuvre théologique de Mgr Pâquet », *Noces d’or* [...], p. 101- 124 ; Joseph-Papin Archambault, « L’œuvre sociale et nationale de Mgr Pâquet », *ibid*., p. 125-135. [↑](#footnote-ref-401)
402. Voir : Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, Montréal, Fides, tomes IV-XXXIV, index ; Mason Wade, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, Montréal, Cercle du livre de France, 1963, tome I, p. 554 ; Jean-Charles Falardeau, [*L’essor des sciences sociales au Canada français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.faj.ess), Québec, ministère des Affaires culturelles, 1964, index. [↑](#footnote-ref-402)
403. « L’esprit romain », EANMC, p. 373- 376. [↑](#footnote-ref-403)
404. « Les fondements du spiritualisme », ACSTA, 1933, p. 5-21. [↑](#footnote-ref-404)
405. « Le rôle des principes », Études *et appréciations. Fragments apologétiques* (EAFA), Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1917, p. 3-15. Il s’agit d’un texte de 1907, « Les principes : leur rôle et leur valeur », La Nouvelle-France, 6 (1907) : 5-13. [↑](#footnote-ref-405)
406. « L’esprit catholique. Sa nature, ses manifestations », ACSTA, 1938, p. 7- 25. Voir aussi « L’autorité religieuse », 1899, DA, p. 13-24. [↑](#footnote-ref-406)
407. Voir son attitude face à « La question romaine », EANMC, 1919, p. 281-294. [↑](#footnote-ref-407)
408. « La philosophie de l’histoire de Bossuet », 1928, dans *Au soir de la vie* (ASV), Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1938, p. 73-97. [↑](#footnote-ref-408)
409. « Dieu dans la civilisation canadienne », 1934, p. 8 et 99-121. [↑](#footnote-ref-409)
410. « Le préjugé sectaire », 1918, EANMC, p. 108-124. [↑](#footnote-ref-410)
411. « L’apostolat laïque », 1927, *Études et appréciations. Nouveaux thèmes sociaux* (EANTS), Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1932, p. 143-165 ; « Considérations sur le journalisme catholique », 1922, EANTS, p. 166-235. [↑](#footnote-ref-411)
412. L.-A. Pâquet à S.-A. Lortie, 2 avril 1893. Archives du séminaire de Québec, séminaire 72, no 41 D. [↑](#footnote-ref-412)
413. « Coup d’œil sur l’histoire de l’enseignement philosophique canadien », 1917, EAMC, p. 37-60 ; « Vers l’encyclique *Ætemi patris*», 1929, ASV, p. 11-36. [↑](#footnote-ref-413)
414. « Saint-Thomas et les besoins de notre âge », 1928, EANFA, p. 91-113. [↑](#footnote-ref-414)
415. *Ibid*., p. 109. [↑](#footnote-ref-415)
416. Hermas Bastien, « Quelle sera notre philosophie ? », *L’Action française*, 13, 1 (janvier 1925) : 312-316. [↑](#footnote-ref-416)
417. « L’œuvre des jeunes », 1917, EAMC, p. 292-322 ; « L’Église et la jeunesse », 1924, EANTS, p. 98-119. [↑](#footnote-ref-417)
418. Montréal, « L’œuvre des tracts », s.d., extraits du *Droit public de l’Église*, Québec, Laflamme, 1916, 2e édition, tome IV, L’Église et l’éducation, p. 256- 270. [↑](#footnote-ref-418)
419. « L’œuvre universitaire », 1920, *Études et appréciations. Thèmes sociaux* (EATS), Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1922, p. 77-78. [↑](#footnote-ref-419)
420. Émile Chartier (éd.), *Bréviaire du patriote canadien-français*, Montréal, L’Action française, 1925. Il s’agit d’une réédition commentée du discours de Pâquet, « La vocation de la race française en Amérique », 1902. [↑](#footnote-ref-420)
421. DA, pp. 183, 184, 185, 187, 193, 201 et 202. En 1887, Pâquet avait déjà fait mention de cette vocation : « Le patriotisme canadien-français », DA, p. 18, 21 et 42. Il reprendra cette idée, en insistant, dans « L’union française », 1919, EANMC, p. 137-154. [↑](#footnote-ref-421)
422. « L’Église et la patrie canadienne », 1889, DA, p. 33-53 ; « L’Église et les survivances nationales », 1924, EANFA, p. 210-237 ; « L’Église et les clergés nationaux », 1926, EANFA, p. 237- 250 ; « La vie nationale et le droit chrétien », 1918, EAMC, p. 41-60. [↑](#footnote-ref-422)
423. « Le culte du passé », 1917, EAMC, p. 13-20 ; « La revanche de l’Histoire », 1918, EAMC, p. 116-137. [↑](#footnote-ref-423)
424. « La terre canadienne », 1917, EAMC, p. 3-12 ; « A travers les mémoires d’un fils du sol », 1916, EAMC, p. 21-42. [↑](#footnote-ref-424)
425. « La langue et le droit naturel », 1916, EAMC, p. 61-70. [↑](#footnote-ref-425)
426. « Le bilinguisme canadien », 1918, EAMC, p. 71-90. [↑](#footnote-ref-426)
427. « Benoît XV et nos questions de langue », décembre 1916, EAMC, p. 99. Voir aussi « La lettre papale et le régime scolaire ontarien », 1918, EAMC, p. 101-115. [↑](#footnote-ref-427)
428. « L’Église catholique et le problème des langues nationales », 1912, DA, p. 273-287. [↑](#footnote-ref-428)
429. « Consultation doctrinale », 7 juillet 1917, EAMC, p. 344-350. Sur le rôle du pape en temps de guerre, voir : « Le pape et la guerre », 1917, EAFA, p. 183-218 ; « Le pape justifié », 1918, EANMC, p. 377-385 ; « Angoisses et sympathies de Benoît XV », 1921, EATS, p. 311-315. [↑](#footnote-ref-429)
430. « L’union nationale », 1919, EANMC, p. 186. Voir aussi « L’impérialisme et la question sociale », 1921, EATS, p. 176-203, et une reprise un peu plus confiante, « Une grande force catholique et nationale », 1931, ASV, p. 153-176. [↑](#footnote-ref-430)
431. Gérard Lemieux, « Notes sur le mouvement social catholique », *Chronique sociale de France*, numéro spécial intitulé Le Canada entre le passé et l’avenir, 5 (15 septembre 1957) : 459-474. [↑](#footnote-ref-431)
432. D’abord, « L’enseignement social et économique de saint Thomas d’Aquin », EATS, p. 45-61. Plus tard, « Le mouvement thomiste et l’avenir canadien », 1933, ACSTA, p. 7-22. [↑](#footnote-ref-432)
433. « Regards d’ensemble sur deux encycliques », 1932, ASV, p. 179-205. [↑](#footnote-ref-433)
434. « Fondements de l’autorité », communication publiée aussi dans EANTS, p. 4-26. [↑](#footnote-ref-434)
435. EANTS, p. 67-97. [↑](#footnote-ref-435)
436. EANTS, p. 68. [↑](#footnote-ref-436)
437. EANTS, p. 71. [↑](#footnote-ref-437)
438. EANTS, p. 78-81. [↑](#footnote-ref-438)
439. « Le socialisme d’État », 1919, EANMC, p. 79-106 ; « Le bolchévisme », 1920, EATS, p. 141-175. [↑](#footnote-ref-439)
440. « Le rôle social de l’État », Semaine sociale, 1920, EATS, p. 263-289. [↑](#footnote-ref-440)
441. « Ce qu’est la charité », 1922, EATS, p. 324-325 ; « L’assistance publique », EATS, p. 290-310. [↑](#footnote-ref-441)
442. « L’Action sociale catholique », 1921, EATS, p. 127-132 ; « Aux sources de l’Action catholique », 1935, ASV, p. 207-228. [↑](#footnote-ref-442)
443. « L’action sociale du Tiers-Ordre », 1922, EATS, p. 97-121 ; « L’œuvre des jeunes », 1917, EAMC, p. 292-314 ; « Les Semaines sociales », 1920, EATS, p. 122-126 ; « Œuvre de doctrine et de salut », 25 ans de l’Ecole sociale populaire, 1938, ASV, p. 232- 238. [↑](#footnote-ref-443)
444. « La vocation de la race française en Amérique », 1902, DA, p. 187, 197 et 202. [↑](#footnote-ref-444)
445. « La vie nationale et le droit chrétien », 1916, EAMC, p. 51. [↑](#footnote-ref-445)
446. ACSTA, session de 1930, p. 29. [↑](#footnote-ref-446)
447. « L’Église et le progrès économique », 1931, EANTS, p. 276. [↑](#footnote-ref-447)
448. *Ibid*., p. 272. [↑](#footnote-ref-448)
449. *Ibid*., p. 273. [↑](#footnote-ref-449)
450. « L’union française », 1919, EANMC, p. 141. [↑](#footnote-ref-450)
451. Citation de saint Thomas dans « L’enseignement social et économique de saint Thomas d’Aquin », 1921, EATS. [↑](#footnote-ref-451)
452. « L’union française », 1919, EANMC, p. 152. [↑](#footnote-ref-452)
453. « L’Église et le progrès économique », 1931, EANTS, p. 258. [↑](#footnote-ref-453)
454. « Regards d’ensemble sur deux encycliques », 1932, ASV, p. 188 et suiv. [↑](#footnote-ref-454)
455. Communication à la Semaine sociale de 1921, EATS, p. 204-232 ; « La participation ouvrière », 1922, EATS, p. 232-263. [↑](#footnote-ref-455)
456. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru en anglais dans Alfred Hero Jr. et Marcel Daneau (éd.), *Problems and Opportunities in U.S.-Québec Relations*, Boulder (Colorado), Westview Press, 1984, p. 106-126. [↑](#footnote-ref-456)
457. Henry David Thoreau, *Un Yankee au Canada*, Montréal, Éditions de l’Homme, 1962, p. 27 et 33. [↑](#footnote-ref-457)
458. Pour des aperçus et quelques bibliographies portant particulièrement sur les influences culturelles américaines au Québec, à l’exclusion de la question plus globale des échanges culturels, voir : Edmond de Nevers, [*L’avenir du peuple canadien-français*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.nee.ave), Paris, Jouve, 1896 (Montréal, 1964) ; Jean Ethier-Blais, « L’influence culturelle américaine », dans un ouvrage en collaboration, [*La dualité canadienne à l’heure des États-Unis*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Congres_Affaires_canadiennes/La_dualite_canadienne/La_dualite_canadienne.html), Québec, PUL, 1965, p. 65-72 ; Pierre Savard, *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis (1857-1905),* Québec, PUL, 1967 ; Richard Pouliot, *Influences culturelles des États-Unis sur le Québec*. *État sommaire des travaux*, Québec, Université Laval, Centre québécois de relations internationales, 1972 ; Jacques Cotnam, « Americans Viewed through the Eyes of French Canadians », *Journal of Popular Culture*, 10 (1976-1977) : 784-796 ; Guildo Rousseau, *L’image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930),* Sherbrooke, Éditions Naaman, 1981. [↑](#footnote-ref-458)
459. Voir : Gustave Lanctôt, *Le Canada et la Révolution américaine (1774-1783),* Montréal, Beauchemin, 1965 ; Jean-Pierre Wallot, « La pensée révolutionnaire et réformiste dans le Bas-Canada (1773-1815) », dans Jean-Pierre Wallot, Un Québec qui bougeait. *Trame socio-politique du Québec au tournant du XIXe siècle, Québec*, Boréal Express, 1973, p. 255-260. [↑](#footnote-ref-459)
460. Voir : Ivanhoe Caron, « Influence de l’Indépendance américaine et de la Déclaration des droits de l’homme sur la rébellion canadienne de 1837 et 1838 », *Mémoires de la Société royale du Canada*, 25 (1931) : 5-26 ; Jean Bruchési, « Influences américaines sur la politique du Bas-Canada, 1820-1867 », dans Gustave Lanctôt, *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941, p. 185-236. [↑](#footnote-ref-460)
461. Voir : Jean-Paul Bernard, [*Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030433044), Montréal, PUQ, 1971, p. 73 ; Jacques Monet, *La première révolution tranquille. Le nationalisme canadien-français (1837-1850),* Montréal, Fides, 1981, p. 403- 426 et 451-470. [↑](#footnote-ref-461)
462. Louis-Antoine Dessaulles, *Six lectures sur l’annexion du Canada aux États-Unis*, Montréal, P. Gendron, 1851. [↑](#footnote-ref-462)
463. Lettre à Henri-Raymond Casgrain, 29 janvier 1867, citée dans Guildo Rousseau, *op. cit*., p. 114. [↑](#footnote-ref-463)
464. John Hare et Jean-Pierre Wallot, « Les imprimés au Québec (1760-1820) », et Claude Galarneau, « Livre et société à Québec (1760-1859) : état des recherches », dans Yvan Lamonde, *L’imprimé au Québec : aspects historiques ( 18e-20e siècles),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 77-125 et 127-144. [↑](#footnote-ref-464)
465. Yvan Lamonde et Gino Ambrosio, « Les importations culturelles au Bas-Canada (1850-1867) », recherche manuscrite. [↑](#footnote-ref-465)
466. Gustave Lanctôt, « Le Québec et les États-Unis, 1867-1937 », dans Gustave Lanctôt, *op. cit*., p. 299. [↑](#footnote-ref-466)
467. Voir : Baudoin Burger, *L’activité théâtrale au Québec (1765-1825),* Montréal, Parti Pris, 1974, p. 146-150 ; John Hare, « Panorama des spectacles au Québec : de la Conquête au XX‘ siècle », dans Paul Wyczynski (éd.), *Le théâtre canadien-français*, Montréal, Fides, 1976, p. 59-108. [↑](#footnote-ref-467)
468. Groupe de recherche en art populaire, *Travaux et conférences 1975-1979*, sous la direction de Raymond Montpetit, Université du Québec à Montréal, Département d’histoire de l’art, 1979. [↑](#footnote-ref-468)
469. Voir : Chantal Hébert, *Le burlesque au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1981, p. 18-44 ; Guildo Rousseau, *op. cit*., p. 116. [↑](#footnote-ref-469)
470. Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929),* Québec, PUL, 1976. [↑](#footnote-ref-470)
471. Voir : Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *Le cinéma au Québec. Essai de statistique historique (1896 à nos jours),* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981, p. 27 et tableau 8 ; Michel Brûlé, « [Les impacts du cinéma américain sur le cinéma et la société québécoise](https://www.erudit.org/en/journals/socsoc/1900-v1-n1-socsoc120/001110ar/)», *Sociologie et sociétés*, 8, 1 (avril 1976) : 25-41. [↑](#footnote-ref-471)
472. Alban Janin, « L’américanisation par le cinéma », numéro spécial de la *Revue dominicaine* (février 1936) : 69-88. [↑](#footnote-ref-472)
473. *Film Yearbook*, 1928, p. 831, à titre d’exemple. [↑](#footnote-ref-473)
474. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *op. cit*., p. 25 et tableaux 6 et 7. [↑](#footnote-ref-474)
475. Voir : Georges Pelletier, « Notre américanisation par le journal », *Revue dominicaine* (mai 1936) : 273-282 ; Jean Bruchési, « Notre américanisation par le magazine », *Revue dominicaine* (juillet-août 1936) : 5-21, et « Nos importations littéraires », *Almanach de la langue française*, 1922, p. 113 et 116. [↑](#footnote-ref-475)
476. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *op. cit*., p. 81 et tableau 79. [↑](#footnote-ref-476)
477. Voir, dans *Recherches sociographiques*, 12, 1 (1971) : Elzéar Lavoie, « L’évolution de la radio au Canada français avant 1940 », p. 17-50 ; Gilbert Maistre, « L’influence de la radio et de la télévision américaines au Canada », p. 51-76. Voir aussi Lucien Desbiens, « L’infiltration américaine par la radio », *Revue dominicaine* (mars 1936) : 134-149. [↑](#footnote-ref-477)
478. C.-M. Forest, « L’américanisation par le sport », *Revue dominicaine* (juin 1936) : 348-363. [↑](#footnote-ref-478)
479. Guildo Rousseau, *op. cit*., chapitre III. [↑](#footnote-ref-479)
480. Susan Mann Trofimenkoff, *Action française. French Canadian Nationalism in the Twenties*, Toronto, University of Toronto Press, 1975. [↑](#footnote-ref-480)
481. Adélard Dugré, *La campagne canadienne* (1925), cité dans Guildo Rousseau, op. cit., p. 109. [↑](#footnote-ref-481)
482. Hermas Bastien, *Le bilinguisme au Canada* (1938), cité dans Guildo Rousseau, op. cit., p. 118. [↑](#footnote-ref-482)
483. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel LeBlanc, *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920). Bilan historiographique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 25-26 et 31. [↑](#footnote-ref-483)
484. Par exemple Alban Janin, « L’américanisation par le cinéma », *op. cit*. : 69-70. [↑](#footnote-ref-484)
485. Yvan Lamonde, « Pour une histoire de la culture de masse et des médias », *Cultures* (UNESCO), 8, 1 (1981) : 9- 17. [↑](#footnote-ref-485)
486. Par exemple, les travaux pionniers des Canadiens H. A. Innis et Dallas W. Smythe. Voir aussi : W. H. Melody, L. Salter et P. Heyer, *Culture, Communication, and Dependency : the Tradition* of H.A. *Innis,* Norwood, Ablex, 1980 ; D.W. Smythe, *Dependency Road : Communications, Capitalism, Consciousness and Canada*, Norwood, Ablex, 1981 ; les travaux de Herbert Schiller, Armand Mattelart et Jeremy Tunstall. [↑](#footnote-ref-486)
487. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *op. cit*., p. 81 et tableau 79. [↑](#footnote-ref-487)
488. Voir : Gilbert Maistre, « L’influence de la radio et de la télévision américaines au Canada », *op. cit*. : 66 ; Roger de la Garde, « L’information internationale dans les médias québécois et anglo-canadiens : la fenêtre américaine », *Communication et information*, 4, 1 (1981) : 7-31 ; Gertrude Joch Robinson, *News Agencies and World News in Canada, the United States and Yugoslavia : Methods and Data*, Fribourg, University Press of Fribourg (Suisse), 1981, en particulier p. 149-187. [↑](#footnote-ref-488)
489. Voir : *Royal Commission on Publications*, Ottawa, Queen’s Printer, 1961, p. 228 ; André Patry, « La dualité canadienne et les relations canado-américaines », dans un ouvrage en collaboration, [*La dualité canadienne à l’heure des États-Unis*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Congres_Affaires_canadiennes/La_dualite_canadienne/La_dualite_canadienne.html), p. 16-17 ; *Rapport sur la distribution des périodiques et du livre de poche au Québec*, Québec, Editeur officiel du Québec, 1976. Pour des aperçus partiels de l’aide américaine à la recherche québécoise (Carnegie, Rockefeller, Guggenheim), voir *Rapport de la Commission royale d’enquête sur l’avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada*. Études spéciales, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1951, p. 436-439, 441-442 et 497-500. [↑](#footnote-ref-489)
490. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert, *op. cit*., p. 103-104 et tableaux 125 et 126. [↑](#footnote-ref-490)
491. *Ibid*., p. 105-107 et tableau 127. [↑](#footnote-ref-491)
492. *Ibid*., p. 106-107 et tableau 129. [↑](#footnote-ref-492)
493. *Ibid*., p. 74-77 et tableaux 72-74. [↑](#footnote-ref-493)
494. Voir : Daniel Monnier, « Les Québécois, la langue et les médias », dans *Conférences sur la situation de la langue française au Québec*, Québec, Conseil de la langue française, 1981, p. 75-92 ; Louise Gendron, « Incertitude québécoise. Télévision : Good morning America », *Le Monde diplomatique*, 321 (décembre 1980) : 37. [↑](#footnote-ref-494)
495. Edith Bédard et Daniel Monnier, *Conscience linguistique des jeunes Québécois. Influence de l’environnement linguistique chez les élèves francophones de niveau secondaire IV et* V, Québec, Conseil de la langue française, 1981, tome I. [↑](#footnote-ref-495)
496. Voir : Carol Kirsh, Brian Dixon et Michael Bond, *Les loisirs au Canada*, *1972*, Ottawa, Secrétariat d’État, 1973 ; Rolf E. Schliewen, *Les loisirs au Canada, 1975*, Ottawa, Secrétariat d’État, 1977. [↑](#footnote-ref-496)
497. Jonathan M. Weiss, « Les Plouffe et l’américanisme au Québec », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, 3 (1975-1976) : 226-230. [↑](#footnote-ref-497)
498. Susan Crean et Marcel Rioux, *Deux pays pour vivre : un plaidoyer*, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980. [↑](#footnote-ref-498)
499. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans Yvan Lamonde et Esther Trépanier (dir.), [*L’avènement* *de la modernité culturelle au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/lamonde_yvan/Avenement_modernite_culturelle/Avenement_modernite_culturelle.html)*,* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 299-311. [↑](#footnote-ref-499)
500. À propos de la notion de modernisation, voir, par exemple: S.N. Eisenstadt, *Tradition, Change and Modernity*, New York, John Wiley and Sons, 1973; Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 13-36. [↑](#footnote-ref-500)
501. Jacques Allard proposait avec pertinence d’étudier les occurrences du terme « moderne » et sa circulation historique. Il y aurait également lieu d’analyser la conscience explicite qu’on a eue d’une « tradition » de modernité au Québec. Nous pensons à ce que de Roquebrune écrivait sur Nelligan (*Le Nigog*, juillet 1918), à ce que Borduas confiera, en 1954, à Jean-René Ostiguy à propos de Guy Delahaye, à la généalogie du mouvement surréaliste et automatiste que fera Claude Gauvreau. [↑](#footnote-ref-501)
502. Abbé Camille Roy, conférence devant la Société du parler français au Canada, 5 décembre 1904, dans Camille Roy, *Essais sur la littérature canadienne*, Québec, Librairie Garneau, 1907, p. 346. [↑](#footnote-ref-502)
503. Ce sont là quelques expressions toutes polémiques de l’antirégionaliste Turc (Victor Barbeau). Voir : « Au fil de l’heure. Le terroir », *La Presse*, 3 juin 1919 ; « Au fil de l’heure. De la poussière », *La Presse*, 31 janvier 1920. [↑](#footnote-ref-503)
504. Abbé Camille Roy, *op. cit*., p. 356. [↑](#footnote-ref-504)
505. Marcel Dugas, *Littérature canadienne. Aperçus*, Paris, Firmin-Didot, 1929, p. 17. [↑](#footnote-ref-505)
506. Abbé Camille Roy, *op. cit*., p. 352-354, 358 et 364. L’italique est de nous. [↑](#footnote-ref-506)
507. Marcel Dugas, *op. cit*., p. 112. L’italique est de nous. [↑](#footnote-ref-507)
508. La formule est de Victor Barbeau dans « Au fil de l’heure. Le terroir », *op. cit*. [↑](#footnote-ref-508)
509. Voir le regard qu’Esther Trépanier porte sur « La ville comme lieu de la modernité: sa représentation dans la peinture québécoise de 1919 à 1939 », mémoire de maîtrise en études des arts, Université du Québec à Montréal, 1983. [↑](#footnote-ref-509)
510. Relire ce que Jacques Allard écrit ici de *La chair décevante* ( 1931 ) de Jovette Bernier, de *L'initiatrice* (1931) de Rex Desmarchais et des [*Demi-civilisés*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/harvey_jean_charles/les_demi_civilises/les_demi_civilises.html) (1934) de Jean-Charles Harvey. [↑](#footnote-ref-510)
511. Paul-Emile Borduas, « [Refus global](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030179036) », dans Borduas et les Automatistes, Montréal, 1942-1955, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1971, p. 102. [↑](#footnote-ref-511)
512. François Hertel, « Plaidoyer en faveur de l’art abstrait », *Amérique française*, 2, 2 (novembre 1942): 13. [↑](#footnote-ref-512)
513. Paul-Emile Borduas, « Tableau. Commentaires sur des mots courants », dans *Borduas et les Automatistes*, Montréal, 1942-1955, p. 113. [↑](#footnote-ref-513)
514. Yvan Lamonde, [*La philosophie et son enseignement au Québec (1665-1920),*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030163877) Montréal, Hurtubise HMH, 1980, p. 88, 99, 101, 102, 113 et 174-175. Sur la subjectivité dans l’autobiographie, les mémoires et le journal, voir Yvan Lamonde, *Je me souviens. La lit- térature personnelle au Québec* (1860-1980), Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 15 et 33-36. [↑](#footnote-ref-514)
515. Henri Girard, « Adrien Hébert », *Le Canada*, 10 novembre 1936, cité par Esther Trépanier, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-515)
516. Reynald, « Réintroduction au modernisme », La *Presse*, 9 octobre 1937, cité par Esther Trépanier, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-516)
517. Voir : Henri Bourassa, conférences, dans *Le Devoir*, 1er, 10, 16 mai 1935 ; [Lionel Groulx], « Les conférences de M. Bourassa », L’Action française, 5, 5 (mai 1935) : 257-265 ; André Laurendeau, *Notre nationalisme*, Montréal, *Le Devoir*, [1935]. [↑](#footnote-ref-517)
518. Pour des aperçus de ce débat, voir : Georges-Henri Lévesque, *Souvenances*, Montréal, Editions La Presse, 1983, tome I, p. 253-269 ; Lionel Groulx, *Mes mémoires*, Montréal, Fides, 1972, tome III, P- 287-289. [↑](#footnote-ref-518)
519. Jean Le Moyne, « Signes de maturité dans les lettres canadiennes », *Le Canada*, 12 octobre 1943, cité par André-G. Bourassa, *Surréalisme et littérature québécoise*, Montréal, L’Etincelle, 1977, p. 57. [↑](#footnote-ref-519)
520. Sur la poésie durant cette période, voir André-G. Bourassa, *op. cit*. Voir aussi Jacques Blais, *De l’ordre et de l'aventure*. *La poésie au Québec de 1934 à 1944*, Québec, PUL (« Vie des lettres québécoises », 14), 1975. [↑](#footnote-ref-520)
521. Voir à ce sujet : Georges-Henri Lévesque, *op. cit*., p. 285-363 ; Marcel Fournier, « [L’institutionnalisation des sciences sociales au Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.fom.ins)», *Sociologie et sociétés*, 5,1 (mai 1973) : 27-59 ; Michael Behiels, « Le père Georges-Henri Lévesque et l’établissement des sciences sociales à Laval, 1938-1955 », *Revue de l’Université d’Ottawa*, 52, 3 (juillet-septembre 1982) : 355-376. [↑](#footnote-ref-521)
522. \* Ce texte est une version remaniée de l’article paru dans *Canada leri e Oggi 2*, Milan, Schena Editore (« Biblioteca délia Ricerca. Cultura Straniera », 30), 1990, p. 17-38. [↑](#footnote-ref-522)
523. Voir: Marcel Fournier, « Le père Lévesque, les sciences sociales et la Révolution tranquille », dans Marcel Fournier, [*L'entrée dans la modernité*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.fom.ent), Montréal, Editions Saint-Martin, 1986, p. 115-173; Michael Behiels, « Le père Georges-Henri Lévesque et l’établissement des sciences sociales à Laval, 1933-1955 », *Revue de l’Université d’Ottawa*, 52, 3 (juillet-septembre 1982): 355-376. [↑](#footnote-ref-523)
524. Yvan Lamonde, « La trame des relations entre la Belgique et le Québec (1830-1940) : la primauté de la question sociale », dans Ginette Kurganvan Hentenryk (éd.), *La question sociale en Belgique et au Canada (19e-20e siècles),* Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles, 1988, p. 173-183. [↑](#footnote-ref-524)
525. Georges-Henri Lévesque, *Souvenances*, Montréal, Éditions La Presse, 1983, tome 1, p. 180. [↑](#footnote-ref-525)
526. Pour ne pas alourdir inutilement la notation infrapaginale, nous nous reporterons dorénavant à la liste chronologique des écrits du père Lévesque qui suit le texte. Il faut donc comprendre ici qu’il s’agit de l’article de 1934, page 98. [↑](#footnote-ref-526)
527. Voir: F.-J. Frigon, « Catholicism and Crisis: l’École sociale populaire and the Depression in Quebec », *Revue de l’Université d'Ottawa*, 45, 1 (1975) : 54-70; Gilles Routhier, « L’ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l’École sociale populaire, 1930-1936 », *Recherches sociographiques*, 22, 1 (janvier-avril 1981) : 7-47. [↑](#footnote-ref-527)
528. Gregory Baum, *Catholics and Canadian Socialism*, Toronto, James Lorimer, 1980, p. 97-118. [↑](#footnote-ref-528)
529. Voir: Raymond-G. Laliberté, « Dix-huit ans de corporatisme militant, l’École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques*, 21, 1-2 (janvier-août 1980): 55- 96; Clinton Archibald, *Un Québec corporatiste ?,* Hull, Asticou, 1983. [↑](#footnote-ref-529)
530. Sur la collusion entre le pouvoir de l’argent et les partis politiques qui mine la démocratie, voir, à titre d’exemple, Esdras Minville, « Le capitalisme et ses abus », dans un ouvrage en collaboration, *Pour la restauration sociale au Canada*, Montréal, École sociale populaire, Tracts nos 232-233 (mai-juin 1933), p. 5-17. [↑](#footnote-ref-530)
531. Voir, dans le présent ouvrage, [le texte no 11](#Territoires_texte_11). [↑](#footnote-ref-531)
532. Comptes rendus des conférences dans *Le Devoir*, 1er, 9 et 15 mai 1935. [↑](#footnote-ref-532)
533. Voir: *L’Action nationale*, 5, 5 (mai 1935): 257-265; André Laurendeau, *Notre nationalisme*, Montréal, *Le Devoir*, 1935. [↑](#footnote-ref-533)
534. Le texte du père Lévesque (1941d) est commencé avant septembre 1935, rédigé en novembre, mais il ne paraîtra pour des « raisons d’opportunité » qu’à l’été de 1941 dans la *Revue dominicaine*, à cause des pressions de l’abbé Groulx auprès de Mgr Chaumont qui demande au directeur de la *Revue dominicaine* d’en suspendre la publication. La correspondance - du 18 novembre au 8 décembre 1935 - entre le père Lévesque et l’abbé Groulx se trouve au Centre de recherche historique de l’Institut d’histoire de l’Amérique française, cote P8/A6 - P8/A9. On peut lire la version de l’abbé Groulx dans ses Mémoires, tome III, p. 287-288, et celle du père Lévesque dans *Souvenances*, tome I, p. 260-269. [↑](#footnote-ref-534)
535. Jacques Brassier [Lionel Groulx], « Pour qu’on vive », *L’Action nationale*, 6, 1 (septembre 1935) : 52, 58. [↑](#footnote-ref-535)
536. André Marois [Lionel Groulx], « Pour vivre », *L’Action nationale*, 6, 3 (novembre 1935) : 214. [↑](#footnote-ref-536)
537. Lettre du cardinal Villeneuve au père Georges-Henri Lévesque, New York, 6 août 1938, reproduite dans l’Annuaire de l’Ecole des sciences sociales, politiques et économiques de l’Université Laval, 1939, p. 3-5. Le père Lévesque retrace les débuts de l’École des sciences sociales dans Souvenances, tome I, p. 285-369. [↑](#footnote-ref-537)
538. Interviews du père Georges-Henri Lévesque par Yvan Lamonde, au monastère Saint-Albert-le-Grand, à Montréal, les 8 et 15 janvier 1988. [↑](#footnote-ref-538)
539. Mémoire de l’École sociale populaire résumé par le cardinal Villeneuve dans une lettre au père Lévesque datée du 17 août 1946, conservée au Centre de recherche historique de l’Institut d’histoire de l’Amérique française, cote P8/A : 14. [↑](#footnote-ref-539)
540. Père P.-Marie Gaudrault, *Neutralité, non-confessionnalité et l’École sociale populaire*, Ottawa et Montréal, Éditions du Lévrier, 1946. [↑](#footnote-ref-540)
541. *Ibid*., p. 21. [↑](#footnote-ref-541)
542. *Ibid*., p. 56. [↑](#footnote-ref-542)
543. Lettre citée à la note 17. [↑](#footnote-ref-543)
544. \* Cette liste exclut des comptes rendus, des notules de rédaction dans Ensemble et les écrits concernant la commission Massey-Lévesque (1949-1951). [↑](#footnote-ref-544)